

UNIVERSITE DE LILLE I  
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

50374  
J997  
215

# COMMERCE INTERNATIONAL ET INDUSTRIALISATION:

## Une analyse du cas de la Chine

Thèse pour le doctorat de Sciences Economiques

Présentée et soutenue par Feng-Ling ZHOU

Directeur de Recherche:

Dominique REDOR

Professeur à l'Université de Lille I

Jury:

Wladimir ANDREFF  
Dominique REDOR  
Xavier RICHEL  
Philippe ROLLET

Professeur à l'Université de Paris I  
Professeur à l'Université de Lille I  
Professeur à l'Université de Marne la Vallée  
Professeur à l'Université de Lille I

- Juin 1997 -



D 030 142218 4

Ce travail a été réalisé au centre "Economies et Politiques Européennes" de l'Université de Lille-I.

C'est sous la direction de Monsieur D.REDOR, professeur à l'Université de Lille-I, que ces études ont été effectuées. Je tiens à lui exprimer ma plus profonde gratitude pour m'avoir accueilli dans son équipe et diriger ma recherche.

J'ai l'honneur d'adresser mes remerciements respectueux à Monsieur W. ANDREFF, professeur à l'Université de Paris I et Monsieur X. RICHET, professeur à l'Université de Marne la Vallée, pour avoir accepté d'estimer ce travail en tant que rapporteurs. J'ai l'honneur aussi d'adresser mes remerciements respectueux à Monsieur P. ROLLET, professeur à l'Université de Lille-I, d'avoir accepté d'être membre du jury.

Je ne saurais terminer sans exprimer mes vifs remerciements à Monsieur C. VALCKE et Monsieur F.TOGNINI de l'aide qu'ils m'ont apportée pour la mise en forme de cette thèse.

## INTRODUCTION

(1)

L'industrialisation peut être définie comme une croissance économique rapide et durable par laquelle une économie plutôt traditionnelle est transformée en une économie moderne. L'industrialisation est un événement capital pour le développement et elle ne peut être réalisée que dans un environnement où toutes les conditions nécessaires et suffisantes sont réunies. Une analyse complète du phénomène d'industrialisation requiert donc de prendre en compte un très grand nombre d'éléments, historique, sociologiques, culturels..., en plus des caractéristiques économiques à proprement parler de ce phénomène. Nous concentrerons notre étude sur l'analyse des relations qu'entretiennent le processus d'industrialisation d'une nation et sa participation au commerce international. Les autres éléments, économiques ou non, ne seront pris en compte que ponctuellement et uniquement quand leur présence est utile au corps de l'analyse.

En dépit, ou à cause, de la littérature très abondante sur le sujet, l'analyse de la nature et de la portée des relations qu'entretiennent l'industrialisation et le commerce international d'une nation, est loin d'être close et constitue encore un sujet très vivant:

D'abord, c'est un domaine très dynamique parce que l'évolution de cette relation dans la réalité est très vive, parfois même très surprenante. Par exemple, la stratégie d'industrialisation par développement d'une production de substitution aux importations a été préconisée par la plupart des PED durant les années 50/60 et rejetée à peine dix ans plus tard, par ces mêmes pays dans les années 70.

Ensuite, c'est un domaine très riche puisque la non homogénéité du tiers-monde demande à chaque PED de développer son propre modèle d'industrialisation. Par exemple, la situation de la Chine dans les années 90 n'est peut-être pas explicable par le modèle d'industrialisation utilisé pour décrire la situation des quatre dragons dans les années 70, la Chine actuelle, en effet, connaît une situation

nationale et un environnement international très différents. Le champ d'analyse correspondant est très large et concerne plusieurs domaines économiques, comme la théorie du commerce, la théorie de la croissance et l'économie du développement.

C'est aussi un domaine qui présente des intérêts pratiques. Dans un monde de plus en plus intégré, de plus en plus d'économistes et de gouvernements de PVD sont convaincus que l'intégration des PVD dans les échanges internationaux conditionne leur industrialisation. L'expérience des NPI le montre: il existe un lien très net entre la capacité d'exportation d'un pays et notamment sa capacité d'exportation de produits manufacturés et de services, et son niveau d'industrialisation. Du fait de la grande dimension de son économie, l'industrialisation de la Chine produira des conséquences importantes sur l'état du commerce international.

L'industrialisation chinoise peut accroître la pression de la concurrence au niveau du commerce international, non seulement chez les autres PED mais aussi chez certain PI. L'intérêt de l'analyse du cas de la Chine repose aussi sur l'étude des relations entre l'industrialisation et le commerce international dans le cadre des relations concurrentielles Nord-Sud et Sud-Sud.

C'est aussi un domaine qui attend encore des travaux de théorisation. Bien qu'un grand nombre d'observations sur les événements réels et d'analyses empiriques aient été réalisées, la nature et la portée des relations entre le commerce international et la croissance économique, plus particulièrement l'industrialisation, sont, sinon méconnus, du moins peu analysés par les grandes théories économiques. Le commerce international est-il ou non favorable à l'industrialisation? Voilà un exemple de questions auxquelles les théories standards ne donnent pas de réponse.

Ce n'est pas une question simple. En effet, l'insertion des PED dans l'économie mondiale par la voie du commerce international est marquée par une grande ambiguïté. Les rôles du commerce international dans l'industrialisation, en effet, sont différents suivant les pays et suivant l'environnement fourni par l'économie mondiale. S'il est

vrai que l'histoire économique des pays industrialisés avancés accorde le plus souvent une large place aux échanges internationaux pour expliquer la croissance et le développement depuis plus de deux siècles, il n'en reste pas moins que l'écart actuel accru entre le Nord et le Sud et au sein du Sud lui-même n'est pas de nature à donner une réponse simple à la question du départ sur l'influence positive ou négative de la participation à l'échange international sur le processus d'industrialisation d'une nation.

Dans le cas de la Chine, bien que les théories existantes puissent analyser partiellement le rôle du commerce international dans son industrialisation, au moins deux questions restent sans réponse:

Comment la Chine peut-elle parvenir à tirer avantage de son commerce extérieur pour son industrialisation alors que le marché mondial est en pleine évolution du point de vue de sa structure et des termes de l'échange? Ou: comment faire coïncider le développement d'une industrie naissante et l'évolution du marché mondial de sorte que l'industrie soit toujours suffisamment adaptée à la demande mondiale pour pouvoir retirer des bénéfices de l'ouverture de l'économie?

De quelle manière l'économie de la Chine, ou d'un pays en général, peut-elle profiter le plus de sa forte croissance dans sa participation à l'échange international? Quel est le rapport entre les caractéristiques de la croissance nationale et l'évaluation de la plus ou moins bonne qualité d'une spécialisation internationale?

(2)

La Chine est une économie caractérisée non seulement par son sous-développement mais aussi par le changement systémique en cours, menant du plan au marché. L'environnement institutionnel en général et plus particulièrement la transition du système économique en Chine, fera l'objet du chapitre 1. En effet, c'est cet environnement qui conditionne l'optimisation de l'utilisation des facteurs productifs et la création de nouveaux facteurs. L'économie chinoise est devenue une économie soumise aux règles économiques avec sa mutation du plan au

marché et l'analyse des relations entre son commerce et son industrialisation peut donc être menée sur cette base.

D'abord, l'importance de la croissance économique dans la stratégie de la réforme sera étudiée. Il est vrai que la réforme chinoise présente un grand nombre de caractères particuliers, comme par exemple, les conditions initiales de la réforme, la culture chinoise qui préfère un changement conservateur plutôt qu'un changement révolutionnaire, etc., mais, la forte demande de la population en faveur d'une croissance immédiate, réelle et durable de nature à améliorer son niveau de vie semble être un des motifs déterminants.

Le mécanisme de la croissance chinoise sera ensuite étudié dans cet environnement institutionnel particulier. Le mécanisme de l'économie de marché peut expliquer partiellement la forte croissance chinoise. La libéralisation des prix et des flux de facteurs par la réforme améliore l'utilisation et l'accumulation des facteurs productifs conventionnels, comme le capital physique, favorables à la croissance économique. Cependant, ce mécanisme ne peut pas expliquer les relations existant entre la croissance et certaines des mesures de la réforme, comme la décentralisation et la mise en place d'incitations matérielles.

Nous développerons un modèle dans lequel la croissance chinoise est conditionnée par la réforme systémique. Ce modèle comprendra dans ses variables explicatives la libéralisation des prix et celle des flux de facteurs, et aussi la décentralisation et l'incitation matérielle. Dans ce modèle, la croissance est reliée à la réforme par deux mécanismes: d'une part, le mécanisme de l'économie de marché via une forte accumulation du capital et d'autre part le mécanisme de changement de comportement des agents économiques via une création du dynamisme chez ces agents. L'importance du dynamisme de ces agents créé par la réforme nous amènera à étudier le rôle de ce facteur dans l'industrialisation chinoise et dans le commerce international de ce pays.

Deux autres caractères de l'économie chinoise seront analysés aussi dans ce chapitre. D'abord, le commerce extérieur de la Chine est

conditionné par la stratégie de la réforme économique. Avec la réforme systémique, l'économie chinoise est devenue de plus en plus ouverte. Le reste de ce chapitre sera consacré à étudier un autre caractère particulier de l'économie chinoise: l'équilibre dynamique entre la différenciation des économies provinciales et l'intégration de l'économie nationale.

L'analyse de l'environnement institutionnel nous aura permis de dégager les bases nécessaires pour faire une analyse rigoureuse des relations entre la spécialisation internationale et l'industrialisation de la Chine.

### (3)

Cette analyse sera effectuée dans le chapitre II. Le premier sous-chapitre sera consacré à la nécessité de développer de nouvelles approches théoriques portant sur les relations entre le commerce international et la croissance en général, et plus particulièrement l'industrialisation, après un rappel des théories existantes. Les deux sous-chapitres suivants seront consacrés au développement de ces nouvelles approches en présentant deux modèles traitant du commerce international.

Le premier modèle cherche à dégager l'incidence de la participation d'une nation au commerce international sur son industrialisation, incidence qui transite par une réallocation optimale des ressources nationales sur un marché mondial en pleine évolution. Dans ce contexte, les agents économiques agissent et réagissent sur le marché en fonction de cette évolution du marché, cet élément n'est pas pris en considération par les théories conventionnelles du commerce.

Dans le modèle un équilibre international peut être obtenu à partir des paramètres structurels comme la structure productive, la structure factorielle, la structure du prix des facteurs et du prix des biens. Le principe des avantages relatifs sera exprimé par ce modèle d'une manière bien plus générale: la spécialisation internationale est une fonction de plusieurs variables: non seulement de la dotation

factorielle, mais aussi des termes de l'échange et de la structure du marché mondial.

La relation entre la spécialisation et l'industrialisation pourra alors être étudiée en considérant non seulement l'aspect statique mais aussi l'aspect dynamique des avantages relatifs. Dans le cas de la Chine, l'impact des relations commerciales sur l'industrialisation sera analysé en examinant si la mutation de la spécialisation à base de matières premières vers une spécialisation dans les produits manufacturés correspond ou non à l'évolution du marché mondial.

L'industrialisation est un processus par lequel la Chine modifie son positionnement économique et technologique par rapport à l'ensemble du tiers-monde et par rapport au monde industrialisé. Il faut donc prendre en compte la dimension relative dans l'analyse de l'influence du commerce international sur l'industrialisation. Même s'il peut amener des gains absolus à la Chine, il n'est pas certain que ces gains soient nécessairement profitables pour l'industrialisation chinoise si on place le raisonnement dans un contexte international comparatif. Des risques de marginalisation de la Chine dans le commerce mondial seront mis en évidence en utilisant le concept de gain relatif.

Les relations entre la spécialisation internationale et l'industrialisation pourront être étudiées en terme de croissance économique. Peu d'études sont consacrées aux relations entre la croissance nationale et les bénéfices commerciaux. Les modèles de croissance développés dans ces trente dernières années ne considèrent pas encore le commerce extérieur comme un facteur de la croissance. Symétriquement, dans les théories du commerce, la croissance nationale n'est jamais prise comme un déterminant du commerce international. Il manque encore des modèles qui puissent analyser à la fois le commerce et la croissance. Nous essaierons de développer un modèle de ce type pour analyser l'influence du commerce international dans l'industrialisation chinoise.

La croissance nationale est composée des croissances sectorielles. Avec le développement, le positionnement de chacune des croissances sectorielles peut être modifié selon leur contribution à la croissance

nationale. L'industrialisation peut donc être considérée comme équivalente à une mutation de la structure de la croissance: d'une croissance essentiellement traditionnelle à une croissance industrielle. Dans une économie chinoise ouverte, une spécialisation internationale réputée favorable à son industrialisation doit être favorable à la modification de la structure de la croissance nationale en faveur de la production manufacturée.

Les différences dans les taux de croissance de chacun des secteurs de l'économie ainsi que leurs évolutions peuvent être regroupées sous le terme de "croissance différenciée". L'industrialisation peut être accélérée si la Chine peut tirer avantages des phénomènes de croissance différenciée. Un modèle explicatif du commerce international basé sur les phénomènes de croissance différenciée sera développé dans ce chapitre pour analyser les relations entre la croissance des exportations manufacturées et la croissance économique de la Chine.

La participation d'une économie au commerce international peut présenter pour elle au moins trois sources d'intérêts: les avantages issus de l'optimisation de la productivité nationale (le modèle RICARDO) ou de l'utilisation des facteurs disponibles (le modèle H-O-S); les bénéfices retirés de la réalisation d'économies d'échelle (le modèle de KRUGMAN) et enfin les gains liés à l'adaptation de la spécialisation aux différentiels internes de croissance.

Le modèle explicatif du commerce international conditionné par les différentiels de croissance sera ensuite appliqué pour analyser le cas de la Chine. D'abord, la relation entre le développement agricole et la mutation de la spécialisation de la Chine sera étudiée. Ensuite, les rôles des sources de la croissance chinoise en général et, plus particulièrement, du dynamisme des agents dans la mutation de la spécialisation chinoise seront analysés. La forte croissance chinoise elle-même sera considérée comme un des déterminants de son excellente performance dans les exportations de produits manufacturés.

(4)

Les relations entre le commerce international et l'industrialisation de la Chine peuvent aussi être étudiées en termes de stratégie d'industrialisation. Cette stratégie doit s'appuyer sur une analyse de l'évolution de la structure productive. Le rôle du commerce extérieur sera étudié en analysant son influence sur la structuration industrielle d'un PED et sur les positionnements de ses secteurs industriels dans l'industrie mondiale. Les considérations théoriques précédentes seront directement utilisées dans l'analyse de cette stratégie.

Plus ou moins fondées en théorie, différentes stratégies d'industrialisation ont été proposées pour les PED: la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations; le développement "autocentré", la stratégie d'industrialisation par la promotion des exportations, etc.. Les résultats obtenus dans le tiers-monde sont très disparates. Ils sont différents non seulement pour les PED qui pratiquent des stratégies différentes, mais aussi pour les PED qui pratiquent les mêmes stratégies. Le choix d'une stratégie d'industrialisation semble donc plutôt devoir porter sur les circonstances concrètes de l'économie à développer que sur des considérations théoriques à priori, qui, en tout état de cause, ne font pas l'unanimité.

Les relations économiques internationales sont de plus en plus placées sous le signe de l'interdépendance et deviennent donc de plus en plus concurrentielles. La réalisation d'économies d'échelle a été le principal déterminant du commerce Nord-Nord et y a amené une concurrence interne de plus en plus forte. La concurrence Sud-Sud est renforcée par la convergence des stratégies d'industrialisation de l'ensemble des PED sur le marché mondial. De même, la concurrence Nord-Sud est devenue réelle, nourrie par le développement dualiste d'économie du Sud et par les problèmes d'emploi au Nord.

Nous développerons donc un modèle d'industrialisation concurrentielle pour la Chine. Cette nouvelle approche s'appuiera sur la nature concurrentielle de l'industrialisation contemporaine, qui

concerne la concurrence intranationale entre le secteur traditionnel et le secteur industriel, et aussi la concurrence internationale tant intersectorielle qu'intrasectorielle. Certains concepts développés dans des modèles précédents (par exemple, le rendement marginal sectoriel à la production nationale) seront utilisés dans ce modèle. L'industrialisation sera conçue comme une mutation de la compétitivité nationale du secteur traditionnel vers le secteur industriel.

Selon ce modèle d'industrialisation concurrentielle, la mutation de la compétitivité chinoise du secteur manufacturé à faible valeur ajoutée vers le secteur à moyenne valeur ajoutée est déterminante pour l'industrialisation chinoise actuelle. C'est cette mutation qui peut à la fois différencier la Chine d'avec l'ensemble du tiers-monde et la faire converger vers le monde industrialisé. Les possibilités d'acquisition d'avantages relatifs pour la Chine dans ce secteur seront analysées.

En premier lieu, l'acquisition d'avantages concurrentiels pour la Chine dans les industries relativement plus sophistiquées sera étudiée en examinant l'état du stock et de la création des facteurs de la croissance endogène, comme par exemple, le capital humain, l'adaptation au transfert technologique et le dynamisme des agents. Ensuite, l'énorme dimension de l'économie chinoise sera intégrée comme un avantage concurrentiel.

L'analyse de la stratégie d'industrialisation mise en oeuvre d'ici à l'an 2010 sera réalisée ensuite sur la base de ces résultats. La stratégie de transformation structurelle sera analysée dans le cadre du commerce international en étudiant la transformation de la structure des exportations et des importations.

(5)

La complexité et la taille du champs d'étude que définit l'ensemble des considérations précédentes sont trop importantes pour autoriser la réalisation d'une analyse exhaustive, à la fois du point de vue de la profondeur des propos que du point de vue du domaine qu'ils couvrent. Tous les modèles présentés ici le sont dans leurs grandes lignes, sans recherche excessive du détail - sans pour autant que soient

délibérément omis les éléments nécessaires à leur compréhension et à leur discussion.

La méthodologie générale de cette étude est constituée par la volonté de développer, d'approfondir et de compléter la théorie standard du commerce international. L'ensemble des propositions du texte, sauf mention contraire explicite, sont donc formulées sous les hypothèses habituelles à ce cadre de pensée. Chaque fois que la teneur des propos l'exigeait, les points de contact entre les analyses développées dans ce travail et celles qui ont pu l'être par d'autres économistes ont été abordés, sans que les travaux de ces économistes fassent toutefois l'objet de développements propres

## **CHAPITRE I.**

**L'ENVIRONNEMENT SYSTEMIQUE DES RELATIONS**

**ENTRE L'INDUSTRIALISATION ET**

**LE COMMERCE INTERNATIONAL:**

**LA REFORME ET L'OUVERTURE DE LA CHINE**

L'importance et la structure du commerce extérieur ne sont pas seulement déterminés par les "déterminants" productifs, analysés dans la théorie pure du commerce international, mais aussi par l'environnement national politique, économique et culturel constituant le cadre dans lequel ces "déterminants" jouent. De même, la croissance économique n'est pas conditionnée uniquement par l'accumulation des facteurs productifs et l'allocation optimale des ressources nationales, facteurs étudiés par les théories de la croissance (théories classiques de la croissance ou théorie de la croissance endogène), mais aussi par cet environnement systémique. Aussi l'étude de l'environnement systémique constitue le préalable et le premier élément de l'analyse des relations qu'entretiennent le développement des échanges extérieurs avec la croissance économique en général ou avec le processus d'industrialisation en particulier.

Dans le cas de la Chine, cet environnement exerce une influence particulièrement importante sur cette relation, puisque la Chine actuelle est une économie en pleine transition systémique. En effet, la réforme chinoise annoncée depuis 1978 est la principale source de tous les changements économiques en Chine. En étant à l'origine du développement des échanges extérieurs chinois, ses caractéristiques conditionnent la nature et l'ampleur de l'influence exercée par l'échange international sur l'industrialisation chinoise.

Ce chapitre sera consacré à étudier l'environnement systémique de la relation entre le commerce et l'industrialisation en Chine.

La réforme chinoise sera étudiée dans le sous-chapitre I.1. Le premier point (I.1.A.) sera consacré à analyser la logique de la croissance économique et la stratégie gradualiste de la réforme chinoise. Pour interpréter cette stratégie, nous développerons un modèle fondé sur le rendement marginal de la réforme pour la croissance chinoise. Cette croissance sera ensuite étudiée en s'inspirant des méthodes utilisées dans la théorie de la croissance (I.1.B.). Pour ce faire, les effets de la réforme seront traduits en deux variables: une amélioration de l'allocation des facteurs conventionnels et une création de dynamisme des agents dans les activités économiques, un facteur non conventionnel. Un modèle de la croissance chinoise sera développé

sur ce point en terme de facteurs productifs. La relation entre la croissance et la réforme systémique qui conduit à l'économie de marché sera ensuite étudiée par ce modèle afin de montrer l'irréversibilité de la réforme chinoise. L'économie de marché de la Chine peut présenter certains points particuliers, qui seront discutés à la fin de ce sous-chapitre.

Le sous-chapitre suivant (I.2) traitera de l'"ouverture" de la Chine depuis 1978. L'intégration de l'économie chinoise dans l'économie mondiale s'effectue selon une logique identique à celle de la transition du plan au marché: la croissance des exportations manufacturées prime avant tout. De même, une dynamique gradualiste plutôt que radicale caractérise cette logique. Cette dynamique particulière d'intégration connaît deux modalités: le gradualisme porte à la fois sur l'orientation progressive de la Chine dans le commerce mondial (I.2.A) et sur la participation d'une partie de plus en plus importante de la Chine à ce commerce (I.2.B).

Cette thèse n'a pas pour autant pour objet l'analyse de l'expérience chinoise de la réforme, ou l'étude comparative de la réforme de la Chine avec celle des pays du PECO. Il n'y a pas de place ici pour réaliser une étude exhaustive de la réforme chinoise. Notre point de vue sera donc très sélectif. Nous nous concentrerons sur l'étude des quelques problèmes qui conditionnent l'environnement de la relation entre le commerce et l'industrialisation de la Chine.

## SECTION I.1. LA REFORME: VERS UNE ECONOMIE DE MARCHÉ PAR UNE VOIE GRADUALISTE

En Chine, la politique en matière de commerce extérieur a évolué spectaculairement avec la réforme systémique depuis 1978. La Chine est sortie complètement de sa fermeture, alors qu'elle était une des économies les plus fermées au monde il y a une vingtaine d'années. La logique de la réforme à la base de cette ouverture est décisive du point de vue de la détermination de la nature des relations qu'entretient le commerce extérieur chinois avec son industrialisation.

### A. LA REFORME SYSTEMIQUE CHINOISE: UNE LOGIQUE DE CROISSANCE ECONOMIQUE ET UNE STRATEGIE DE GRADUALISME

La transition des anciennes économies planifiées vers le modèle d'économie de marché est un des événements les plus importants dans l'histoire économique du vingtième siècle. Deux types de transition ont été observés au cours de ces dernières années. Les PECO ont pratiqué une transition radicale qui est plutôt influencée par les conseils "orthodoxe" provenant des institutions internationales (Banque mondiale, FMI et OCDE ). La Chine, elle, réalise cette transition par une dynamique complètement différente, qui est plutôt non orthodoxe (SINGH A. 1994).

#### A.1. Une logique: la croissance économique

Pour transformer une économie de plan en une économie de marché, deux voies différentes sont possibles (Tab.1). La première voie préconise de changer d'abord l'institution politique, les réformes politiques sont conçues comme étant prioritaires, par rapport aux réformes économiques. A l'inverse, la croissance économique et les réformes économiques sont considérées comme prioritaires par rapport aux réformes politiques dans la deuxième voie. Les réformes des anciennes économies planifiées peuvent donc s'inscrire dans deux logiques complètement différentes: la logique institutionnelle et la logique de la croissance. Les PECO ont pratiqué leur réforme selon la première conception et la réforme chinoise se déroule selon la seconde.

## a. La logique de la croissance économique fondée sur les leçons de l'histoire économique et politique

Une croissance extraordinaire a été enregistrée en Chine alors que la structure institutionnelle n'a pas changée de manière brutale, à l'inverse de ce qui est pratiqué dans les PECO. Accommodée d'une série de réformes graduelles, la structure politique et sociale chinoise a fonctionné efficacement et sans coupure, ce qui constitue une différence majeure avec d'autres pays d'ancienne économie planifiée. Pourquoi une telle différence? A notre avis, une des réponses essentielles est que la Chine a lancé sa réforme dans une logique bien spécifique: la croissance économique avant le changement constitutionnel. C'est une logique plutôt non orthodoxe.

### a.1. Une logique non orthodoxe

Quand on adopte un point de vue extérieur au système économique contingent et que l'on s'interroge sur la manière de le transformer, il n'est pas absurde de prendre en considération les buts que l'on peut logiquement assigner au futur système économique. On peut donc partir du point de vue selon lequel le but premier d'une économie est d'optimiser l'utilisation des ressources et facteurs socio-économique en vue d'obtenir la croissance économique maximale. Une réforme radicale a été recommandée pour atteindre ce but par d'éminents économistes "orthodoxes" (Tab.1). Selon eux, seule une réforme radicale permet à une ancienne économie planifiée de bénéficier le plus rapidement possible du système de marché, qui assure une croissance beaucoup plus importante. Le changement institutionnel a donc été préconisé comme prioritaire par la plupart des spécialistes de l'économie de transition cités dans le tableau 1.

Tableau 1. Propositions sur la réforme de l'économie de plan à l'économie de marché

Réforme	I*	II	III	IV	V	VI	VII
Dornbush (1991)	1**	4	2	5	3	4	3/4/5
Fischer/Gelb (1991)	1	2	1	4	1/3	2	5
Gelb/Gray (1991)	1	1	1	3	1/3	1	3
Hinds (1991)	1	2	1	3	1/4	2	-
Lipton/Sachs (1990)	1	1/2	1	-	3	1/2	-
McKinnon (1991)	-	3	1	2	-	3	4
Nuti (1991)	1	1	1	-	2	3	4
Roland (1990)	1	3	3	2/4	2	3/4	2/3/4
Rybcynski (1991)	1		3	1	2	-	-
Siebert (1991)	1	3	2	3	3	3	-
<b>En résumé</b>	<b>1</b>	<b>2/3</b>	<b>1/2</b>	<b>3/4</b>	<b>1/2/3</b>	<b>2/3</b>	<b>3/4/5</b>
La réforme chinoise	5	1	2	4	5	1	3

\*: I: la réforme de l'institution politique; II: La libéralisation des prix domestiques; III: La stabilisation fiscale/monétaire; IV: La réforme du système financier domestique; V: La privatisation; VI: La réforme du système commercial; VII: La libéralisation des flux de capitaux.

\*\* : Les numéros de 1 à 5 représentent le degré prioritaire de la réforme proposée par les auteurs ou pratiquée par la Chine.

(Sources: (1). Pour les propositions individuelles, FUNKE N. and HIEMENZ U. (1994); (2). Pour la réforme chinoise selon PAZ W. et RANA P.B. (1994) et RANA P.B. (1995))

Pour la première fois de son histoire, la Chine populaire s'inscrit toute entière (l'Etat, les collectivités et les individus) dans une logique de croissance, qui privilégie les résultats économiques plutôt que les résultats idéologiques, politiques et institutionnels. La transition chinoise est un long processus, qui a commencé en 1978 et continuera encore longtemps (jusqu'à l'année 2010 selon le programme gouvernemental). Jusqu'à maintenant, ce processus de réforme s'inscrit dans une logique de croissance économique et non de changement institutionnel.

La réforme issue de la logique de croissance est pratiquée par une gestion soigneuse de l'équilibre entre la déréglementation de l'ancien système de plan et la nouvelle réglementation du système de marché. Cette gestion est réalisée par une série de réformes "douces" dans différents domaines économiques à des moments bien choisis, à un niveau bien sélectionné et à une vitesse bien contrôlée. Cette gestion a été caractérisée par la place prioritaire donnée aux réformes économiques. Par exemple, la libéralisation des prix et la réforme du système commercial avancent alors que les réformes politiques restent à expérimenter (Tab.1). Ce type de réforme est présenté comme une "réforme graduelle" ou "réforme gradualiste" dans le débat actuel sur la mutation des anciennes économies planifiées.

Les résultats de la réforme chinoise sont marqués par une extraordinaire réussite économique: un taux de croissance parmi les plus élevés du monde; une amélioration généralisée et rapide du niveau de vie; une performance du commerce extérieur plutôt impressionnante, etc. Il est vrai que la croissance économique obtenue par la Chine n'est pas suffisante pour juger de l'avantage que représente cette logique non orthodoxe sur la logique du changement institutionnel qui préside à la transition de l'ex-URSS. Cependant il est quand même possible de dire que la logique de la transition chinoise semble bien adaptée aux circonstances économiques, politiques et culturelles de la Chine, bien qu'elle ait été souvent critiquée par les hommes politiques et les économistes occidentaux. La réussite économique de la réforme a pourtant été reconnue peu à peu par les

économistes et sa logique constitue un sujet vivant dans la littérature depuis le début des années quatre vingt dix.

Chez certains auteurs, cette réussite est attribuée à la stratégie de la réforme chinoise, une stratégie gradualiste (McMILLAN J. et NAUGHTON B. 1992); SINGH apprécie la progressivité de la réforme chinoise qui commence par la réforme agricole et la réforme des entreprises de village (SINGH A. 1991, 1994). En revanche, SACHS et WOO marginalisent le rôle de la stratégie politique de la réforme et mettent l'accent sur la structure économique initiale de la Chine. Selon eux, ce n'est pas le gradualisme mais plutôt la structure économique chinoise qui provoque les conditions favorables à une telle réforme (SACHS J.D. et WOO W.T. 1994). Dans un article récent, PAZ et RANA analysent la réforme chinoise par une combinaison des rôles des facteurs politiques et des conditions économiques initiales (PAZ W. et RANA P.B. 1995).

Ces différentes approches ont chacune leur mérite respectif: l'analyse de SACHS et WOO, en liant le gradualisme de la réforme avec l'aspect relativement décentralisé de la structure économique initiale, permet de comprendre ce que doit la réforme aux conditions initiales. Il n'est cependant pas possible de pousser l'analyse jusqu'à obtenir une relation causale et déterminante entre ces deux éléments. L'explication par une politique volontariste (McMILLAN, NAUGHTON, SINGH, ...) , est intéressante pour comprendre l'importance du choix de la stratégie dans une telle réforme. La réforme chinoise n'est cependant pas un simple jeu politique dans lequel toutes les actions peuvent être explicitées. La Chine actuelle est déjà très loin de ce qu'aurait pu imaginer les dirigeants politiques chinois de 1978.

De même, la combinaison entre la structure économique initiale et la stratégie politique (PAZ et RANA) semble insuffisante pour comprendre la réforme "graduelle" de la Chine puisque cet argument, lui non plus, ne prend pas en compte l'évolution historique. La structure économique à une date donnée et les mesures de politique volontariste s'inscrivent dans une évolution historique qui les dépasse. Les conditions économiques initiales au moment de la mise en oeuvre de la réforme sont à la fois son point de départ et le point d'arrivée des

évolutions précédentes. Les forces qui ont déterminé cet état de l'économie chinoise continuent de s'exercer parallèlement à la mise en place de la réforme. De même, la mise en oeuvre d'une politique volontariste ne peut être effectuée sur la seule considération des buts à atteindre. Le contexte général au sein duquel s'exerce la gestion politique influence son contenu aussi bien d'un point de vue statique que dynamique. Tant du point de vue du contenu objectif sur lequel elle s'applique que du point de vue de sa propre définition, la logique de la réforme chinoise peut être éclairée par la considération de l'histoire récente de la Chine.

En effet, c'est ce cadre historique très particulier de la Chine qui justifie la logique particulière de la réforme: une logique de croissance économique. Cette logique est le produit de l'ensemble des événements historiques qui définissent la Chine de 1978: l'histoire du pouvoir des ouvriers et des paysans dans la gestion d'Etat, l'organisation de l'agriculture, la structure sectorielle de la production et de l'emploi, l'histoire des déséquilibres macro-économiques et des changements politiques, l'histoire de la culture politique, l'histoire du PCC (Parti Communiste Chinois), les effets des "réformes" précédentes, et certainement beaucoup d'autres éléments. Pour nous, la logique de la croissance est une logique qui préconise la réforme économique avant la réforme politique. Pour comprendre pleinement cette logique il faut donc se pencher sur l'histoire des relations entre la politique et l'économie de la Chine.

#### a.2. La logique de la réforme chinoise: le résultat de l'évolution de l'histoire politique et économique

Nous examinerons ici comment l'évolution du système économique et politique de la Chine depuis 1949 a préparé les conditions pour une réforme dont la logique de fonctionnement s'en présente comme une résultante.

### a.2.1. Formation du système planifié en Chine

L'histoire de la formation du système planifié en Chine a fait l'objet de nombreux ouvrages. Un rappel rapide permettra de présenter les conditions initiales sur lesquelles s'est appliquée la réforme.

Après une série de guerres, le PCC établit enfin en 1949 un gouvernement qui puisse fonctionner sur la quasi-totalité du territoire et commencer à s'occuper des problèmes économiques. La situation était catastrophique pour le gouvernement: les infrastructures et les capacités de production sont quasiment détruites et la plupart de la population est menacée par la faim. De plus, les propriétaires terriens ne sont pas très coopératifs avec le gouvernement puisque leur représentant politique, le Parti National Chinois, survit encore à Taiwan. Naturellement, une des premières mesures économiques décidées fût la promulgation de la réforme agraire.

Dans les autres domaines, le programme économique fait preuve de souplesse et de libéralisme: il ménage la bourgeoisie urbaine appelée à oeuvrer à la restauration de l'appareil industriel et commercial. La croissance économique rapide dans les années suivantes semble justifier ces mesures (Fig.1). En 1952, la plupart des principales productions dépassent déjà celles des meilleurs années de l'histoire chinoise.

Cette réussite rapide encourage le gouvernement qui s'engage d'abord progressivement et ensuite précipitamment sur la voie tracée par l'influence de la pensée économique soviétique. Ce n'est pas seulement un choix économique mais aussi un choix idéologique. A la fin de 1956, la quasi totalité de la paysannerie est intégrée dans la collectivisation de l'agriculture. Dans l'industrie et le commerce, la nationalisation permet à l'état de contrôler strictement la quasi totalité des activités. Le système planifié s'est donc formé au milieu des années 50.

### a.2.2. Le changement politique brutal comme obstacle principal à la croissance durable

Le bilan du système planifié de la Chine a fait l'objet d'un débat en Chine. Pour éviter une polémique, nous nous concentrerons simplement sur les trois points suivants en analysant la figure 1:

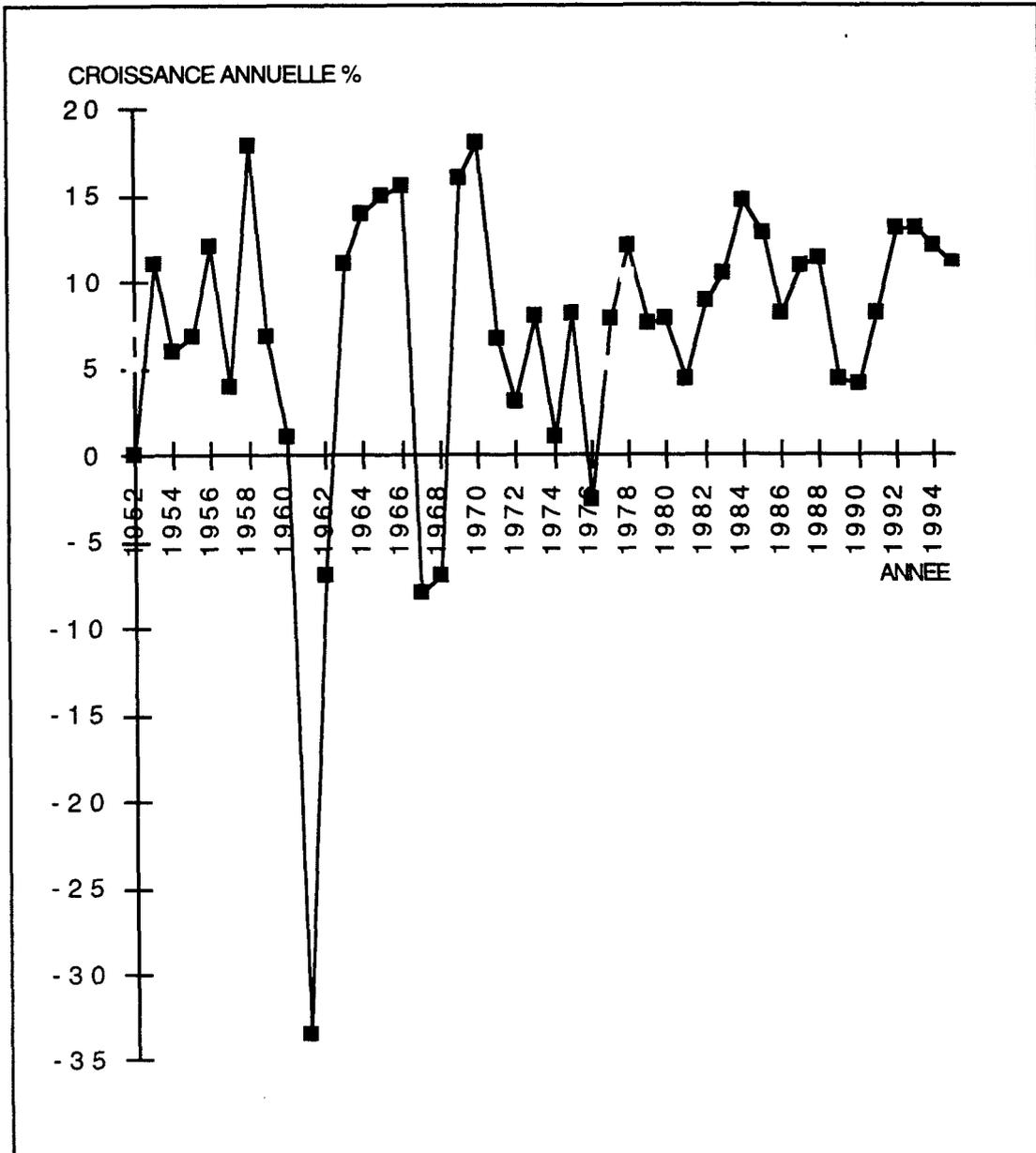
#### 1). Une croissance économique d'ensemble

La plupart des économistes chinois jusqu'à maintenant pensent encore que le système du plan a été plutôt positif pour le développement économique de la Chine des années 50/60. Un économiste chinois très influent, LI J-W a publié des résultats économétriques dans lesquels l'évolution de l'économie chinoise de 1953 à 1977 est considérée comme positive dans sa totalité (croissance annuelle moyenne autour de 5%) (LI J-W et al. 1992). Certains économistes étrangers ont aussi reconnu récemment que le bilan du système planifié de la Chine des années 50 et 60 n'est pas toujours négatif. Un des avantages de ce système pour la Chine est la forte mobilisation des ressources humaines et des ressources physiques sous contrôle absolu du gouvernement. Cette mobilisation permet à la Chine de résoudre le problème de la pauvreté absolue après la guerre et de construire rapidement une base industrielle (LEE K. 1994).

#### 2). Mais cette croissance est déstabilisée fréquemment par des mouvements politiques

Selon LI J-W (LI J-W et al., 1992), la croissance de l'économie chinoise de 1949 à 1977 est surtout caractérisée par une instabilité avec des changements de rythme fréquents et brutaux.

Figure 1. L'évolution de la croissance économique chinoise depuis 1952 (1952=100%)



(Source: SYOC)

Dans la figure 1, la croissance pendant la première quinquennale (1953-1957) est très rapide. En s'inspirant à la fois du modèle stalinien d'industrialisation et de la volonté de constituer une puissance économique complète et autonome, le gouvernement exécute une politique de développement prioritaire des industries lourdes. Cette politique impose un effort considérable d'investissement, financé par des prélèvements directs et indirects sur l'agriculture dont les prix sont maintenus très bas. Ces efforts portent leurs fruits et la Chine, en

cinq ans, construit les bases de son appareil industriel. La production industrielle est multipliée par 2, ainsi que celle de charbon, celle de fonte par 3 et celle d'acier quadruple.

A l'inverse la quinquennale suivante (1958-1963) est une catastrophe. Sous l'impulsion de MAO Tsé-Toung, les préoccupations idéologiques font irruption dans le débat économique. Les lois économiques ne sont plus respectées dans les ambitions révolutionnaires. En 1958, le Grand Bond en Avant concrétise le projet de dépasser les contraintes sociales, techniques, économiques et financières en appliquant simplement une volonté politique: libérer l'énergie des masses, émanciper les esprits, briser la bureaucratie et rejeter les règles économiques et techniques. Ce schéma, plus la catastrophe naturelle de l'année 1960, apporte des résultats très négatifs pour l'économie nationale: la récolte céréalière chute de 30% entre 1958 et 1960; la production industrielle s'effondre en 1961. Une croissance négative (-33,5%) est enregistrée en 1961 (Fig.1).

A partir de 1962, une nouvelle politique économique est appliquée par le gouvernement, suite au désastre des années précédentes. Les autorités remettent à l'honneur les stimulants matériels, l'éducation scientifique et technique, les critères qualitatifs plus que quantitatifs dans l'appréciation des productions. C'est donc une réglementation sous le régime de planification, par rapport à la déréglementation des années 1958-1961, qui va remettre l'économie chinoise sur les rails (Fig.1). La production agricole retrouve en 1964-1966 une croissance rapide. De même que la production industrielle.

Mais dans l'ancien système planifié, l'économie continue de ne servir que la politique et cette dernière y intervient fréquemment. La croissance économique est une fois de plus perturbée par un mouvement politique: la Révolution Culturelle (1966-1976). Pendant cette période, même l'administration économique centrale a été désorganisée et mise sur la touche. La révolution provoque une crise économique qui brise l'élan acquis par l'économie chinoise au milieu des années 60 et réduit considérablement le niveau de vie.

### 3). L'amélioration du niveau de vie est très instable également

Sous le système planifié, le niveau de vie est globalement amélioré par la croissance globale. Par exemple, la ration de calories tourne autour de 2000 calories par jour de 1955 à 1977. Bien qu'elle soit légèrement inférieure au seuil considéré comme assurant une alimentation suffisante (2400 calories), ce chiffre n'est pas mauvais dans le tiers-monde, comparé par exemple avec celui de l'Inde (1700 calories), un PED qui a des difficultés relativement similaires à la Chine. De plus, avec l'égalité imposée par l'idéologie communiste, le niveau de vie de la population en général et plus particulièrement de la "masse" est mieux assuré par rapport aux autres PED de même niveau économique. Autrement dit, la pauvreté est partagée. C'est assez positif si nous rappelons qu'avant 1949, la population est très menacée par la faim: la première cause de mortalité pendant les années 30 et 40. De 1900 à 1949, la croissance démographique est quasiment stoppée à cause de la misère. En revanche, de 1949 à 1977, la population double grâce à l'amélioration considérable du niveau de vie.

Avec le fonctionnement de l'économie qui est souvent perturbé par des décisions idéologiques et politiques, l'instabilité du niveau de vie est un des problèmes les plus importants de l'ancien régime. Par exemple, 10 à 15 millions de personnes sont victimes de la famine pendant les années 60-62 à suite du Grand Bond en Avant de 1958-1959. Pendant la Révolution Culturelle (1969-1976), un régime de distribution limitée de viande, de légumes et des autres aliments nécessaires à la vie est installé pour assurer un niveau de vie minimum suite à la chute de la production (Fig.1).

#### a.2.3. Une motivation: oui à une croissance économique rapide et durable mais non à un changement politique brutal

Pourquoi une telle logique de réforme en Chine? Nous pouvons maintenant lier cette question aux leçons historiques. Avec ces leçons historiques, la réforme chinoise est orientée dans une direction fixée: oui à une croissance économique rapide et durable mais non à un changement politique brutal.

Certains chercheurs ont comparé la motivation initiale de la réforme chinoise avec celle de la mutation des pays de l'Europe de L'Est. Selon PERKINS (PERKINS D. 1994), la motivation de la réforme chinoise serait l'insatisfaction ressentie face aux perspectives de croissance de l'époque, mais non pas une crise économique comme c'était le cas dans l'ancien bloc de l'URSS. Toujours selon lui, seule la crise économique peut exiger un changement politique immédiat et fondamental dans les pays concernés. Il explique donc sur cette base la différence entre la réforme radicale des pays de l'Est et la réforme gradualiste de la Chine. Argumentant dans le même sens, certains auteurs pensent que les efforts initiaux de la réforme chinoise se sont fait en tant que changements expérimentaux, en tant que tâtonnement, afin d'améliorer la performance économique du pays, plutôt que d'établir un système de marché de style occidental (JEFFERSON G.H. et RAWSKI T.G. 1994). Cet argument peut être développé un peu plus à l'aide de l'analyse précédente.

En effet, une croissance optimale ne se définit pas seulement par une croissance plus élevée mais peut aussi l'être par une croissance durable ou stable. Selon notre analyse, une des principales responsables de l'instabilité de la croissance chinoise est l'intervention extrémiste de mouvements idéologiques et politiques (par exemple, le Grand Bond en Avant et la Révolution Culturelle), qui ne respectent pas les règles économiques. Pour des raisons évidentes, ce type d'intervention politique se réalise plus facilement dans une économie centralisée que dans une économie de marché. Dans cette optique, favoriser la décentralisation des décisions économiques c'est leur permettre de s'affranchir du joug central et ainsi de se mettre partiellement à l'abri des influences partisans. En décentralisant son économie, la Chine de 1978 s'est créées les conditions nécessaires pour s'assurer une croissance durable. En même temps et dans le même but, elle cherche à éviter un changement politique brutal. Dans la réalité, la population chinoise de l'année 1978 ne cherche pas la démocratie, bien qu'elle soit très préconisée en occident, mais cherche à améliorer immédiatement et durablement son niveau de vie. Si on ajoute à cela l'expérience qu'elle a des soubresauts politiques évoqués plus haut, on comprend que la motivation initiale de la réforme chinoise ne réside pas seulement dans une envie d'améliorer son niveau de performance

économique mais aussi passe aussi par la recherche de réformes sans changement politique brutal. Ces deux éléments caractérisent la logique de croissance de la réforme chinoise.

## b. La logique de croissance basée sur l'idée réaliste

Tous les événements historiques poussent la Chine à se motiver pour un objectif précis: une croissance forte, durable et visible instantanément avec une stabilité politique et sociale. De plus, cette logique est confortée par la chute de tous les modèles orthodoxes théoriques en Chine de 1978. Le résultat est clair: la réforme chinoise est caractérisée par une réforme économique assez rapide dans un système politique relativement stabilisé. Cette réforme a produit une croissance élevée et durable et un environnement dans lequel la population peut bénéficier pacifiquement de la croissance.

### b.1. Transition systémique et pragmatisme

La logique de la réforme chinoise est différente de celle de la réforme de l'ancien bloc soviétique. Pour ce dernier, la réforme est une révolution par laquelle le système politique est radicalement modifié en s'inspirant de la démocratie occidentale. Ensuite, la croissance économique est sensée être produite par le système de marché, lui-même assuré par le système démocratique. Pour la Chine, la réforme n'est avant tout qu'un moyen d'assurer la croissance économique. Il est difficile de juger du choix entre ces deux alternatives, lequel est le plus rationnel, puisqu'un choix rationnel n'est jamais que le choix de la solution la mieux adaptée aux circonstances du moment. Comme les deux espaces économiques sont assez différents, chacune des deux alternatives peut être judicieuse, suivant les pays concernés.

#### b.1.1. Primauté des circonstances réelles sur le modèle occidental

La logique de la réforme chinoise est une logique de croissance mais n'est pas une logique de démocratie. Selon cette logique, la croissance est la priorité et la démocratie, elle, n'est qu'un résultat futur de la croissance économique actuelle. En revanche, la réforme des PECO s'inscrit dans une logique institutionnelle puisque la mise en

oeuvre de la démocratie précède les réformes économiques. Bien qu'une comparaison de la logique chinoise et celle des PECO soit séduisante, elle risque de créer un débat sans issue. En effet, la relation entre la démocratie et la croissance est déjà le sujet d'un débat actuel (OLSON M. 1994), débat qui semble difficile à trancher a priori et dont la solution n'est pas indispensable à l'analyse du cas de la Chine, puisque nous nous contentons de présenter les caractéristiques du processus en cours sans chercher à le juger à l'aide de critères absolus et universels. Quelques éléments de portée générale peuvent quand même être avancés autour de cette question.

Du point vue historique, il est vrai que la croissance économique en Europe et dans certaines de ses anciennes colonies (Amérique du nord, Australie, etc.) a été intimement liée à un développement préalable de la démocratie. La révolution industrielle en Angleterre est liée au fait que les droits de propriété ont été mieux assurés après la Glorieuse Révolution. La plupart des PI, voire tous les anciens PI, ont réalisés leur industrialisation par la même voie. Selon OLSON, c'est la démocratie qui facilite la croissance économique.

Cependant, des expériences récentes d'industrialisation ne confirment pas cette voie, souvent préconisée comme la voie unique de la croissance par les économistes occidentaux (OLSON M. 1994). De nouveaux PI comme la Corée du sud et Taiwan ont réalisé leur industrialisation avec une réussite excellente avant que leur système politique ne soit démocratisé. En 1992, LEE Kuan Yew, l'ancien premier ministre de Singapour, qui est un des meilleurs artisans au monde d'une politique économique réussie, déclarait: "Je ne crois pas que la démocratie amène nécessairement le développement. Je crois que ce dont un pays a besoin pour se développer, c'est de discipline plus que de démocratie. La démocratie poussée trop loin conduit à l'indiscipline et au désordre, qui ne sont pas de bons facteurs du développement." (cité dans l'article d'OLSON).

La logique de la réforme chinoise semble cohérente avec les expériences des nouveaux PI, bien qu'elle ne respecte pas le modèle historique d'industrialisation du XVIII<sup>ème</sup> siècle. La logique de croissance de la réforme chinoise ne pousse pas la Chine à réaliser une

réforme politique radicale, comme celle qui se fait dans des PECO. Cependant, cette logique permet à la Chine d'atteindre son objectif: une croissance durable et rapide. Au sens strictement économique, cette logique préconise une stabilisation macro-économique, qui n'assure pas seulement une croissance relativement équilibrée mais aussi facilite la réforme micro-économique, comme par exemple, la réforme du système de prix. De toute façon, la réforme graduelle de la Chine est marquée par une gestion soigneuse des déséquilibres entre la croissance et la transition. La croissance demande un minimum de stabilité alors que le but de la transition est un changement radical. Cette gestion calculée, qui privilégie la croissance, a permis à la Chine de réaliser sa transition avec des résultats économiques extraordinaires.

#### b.1.2. Résultat économique avant la "couleur" politique du système

La réalisation d'une réforme systémique de grande ampleur est un événement difficile à contrôler, d'après les expériences des anciennes économies planifiées, surtout quand l'idéologie joue un rôle très important. L'idéalisme démocratique joue un rôle de premier plan dans la réforme des PECO, comme le communisme naguère dans la révolution "socialiste" des anciennes économies planifiées. Dans les deux cas, le déroulement des événements ne donne pas l'image d'un processus maîtrisé mais frôle parfois le chaos. La Chine, par contre, a réussi à mettre sur pied une réforme prudente en ne la concevant ni comme un dogme ultime du collectivisme orthodoxe ni comme l'application des doctrines ultra-libérales.

Avec une motivation non idéologique et plutôt matérialiste, la Chine s'engage dans la logique de croissance, selon une démarche qui est très bien exprimée par DENG Xiao-Ping avec un cliché populaire de sa province (Sichuan):

*Chat noir chat blanc, celui qui rattrape la souris est le bon chat.*

Cette phrase est immédiatement traduite par la suivante:

*Capitalisme socialisme, celui qui permet à la Chine d'accroître son économie est le bon.*

La réforme initiale ne prend pas le changement de couleur (du socialisme au capitalisme) comme le critère principal et se concentre sur la souris (la croissance économique) par tous les moyens, qu'ils soient ceux du capitalisme ou du socialisme. Avec cette logique, la réforme politique qui risque de créer des instabilités sociales, ne se place qu'au deuxième rang de la réforme chinoise.

D'une part, la population chinoise de 1978 ne remet pas en question l'ensemble du système planifié puisque l'instabilité politique était considérée comme la principale responsable de la décroissance dans l'histoire de son développement. D'autant plus qu'une étude récente montre que la Chine est moins centralisée que l'ex URSS (QIAN Y.Y. et XU C.G. 1993): les problèmes liés à la centralisation y sont donc moins graves. D'autre part, la population de 1978 ne connaît pas non plus le "bon" capitalisme dans un pays aussi fermé, elle connut surtout le "mauvais" capitalisme du temps passé, d'avant 1949. Le pragmatisme contenu dans la réforme chinoise est l'élément qui suscite l'adhésion politique de la population chinoise et explique les particularités du contenu de la réforme, comme par exemple la coexistence dynamique du plan et du marché.

#### b.2. La préparation de l'application de la logique de la croissance: le débat sur la vérité de 1978

Les deux composants principaux du pragmatisme chinois, la primauté des résultats économiques sur le choix des options politiques et la prise en compte des circonstances réelles sans application d'un modèle préétabli, sont l'aboutissement d'un processus de réflexion politique qui les a agencés autour du principal but de la réforme: la croissance. Le type de réflexion qui a amené à poser le pragmatisme comme premier principe est déjà en lui-même très teinté de pragmatisme. La Chine n'a préparé sa réforme ni par une révolution politique, ni par une planification gouvernementale. La première est exclue par sa propre expérience depuis 1949. La seconde est considérée comme étant souvent très influencée par l'idéologie et reflétant peu la réalité.

La Chine a commencé sa réforme par une réflexion pacifique et sérieuse sur la relation entre la théorie et la pratique en organisant un débat de masse en 1978. Ce mouvement, appelant à la libéralisation de la pensée ou à la recherche de la vérité, est lancé par DENG Xiao-Ping lui-même. L'objectif de ce débat est justement de désarmer théoriquement les conservateurs, tel HUA Guo-Feng, successeur fidèle de MAO Tsé-Toung. En réalité, tous les modèles théoriques sont remis en question par la conclusion de ce débat: c'est la pratique et non les modèles théoriques, qui est le seul critère de la vérité. La Chine ne doit pas préconiser des théories, elle doit organiser ses activités en fonction des résultats réels.

En effet, ce débat a permis aux chinois de réexaminer la relation entre théorie et pratique et de se dégager définitivement de la domination idéologique, quelque soit sa forme, sur toutes les activités, dont les activités économiques. Ce débat a mis en évidence la nécessité de redonner des orientations concrètes aux actions des agents économiques et de ne plus leur imposer, comme c'était le cas, d'avoir uniquement un sens idéologique.

Toutes les idéologies autres que la logique de croissance ont été remises en question au début de la réforme. Lors du fameux troisième plenum du XI<sup>ème</sup> Comité Central du PCC tenu en décembre 1978, l'esprit de la réforme est décrit de la manière suivante:

*La réussite des "quatre modernisations (agriculture, industrie, science et technologie et défense nationale)" suppose une croissance soutenue des forces productives, ce qui veut dire la modification de certains aspects des relations entre production et superstructure qui ne sont pas en harmonie avec la croissance des forces productives, et nécessite une réforme de l'ensemble des méthodes de gestion, des décisions et des théories qui font obstacle à cette croissance. La modernisation socialiste est donc une révolution en profondeur et de grande envergure (Documents du PCC depuis 1978).*

Construire d'après un modèle fondé sur des pensées idéologiques n'est donc pas le but de la réforme. Le capitalisme "pur" comme le communisme "pur" n'intéressent pas ou plus les dirigeants chinois.

L'économie de marché, comme la transition elle-même, n'est qu'un moyen de réaliser la croissance économique. C'est la croissance qui assure finalement le développement du pays. Cette volonté d'une croissance réelle, immédiate, forte et durable dynamise la transition et oriente le système vers celui de type dit "socialisme de marché".

## A.2. Une stratégie: le gradualisme

Deux questions intéressantes se posent à l'économie de transition chinoise:

*Comment la Chine a-t-elle pu connaître une croissance aussi rapide bien que les marchés des produits, du travail et du capital n'y soient pas encore assez développés, si peu développés voire inexistants?*

*Comment les facteurs du plan et ceux du marché peuvent-ils coexister pour produire une croissance aussi rapide?*

Les réponses semblent reposer sur l'analyse de la stratégie de la réforme pratiquée par la Chine.

### a. Stratégie de la réforme chinoise dans la logique de croissance

Quelle est la stratégie de la réforme chinoise? Différentes réponses peuvent être données sous différents angles d'analyse. Dans cette étude, nous nous sommes particulièrement intéressés à la gestion de la relation entre le plan et le marché dans l'économie de la Chine pendant sa réforme.

#### a.1. Stratégie du gradualisme

La réforme chinoise ne suit pas la logique institutionnelle. La construction de la démocratie, qui demande un changement radical des institutions du plan, n'est pas considéré comme prioritaire dans la réforme chinoise. En revanche, la croissance économique est prioritaire et les réformes économiques, qui sont demandées par la croissance, progressent bien plus vite que les réformes

institutionnelles. Dans une telle logique de croissance, la principale préoccupation du gouvernement est de stabiliser la structure sociale et politique qui assure la continuité des activités économiques. Les dirigeants chinois ont été très conscients des difficultés de la réforme dès le début. La stratégie de la réforme est donc d'abord marquée par la prudence plutôt que par les passions. Le fondement de cette stratégie peut être exprimé par un slogan très connu en Chine:

*Traverser une rivière dangereuse en touchant les pierres à chaque pas.*

La réforme menant à l'économie de marché est perçue comme la traversée d'une rivière dangereuse. La sécurité est donc prioritaire avant tout. Pour sécuriser la réforme, le gouvernement a besoin d'un soutien bien solide. La croissance économique représente les pierres qui aident la réforme à faire traverser la rivière au pays. Commencant par la réforme agricole, la Chine s'est transformée elle-même étape par étape. A chaque étape, les réformes sont d'abord expérimentées dans un espace limité et à un degré calculé, puis évaluées en examinant leurs influences sur la croissance économique à court et moyen terme, et ensuite appliquées à l'ensemble du pays si elles sont acceptables politiquement. Le processus de réforme est donc constitué par un ensemble de mini-réformes, localisées et contrôlées, qui permet à la Chine de connaître une véritable évolution tout en gardant un environnement suffisamment stable aux actions des agents économiques pour que les réformes puissent avancer sans heurts majeurs (YUSUF S. 1994).

La stratégie de la réforme chinoise est donc une stratégie gradualiste: d'une part, le système de plan n'est pas détruit de façon radicale mais plutôt mis au service de la croissance, après certaines améliorations; d'autre part, le système de marché est conçu comme une nouvelle source de croissance, mise en place et développée par les politiques de réforme. C'est donc une véritable évolution plutôt qu'une révolution: la Chine progresse vers une économie de marché par la gestion dynamique de la coexistence du plan et du marché.

## a.2. la coexistence dynamique du plan et du marché

De point de vue des rapports qu'entretiennent les modes privés et publics de propriété des moyens de production et du produit, la stratégie du gradualisme se traduit par une coexistence dynamique du plan et du marché. Le plan est la principale source de développement économique au début de la réforme et la croissance n'est réalisée que par une continuité du plan. Le marché est la nouvelle source économique, qui progresse graduellement mais sûrement avec la croissance. Petit à petit, ce dernier remplace le premier en terme d'importance dans l'économie nationale, mais le plan restera encore longtemps un élément important de l'économie chinoise, dans la continuité de ses rôles historiques.

La stratégie gradualiste est donc une stratégie de rassemblement: rassembler tous les forces du pays, les forces de marché comme les forces du plan, dans la logique de croissance. Cette stratégie est bien distincte de la proposition des économistes libéraux qui préconisent la privatisation massive des entreprises étatiques comme stratégie de transition d'une économie planifiée à une économie de marché.

### a.2.1. Les politique de privatisation: une préconisation à portée mondiale

Depuis une dizaine d'années, surtout après la chute du mur de Berlin, les privatisations ont été préconisées par la plupart des gouvernements du monde. Les privatisations deviennent un mouvement général pour les PI comme pour les PED. Les nationalisations ont eu leurs heures de gloire, mais elles sont désormais révolues: le temps est aux privatisations. Dans la plupart des pays, les gouvernements essaient de vendre leurs entreprises le plus vite possible. Rien qu'en 1992, des entreprises publiques sont passées au secteur privé dans près de 50 pays, et ceci pour 69 milliards de dollars.

Pour les PED, la privatisation est considérée justifiée à deux niveaux d'analyse. Au plan micro-économique, toute une littérature exploite l'idée que l'entreprise privée a une capacité intrinsèque à se montrer plus performante que son homologue publique. La différence

se manifesterait à travers des phénomènes d'inefficience économique: dans les entreprises publiques les ressources ne seraient pas utilisées au mieux: en fonction de la demande privée. La production publique ne présente donc pas les caractéristiques d'une production optimale que seule la production privée pourrait posséder. Au plan macro-économique, et avec une acuité particulière pour les PED, la plupart des auteurs attendent des privatisations qu'elles facilitent la restauration des grands équilibres.

Pour les pays d'ancienne économie planifiée, la privatisation a été considérée comme la principale stratégie de création d'une économie de marché. Un bilan des privatisations dans les PECO et les pays de l'ex-URSS est donné dans un rapport d'étude de l'OCDE (CCET, OCDE, 1994). Malgré les disparités, les privatisations sont très en vogue dans ces pays et la liquidation des entreprises publiques semble gagner en importance. Dans l'ex-RDA, la privatisation est pour l'essentiel achevée. La République tchèque est également dans la phase finale. La Russie a privatisé près de 60% de ses actifs industriels. Les méthodes de privatisation utilisées par ces pays sont les suivantes:

(1). Les ventes commerciales des entreprises publiques. Cette technique tend à occuper une place prépondérante en ex-RDA, en Hongrie et en Estonie;

(2). La privatisation par émission de bons. Cette méthode a une place importante dans la privatisation pour les Républiques tchèque et slovaque, ainsi qu'en Lituanie et en Russie (où elle est associée à la privatisation au profit des cadres ou des salariés);

(3). Le rachat des entreprises par les cadres et/ou les salariés. Cette technique est la principale méthode de privatisation en Biélorussie, en Roumanie, en Lettonie et, à un moindre degré, en Pologne.

De manière décalée par rapport à ce qui semble être la logique dominante, la stratégie de réforme chinoise permet, par la voie de la coexistence dynamique du plan et du marché, de réaliser un certain

degré de privatisation de l'économie nationale sans privatisation majeure des entreprises publiques.

### a.2.2. Marche vers l'économie de marché sans privatisation majeure des entreprises publiques

L'objectif de la stratégie est de créer une dynamique qui lie la croissance et la transition. La stratégie doit donc assurer une gestion optimale des déséquilibres entre ces deux mouvements: faire la réforme entraîne la croissance et faire la croissance permet de promouvoir la transition. La stratégie du rassemblement a bien servi cet objectif. Lors du XI<sup>ème</sup> Comité Central du PCC, la réforme a été pensée comme un moyen de rassembler toutes les forces dites "constructives" pour accroître l'économie nationale. La stratégie chinoise de la réforme est la suite de la logique de croissance qui comprend deux aspects essentiels:

1). Ne pas détruire l'ancien système du plan mais l'améliorer et l'utiliser au service de la croissance;

2). Encourager et créer des forces de marché en profitant de la croissance produite par le système amélioré du plan et utiliser ces forces comme de nouvelles sources de croissance.

La coexistence du plan et du marché a favorisé de plusieurs manières l'extraordinaire développement général de l'économie chinoise (RAWSKI T.G., 1994). Comme on ne peut pas créer du jour au lendemain un marché de facteurs efficient sans remettre complètement en cause l'allocation existante des ressources et provoquer une mutation brutale de l'appareil productif, il apparaît judicieux de compter encore sur les entreprises étatiques existantes, l'élément basique du plan. Après leur dynamisation pour changer leur comportement et mettre en place des systèmes d'incitation, ces entreprises, ont continué, sans être privatisées, leurs activités avec des résultats assez positifs pour soutenir la politique de réforme, surtout dans la première période de la transition.

Depuis 1978, l'enchaînement des réformes économiques de la Chine a comporté plusieurs phases. La réforme est décidée dès décembre 1978 lors du troisième plenum du XI<sup>ème</sup> Comité Central du

PCC qui consacre l'amorce de la libéralisation. De 1978 à 1984, les mesures de réformes sont d'ordre micro-économique. Ces mesures visent à établir les motivations classiques de recherche du profit et à inciter tous les producteurs à accroître leurs productions et leur productivité. Cependant, la réforme n'est pas égale dans tous les domaines et elle est plus avancée dans l'agriculture que dans l'industrie. Dans l'agriculture, la décollectivisation progresse comme un cheval au galop, mais ailleurs les réformes ont pour objectifs d'améliorer le système en place, sans remettre en cause l'économie administrée.

La stratégie de rassemblement de toutes les forces pour accroître l'économie ne préconise pas la privatisation des entreprises publiques. En effet, c'était le secteur public qui assurait la croissance économique de la Chine dans la première moitié des années 80 puisque la part du secteur privé restait encore faible à cette époque.

A partir de 1984, la réforme entre dans sa deuxième phase. En somme, les autorités se prononcent en faveur de l'extension des réformes et de l'ouverture économique. En octobre 1984, le troisième plenum du XII<sup>ième</sup> Comité Central du PCC décide, d'une manière générale, de prôner un système économique où coexistent le plan et le marché. Sous l'effet des réformes micro-économiques, l'ensemble du système se transforme. Le système du plan n'y échappe pas et s'améliore par une réforme des entreprises étatiques suivant les principaux thèmes qui sont: la décentralisation du pouvoir de décision, l'incitation matérialiste des agents et l'élargissement de l'autonomie des entreprises. Le système marchand progresse rapidement sous la forme d'une création massive d'entreprises non-étatiques, qui sont les entreprises qui bénéficient le plus de la libéralisation progressive des prix et de la décentralisation du commerce extérieur. La concurrence qui s'instaure entre le secteur planifié et la sphère d'activité marchande de l'économie se solde par le recul relatif et progressif du premier.

Certains éléments de l'économie de marché, comme par exemple, le mécanisme des prix de marché, ont été encouragés initialement pour "compléter" la dynamisation et puis "concurrencer" le plan (Tab.2).

Tableau 2. Libéralisation des prix des produits de détail: part des prix des produits fixée librement

<i>Année</i>	<i>Produits industriels (ventes au détail)</i>	<i>Produits agricoles</i>
1978	3%	6%
1985	34%	40%
1986	40%	44%
1987	38%	54%
1988	49%	57%
1989	46%	40%
1990	53%	52%
1991	69%	58%

(Source: SYOC 1994)

La troisième phase de la réforme est lancée dès 1991 et une réforme plus profonde est annoncée par DENG Xiao-Ping au début de 1992, lors de son voyage dans le sud de la Chine. A l'automne 1992, le XIV<sup>ème</sup> Congrès du PCC affirme l'objectif d'une transition vers l'économie socialiste de marché. Dans ces dernières années, deux impératifs dominent: d'une part, poursuivre les réformes micro-économiques qui permettent d'améliorer encore la performance de la totalité des entreprises étatiques et d'encourager la dynamique de création des entreprises non-étatiques plus dynamiques; d'autre part, mettre en place les institutions et les instruments. Ces dernières (système financier, fiscalité), dans une économie de marché, permettent la régulation de l'activité économique en général et plus particulièrement la régulation de la concurrence.

b. Interprétation de la coexistence dynamique par un modèle du rendement marginal de la réforme

Selon PERKINS (PERKINS D. 1994), une des raisons qui expliquent la plus forte augmentation de la productivité dans les entreprises non-étatiques par rapport aux entreprises étatiques (Fig.2) est la meilleure adaptation des premières aux mécanismes du marché, qui résulte de la réforme. Bien que la plupart des auteurs acceptent ce constat, il faut faire remarquer que la comparaison des performances

des différentes entreprises en fonction de leur type ne peut produire que des résultats à interpréter prudemment. Si le principe de la distinction entre ces types d'entreprise, en effet, est relativement clair, la réalité est fort disparate.

Selon le Bureau des Statistiques (SYOC, 1994), il faut entendre par:

- entreprise étatique, toute unité de production dont les moyens de production appartiennent à l'Etat;

- entreprise de propriété collective, toute unité de production dont les moyens de production sont la propriété de collectivités locales qui peuvent aussi bien être un village qu'un conté ou une rue;

- entreprise privée, toute unité de production possédée par une ou plusieurs personnes privées.

le reste des caractéristiques de ces unités de production peut être extrêmement divers, quant à leur taille, à leur domaine d'activité, au rapport entretenu avec les différentes institutions gouvernementales, etc...

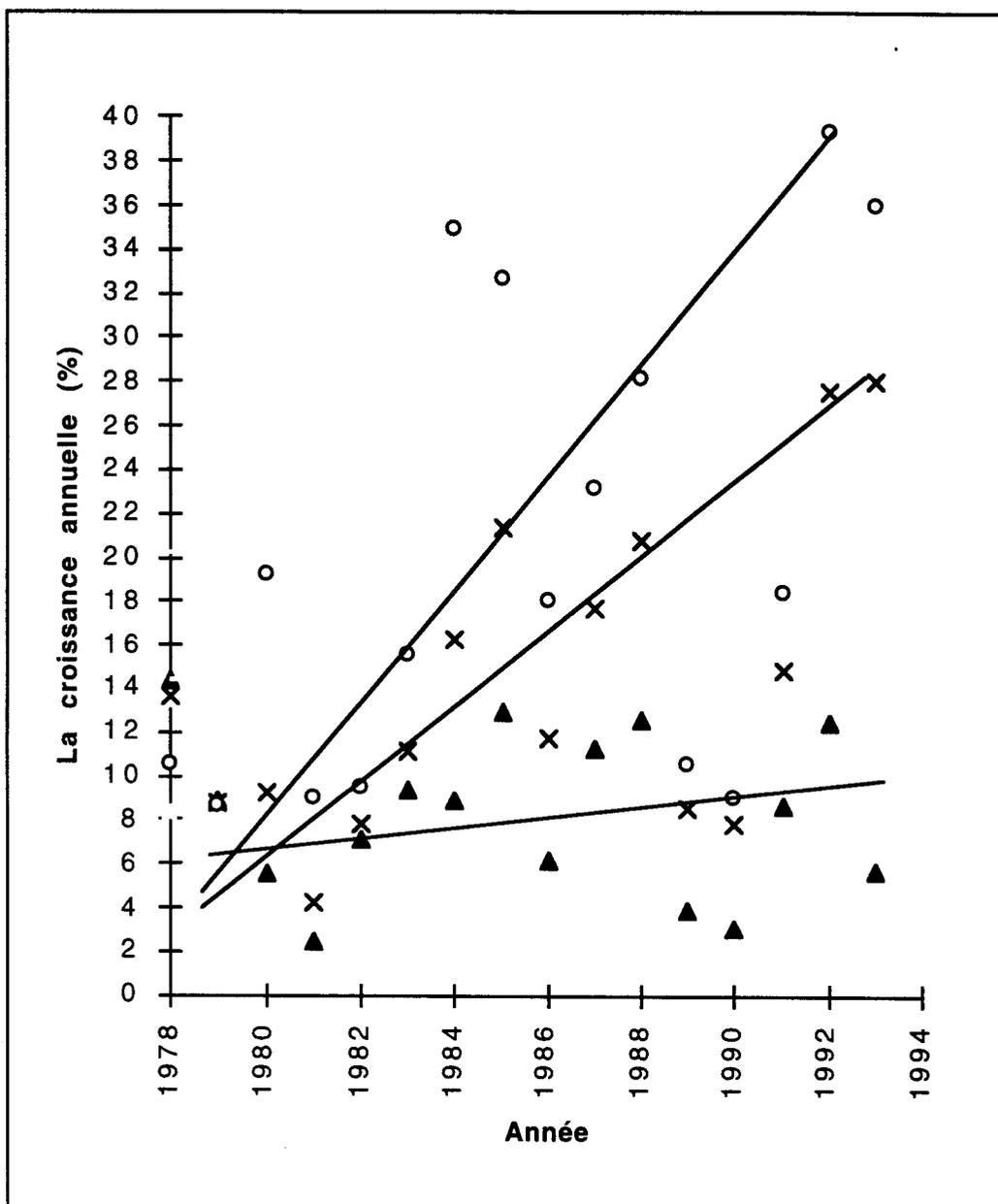
Rien que du fait de l'existence d'une catégorie qui n'a pas son équivalent dans une économie de marché -les entreprises de propriété collective- la distinction privé/collectif s'enrichit d'un terme intermédiaire qui, de droit, n'est pas privé mais n'est pas collectif au même sens qu'une entreprise d'Etat. Outre ce fait, d'autres éléments - souvent introduits par la réforme- viennent brouiller les distinctions traditionnelles entre privé et public. Avant 1978 les profits réalisés par les entreprises étatiques étaient récupérés par le budget central et, symétriquement, les subsides budgétaires constituaient une bonne part des ressources de ces entreprises. Avec la réforme, les entreprises ont pu garder tout ou partie du profit excédant un certain seuil et les emprunts bancaires sont venus s'ajouter aux subsides budgétaires dont l'importance s'est réduite. A cela vient se greffer le fait que les indications très précises d'une planification impérative ont été peu à peu assouplies pour ne finir parfois qu'à ne plus consister qu'en de simples indications du montant de profit ou du niveau de productivité à

atteindre. Si de droit les entreprises concernées restent de propriété étatique, de fait les situations de gestion sont très disparates et peuvent être tout à fait similaires à une gestion privée. Dans la pratique la situation des entreprises de propriété collective est tout aussi contrastée, en rapport direct avec l'emprise qu'exerce ou non la collectivité de tutelle sur les entreprises et leurs dirigeants. La distinction effectuée sur la nature de la propriété des moyens de production ne correspond pas à une distinction en terme de type de gestion, de comportement de l'entreprise: il faut donc être très prudent dans les comparaisons. (sur tous ces points: JEFFERSON G.H. et RAWSKI T.G. 1994, NAUGHTON B. 1994b, SINGH A. 1994 et YUSUF S. 1994)

Il n'est donc pas étonnant que le principe de ces comparaisons ait fait l'objet d'un débat qui reste difficile à trancher. Sans doute cette difficulté est-elle à rattacher à l'inévitable caractère changeant d'une économie en transition... Pour notre part nous nous contenterons d'observer les résultats en termes de croissance obtenue par les entreprises selon leur type de propriété (Fig.2), en nous basant sur le fait que cette distinction correspond quand même à des différences dans le degré de centralisation des unités de production. Il faut toutefois noter que cet élément constituerait une base insuffisante pour des comparaisons internationales.

Dans une étude faite par JEFFERSON, RAWSKI et certains économistes du CASS ( Chinese Academy of Social Sciences), il a été constaté que la productivité totale des facteurs a augmenté du fait de la réforme, et ce tant pour les entreprises étatiques que pour les entreprises non-étatiques, avec une augmentation plus rapide chez les dernières que chez les premières (JEFFERSON. G.H., RAWSKI T.G. et ZHENG Y, 1992). Ainsi la réforme graduelle se traduit par une coexistence dynamique entre le mécanisme du plan et celui du marché qui est en faveur de ce dernier.

Figure 2. La différence de croissance industrielle entre les entreprises étatiques et les entreprises collectives



(Source: SYOC 1994)

X : la croissance industrielle nationale

Δ: la croissance industrielle des entreprises étatiques

o : la croissance industrielle des entreprises de propriété collective

En effet, poser les forces du marché comme source de la croissance est une caractéristique commune à l'économie chinoise et à l'économie de la plupart des pays du monde. L'originalité se situe dans le fait que les entreprises publiques continuent à servir la croissance de la Chine, sans privatisation majeure (PERKINS D., 1994). A notre avis, deux niveaux d'analyse peuvent justifier cet aspect important de la stratégie chinoise.

D'abord, du point de vue politique, conserver une place importante aux entreprises étatiques constitue, pour le gouvernement, une garantie de la possibilité de programmer et de maîtriser la réforme.

Au niveau social, la stratégie de la réforme chinoise vise à maintenir une stabilité sociale, qui est considérée comme une pièce majeure de la réforme maîtrisée (DENG X-P, 1982). Une privatisation majeure d'entreprises publiques risque de faire perdre aux cadres et aux salariés leurs emplois. Cela est confirmée dans une étude faite par BHASKAR et KHAN sur la privatisation en Inde, un pays assez semblable à la Chine (BHASKAR V. et KHAN M. 1995). Selon cette étude, la privatisation a réduit significativement l'emploi industriel sans qu'il y ait réduction de la production. Alors que la Chine a déjà assez de problèmes sociaux à régler dans le processus de réforme, la privatisation majeure ne faciliterait pas le traitement de ces problèmes, elle risquerait même d'aggraver la tension sociale. Dans ce contexte, la réforme chinoise se réalise tout en maintenant à un certain niveau l'ancien système du plan. Elle n'a pas accordé beaucoup d'importance au changement de régime de propriété qui a été préconisé dans le reste du monde et qui n'est pas considéré comme la condition nécessaire de la croissance en Chine.

Une analyse de l'aspect économique de la stratégie du rassemblement est plus compliquée que celle de l'aspect politique ou social. Une piste d'analyse peut s'appuyer sur l'effet de la stabilisation macro-économique. La stratégie du rassemblement n'impose pas de prendre des mesures radicales pour transformer les entreprises étatiques en entreprises privées. Cette stratégie stabilise les grandes variables macro-économiques dans un environnement incertain dû à la réforme. Cette stabilisation ne permet pas seulement une croissance

relativement équilibrée mais facilite aussi l'ajustement micro-économique. En revanche, la stratégie de la transformation radicale des entreprises publique, qui est pratiquée dans la plupart des APEP, semble ne pas disposer de ces avantages (RICHET X. 1994).

Selon nous, la stratégie chinoise de la réforme cherche à accroître l'économie non seulement par la construction d'un environnement macro-économique stabilisé, mais aussi par la production d'effets positifs sur tous les acteurs au niveau micro-économique. Le premier aspect est plutôt passif, mais le second aspect est très dynamique et actif. Nous essaierons de développer un modèle dans ce contexte afin d'interpréter le second aspect de cette stratégie.

### b.1. Le modèle

En supposant que la réforme, notée par  $Re$ , soit une variable indépendante qui conditionne aussi la production (notée par  $P$ ). La production est donc déterminée par la condition purement productive (par exemple, le capital, la main-d'oeuvre et la technologie), qui sont définis par les théories néo-classiques, notée par  $Cp$ , et par cette variable extérieure à la condition productive. Par "condition productive", il faut entendre l'état actuel des forces productives tel qu'il peut être appréhendé par une fonction de production. Il inclue donc l'état actuel de la productivité des facteurs tels qu'ils sont utilisés dans la production, le coût actuel de leur utilisation et l'état actuel de la technique qui préside à la détermination de la combinaison de facteurs utilisée. Au final la production est une fonction de la réforme et de la condition productive (voir annexe 3-1):

$$P=P(Re, Cp)$$

$$dP = (dP/dRe)*dRe+(dP/dCp)*dCp \quad (I.1-1)$$

La croissance économique est donc déterminée par le rendement de la réforme ( $dP/dRe$ ) et celui de la condition productive ( $dP/dCp$ ) et par la progression de la réforme ( $dRe$ ) et l'évolution de la condition productive ( $dCp$ ).

Si la production nationale, P, est la somme de la production de chaque secteur (celle du secteur public, notée par  $Pr_I$  et celle du secteur privé, notée par  $Pr_{II}$ ), nous avons l'équation suivante (voir annexe 3-2):

$$P = Pr_I(Re, Cp) + Pr_{II}(Re, Cp).$$

$$(dP/dRe) = (dPr_I/dRe) + (dPr_{II}/dRe). \quad (I.1-2)$$

La contribution de la réforme à la production nationale (( $dP/dRe$ ) est donc la somme de la contribution de la réforme à chaque secteur ( $dPr_I/dRe$  et  $dPr_{II}/dRe$ ).

Dans l'ensemble de la réforme chinoise, la stratégie du rassemblement peut être caractérisée par les deux points suivants:

(1). Le rendement de la réforme de chaque secteur est positif alors  $dPr_I/dRe > 0$  et  $dPr_{II}/dRe > 0$ . C'est à dire: chaque secteur s'accroît avec la réforme. Dans la stratégie de la réforme chinoise, les entreprises étatiques ne sont pas traitées comme des forces négatives mais plutôt positives pour la croissance. La stratégie du rassemblement attend la croissance de chaque secteur ( $dPr_I > 0$  et  $dPr_{II} > 0$ ) avec l'approfondissement de la réforme ( $dRe > 0$ ).

(2). Mais le rendement marginal de la réforme dans chaque secteur n'est pas égal. Pour construire une économie de marché, il est nécessaire d'agrandir la part du secteur privé dans l'économie nationale. Si la réforme a un effet positif sur les deux secteurs:

$$dPr_I/dRe > 0 \text{ et } dPr_{II}/dRe > 0$$

$$d(dPr_I/dRe)/dRe < d(dPr_{II}/dRe)/dRe. \quad (I.1.-3)$$

C'est à dire, si la réforme (Re) s'intensifie ( $dRe > 0$ ), le secteur étatique (I) enregistre une croissance positive ( $dPr_I/dRe > 0$ ) comme le secteur privé ( $dPr_{II}/dRe > 0$ ), mais le rythme de cette croissance est moins important que celui de la croissance du secteur privé:

$$(d(dPr_I/dRe)/dRe < d(dPr_{II}/dRe)/dRe)$$

Donc, le secteur privé gagne du terrain avec la réforme, malgré la croissance du secteur public.

Nous utiliserons ce modèle dans le point suivant pour interpréter la coexistence dynamique des entreprises publiques et privées dans la stratégie chinoise.

## b.2. La dynamique de la réforme en faveur du mécanisme de marché

La contradiction théorique entre le marché et le plan a été masquée dans la réforme chinoise, au moins partiellement, par l'objectif commun: la croissance. Les facteurs du plan et du marché coexistent dans la logique de la croissance, ce qui produit un phénomène particulier: la dynamisation du système planifié sert à construire le marché.

### b.2.1. Le plan amélioré par la réforme: une continuité de la croissance

La réforme chinoise ne détruit pas l'ancien système par la privatisation massive des entreprises publiques, mais l'améliore plutôt afin de produire un contexte favorable à la naissance de nouvelles forces dans l'économie nationale. Du point de vue de l'organisation économique, la coexistence évite de détruire brutalement les organes essentiels du système existant, ce qui permet de le remplacer graduellement par une organisation de marché équivalente, sans grosses pertes. Par exemple, l'existence des facteurs du plan a largement contribué à empêcher qu'une hyperinflation, un des principaux problèmes communs aux économies de transition, ne s'installe durablement dans ce pays. Durant les périodes d'inflation forte (1988, 1994/1995), le gouvernement est intervenu avec des résultats globalement positifs non seulement par des moyens macro-économiques mais aussi par des moyens administratifs.

En supposant que la réforme chinoise progresse avec le temps, nous pouvons appliquer notre modèle à la croissance chinoise (Fig.2). Si nous prenons l'ensemble de la période 1978-1994 comme référence, la contribution de la réforme à la production industrielle publique, comme celle à la production non publique est positive ( $dPr_I/dRe > 0$  et  $dPr_{II}/dRe > 0$ ).

Les effets positifs de la réforme ( $dPr_I/dRe > 0$ ) ont été reconnus aussi par un grand nombre d'auteurs (par exemple, JEFFERSON G.H. et RAWSKI T.G. 1994). La croissance industrielle des entreprises étatiques atteint un rythme annuel moyen de 8,3% (Fig.2). Bien que cette croissance soit moins élevée que celle des entreprises non-étatiques (20,2%), elle n'est pas négligeable comparée à celle des entreprises non-étatiques de la plupart des PED. La performance des exportations des entreprises étatiques est aussi impressionnante: la croissance annuelle est de 20% en moyenne durant la dernière moitié des années 80 (JEFFERSON G.H. et RAWSKI T.G. 1994). L'augmentation de la productivité factorielle totale (Tab.3) confirme la performance des entreprises étatiques et la croissance réalisée par ces entreprises. Selon une étude portant sur la productivité factorielle totale de la Chine (CHEN K. et al., 1988), la productivité factorielle totale des entreprises étatiques a stagné du milieu des années 50 à la dernière moitié des années 70. C'est la réforme qui l'augmente. Toutes ces observations confirment notre modèle selon lequel les entreprises étatiques bénéficient du rendement positif de la réforme ( $dPr_I/dRe > 0$ ).

Au début de la réforme (1978/1979), ses résultats assez limités ne créent pas une différence importante entre les deux secteurs et il semble que la contribution de la réforme à la croissance publique ne soit pas très différente de sa contribution à la croissance non-étatique, soit  $(dPr_I/dRe) \cong (dPr_{II}/dRe)$ . Les croissances industrielles de ces deux secteurs ne sont pas très différentes non plus (Fig.2). Cependant, avec sa part dominante, 76% (Tab.4), le secteur public est la principale source de la croissance industrielle en Chine. Cette croissance était donc une croissance due au plan plutôt qu'au marché.

Les relations entre le plan et le marché ne sont jamais restées statiques et se sont modifiées doucement mais sûrement: les facteurs du plan continuent de contribuer positivement à la croissance pendant que le marché est en pleine expansion.

### b.2.2. Une réforme plus favorable dynamiquement au secteur non-étatique

La réforme a permis à la Chine de créer graduellement des nouvelles sources de croissance afin de constituer une économie nationale indépendante de l'ancien système. La stratégie de la réforme chinoise réside dans une gestion dynamique des relations entre la stabilisation et le changement. La première permet d'utiliser, avec certaines améliorations, des structures existantes et le dernier permet de créer de nouvelles structures. La réforme est donc plus favorable à la dynamique de création du secteur non-étatique. Dans les termes de notre modèle, la réforme a un rendement marginal plus élevé pour la croissance du secteur non-étatique que pour celle du secteur étatique, ce dernier présente plus de caractères de plan mais le premier présente plus de caractères de marché.

Dans la figure 2, nous avons construit trois courbes. Pour simplifier l'analyse, deux hypothèses sont introduites: (1) une réforme graduelle. Dans cette hypothèse, la réforme progresse avec le temps:  $Re = A \cdot t$  et donc le temps peut être utilisé comme mesure de la réforme; (2) une croissance dépendant de la réforme. Par cette hypothèse, les influences de la condition productive sur chaque secteur sont marginalisées et la réforme est considérée comme la principale source de la croissance.

Selon ces deux hypothèses, les dérivations de deuxième degré ( $(da/dt)/dt$  et  $(db/dt)/dt$ ) correspondent aux rendements marginaux de la réforme pour chaque secteur ( $d(dPr_I/dRe)/dRe$  et  $d(dPr_{II}/dRe)/dRe$ ). La différence de croissance des deux secteurs reflète donc la différence de rendement marginal dans notre modèle ( $d(dPr_I/dRe)/dRe < d(dPr_{II}/dRe)/dRe$ ).

Notre modèle est en conformité avec l'analyse de JEFFERSON et RAWSKI (JEFFERSON G.H. et RAWSKI T.G. 1994). Selon leurs observations, après la réforme, la productivité augmente plus vite dans le secteur non-étatique que dans le secteur étatique (Tab.3).

Tableau 3. L'estimation de l'augmentation de la productivité dans différents secteurs industriels en Chine

	1980-84	1984-88	1988-92
<b>A. Productivité factorielle totale</b>			
Entreprises étatiques	1,8%	3,0%	2,5%
Entreprises collect. (urbain)	3,4%	5,9%	4,9%
Entreprises collect. (village)	7,3%	6,6%	6,9%
<b>B. Productivité du travail</b>			
Entreprises étatiques	3,8%	6,2%	4,7%
Entreprises de collect. (urbain)	8,6%	7,0%	13,8%
Entreprises de collect. (village)	5,8%	14,4%	17,7%

(Source: JEFFERSON G.H. et RAWSKI T.G. 1994)

Par conséquent, l'augmentation du nombre des entreprises non-étatiques concourant à la production industrielle nationale est particulièrement remarquable. La part du secteur non-étatique dans la production nationale ( $Pr_I/P$ ) augmente avec la réforme et celle du secteur étatique diminue ( $Pr_{II}/P$ ) (voir annexe 3-4):

$$[(Pr_I/P)/(Pr_{II}/P)]_{t_2} > [(Pr_I/P)/(Pr_{II}/P)]_{t_1}$$

puisque  $d(dPr_I/dt)/dt < d(dPr_{II}/dt)/dt$  (I.1.-4)

Tableau 4. L'évolution des parts des entreprises étatiques et non-étatiques dans l'industrie  
( en pourcentage de la valeur du produit brut industriel)

<i>Propriété*</i>	1978	1985	1991	1993
<i>d'état</i>	77,6%	64,9%	52,9%	43,1%
<i>collective</i>	22,4%	32,1%	35,7%	38,4%
<i>privée</i>	-	1,8%	5,7%	8,4%
<i>autres</i>	-	1,2%	5,7%	10,1%
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%

(Source: SYOC 1994)

Notre modèle est conforme avec les résultats réels. La part des entreprises d'Etat dans la production industrielle est tombée de 78,3% au début des années 80 à 43,1% en 1993 (Tab.4); en revanche, la part du secteur non-étatique a augmenté dans des proportions équivalentes pendant cette période. Un quasi marché a été formé en profitant du rendement marginal plus élevé de la réforme pour le secteur non-étatique. En effet, un des secrets de la nécessité la stratégie de la réforme chinoise se retrouve à nouveau: création de nouveaux pôles de croissance plutôt que privatisation majeure d'entreprises étatiques existantes.

Pourquoi la réforme est-elle plus favorable aux entreprises non-étatiques qu'aux entreprises étatiques, comme l'indique notre modèle? La réponse à cette question impose de rechercher quelles sont les caractéristiques de ces entreprises -s'il en existe- qui soient susceptibles d'expliquer leurs différences de performance par rapport aux bénéfices tirés de la réforme. Selon PERKINS les entreprises non-étatiques bénéficient plus de la réforme puisqu'elles s'adaptent mieux aux mécanismes de marché (PERKINS D. 1994). Nous pensons que ce n'est qu'une explication partielle et que leur meilleure adaptation n'est qu'une des sources de leur croissance extraordinaire. Il faut aussi se pencher sur les autres sources de leur croissance. Pour ce faire, nous développerons dans le point suivant un modèle représentatif de la croissance chinoise intégrant la réforme. La performance des entreprises de villages sera analysée par ce modèle .

## B. LA CROISSANCE CHINOISE ET L'ECONOMIE SOCIALISTE DE MARCHE

La transition chinoise est un long processus dans lequel le marché coexiste dynamiquement avec le plan, alors que ce dernier se réduit doucement avec le temps. Une question importante vient immédiatement à l'esprit:

*La Chine progresse vers quel type de marché en suivant ce processus particulier?*

Nous essayerons ici d'étudier ce problème en examinant la relation entre la croissance et la réforme.

### B.1. L'économie de marché en Chine et la logique de croissance

La croissance est considérée comme prioritaire dans la logique de la réforme chinoise. La stratégie gradualiste s'appuie sur cette logique de croissance. D'une part, la dynamique de la transition est orientée par la recherche de la croissance, d'autre part, une forte croissance accélère la transition. Avec cette conception différente, la Chine réalise sa transition avec des résultats spectaculaires, non politiquement mais économiquement parlant.

La croissance économique de la Chine peut être expliquée partiellement par les théories conventionnelles puisque cette croissance présente des caractères communs avec la croissance des économies étudiées par ces théories. Cependant, il est difficile de répondre à toutes les questions portant sur la croissance chinoise avec ces modèles conventionnels. Parmi elles, la question suivante:

*Comment une économie dualiste et en transition peut-elle réussir à s'accroître à un rythme au moins similaire à celui observé dans les plus performantes économies de marché, celles-là même qui sont souvent présentées comme un modèle pour la réforme chinoise?*

Le contexte de réforme systémique au sein duquel l'économie chinoise se développe fait que la croissance chinoise présente certains

caractères particuliers, comparée à la croissance conventionnelle. Dans le modèle précédent, la croissance chinoise est conditionnée non seulement par la condition productive (Cp), qui est analysée par la théorie conventionnelle de la croissance, mais aussi par la réforme elle-même (Re), qui est indépendante, à un niveau assez agrégé, de la condition productive.

En effet, la réforme a deux conséquences sur la croissance. D'abord, elle améliore l'allocation des facteurs productifs conventionnels et donc la condition productive (Cp). Cet aspect a été étudié par un grand nombre de chercheurs (LEE K. 1994; NAUGHTON B. 1994a; YUSUF S. 1994). Mais la part de la croissance liée à cet aspect est logiquement limitée parce que la structure actuelle dite "dualiste" de l'économie chinoise ne permet pas encore à la Chine de bénéficier de tous les avantages de l'économie de marché. Pour expliquer la performance chinoise, supérieure à celle de la plupart des PED qui disposent d'une économie de marché bien plus développée, il faut examiner toutes les influences de la réforme sur la production nationale. Nous développerons un modèle dans ce point en utilisant notre modèle précédent dans le cadre de l'analyse factorielle de la croissance.

#### a. Explications et limites des théories conventionnelles sur la croissance chinoise

La théorie de la croissance, après une période où elle ne semblait plus susciter l'intérêt chez les économistes, a fait l'objet depuis quelques années d'une profonde rénovation avec l'apparition des "théories de la croissance endogène". Le développement de la théorie de la croissance, la théorie classique comme la théorie de la croissance endogène, semble s'appuyer sur l'interprétation de la croissance existante. Dans un monde de plus en plus sophistiqué, la source de la croissance devient aussi de plus en plus diversifiée. Par exemple, l'accumulation du capital physique et la croissance de la main-d'oeuvre étaient considérées comme les deux sources de la croissance économique dans la théorie classique de la croissance. Plus récemment, plusieurs facteurs nouveaux ont été introduits dans la théorie de la croissance endogène en tant que responsables de la croissance: la

technologie, le capital humain, etc. Le développement de la théorie de la croissance lui-même est un processus de croissance, qui est déterminé par l'accumulation des observations sur la croissance économique.

#### a.1. Explications des théories conventionnelles de la croissance chinoise

Certaines études ont essayé d'expliquer la croissance chinoise dans le cadre des théories conventionnelles. La croissance chinoise depuis la réforme est considérée dans ces analyses comme le résultat de l'introduction de l'économie de marché (LEE K. 1994) et de l'intégration dans l'économie mondiale (FUKASAKU K. 1995). Dans ce contexte, l'accumulation des facteurs productifs classiques (le capital physique et la main-d'oeuvre) est considérée comme la responsable de la croissance chinoise.

La croissance de l'économie chinoise depuis 1978 est une croissance tirée par l'investissement. Plus précisément, selon YUSUF, environ 40% de la croissance est directement due à l'augmentation de l'investissement (YUSUF S. 1994).

Au début de la réforme, la Chine, comme les autres économies planifiées, maintenait déjà un niveau d'investissement relativement élevé, soit autour de 30% du PNB, voire 33.9% pour les années 70-75, juste avant la réforme, par rapport aux taux connus durant les années 50. Ces derniers leur étaient inférieurs d'une dizaine de points. Avec l'avancée de la réforme l'investissement reste stable à plus de 30%, s'appuyant entre autre sur la multiplication des opportunités de profit et la tradition "économisante" des chinois.

Selon l'estimation de YUSUF, l'effet de l'investissement sur la croissance chinoise est similaire à celui qu'il a eu sur la croissance de la Corée du sud, plus important que celui dont a bénéficié la croissance japonaise des années 1960-1970 mais moins important que celui qui a porté la croissance de Singapour.

**Tableau 5. Taux d'accumulation dans le revenu national**

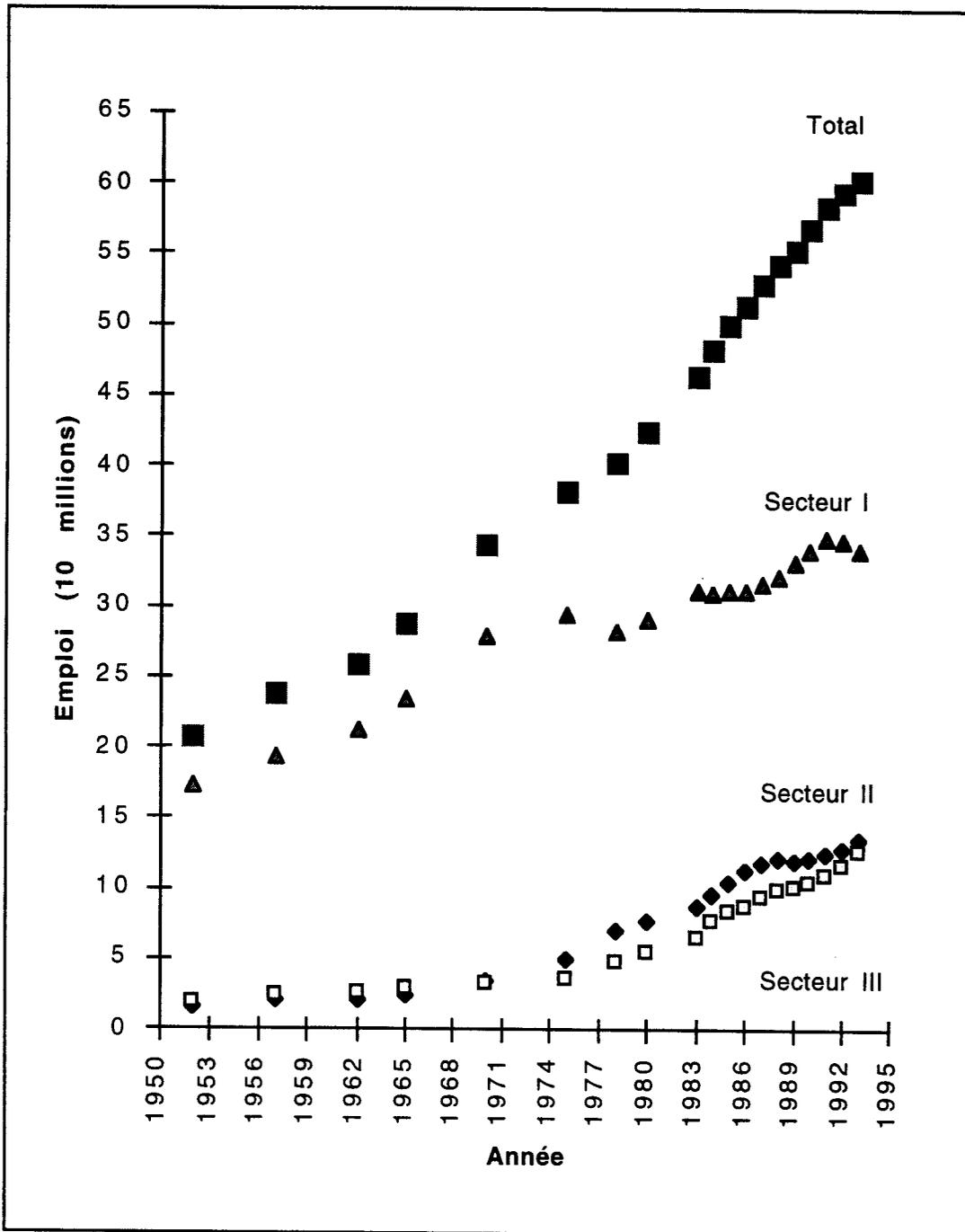
Année	Taux d'accumulation
1952	21,4
1957	24,9
1962	10,4
1965	27,1
1970	32,9
1975	33,9
1978	36,5
1980	31,5
1983	29,7
1984	31,5
1985	35,0
1986	34,7
1987	34,1
1988	34,5
1989	33,8
1990	32,8
1991	32,8
1992	34,4
1993	38,7

(Source: SYOC, 1994)

L'exploitation de la main-d'oeuvre est considérée aussi comme un facteur majeur de la croissance chinoise. Selon YUSUF, environ 33% de la croissance chinoise est liée à l'utilisation du volant de main-d'oeuvre rendu disponible par la réforme agricole.

En Chine, la croissance naturelle de la main-d'oeuvre, d'environ 2.8%, et l'amélioration rapide de la productivité agricole sont un support solide de la rapide expansion des activités manufacturées et des activités de service depuis 1976 (Fig.3). En effet, comme indiqué dans la figure, la croissance de l'emploi dans le secteur manufacturé (le secteur II) et dans le secteur des services (le secteur III) est plus rapide que celle que connaît le secteur agricole (le secteur I).

Figure 3. La croissance de l'emploi en Chine



(Source: SYOC, 1994)

Secteur 1 correspondant essentiellement à l'agriculture

Secteur 2 correspondant essentiellement à l'industrie

Secteur 3 correspondant essentiellement aux services

## a.2. Limites des interprétations conventionnelles de la croissance chinoise

Dans les modèles néo-classiques, principalement celui de SOLOW, l'apport technique est considéré comme exogène. En effet, la fonction de production néo-classique est caractérisée par des rendements d'échelle constants sur un marché parfait. Cette fonction de production a pour arguments d'une part, un facteur accumulable, le capital, et d'autre part un facteur non accumulable, le travail. Tous les deux présentent un rendement marginal décroissant. Alors l'utilisation intensive d'une ressource doit atteindre à la longue le seuil d'inefficacité en raison des rendements marginaux continuellement décroissants. Cela conduit à une efficacité moindre du capital physique au fur et à mesure de son accumulation. Il ne peut donc y avoir de croissance à long terme dans ce cadre que par la présence d'un autre facteur indépendant et exogène: la technologie. En ce sens, la croissance elle-même est exogène.

Un dépassement de l'approche classique de la croissance est réalisé dans le cadre de l'endogénéisation du changement technique par KALDOR (1957) et ARROW (1962), qui s'intéressaient aux effets macro-économiques des phénomènes d'apprentissage.

A la suite, certains autres nouveaux modèles ont donné un sens particulier au terme "endogène", en référence à des fondements micro-économiques: le changement technique sera endogène parce que les agents choisiront d'y consacrer une certaine quantité de ressources, par exemple, des dépenses de Recherche et Développement pour un pays du Nord et celles d'imitation pour un pays du Sud. Dans ce dernier sens du terme, la théorie de la croissance endogène peut s'appuyer, comme la nouvelle théorie du commerce international, sur de nombreux travaux issus de l'économie industrielle ou de la micro-économie du changement technique.

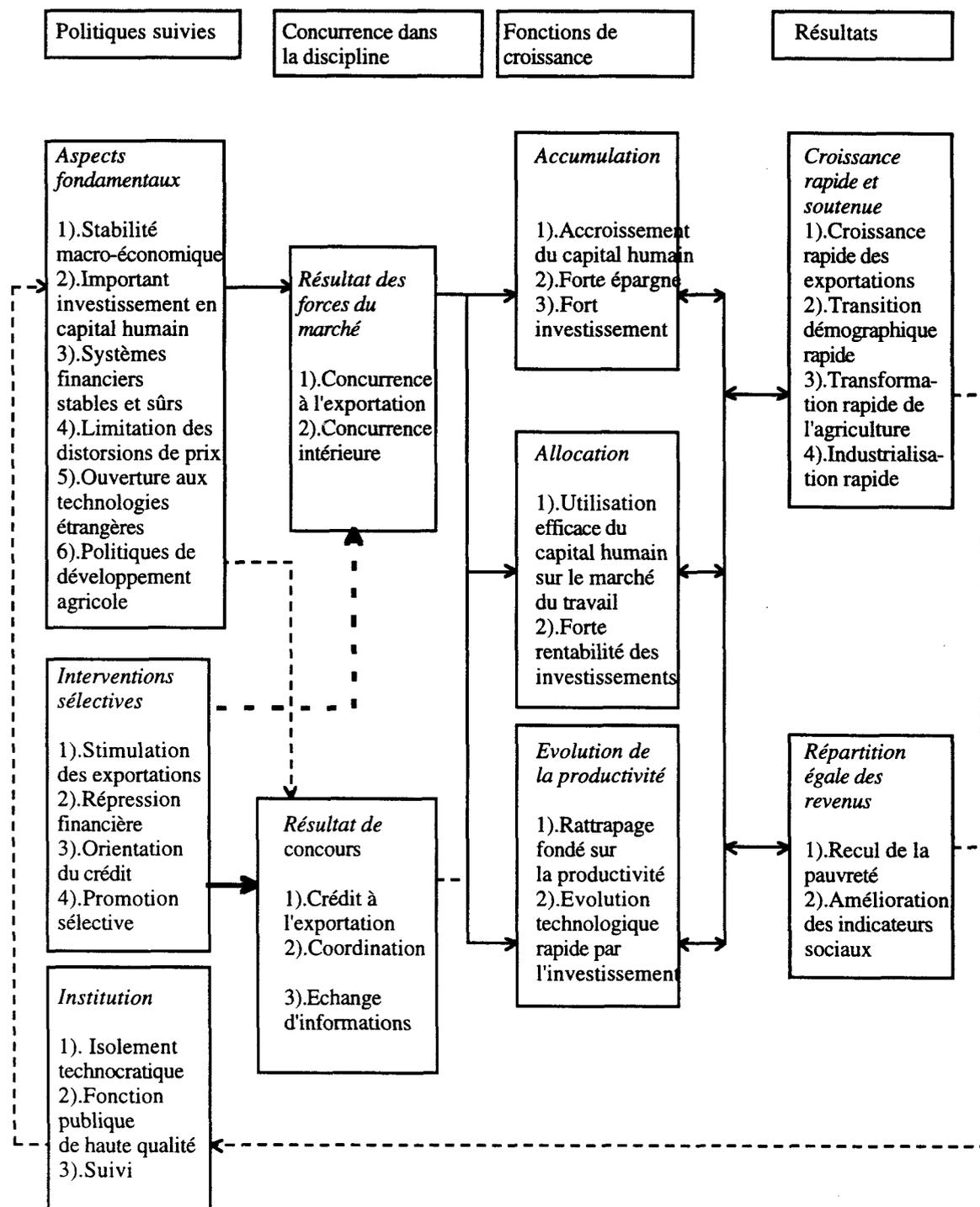
Dans ces théories, la croissance perpétuelle est rendue possible par l'existence de rendements d'échelle croissants ou d'externalités dans le processus d'accumulation. Ces deux éléments garantissent que la productivité marginale, parallèlement à l'accumulation des facteurs,

ne s'annule pas lorsque leur quantité croît. La source physique de cette croissance est située, selon ROMER, un des fondateurs de cette théorie, dans une amélioration de la division sociale du travail. Le capital humain est au coeur de la croissance endogène (ROMER P. 1990a).

Dans son rapport de 1994, la Banque mondiale propose d'appréhender les économies de l'Asie de l'Est à l'aide d'une approche fonctionnelle de la croissance économique (Fig.4). Ce modèle est inspiré des résultats de la théorie classique de la croissance et aussi de la théorie de la croissance endogène. Selon cette approche, l'acquisition rapide du capital, l'allocation efficace des ressources et la progression importante de la productivité sont trois fonctions essentielles de la croissance économique et ces trois fonctions s'auto-entretiendraient dans la dynamique de la croissance. Le capital humain occupe une place importante dans cette analyse.

La croissance chinoise présente certainement des caractères communs avec la croissance de ses voisins. La Chine a pratiqué depuis 1978 des politiques qui sont citées dans ce modèle, comme par exemple, la stabilisation macro-économique, l'ouverture aux technologies étrangères, le développement agricole, l'intervention sélective du gouvernement, etc. La Chine, elle aussi, possède une culture dans laquelle l'éducation occupe une place particulière, tant dans la politique gouvernementale que dans les activités individuelles.

**Figure 4. Modèle fonctionnel de croissance économique de la banque mondiale (Source: Banque Mondiale, 1994)**



Cependant, une partie de la croissance est inexplicable par ce modèle. En effet, la base de ces analyses conventionnelles repose sur le

concept d'économie de marché. Selon les thèses orthodoxes, le marché et ses mécanismes dessinent la seule voie d'accès possible au développement économique. Même s'il est vrai que le marché permette une accumulation du capital plus rapide, une allocation des ressources plus optimales, l'économie libérale est encore loin de constituer le modèle de la Chine. Bien que l'économie de marché soit bien moins développée en Chine que dans les autres pays d'Extrême-Orient, la croissance chinoise est pourtant la plus élevée dans cette région depuis 1978. Des facteurs politiques très importants, comme par exemple, la décentralisation ne sont pas pris en considération dans ce modèle. Un ensemble de facteurs non conventionnels semble intervenir tout particulièrement dans une économie en pleine évolution comme celle de la Chine, relativisant ainsi la portée de toute approche qui ne voudrait pas en tenir compte.

En effet, certains économistes ont remis en question les analyses conventionnelles (SINGH A. 1994). S'il est vrai que l'économie de marché en Chine a fait de grands progrès, qui ont servi la croissance, elle n'en est pas moins qu'un des mécanismes de l'économie chinoise, jusqu'à ce jour. Une énorme majorité des terres et la majeure partie des équipements industriels du pays appartiennent encore au secteur public. L'intervention du gouvernement dans les activités économiques reste très forte et certaines méthodes du système de plan sont encore pratiquées (par exemple, la fixation des prix par l'administration pour lutter contre l'inflation de 1995). L'ancien système de plan continue d'exister sous une forme développée à côté d'un embryon d'économie de marché qui commence tout juste à se dessiner. Beaucoup d'autres PED disposent d'une économie de marché bien plus complète. Cependant, depuis 1978, la Chine a réalisé une performance bien meilleure que ces PED en dépit d'un système de marché bien moins "avancé" que celui de ces derniers. Ce fait s'accorde mal avec les thèses orthodoxes.

Les facteurs productifs étudiés dans les théories conventionnelles de la croissance économique ne sont pas représentatifs de la réalité de l'économie chinoise. La théorie néo-classique ne traite que des facteurs à rendement décroissant (capital, main-d'oeuvre, etc...). Alors que la Chine développe son économie sans avoir un marché du capital et de

main-d'oeuvre qui soit bien développé. Bien que de nouveaux éléments comme les économies d'échelle, le capital humain et la technologie soient introduits dans les théories dite "modernes" (les théories de la croissance endogène), ces théories ne sont pas encore assez sophistiquées pour expliquer les différences de performance entre la Chine et les autres PED.

Dans le cas de la Chine, où l'économie de marché est en train de s'établir, il est important de pouvoir prendre en compte les facteurs non conventionnels qui vont, entre autre, concourir à la formation des mécanismes de marché. Pour analyser l'économie chinoise, il semble qu'il faille développer de nouveaux modèles, qui reflètent surtout les spécificités du processus de la réforme chinoise. En effet, les théories conventionnelles ne traitent que l'économie "normale", elles ne traitent pas spécifiquement l'économie en "transition" en général, et plus particulièrement, l'économie de "transition" de type chinois, avec sa logique de croissance et sa stratégie gradualiste. Pour le faire, nous proposons, en respectant la tradition néo-classique, un nouveau facteur spécifique comme un des responsables majeurs de la croissance chinoise: le dynamisme des agents.

## b. La croissance chinoise en présence du dynamisme des agents

Du point de vue de la micro-économie, le plus grand changement induit par la réforme chinoise est la motivation des agents: un véritable dynamisme est en train d'être produit par la réforme chez ces agents économiques. En effet, la crise du système planifié a été révélée avant tout par la baisse du dynamisme des agents dans les activités économiques (DENG X-P, 1980).

### b.1. Dynamisme des agents dans les activités économiques

Le dynamisme est une notion souvent utilisée dans la littérature économique. Mais cette notion n'est pas spécifiquement définie dans la science économique et peu d'études ont été faites sur son rôle dans la croissance. De même, la croissance elle-même est souvent assimilée au dynamisme (PROWSE M. 1993).

Au sens physique, le dynamisme se définit comme un système qui admet l'existence de forces irréductibles et autonomes par rapport à la matière (Petit Larousse, 1991, Paris). Dans une conception plus quotidienne, le dynamisme est considéré comme un ensemble d'énergie, d'entrain et d'efficacité.

En tous cas, le dynamisme est une conception qualitative et n'est pas encore mesurée quantitativement. L'analyse de son influence sur la croissance économique est donc difficile à mener si l'on a en vue une validation empirique, réalisée en utilisant les chiffres statistiques existants. Il faut néanmoins passer outre cette difficulté puisque le dynamisme est une des clés indispensables à la compréhension de l'économie chinoise. Comme cette analyse est difficile, nous ne ferons qu'une étude très sélective. Pour ce faire, nous développerons à la suite un modèle simple afin d'interpréter la croissance chinoise en présence du dynamisme.

#### b.1.1. Principaux caractères du dynamisme

Pour simplifier le modèle, la notion de "dynamisme" dans cette étude sera utilisée dans un sens relativement limité: les comportements des agents économiques vis à vis de leur travail. Un agent dynamique dans notre modèle est différent d'un agent ordinaire parce que le premier est plus motivé et plus actif dans ses activités. En ce sens, le dynamisme présente les caractères suivants:

1). Il est difficile de mesurer quantitativement le stock du dynamisme dans une nation ou dans une entreprise. Il est plus facile de le faire pour les facteurs conventionnels, comme par exemple, le capital physique et la main-d'oeuvre. Le travail dynamique n'est pas mesuré par le temps nécessaire au travail social, comme le salaire du travailleur non-qualifié, ni par le niveau de formation, comme le salaire du travailleur qualifié. En pratique, il intervient dans tous les niveaux et il peut être reflété par le rythme auquel il crée, valorise et adapte les autres facteurs à telle ou telle industrie.

2). Il n'y a pas d'activité spécifique pour le dynamisme comme pour la main-d'oeuvre non-qualifiée (la travail physique) ou pour la main-

d'oeuvre qualifiée (la gestion ou la R&D). Dans chaque secteur, tous les travailleurs sont potentiellement des travailleurs dynamiques. Symétriquement, tous les travailleurs sont potentiellement des travailleurs non-dynamiques.

3). Il n'est pas seulement produit par des effets économiques, par un système d'incitation physique (par exemple, une prime), mais aussi par des effets non économiques (par exemple, les primes politiques dans les anciennes économies planifiées) ou par la combinaison de ces deux systèmes (par exemple, une prime physique plus une reconnaissance sociale).

4). Surtout, le dynamisme n'est pas un facteur "hérité", comme certains autres facteurs de production, mais plutôt un facteur "créé" et créateur. Il est "créé" parce que sa disparition comme son apparition sont le produit immédiat de l'environnement politique, économique, social et culturel actuel. Il est créateur parce qu'il crée souvent des "miracles" au point de vue de l'économie orthodoxe.

Il faut reconnaître que notre conception du dynamisme n'est pas encore bien développée: elle demande un travail bien plus important que quelques pages dans une thèse. Ainsi, l'utilisation du dynamisme dans notre étude reste bien limitée. Cette utilisation n'est fondée que sur deux points: la croissance chinoise non orthodoxe depuis 18 ans ne peut pas être expliquée sans introduction de facteurs non conventionnels, par exemple le changement des comportements des agents vis à vis de leur travail. Le dynamisme, qui reflète ce changement, peut-être conçu comme un facteur ayant une existence propre: il est indépendant des autres facteurs.

### b.1.2. Modèle du dynamisme

L'analyse formelle du dynamisme peut être effectuée par différents modèles. Pour simplifier, nous développerons un modèle très proche de celui souvent utilisé dans l'économie néo-classique.

Supposons qu'un pays ne dispose initialement que de deux types de ressources: le capital physique (K) et les ressources humaines (L).

Pour optimiser l'utilisation de ces ressources, les producteurs déterminent la production par l'intermédiaire de la dotation en capital, sur la base de l'intensité capitalistique  $K/L$ .

Quand la production elle-même devient de plus en plus sophistiquée, l'utilisation du travail devient de plus en plus différenciée. Celle-ci se traduit par une distinction entre travail non-qualifié et travail qualifié selon le niveau d'éducation. La croissance à long terme est considérée comme le produit du capital humain dans la théorie de la croissance endogène.

Parallèlement, le travail peut être distingué en deux catégories selon l'utilisation du dynamisme: travail dynamique et travail non particulièrement dynamique (ou travail ordinaire). Les travailleurs dynamiques, qualifiés ou non-qualifiés, présentent une motivation plus forte que celle des travailleurs non dynamiques. Le prix de ces derniers peut être considéré comme le salaire standard ou ordinaire, noté par  $r_1$ . Le dynamisme, présenté par certains agents comme une qualité supplémentaire, est payé par une rémunération supplémentaire. Pour simplifier le problème, cette partie de la rémunération de travail est supposée être une prime, notée par  $r_2$ .

En notant la rémunération du capital physique par  $w$ , la rémunération du travail, qui comprend le travail dynamique et le travail ordinaire, par  $r$ , nous obtenons le revenu national, noté par  $R$ :

$$\begin{aligned} R &= K*w + L*r \\ &= K*w + L_1*r_1 + L_2*r_2 \end{aligned} \quad (\text{I.1.-5})$$

Dans cette formule, la quantité de travailleurs ordinaires et celle de travailleurs dynamiques est notée respectivement par  $L_1$  et  $L_2$ . Leurs rémunérations sont notées respectivement par  $r_1$  (le salaire normal) et  $r_2$  (la prime pour le dynamisme). Selon cette formule, la rémunération du dynamisme constitue une partie du revenu national.

Dans un contexte purement économique, la production du dynamisme est conditionnée par sa rémunération. Sa quantité croît avec sa rémunération, de ce point de vue le rapport entre la quantité de

dynamisme fournie par les agents et le montant de la prime allouée pour ce facteur, peut être assimilé à la fixation d'un prix par le concours d'une offre et d'une demande sur un marché de type tout à fait habituel. D'un point de vue plus concret, et s'en tenant moins aux seuls grands principes, il faudrait sans doute reconnaître que la quantité de dynamisme utilisable dans la production en tant que facteur dépend aussi de causes non économiques, comme par exemple, les valeurs de la société, la politique gouvernementale, etc..

Par exemple, si le rendement du capital est significativement supérieur à celui du dynamisme, sans modification du rendement des autres facteurs, et donc si  $(dR/dK)_{L_1, L_2} > (dR/dL_2)_{L_1, K}$ , cette situation n'est pas favorable à la création du dynamisme. Dans ce cas, les individus préfèrent accumuler du capital (jusqu'à ce que celui-ci atteigne son niveau d'équilibre) plutôt qu'accumuler du dynamisme. La quantité de capital physique augmente ( $dK > 0$ ) et celle de travailleurs dynamiques baisse ( $dL_2 < 0$ ). Dans la situation la plus extrême, les agents ne travaillent plus dynamiquement mais orientent leur recherche de gain vers l'intérêt du capital plutôt que vers la prime de dynamisme. Dans ce cas, la croissance est déterminée par le capital uniquement.

Si le rendement du travail normal est significativement supérieur à celui du travail dynamique, sans changement de celui des autres facteurs, et donc si  $(dR/dL_1)_{K, L_2} > (dR/dL_2)_{L_1, K}$ , cette situation n'est pas favorable non plus à la création du dynamisme. Dans ce cas, les individus préfèrent travailler ordinairement plutôt que dynamiquement. Donc le nombre de travailleurs dynamiques diminue quelle que soit l'évolution de la quantité totale de travailleurs, soit:  $d(L_2/L) < 0$ . En revanche, si la rémunération relative du dynamisme augmente, par exemple, si  $d(L_2/L) > 0$  et  $(dR/dL_2)_{L_1, K} > 0$ , les comportements des agents s'orientent vers un travail plus dynamique.

Un investissement dans un système d'incitation conduit à une quantité de dynamisme supplémentaire qui produit une croissance supplémentaire de la production. C'est un véritable mécanisme de croissance endogène.

## b.2. Application du modèle dans l'analyse de la croissance chinoise

Le dynamisme est peut-être l'un des principaux facteurs de la croissance chinoise depuis la réforme. Ce résultat de la transition aura une influence fondamentale sur les performances chinoises dans le marché mondial. L'influence du dynamisme sur la performance commerciale de la Chine sera étudiée dans le chapitre suivant, dans le cadre de la transformation de la spécialisation internationale chinoise. Ici nous n'appliquons ce modèle que dans l'étude de la croissance chinoise.

Pour que ce modèle puisse être utilisé dans l'analyse de la croissance chinoise, il faut d'abord examiner la production du dynamisme des agents par la réforme. En effet, la démotivation des agents est un des principaux problèmes de la Chine avant la réforme de 1978.

### b.2.1. Evolution de la motivation des agents chinois avant la réforme

Les comportements des agents chinois vis à vis de leur travail se sont modifiés spectaculairement depuis la réforme. Le dynamisme des agents avait baissé à un niveau très bas du fait des soubresauts politiques d'avant la réforme. Comme nous l'avons analysé plus haut, les mouvements politiques de 1958 et 1968 sont responsables de l'instabilité de l'économie chinoise. D'après notre analyse, la baisse de la croissance en raison de ces mouvements est liée à la baisse du dynamisme des agents dans les activités économiques. L'évolution du dynamisme des agents entre 1949 et 1977 peut être tracée comme suit.

#### (A). Création du dynamisme (1949-1957)

Après la réussite communiste de 1949 en Chine, la plupart des agents éprouvent un sentiment de libération: la nation est libérée de la domination étrangère; les régions sont libérées de l'instabilité et de la guerre civile; les paysans gagnent leur propre terre après la réforme agricole; les ouvriers sont placés au premier rang social; les intellectuels peuvent respirer un air plus libre; les entrepreneurs n'ont

plus à se préoccuper de la forte instabilité des prix qui prévalait jusque là. Cette libération a créé un formidable dynamisme chez les agents: tous les travailleurs sont motivés par la révolution communiste.

Durant cette époque (1949-1957), la nouvelle société chinoise insufflait un fort dynamisme aux agents par l'intermédiaire de l'idéologie. Les agents chinois travaillaient très durement pour réaliser leurs idées politiques. Malgré les difficultés économiques et politiques, la croissance économique de 1950 à 1957 confirme la présence de ce dynamisme (Fig.1).

Mais après, les problèmes arrivent: trop de mouvements politiques. Le premier est le mouvement "anti-droite" de 1958 qui décourage le dynamisme des intellectuels. Il ne fait plus bon faire preuve d'intelligence, vite assimilée à une contestation. Les comportements économiques s'orientent vers la passivité et la croissance négative des années 59-63, due au non respect des règles économiques, confirme ce manque.

Dès 1966, la terrible révolution culturelle accentue la baisse du dynamisme de tous les agents dans les activités économiques. Tous ces mouvements découragent le dynamisme économique mais encouragent l'investissement humain dans l'action politique. Les comportements des agents se sont complètement modifiés: les gens ne travaillaient plus durement dans les activités économiques mais cherchaient plutôt les bénéfices dans les activités politiques. Selon notre modèle de la formule I.1.-5, cela se traduit par une baisse de la rémunération du dynamisme économique et puis une baisse de la croissance économique ou du potentiel de croissance économique. Les résultats économiques sont bien sûr très négatifs: la pauvreté est généralisée.

La réforme initiée en 1978 répond pour partie à ce problème en créant une sphère où les agents peuvent exprimer leurs talents, faire preuve de dynamisme, tout en contribuant au bien-être général. L'accent mis sur la notion de croissance dans la logique de la réforme permet de faire primer l'économique sur le politique.

### b.2.2. Dynamisation des agents par la réforme

La réforme a motivé petit à petit une partie importante des agents par l'incitation matérialiste et donc a créé un dynamisme économique considérable. Les bénéfices tirés des activités économiques sont plus importants que ceux tirés des activités politiques pour la plupart des agents.

Plus concrètement, ce dynamisme a été produit de plusieurs manières dans la transition économique: la décentralisation, le système d'incitation physique dans les entreprises etc.

#### (A). La décentralisation

Une relative décentralisation économique au sein d'un système politique très centralisé est plutôt une tradition chinoise (YUSUF S. 1994). A l'inverse, avec le système planifié de type stalinien, toutes les activités économiques sont politisées et centralisées. Comme le montre le sous-point précédent, cela démotive et dédynamise les gouvernements locaux. Ces derniers deviennent à la fin de la Révolution Culturelle des machines bureaucratiques: le dynamisme économique des dirigeants locaux a sérieusement diminué. Leurs activités sont complètement bornées par la précaution politique et la simple exécution des ordres du pouvoir central. La dynamisation des gouvernements locaux devient un véritable problème pour la croissance chinoise de l'époque (DENG X-P, 1980).

La décentralisation a donc été considérée comme le facteur "clé" du processus de la réforme et une des responsables de la croissance chinoise (YUSUF S. 1994). La décentralisation accélère la réduction du rôle de la planification centrale et elle est une des conditions de la transformation de l'économie de plan en économie de marché. Du point de vue de l'analyse du dynamisme, la décentralisation incite et motive les acteurs locaux.

La décentralisation est réalisée à trois niveaux. D'abord, la décentralisation administrative a permis aux gouvernements provinciaux et municipaux de prendre leurs décisions avec l'autonomie

nécessaire. Ensuite, la décentralisation fiscale, introduite depuis 1981, a poussé les gouvernements locaux à entrer dans le jeu économique, ce qui dynamise le changement des comportements des agents locaux. Enfin, la décentralisation de la politique industrielle a liée les régions dans une relation plutôt concurrentielle.

En effet, la décentralisation réalise une redistribution des intérêts. Avec cette décentralisation, les acteurs locaux peuvent être mieux rémunérés, le dynamisme de ces agents est donc mieux valorisé. D'après notre modèle (la formule I.1.-5), la décentralisation crée un dynamisme local considérable. La rémunération de ce dynamisme, avec la rémunération d'autres facteurs majeurs, est peut être un des responsables de la différenciation des économies provinciales. Nous analyserons ce problème dans le sous-chapitre suivant.

#### (B). La mise en place du système des stimulants matériels

En face de la dédynamisation des agents par les mouvements politiques, DENG Xiao-Ping a proposé une politique de "l'enrichissement à deux vitesses" pour aiguillonner le dynamisme des agents dans un contexte "matérialiste". Au début, la réforme se fait en prenant des mesures déjà utilisées en 1960-1962 pour restaurer l'économie après le Grand Bond en Avant (LEMOINE F. 1994, p18). Parmi ces mesures, les plus importantes sont la décollectivisation de l'agriculture et le régime de prime dans l'industrie. Bien que ces mesures présentent peu d'effets directs sur la rémunération du capital, elles ont produit un dynamisme considérable au niveau individuel dans les activités économiques.

La faiblesse du système marchand au début de la réforme ne permet pas à la Chine de bénéficier de manière notable des avantages d'une économie de marché. Par contre, le dynamisme des agents constitue un point fort pour la Chine dans la mesure où il n'a pas besoin d'un état spécifique de l'économie pour pouvoir jouer. La Chine au début de la réforme est un pays qui est caractérisé par le sous-développement et aussi par la généralisation de la pauvreté. Qu'il soit alors possible de bâtir un développement en rémunérant le facteur le plus disponible: le

dynamisme des agents, est indéniablement un avantage pour la Chine d'alors qui ne disposait que de peu de capital et de technique.

La décollectivisation de 1978 constitue un retour à la production traditionnelle, dans laquelle la famille fonctionne comme l'unité de production. Ce type de production ne correspond pas à la demande de la production moderne, qui prend en compte la spécialisation, les économies d'échelle etc. Cependant, un véritable dynamisme des paysans est créé par la décollectivisation. Les producteurs sont plus dynamiques dans la production familiale que dans la production de la commune, dite "la production de grande échelle". Chaque producteur fait bien plus d'efforts dans une famille que dans une commune populaire. Donc, dès que le dynamisme est créé par ces mesures, il fonctionne immédiatement dans la production: la production agricole croît de 1978 à 1984 à un rythme sans précédent, de plus de 7% par an, la récolte de céréales augmente d'un tiers, la production de coton triple presque, celle de la viande augmente de 70%, etc.

Ainsi, la croissance est réalisée par un changement de l'attitude des travailleurs sans un changement important de l'investissement et des quantités utilisées de main-d'oeuvre. En effet, selon notre modèle, les paysans à l'époque sont rémunérés par leur dynamisme plutôt que par leurs investissements. Après 1984, avec les changements politiques moins favorables à l'agriculture, par exemple, la libéralisation des prix qui favorise plutôt la production manufacturée, le dynamisme des paysans se tourne de l'agriculture vers l'industrie: l'époque d'or des entreprises de villages arrive. Cela sera abordé plus tard dans le sous-point suivant (b.2.3).

Dans l'industrie, comme nous l'avons analysé précédemment, la réforme se fait sans privatisation majeure des entreprises publiques. Les stimulants matériels, introduits à partir de 1978, ont été considérés comme étant le changement principal à effectuer vis à vis des salaires, un système de prime a alors été mis en place. Le salaire ne constitue plus la totalité du revenu des travailleurs dans les entreprises les plus avancées dans la réforme du régime de salaire. Dans ces entreprises, le salaire fixé n'est qu'une rémunération de la présence sur le poste. Un employé peut obtenir son salaire s'il travaille "normalement" sur son

poste. Pour obtenir la prime, il lui faut travailler plus que normalement. Le dynamisme des employés est rémunéré par cette prime. La "prime" devient en Chine la principale source de revenu pour plus de 50% des travailleurs non-agricoles. D'après notre modèle, la rémunération du dynamisme des agents devient donc une des sources majeures du revenu.

### b.2.3. Un exemple: la performance des entreprises de villages

Sur le plan de l'entreprise, le dynamisme s'exprime par la création rapide et nombreuse d'entreprises non-étatiques. Dans le secteur non-étatique, l'aspect le plus frappant en a été le développement extraordinairement rapide des entreprises de village (SINGH A. 1994; NAUGHTON B. 1994b). Il s'agit en général de petites entreprises qui n'appartiennent pas à l'Etat, la plupart n'étant pas non plus des entreprises privées. En fait, elles affichent des formes de propriété extrêmement diverses dont la plus courante est d'appartenir collectivement à de petites municipalités ou à des villages.

Ce sont les entreprises qui bénéficient le plus de la réforme, comme l'analyse le modèle du rendement marginal de la réforme (la formule I.1-3). C'est la réforme qui constitue la vraie raison de la croissance extraordinaire de ces entreprises. Mais comment peuvent-elles bénéficier de la réforme bien plus que les autres? Selon PERKINS, ces entreprises fonctionnent mieux que les entreprises étatiques puisque elles respectent plus les lois de l'économie de marché (PERKINS D. 1994). C'est bien sur une des raisons principales de la croissance de ces entreprises. Cependant, les lois de l'économie de marché ne sont pas toujours favorables à ces entreprises de petite taille, de technologie presque nulle, de faible intensité en capital physique comme en capital humain (Tab.6):

- L'investissement par emploi est très faible; le capital fixe initial, en moyenne, de ces entreprises n'est que de 3.052 yuans, contre 11.760 yuans pour les petites entreprises étatiques. Leur capital fixe net, en moyenne, n'est que 2.388 yuans, contre 8.470 yuans pour les petites entreprises étatiques;

- le capital humain est relativement faible (moins de 1% des employés possèdent un diplôme universitaire), le niveau technique des activités est donc faible. Dans la plupart de ces entreprises les managers comme les techniciens sont des paysans et ne se sont pas vu attribuer leur poste sur la base de la possession d'un diplôme.

- une production très limitée en importance, donc il y a peu de possibilité d'économies d'échelle. La taille moyenne des entreprises de village est 10 fois moins importante que celle des entreprises étatiques.

- le réseau commercial reste informel: il y a donc peu d'activité de marketing.

Tableau 6. Caractéristiques des entreprises étatiques et des entreprises de village (1987)

Entreprises		Entreprises étatiques		Entreprises de village
		Total	PE*	
Production brute (milliards yuans)		825	263	261
Taille (personne/entreprise)		4110	256	43
Capital fixe	original (Yuans/pers.)	19.142	11.760	3.052
	net (Yuans/pers.)	13.070	8.470	2.388
Productivité du travail (Yuans/pers.)		20.000	16.000	7.900

PE: Petites entreprises

(Source: JEFFERSON et RAWSKI, 1994)

En conséquent, la productivité du travail de ces entreprises ne représente que la moitié de celle des entreprises étatiques (7.900 yuans pour les premières contre 16.000 yuans pour les dernières) (Tab.6).

D'autres chercheurs, par contre, comme JEFFERSON et RAWSKI sont bien plus prudents pour expliquer ce phénomène. Selon ces

derniers, la croissance rapide des entreprises non-étatiques est largement due aux circonstances spécifiques de l'économie chinoise des années 80 (JEFFERSON G.H. et RAWSKI T.G. 1994). Selon nous ces spécificités peuvent être interprétées en terme de dynamisme des agents, au sens où cette expression a été définie.

Selon le modèle de la formule I.1.-5, l'accumulation du capital n'est pas la raison unique d'une telle croissance puisque le niveau de l'investissement dans ces entreprises est encore assez faible. Un des principaux résultats de la réforme est constitué par la production de dynamisme. Les différences qui existent dans la genèse du dynamisme chez les agents entre les entreprises étatiques et les entreprises de village, est une explication possible des différences de performance de ces entreprises. Quand le modèle du dynamisme est appliqué dans le modèle du rendement marginal de la réforme (la formule I.1.-3), nous pouvons interpréter la réforme en terme de création du dynamisme. Selon la formule I.1.-3, si la réforme (Re) s'intensifie ( $dRe > 0$ ), le secteur étatique (I) enregistre une croissance positive de la rémunération du dynamisme ( $((dR/dL_2)/dRe)_I > 0$ ) comme le secteur privé ( $((dR/dL_2)/dRe)_{II} > 0$ ), mais le rythme de cette croissance pour le secteur étatique au cours de la réforme est moins important que pour le secteur privé ( $(((dR/dL_2)/dRe)/dRe)_I < (((dR/dL_2)/dRe)/dRe)_{II}$ ) (voir annexe 3-6):

$$\begin{aligned} & ((dR/dL_2)/dRe)_I > 0 \text{ et } ((dR/dL_2)/dRe)_{II} > 0 \\ & [((dR/dL_2)/dRe)/dRe]_I < [((dR/dL_2)/dRe)/dRe]_{II} \quad (I.1.-6) \end{aligned}$$

Du fait des sources de la création du dynamisme, c'est le secteur non-étatique qui gagne du terrain avec la réforme, bien que les autres conditions économiques ne soient pas favorables à ce dernier (Tab.7). Ce fait peut être expliqué par plusieurs raisons.

Du point de vue de la décentralisation, les entreprises de village sont placées dans une situation plus favorable que celle des entreprises étatiques. Le développement des entreprises de village est lié directement aux efforts des gouvernements locaux de niveau très bas (par exemple, les gouvernements de village). Plus le niveau administratif est bas, plus la gestion locale est décentralisée. Dans le cas

de la Chine, les entreprises les plus décentralisées sont plus dynamiques. Les managers des entreprises de village se concentrent plus fortement sur les objectifs financiers (le profit plus taxe locale) que ceux des entreprises étatiques. Ces derniers s'occupent plus des problèmes sociaux et politiques (BYRD W.A et GELB A. 1990), tâches qui sont considérés officiellement comme faisant partie de leur travail. Ils gardent encore, à un niveau certes bien moins élevé que celui atteint auparavant, le dynamisme politique et présentent moins de dynamisme économique que leurs homologues dans les entreprises de village. La reconnaissance du rôle des gouvernements locaux dans l'impulsion de dynamisme dans les entreprises qui relèvent de leur niveau constitue une des leçons principales de la réforme chinoise (YUSUF S. 1994).

En plus, avec la progression de la réforme, le système des stimulants matériels est moins rigide dans les entreprises de village que dans les entreprises étatiques puisque ces dernières sont plus contrôlées par le gouvernement central, qui prend beaucoup plus de précautions que les gouvernements des villages à ce sujet.

Du fait de la mise en place d'un système de valorisation du dynamisme économique plus performant que dans les entreprises étatiques, les entreprises de village apparaissent surtout plus adaptées à la transition que les entreprises étatiques. Le résultat est très spectaculaire (Tab.7).

Le taux de croissance moyen de la valeur brute de la production de ces entreprises a été globalement de 20% par an entre 1980 et 1994. L'emploi dans ces industries a été multiplié par six au cours de ces quatorze dernières années; dans le même temps, les exportations ont été plus que multipliées par dix, passant de 1,7 à 18 milliards de dollars. En 1994, elles représentaient 12% du total des exportations chinoises. Elles sont peut-être encore très modestes pour le moment, mais l'avenir est avec elles: elles contribuaient pour plus de 50% à la croissance des exportations chinoises en 1994. Avec leur dynamisme, ces entreprises, qui ne sont pas encore connues sur le marché mondial, influenceront la structure des exportations en faveur du changement.

Tableau 7. La dynamique des entreprises de village

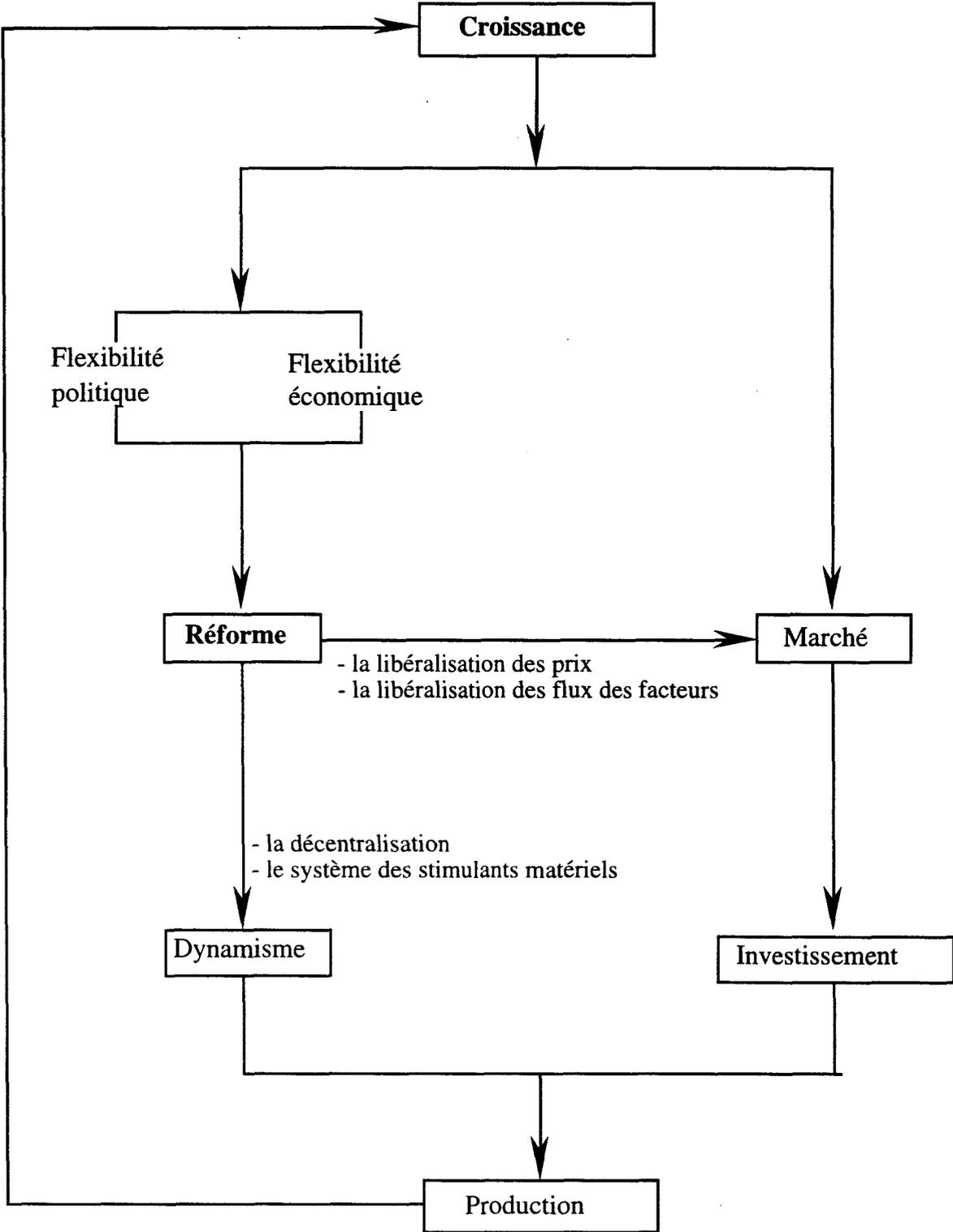
Année	Nombre (million)	Emploi (million)	Production Brute (Milliards Yuan)
1978	1,5	28,3	49,3
1980	1,4	30,0	65,7
1983	1,3	32,3	101,7
1984	6,1	52,1	171,0
1985	12,2	69,8	272,8
1986	15,2	79,4	354,1
1987	17,5	88,1	476,4
1988	18,9	95,5	649,6
1989	18,7	93,7	742,8
1990	18,5	92,6	846,2
1991	19,1	96,1	1162,2
1992	20,8	105,8	1797,5
1993	24,5	123,5	3154,0

(Source: SYOC 1994)

b.2.4. Un modèle de la croissance économique liée à la réforme chinoise

En utilisant les formules I.1.-3 et I.1.-5, nous développerons ici un modèle de la croissance chinoise dans le cadre de l'analyse factorielle (Fig.5).

Figure 5. La croissance chinoise conditionnée par la réforme



La réforme est largement considérée comme la principale responsable de la croissance chinoise (YUSUF S. 1994). Les mesures de la réforme améliorent certainement l'accumulation du capital, l'allocation des ressources (le capital, la main-d'oeuvre, etc.) et l'évolution de la productivité par la voie du développement technologique. Mais il ne semble pas pertinent de réduire les gains de la réforme à ce qui peut être obtenu par l'amélioration du fonctionnement de la sphère marchande existante. Le fait que la Chine connaisse une croissance plus importante que les PED qui disposent d'un système marchand plus avancé laisse supposer que d'autres éléments jouent. Ils sont à rechercher parmi les mesures de la réforme qui ont une portée générale. La plupart des mesures de la réforme chinoise sont liées aux stimulations matérielles des comportements des agents. En ce sens, la réforme a pour but de mettre en place un système d'incitation matérielle au service de la logique de croissance. Le dynamisme est le produit de ce système et il est une des sources majeures de la croissance.

La réforme a donc deux conséquences directes: l'augmentation du dynamisme et la modification du mécanisme de marché. L'élévation du niveau de dynamisme crée une dynamique au niveau micro-économique (par exemple, le comportement des paysans vis à vis de leur travail après la réforme agricole en 1978). Cela produit une croissance économique (la récolte agricole augmente), le niveau de revenu s'élève. Cette augmentation a deux séries de conséquences. D'une part, elle favorise le développement marchand en créant des opportunités d'investissement et permet son financement par la croissance du volume de l'épargne intérieure. D'autre part, elle augmente la flexibilité du système économique et politique, et donc favorise une autre réforme plus profonde. Une réforme plus profonde et une nouvelle vague d'investissement engendrent le cycle suivant.

Ce modèle sera utilisé dans le point suivant pour étudier la relation entre la réforme et la croissance de la Chine.

### c. L'économie de marché assurée par le cycle vertueux entre la croissance et la réforme

Une des idées dominantes actuelles réside dans l'affirmation que le marché et ses mécanismes dessinent la seule voie d'accès possible au développement économique. L'expérience de la croissance économique depuis la réforme de 1978 a montré une voie mixte dans laquelle la Chine bénéficie, d'une part, de l'économie de marché, bien qu'elle ne soit pas encore assez développée, et d'autre part, de la transition elle-même sous la forme de création du dynamisme des agents dans les activités économiques (Fig. 5). Aussi, la croissance chinoise sera conditionnée par ces deux aspects dans les années à venir.

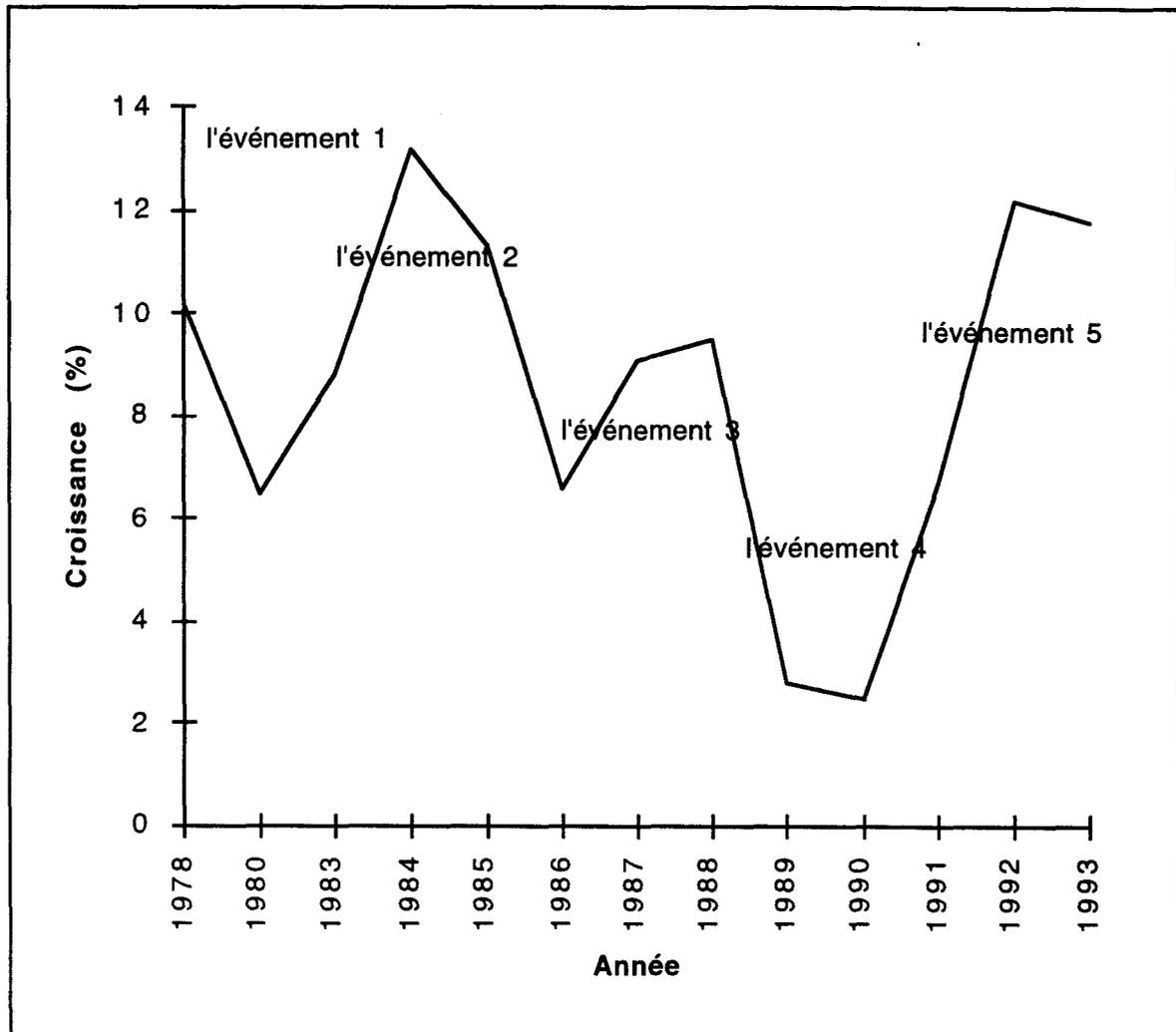
#### c.1. Cycle vertueux entre la croissance et la réforme en Chine

Comme l'a montré notre modèle de la croissance chinoise (Fig.5), il y a une interaction entre la croissance et la réforme. La réforme au temps  $t_1$  produit des effets (l'amélioration de la rémunération du capital physique et la création du dynamisme) sur la croissance au temps  $t_2$  et cette dernière conditionne les réformes au temps  $t_3$ . Les véritables résultats de la réforme chinoise sont liés à ce cycle vertueux. Ce modèle de la croissance chinoise conditionnée par la réforme (Fig.5) est confirmé par l'observation empirique (Fig.6).

##### c.1.1. La réforme favorise la croissance

La réforme chinoise a commencé par de simples améliorations de l'ancien système afin que ce système modifié puisse encore servir à la croissance. De même, cela s'est fait au début (1978-1982) dans le domaine le moins difficile: l'agriculture (Fig.6, l'événement 1). La réforme agricole modifie l'organisation de la production sans privatisation de la propriété de la terre. Ce changement n'améliore pas seulement l'allocation de la terre, du capital et de la main-d'oeuvre, mais aussi crée un formidable dynamisme des paysans. L'ensemble de ces facteurs a produit une forte croissance agricole dans les années suivantes (8,3% pour l'an 1983 et 12,9% pour l'an 1984).

Figure 6. La croissance et les événements importants de la réforme en Chine



*(Les taux de croissance sont calculés d'après SYOC, 1994)*

L'expérience de la décollectivisation agricole a montré rapidement et clairement que l'ancien système, après certaines modifications mais sans privatisation immédiate, pouvait produire des résultats économiques beaucoup plus positifs. La réforme a donc pu s'appuyer sur de bons résultats économiques, ce qui a réduit les effets des réticences au changement politique, notamment par rapport à la privatisation de la terre qui est encore mal acceptée par la majorité de la population. Le système de planification a été ensuite décentralisé, le système du commerce a suivi.

La dynamique de la croissance devait s'appuyer sur une réforme plus profonde. Une réforme dans l'industrie a ensuite été effectuée

d'une manière "douce" (Fig.6, l'événement 2), ce qui modifiait le comportement des entreprises et imposait des systèmes d'incitation. Epaulée par la croissance qui était le résultat de la réforme des entreprises, la libéralisation des prix (Fig.6, l'événement 3) s'est amorcée sans choc social et économique immédiat. En effet, un système dualiste de prix, à la fois de plan et de marché, a été introduit pour réaliser une transition graduelle, dans laquelle la part des produits soumis aux prix de marché a continuellement augmentée (Tab. 2).

Les difficultés économiques de la fin 1988, qui ont produit une crise politique assez grave au début de 1989, ont ralenti significativement la réforme du système économique pendant la période 1989-1991 (Fig.6. l'événement 4). Cela s'est traduit, par exemple, par une immobilisation de la part des prix de marché dans le tableau 2.

La possibilité donnée d'effectuer une comparaison entre le marché et le plan a permis aux agents économiques d'opérer une rupture décisive avec la planification centrale de type stalinien, au profit d'une utilisation plus grande du marché, des signaux du marché et des incitations correspondantes.

C'est à cette étape qu'une réforme généralisée des entreprises étatiques est devenue un problème majeur et urgent à cause de la compétition avec les entreprises non-étatiques et avec les entreprises étrangères. La transition est donc entrée dans une étape décisive: disparition d'anciennes administrations planifiées pour la production dans l'agriculture comme dans l'industrie; libéralisation plus large des prix sur le marché....

### c.1.2. La croissance accélère la transition vers le marché

D'après notre modèle de la croissance chinoise (Fig.5), la croissance est la base économique, mais aussi politique, la plus solide pour assurer et promouvoir le processus de transition:

- La population, ou au moins la plupart de la population, a profité des fruits de la croissance extraordinaire, ce qui a stabilisé une société

très fragile pendant un changement tellement important. Les opposants au marché, dit "marxistes purs" qui étaient très puissants au début de la transition, eux aussi, ont été petit à petit convaincus, non par le "capitalisme", mais par ces résultats économiques. Cette croissance économique alimente donc la flexibilité politique, qui est nécessaire pour faire avancer la réforme d'une manière graduelle (Fig.5).

- Cette croissance a aussi fourni des conditions économiques favorables pour qu'une réforme plus profonde puisse suivre. Par exemple, par le soutien de la croissance très élevée des années 1992 et 1993, une série de réformes très profondes a été mise en place en 1994, comme par exemple, la libéralisation presque totale des prix et la réforme du système financier (Fig.6, l'événement 5). Sans cette assurance constituée par la croissance précédente, l'inflation durant les années 1994 et 1995 aurait été encore bien plus grave.

- La croissance a encouragé aussi l'augmentation du nombre des entreprises non-étatiques, qui ont été, en réalité, les principales bénéficiaires de la réforme d'un point de vue dynamique selon le modèle de la formule I.1.-3. Les facteurs du marché jouent donc un rôle de plus en plus important dans l'économie chinoise, même si le secteur public regroupe encore la majeure partie des terres et du capital. La majorité de la valeur ajoutée brute industrielle est produite par les entreprises non-étatiques depuis 1993.

En résumé, la réforme chinoise s'inscrit dans une logique de croissance et est expérimentée dans une stratégie gradualiste. Cette réforme n'améliore pas seulement l'allocation des facteurs, dont l'efficacité de l'investissement, mais crée aussi un dynamisme des agents dans les activités économiques, qui favorise la croissance de l'économie chinoise. La forte croissance augmente la flexibilité économique et la flexibilité politique, ce qui réduit considérablement la rigidité du système existant. Les conditions politiques et économiques se réunissent pour une réforme plus profonde, qui favorise la croissance. La relation entre la réforme et la croissance de la Chine est donc inscrite dans un cercle vertueux.

## c.2. La marche irréversible vers l'économie de marché

L'ancrage de la réforme sur une dynamique de croissance la rend irréversible de par l'amélioration globale de la situation économique des agents. C'est par sa dimension économique que la réforme se fait accepter. Elle ne pourra cependant pas toujours conserver exclusivement cette apparence, certaines de ces réformes économiques impliquent des changements plus profonds qui débordent sur la vie sociale et politique. C'est le cas de la réforme du régime de propriété qui devra tôt ou tard intervenir. Pour l'instant, nous l'avons vu, coexistent des formes très disparates de propriété.

Cette diversité s'inscrit dans un mouvement d'émergence de la propriété privée ou, plus exactement, de mise en place de comportements marchands. Le processus se déroule "naturellement" si on peut dire: il n'y a pas de programme de privatisation des entreprises. Le résultat de cette évolution est difficile à prévoir mais il ne semble pas que la légitimité de la réforme soit susceptible d'être remise en cause sur cette base, pas plus qu'on n'imagine qu'elle soit stoppée pour ces raisons. Le mouvement lancé a sans doute trop d'ampleur et a rencontré trop de succès pour ne pas continuer.

## B.2. Une économie socialiste de marché

L'originalité du processus chinois de réforme prend son sens dans l'objectif qui lui est assigné: réaliser une économie socialiste de marché. Pour comprendre la réalité actuelle de l'économie chinoise il importe donc de différencier le concept d'économie socialiste de marché de celui d'économie de marché.

En fait peu de travaux discutent du sens du concept "économie de marché", nous utiliserons plus particulièrement une publication récente (DEFALVARD H. 1994) où quelques idées sont énoncées sur ce sujet. Notre objectif constituera principalement en une tentative de formulation des différentes opportunités possibles pour la Chine, en insistant sur les caractéristiques de celles qui constituent la voie actuelle de la réforme.

### a. Différentes propositions sur l'économie de marché de la Chine

Le concept d'économie de marché n'est pas un concept au sens fixé, il peut accepter plusieurs modalités qui restent interprétables au sein de la théorie néo-classique (KWON J. 1994). On peut distinguer les types suivants:

#### A). Type 1: le socialisme de marché

Ce type a été invoqué par certains économistes chinois pour justifier la mise en place de la réforme dans un cadre marxiste (YU G-Y, 1983). Le monopole attaché à la propriété communiste semble se lier naturellement avec le concept d'économie socialiste de marché.

Le socialisme de marché (BARDHAN et ROEMER, 1994) définit une économie dans laquelle la relation entre les entreprises et l'Etat est bien plus souple que dans une économie planifiée, mais plus rigide que dans une économie capitaliste orthodoxe. D'une part, les entreprises sont de propriété étatique et contrôlées par le gouvernement; d'autre part, ces entreprises sont implantées sur un marché concurrentiel où elles adoptent un comportement marchand habituel, par exemple elles vendent leur produits aux consommateurs.

#### B). Type 2: le capitalisme orthodoxe

Dès le début de la réforme, de nombreux économistes occidentaux ont conseillé à la Chine de suivre la voie qui mène au capitalisme libéral basé sur la propriété

En effet, certaines organisations internationales de tendance libérale, comme le FMI ou la Banque Mondiale etc. ont fixé cette voie comme une des conditions de leur soutien financier. Les arguments en faveur de cette opportunité résident essentiellement dans la forte augmentation du nombre des entreprises non-étatiques (NAUGHTON B. 1994b).

### C). Type 3: le capitalisme asiatique

La réussite économique de certains pays d'Extrême-Orient (Japon, Corée du Sud, Taiwan, Singapour et Hongkong) a poussé les économistes à étudier la spécificité de l'économie de ces pays (The east asian miracle", Rapport annuel de la banque mondiale, 1994). Dans son article "The east Asia challenge to neoclassical orthodoxy", KWON (1994) indique l'importance de l'intervention gouvernementale dans la réussite économique de ces pays. Pour le distinguer du capitalisme orthodoxe (laisse faire), le capitalisme pratiqué en Extrême-Orient est appelé "le capitalisme asiatique" (LEE K. 1994).

Certains économistes asiatiques encouragent la Chine "making another east asian success" à prendre la voie du capitalisme asiatique (LEE K. 1994). Le point essentiel de la démarche est constitué par la privatisation des entreprises étatiques, accompagnée par un renforcement du contrôle gouvernemental sur les principales banques (LEE K. 1994).

#### b. Le choix chinois dans la logique de la réforme

Le choix chinois est fortement conditionné par la logique de la croissance et la stratégie gradualiste.

##### b.1. L'économie socialiste de marché

Chaque conception de l'économie de marché (le socialisme de marché, le capitalisme orthodoxe et le capitalisme asiatique) possède à la fois des caractéristiques correspondant à la situation actuelle de la Chine, mais présente aussi des points incompatibles. En plus, l'expérience des quatre dragons confirme au moins une information: il n'y a pas un modèle unique pour l'industrialisation. La Chine peut donc développer son propre modèle dans sa pratique. La logique retenue pour conduire la réforme chinoise l'illustre parfaitement. La nouvelle économie chinoise, sous le nom d'économie socialiste de marché, sera construite en ouvrant la porte à tous les modèles quelle que soit leur couleur (chat blanc ou chat noir). La seule légitimité d'une telle économie repose sur ses résultats économiques (la souris).

Au stade actuel, on ne peut pas qualifier le marché chinois de parfait malgré la progression considérable du système marchand due à la transition. Le caractère incomplet et fragmentaire des marchés de produits, du travail, et du capital n'a pourtant pas empêché l'économie en général et le commerce extérieur en particulier de connaître jusqu'à présent une croissance extraordinairement rapide.

Avec cette expérience non orthodoxe mais très positive, il ne semble pas que la Chine suive fidèlement le modèle du marché libéral. En effet, en 1992 lors du XIV<sup>ème</sup> congrès du PCC, l'"économie socialiste de marché" a été proposée comme direction de la réforme. Beaucoup de chercheurs considèrent ce slogan comme un geste politique pour masquer la nature capitaliste de l'orientation de la réforme. Pour nous, cette idée annoncée par DENG Xiao-Ping indique clairement qu'il y a une différence nette entre le modèle chinois et l'économie de marché traditionnelle.

Cependant, ce modèle n'est pas encore bien défini en détail et la discussion reste ouverte. Dans les conceptions les plus récentes, le marché chinois ne fonctionne que comme un intermédiaire entre le gouvernement et les autres agents économiques (consommateurs et producteurs). Les paramètres macro-économiques du marché chinois sont strictement réglementés par le gouvernement et constituent la partie dite d'"ajustement gouvernemental par des moyens macro-économiques". L'autre partie, toujours importante, dite "ajustement gouvernemental par des moyens administratifs", conserve certaines caractéristiques du système planifié.

## b.2. Les grandes lignes de l'économie socialiste de marché

La définition de l'économie socialiste de marché reste ambiguë et peu d'études ont été consacrées à ce modèle indéfini. Mais notre analyse précédente nous permet de donner quelques grandes lignes.

### b.2.1. Différences par rapport au socialisme de marché

Le débat sur le socialisme de marché a commencé durant les années 30. Même aujourd'hui, ce débat continue (par exemple, dans le

numéro 2 du volume 8 du "Journal of Economic Perspectives" de 1994). Nous ne voulons pas nous impliquer dans ce débat mais simplement étudier la pertinence de cette conception pour la Chine. Les événements suivants peuvent être de nature à différencier l'économie socialiste de marché de la Chine avec le socialisme de marché:

(1). D'abord, la plupart des entreprises ne sont plus contrôlés par l'Etat en Chine. D'après notre modèle du rendement de la réforme, la part des entreprises non-étatiques augmente avec le temps grâce au rendement marginal de la réforme plus élevé pour ces entreprises que pour les entreprises étatiques.

(2). Le mécanisme de prix n'est plus administratif mais plutôt de marché. Malgré les interventions gouvernementales, réservées aux cas où l'inflation devient un véritable problème pour la croissance, la libéralisation des prix est déjà une réalité.

Il n'y a donc pas concordance entre les grandes lignes de l'économie de marché en Chine et le concept de socialisme de marché.

#### b.2.2. Différences par rapport au capitalisme orthodoxe

Certains signes ne confirment pas la convergence de l'économie socialiste de la Chine avec le capitalisme orthodoxe:

(1). La Chine a réussi à éviter une privatisation majeure des entreprises étatiques, ce qui est pourtant fortement recommandé par les économistes orthodoxes. Elle n'est d'ailleurs toujours pas envisagée, même à moyen terme:

- Politiquement, l'existence d'entreprises étatiques en nombre suffisant constitue une base sur laquelle l'action gouvernementale peut prendre appui. L'efficacité de l'action publique en matière d'économie n'est pas indépendante de la taille du secteur public dans l'économie.

- La privatisation peut créer des problèmes sociaux non contrôlables. D'après l'expérience de l'Inde (BAHSKAR V. et KHAN M. 1995), la privatisation introduit le problème du chômage. La Chine

d'aujourd'hui est différente des autres économies d'Extrême-Orient sur ce point. La Chine avait déjà une structure industrielle avant son décollage économique. La restructuration industrielle, par la privatisation des entreprises étatiques, créerait certainement un grave problème à cause du chômage. La Chine subventionne les entreprises étatiques en difficulté et elle le fait pour contrôler et minimiser le risque d'explosion sociale. Le prix à payer pour instaurer un régime de propriété privée est donc trop élevé pour que cette réforme puisse figurer, au moins pour l'instant, dans le programme gouvernemental.

- Stratégiquement, la privatisation ne constitue pas une urgence. En effet, avec la croissance connue depuis 15 ans, la question est passée au second plan des préoccupations. Le développement chinois a été assurée à moyen terme par de nouveaux pôles de croissance (les entreprises de village, les entreprises d'exportations, etc.). De plus, comme ces entreprises étatique disposent de facteurs de croissance bien plus favorables que le secteur étatique traditionnel (planifié et centralisé), en terme d'adaptation aux ressources factorielles de la Chine, les résultats obtenus par ces entreprises ne légitimeraient pas de chercher à les privatiser à tout prix. Les solutions retenues s'inspirent plus de la stratégie d'ensemble de la réforme. Ainsi, une privatisation de petites entreprises étatiques a été acceptée par le gouvernement et elle sera réalisée si les conditions financières et sociales le permettent. Après cette première sélection, le problème des entreprises étatique sera marginalisé et le gouvernement aura gagné du temps pour chercher d'autres solutions si nécessaire.

(2). La totalité de la population chinoise, quelle que soit son opinion politique ou économique, est d'accord sur un point: la difficulté actuelle la plus importante dans la croissance n'est pas économique mais concerne plutôt les problèmes sociaux. La stabilité sociale, qui assure la stabilité macro-économique, est toujours au coeur de la stratégie du développement. Cependant, la faiblesse du contrôle de l'Etat sur l'économie nationale fragilise le pouvoir central dans ce processus de transition, créant des incertitudes. Il n'est pas possible d'exclure qu'apparaissent des problèmes de relation entre les régions de la Chine, voire même que certaines soient tentées par le séparatisme. Les désordres qui en résulteraient ne sont évidemment

pas de nature à fournir un cadre favorable au développement économique. La solution des problèmes sociaux et politiques est donc première par rapport à toute autre question.

(3). La stratégie du rassemblement demande que tous les acteurs s'engagent dans la logique de croissance. Pour beaucoup d'économistes chinois, le mécanisme de marché en général et plus particulièrement celui du marché libre n'est pas le mécanisme unique de la croissance (WANG Y-L et WOU C-H, 1994). Les expériences de la Chine des années 50 ont montré l'utilité réelle du mécanisme de plan pour la croissance économique. Pour la Chine, il n'y a pas de raison de refuser l'atout fourni par le plan, d'autant plus que son expérience la rend à même d'en maîtriser l'usage. En conséquence le mécanisme de plan sera utilisé dans certaines conditions pour compléter le mécanisme de marché. L'intervention gouvernementale reste très forte à travers l'ajustement macro-économique. Du point vue économique, cette intervention permet de mobiliser plus rapidement des facteurs vers les secteurs "amonts" et donc d'assurer une croissance rapide et durable. Par rapport aux quatre dragons, l'intervention chinoise peut être réalisée plus efficacement en raison de son expérience d'une quarantaine d'années du système planifié. Du point vue politique, l'intervention gouvernementale est aussi un moyen d'appliquer ses politiques sociales. La stabilité sociale est la principale préoccupation de la population et la priorité du gouvernement, des mesures administratives peuvent même être appliquées sans raison économique. Du point vue humain, l'intervention offre la possibilité d'assurer un niveau de vie minimum à la partie de la population la moins favorisée par le mécanisme de marché. Ce n'est pas malheureusement le cas dans tous les PED qui pratiquent l'économie de marché.

### b.2.3. Différences par rapport au capitalisme asiatique

La Chine s'intègre dans l'économie mondiale avec ses propres caractères. C'est à dire, d'une part, que la Chine s'engage à modifier son système économique afin d'être acceptable sur le marché mondial, pour assurer par exemple son entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce. En ce sens, le système économique s'oriente vers un régime plus libéral. D'autre part, la Chine ne veut pas perdre son

identité économique, politique et socioculturelle au profit du développement de son commerce extérieur. Il peut être tentant pour la Chine de préserver son originalité en s'inspirant de l'exemple des NPI asiatiques, du fait de ses ressemblances culturelles évidentes avec ces pays. La voie du capitalisme asiatique est donc souvent recommandée à la Chine par des économistes asiatiques (LEE K. 1994).

Mais un simple capitalisme asiatique semble ne pas convenir à la situation actuelle de la Chine:

(1). La privatisation massive des entreprises étatiques semble impossible, au moins à moyen terme, comme l'analyse le point b.2.2.

(2). L'industrialisation des autres pays d'Extrême-Orient se fait dans un contexte plutôt totalitaire. Un débat a été ouvert sur la relation entre la démocratie et la croissance économique (OLSON M. et al, 1994). Pour éviter d'entrer dans ce débat, nous exprimons simplement notre opinion sur les points suivants:

- Un minimum de stabilité sociale est indispensable à la croissance économique. Par exemple, on ne peut pas se concentrer sur les activités économiques en Bosnie pendant la guerre;

- Si cette condition a été assurée par la voie démocratique, le pays doit continuer dans cette voie et accroître son économie en profitant de tous les avantages de la démocratie, comme par exemple, lors de l'industrialisation en Europe et aux Etats-Unis;

- Si le pays ne dispose pas d'un système démocratique et si l'instabilité sociale est la principale difficulté pour la croissance économique, il peut s'engager dans un des trois choix suivants: (a). construire le système démocratique, stabiliser la société et puis accroître son économie, tels les anciens pays communistes d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est (b). stabiliser la société par des méthodes non démocratiques, accroître l'économie et puis construire la démocratie, comme Taiwan et la Corée du sud; (c). stabiliser la société en utilisant à la fois des méthodes démocratiques et non démocratiques

selon leur efficacité et leur nécessité, et dans le même temps accroître l'économie.

Sans doute le système non démocratique des quatre dragons des années 50-60 a permis de maintenir une stabilité sociale qui a été à la base de leur croissance économique. Cependant, la situation actuelle de la Chine est très différente. Le monde a changé. D'abord, le mouvement démocratique au sein de la Chine est déjà très important, au moins plus important que celui des quatre dragons pendant leur industrialisation. De plus, la pression extérieure n'est pas la même pour la Chine que pour les quatre dragons, ces derniers étant considérés comme des alliés dans le camp occidental. Donc la Chine d'aujourd'hui ne peut plus maintenir seulement la stabilité sociale par des moyens politiques, tels que la loi militaire appliquée à Taiwan jusqu'en 1990. Bien que beaucoup reste encore à faire, la Chine est déjà entrée dans la démocratisation depuis 15 ans. La force nécessaire pour maintenir la stabilité sociale dépend donc de l'équilibre entre les mesures politiques (démocratiques ou non démocratiques) et économiques. Ce qui implique une forte intervention gouvernementale pour arriver à faire coïncider toutes ces évolutions politiques et économiques.

En résumé, la croissance constitue le déterminant principal de l'évolution du système économique de la Chine. Le gradualisme est le principal caractère de cette transition. La Chine s'engage dans une économie de marché sans couleur, autrement dit, avec sa propre couleur. L'économie socialiste de marché de la Chine intègre tous les modèles quelle que soit leur origine. Le mécanisme de marché devient le principal mécanisme de son économie, surtout au niveau micro-économique. Cependant, le mécanisme du plan joue un rôle important, surtout dans les domaines macro-économiques.

## SECTION 1.2. L'OUVERTURE AU MARCHÉ MONDIAL PAR UNE INTEGRATION MAITRISEE

La politique de transformation systémique amorcée lors du troisième plenum du XI<sup>ème</sup> Comité Central du PCC en décembre 1978 est connue en Chine sous le nom de "la réforme et l'ouverture". Les "réformes" sont les changements d'orientation qui ont introduit la décentralisation et provoqué un recours plus grand aux forces du marché. L'"ouverture" se réfère aux décisions visant à accroître l'intégration de l'économie chinoise dans l'économie internationale.

L'internationalisation de l'économie chinoise fait partie du mouvement de "globalisation" de l'économie mondiale. Mais le processus de cette internationalisation dépend fortement de facteurs internes, notamment la dynamique de la transition du plan au marché (BUCKNALL K.B. 1989). C'est cette transition qui a permis à la Chine d'abandonner petit à petit l'ancien système planifié et l'ancienne économie qui était une des économies les plus fermées du monde.

### A. L'OUVERTURE AVEC UN MARCHÉ PEU DEVELOPPE

Avant 1978, l'économie chinoise était caractérisée non seulement par son système planifié mais aussi par son isolement du marché mondial. La politique d'ouverture menée depuis 1978 a eu deux objectifs: attirer les capitaux étrangers et promouvoir les échanges extérieurs. L'ouverture, elle aussi, s'inscrit dans la logique de croissance.

La stratégie gradualiste est aussi appliquée dans les réformes du système du commerce extérieur. La transition de l'ancien régime commercial présente une dynamique similaire à la transition du système économique en général. La relation entre la réforme du système commercial et le développement des exportations s'inscrit dans le même cycle vertueux que l'ensemble de la transition systémique. La mutation du système commercial a été marquée par des résultats économiques très positifs: le taux de croissance des exportations manufacturées, comme celui de la croissance totale des exportations, a été multiplié par huit depuis seize ans.

## A.1. Réforme graduelle du système planifié de commerce extérieur

Pour réaliser les nouvelles politiques commerciales et orienter l'économie vers l'exportation, il a fallu que la Chine transforme son système de commerce planifié en système de marché. La réforme du système commercial s'insère dans la logique de croissance afin que ce système soit à la fois favorable à la compétitivité de ses entreprises sur les marchés internationaux et permette d'accueillir la technologie et l'investissement étrangers. Le processus de cette réforme est caractérisé aussi par le gradualisme. Ce processus a été étudié par des chercheurs, par exemple, FUKASAKU et WALL (FUKASAKU K. et WALL D.W. 1994). Une étude comparative de la politique commerciale et du modèle commercial entre la Chine et les PECO a été réalisée récemment par LEMOINE (LEMOINE F. 1996).

Selon LEMOINE, l'ouverture des PECO s'inscrit dans la logique de l'institution de marché (LEMOINE F. 1996). Les PECO ont mis l'accent sur la libéralisation commerciale et en particulier sur celle des importations. Pour les PECO, l'ouverture était considérée comme un moyen d'introduire la concurrence sur le marché intérieur et d'aligner les prix internes sur la structure des prix mondiaux. Au contraire, l'ouverture de la Chine s'inscrit dans la logique de la croissance. Elle a mis l'accent sur des mesures de promotion des exportations sans libéraliser pour autant l'accès à son marché intérieur. Pour la Chine, l'ouverture est d'abord un moyen de développer l'économie nationale. La dynamique de la réforme du système commercial de la Chine présente des caractères particuliers, comparée à celle des PECO. Nous retiendrons simplement ici un exemple pour étudier cette dynamique.

### a. La réforme du système commercial dans la logique de croissance et selon la stratégie gradualiste: l'exemple du système de change

La Chine a connu une forte croissance annuelle moyenne des exportations d'environ 14% avec une inflation relativement modérée, soit 7,9% par an en moyenne. Cette évolution favorable est généralement attribuée au gradualisme des changements de politique commerciale (FUKASAKU K. 1995; JEANNENEY S. et al., 1995). En

effet, dans la logique de la réforme, l'évolution des politiques commerciales n'est qu'une adaptation d'un "chat" qui cherche à rattraper la souris, et en particulier à assurer la croissance des exportations (LEMOINE F. 1996).

#### a.1. La réforme du système de change dans la logique de croissance

Avant la réforme de 1978, les échanges extérieurs de la Chine étaient aux mains de douze sociétés de commerce extérieur dans le cadre de la planification (LEMOINE F. 1994). Les prix étaient fixés par le gouvernement et étaient complètement déconnectés des prix internationaux. Nul besoin de système de change libre dans ce contexte. Le taux de change était fixé administrativement.

Dans une économie de marché, le taux de change est souvent considéré comme un indicateur du rapport entre les prix intérieurs et les prix extérieurs. Il joue donc un rôle très important dans une économie ouverte. De sorte que la progression du taux d'ouverture appelle à plus ou moins brève échéance une réforme du système de change.

Cette réforme s'inscrit aussi dans la logique de croissance: le taux de change n'est qu'un des moyens mis en oeuvre pour favoriser la croissance nationale. Dans le cas où l'inflation n'est qu'un problème mineur, la réforme doit assurer la dépréciation réelle de la monnaie nationale; quand l'inflation devient un problème majeur, la réforme doit assurer la stabilisation macro-économique du marché intérieur. Dans le cadre de la réforme, la politique de change a été un moyen de promouvoir la croissance des exportations.

Dans le contexte d'une économie mondialisée chaque pays essaye d'adopter la politique de change qui soit la plus favorable à son économie. La plupart des PED ont choisi une politique de dévaluation de la monnaie nationale en fonction du taux d'inflation afin d'encourager les exportations. La Chine a pratiqué la même politique quand son marché intérieur était relativement stable entre 1979 et 1992. La monnaie chinoise a perdu, par rapport au dollar, 82% de sa valeur, le cours officiel annuel moyen du dollar en Yuans étant passé de 1,56 en

1979 à 5,3 en 1992 (Tab.8). Exprimée par rapport au dollar, l'effectivité de la dévaluation nominale, c'est à dire la proportion dans laquelle celle-ci s'est traduite par une dépréciation réelle, a été de 83% de 1979 à 1993 (GUILLAUMONT-JEANNENEY S. et al., 1995).

La Chine a pratiqué une stratégie de stabilisation du taux durant ces dernières années où elle rencontre l'inflation la plus importante depuis une quarantaine d'années (Tab.8). Pour assurer la stabilisation prioritaire du marché intérieur, le taux de change administratif reste étroitement lié avec le taux de change de marché.

La politique de stabilisation de la monnaie nationale par une réglementation administrative, mise en place par le gouvernement pendant la transition, sert l'objectif d'internationalisation maîtrisée. Pour pouvoir conserver à la réforme son aspect graduel il est nécessaire de mettre le marché chinois relativement à l'abri des fluctuations du marché mondial. L'un des buts principaux de cette stratégie étant d'éviter les brusques fluctuations de taux de change que pourraient entraîner les mouvements spéculatifs s'ils n'étaient pas sévèrement encadrés. D'autant plus qu'au niveau mondial le système de change connaît régulièrement des crises (GIRARDIN E. 1994). Une crise du marché des changes s'est produite en Russie en 1994 et au Mexique en 1995, avec des conséquences négatives économiquement et politiquement. Il semble donc justifié de penser que sans une protection raisonnable de son marché, l'économie de transition chinoise ne puisse pas s'orienter avec succès vers l'exportation à long terme.

Une autre considération portant sur la stabilisation du taux de change concerne la menace d'inflation. Si l'objectif à long terme d'orientation des structures productives vers l'exportation suppose une dévaluation réelle, la lutte contre l'inflation dans le court terme suppose qu'on utilise le taux de change nominal comme ancrage des prix intérieurs, ce qui entraîne habituellement une appréciation réelle. Comme la Chine a pris à court terme plus en considération son marché intérieur que son marché extérieur, elle a réalisé une politique de stabilisation du taux contre l'inflation, le problème le plus urgent pour l'économie chinoise d'aujourd'hui.

Par la réforme du système de change, la Chine cherche à introduire le stimulant fourni par l'influence extérieure en le modulant en fonction de la compétitivité de ses entreprises. Cette stratégie a été réalisée par un système de change bien particulier, dit "le change de quasi-marché", dans lequel la "micro-évolution" du taux est ajustée par le marché mais la "macro-évolution" est réglementée par l'administration, héritière de l'ancien système planifié.

Tableau 8. Taux de change (Rmb/U.S.dollar) et inflation

Année	Taux officiel	Taux du marché	Inflation (%)
1989	3,4		7,8%
1990	4,8		2,1%
1991	4,8		2,9%
1992	5,3		5,4%
1993	5,3	8,5	17,8%
1994		8,7	20,5%
1995		8,4	16%

Rmb: monnaie chinoise.

(Source: SYOC 1994)

### a.2. La réforme du système de change dans la stratégie du gradualisme

La question principale au centre de la réforme du système de change est la suivante:

*Comment gérer le taux de change pour orienter l'économie vers une plus grande ouverture sans conséquences graves sur le marché intérieur pendant la transition?*

La réponse s'appuie sur la stratégie gradualiste (GUILLAUMONT-JEANNENEY S. et al., 1995), mise au service de la logique de croissance.

La coexistence dynamique du plan et du marché prédomine dans ce processus, qui est caractérisé par plusieurs étapes: le change administratif, le change dualiste (administratif + marché) et le change

de quasi-marché. Comme l'analyse notre modèle du rendement de la réforme (la formule I.1.-3), la coexistence dynamique est favorable au marché dans le temps. En conséquence, les réformes successives du mécanisme de taux de change ont permis à un nombre grandissant des échanges extérieurs de la Chine de reposer sur des taux de change de plus en plus proches de ceux du marché.

#### a.2.1. Des taux de change administratifs aux taux de change multiples

Puisque la Chine a choisi pour l'instant la protection du marché intérieur comme priorité, la réponse à cette question est donc liée à la situation du marché intérieur. Le rôle du taux de change sur le commerce reste donc encore limité et la sensibilité du prix intérieur au prix international est encore très faible.

Avant la réforme, toutes les activités en monnaie étrangère (achat, vente, change ...) étaient strictement centralisées par le gouvernement. Le change n'était pratiqué que par la banque centrale et au taux fixé par l'administration. Durant les années 80, sa pratique s'est d'abord décentralisée puis s'effectuait partiellement au marché "noir". La réforme des années 1992-1993 a introduit un système de change dualiste, qui se compose à la fois d'un change administratif et d'un autre, ajusté par le marché:

- Pour la monnaie obtenue par un exportateur, la partie obtenue obligatoirement par l'état est vendue au taux officiel mais le reste pour cet exportateur est vendu à la Banque Centrale (Bank of China) au taux du marché, qui est beaucoup plus élevé que l'officiel (Tab. 8). Dans la pratique, ce système encourage l'exportation vers le marché mondial en stabilisant le prix sur le marché intérieur.

- Pour la monnaie étrangère désirée pour l'importation, la partie d'importation contrôlée par l'état est payée par l'importateur au taux officiel mais la partie non-étatique est payée au taux du marché. Cela limitait les importations, surtout celles de produits de consommation, qui pouvaient influencer le marché intérieur.

### a.2.2. Des taux de change multiples au taux unique de "quasi marché"

La réforme de 1994 permet au système de change d'entrer dans une nouvelle étape, dite de "quasi marché". C'est à dire que le mécanisme de marché joue dans la détermination des valeurs du taux de change, l'Etat continue d'exercer un contrôle, mais de manière plus générale.

Le système précédent, à taux dual, associé aux mesures économiques générales prises depuis 1978, a permis aux entreprises chinoises de développer leur compétitivité sur le marché extérieur. Les réels progrès effectués dans cette voie ont rendu impossible la suppression du système de taux dual sans conséquences négatives sur le reste de l'économie. Depuis le retour à un système de "quasi marché", les fluctuations du taux de change restent faibles malgré une inflation très importante sur le marché intérieur (Tab.8), ce qui confirme l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Le système de change actuel amène les entreprises chinoises à s'impliquer encore plus dans la logique commerciale capitaliste. Elles doivent maintenant se procurer les denrées, nécessaires à leurs achats et à leurs ventes, au taux du marché en courant les risques inhérents à ce genre d'opération. De même, avec la suppression des subventions indirectes à l'exportation, les firmes deviennent pleinement responsables de l'échec ou de la réussite de leurs opérations commerciales.

La fixation des taux de change au niveau mondial ne se fait pas, et ce quel que soit le niveau de développement des pays, en fonction du seul jeu des forces du marché. Tous les Etats développent une politique monétaire qui, selon les pays, se fixe différents objectifs en matière de change. Pour la Chine, étant donné le contexte, il semble logique de prendre des mesures administratives héritées de la planification pour ajuster le taux de change. Ce système permet à l'Etat d'agir directement et efficacement sur le marché des changes pour limiter les variations du taux en fonction de sa stratégie commerciale et pour favoriser l'équilibrage des marchés (intérieur et extérieur).

## b. Réformes du système commercial en faveur de la création du dynamisme des agents

D'après les analyses développées dans le sous-chapitre I.1., la croissance économique de la Chine présente certains caractères particuliers. Parmi eux, le facteur représenté par le dynamisme des agents y joue un rôle de toute première importance. Il semble qu'il faille étendre cette constatation à l'analyse du développement des échanges extérieurs. De même qu'en matière de croissance où c'était la réforme qui avait rendu dynamique le comportement des agents, pour le commerce extérieur. C'est par les mesures de la réforme que le dynamisme des agents devient un des moteurs du développement des relations internationales chinoises. Parmi ces mesures on peut en distinguer deux de première importance: la décentralisation des contrôles sur le commerce et la mise en place d'un système d'incitation matérialiste.

### b.1. La décentralisation des contrôles sur le commerce

Dans le système planifié, qui était fortement centralisé, le commerce extérieur se faisait exclusivement sous la tutelle des ministères à Pékin. Ainsi que l'analyse le sous-chapitre précédent, l'un des principaux résultats de la réforme réside dans le dynamisme insufflé aux agents qui participent alors vivement au mécanisme de la croissance. Ici dans le domaine du commerce extérieur, les réformes sont aussi à l'origine d'un dynamisme considérable des agents dans les échanges, surtout au niveau des exportateurs. La décentralisation a joué un rôle particulier dans la production du dynamisme. En effet, la décentralisation de la gestion des échanges a été considérée comme la principale réforme du régime commercial de la Chine (FUKASAKU K. et al., 1994; LEMOINE F. 1996).

Dans le respect de la stratégie gradualiste, la décentralisation se fait par une série de réformes ayant pour but de réaliser une croissance commerciale en profitant de la continuité de l'ancienne source de développement (le plan) et la création de nouvelles sources. L'ancien système de la planification impérative à caractère obligatoire et comportant des objectifs chiffrés, n'est pas détruit lors des réformes

entre 1978 et 1987. La décentralisation de cette époque est réalisée par la transformation maîtrisée de la planification impérative en planification indicative. En 1988, 112 produits d'exportation étaient couverts par le plan, dont seulement 21 étaient sous le contrôle direct de la commission d'état du Plan (LARDY N.R. 1992, pp40-41). En conséquence, le volume des exportations couvertes par le plan national tomba de 100 pour cent du total des exportations en 1978 à 45 pour cent en 1988 et jusqu'à 15 pour cent en 1992 (BANQUE MONDIALE, 1993). Avec cette décentralisation, de plus en plus de producteurs ont été autorisés à effectuer directement des opérations d'exportation et d'importation (Tab.9).

Tableau 9. Coexistence dynamique du plan et du marché dans les échanges de la Chine

Régime	Exportation	Importation
1978:		
Planification impérative	100	100
Planification indicative	0	0
Autres régimes	0	0
1988:		
Planification impérative	45% (*)	40% (1984) (***)
Planification indicative	20% (**)	30% (**)
Autres régimes	35% (**)	30% (**)
1992:		
Planification impérative	15% (*)	18,5% (**)
Planification indicative	-	-
Autres régimes	-	-

*Autres régimes: dans le cas des exportations, ils concernent des entreprises indépendantes, principalement celles disposant de capitaux étrangers; dans le cas des importations, ils concernent l'importation dans le cadre de licences par des autorités locales et par des entreprises utilisant les devises obtenues grâce au système de rétention, achetées sur les marchés swap, empruntées à l'étranger ou reçus de l'étranger au titre de fonds propres.*

*(Sources: \* - BANQUE MONDIALE, 1993; \*\*- FUKASAKU K. 1994; \*\*\*- LARDY N.R. 1992)*

La décentralisation de l'administration du commerce a créé un dynamisme chez les agents, de la même façon que celui qui est analysé dans le sous-chapitre précédent. Cette réforme a permis aux provinces, aux municipalités, aux départements industriels et à certaines sociétés spécialisées d'exercer le pouvoir de décision nécessaire et les a stimulés dans leurs activités commerciales.

### b.2. Le système d'incitation matérielle

Deux mesures sont plus particulièrement à l'origine du développement du dynamisme des agents dans les activités du commerce extérieur. Il s'agit de la mise en place du système de responsabilité contractuelle et des mesures d'incitation des exportations.

Le système de responsabilité contractuelle a été appliqué dans les entreprises nationales spécialisées dans le commerce extérieur depuis 1988. Ces contrats passés entre les entreprises d'Etat et leur administration de tutelle, définissent les obligations des entreprises en matière de progrès techniques, croissance de la valeur ajoutée, profits à réaliser, contribution au budget de l'Etat, équilibre des profits et pertes pour les activités commerciales, etc. Selon FUKASAKU et al., ce système est introduit pour éviter que les exportations ne soient vendues à l'étranger à perte et pour limiter les engagements budgétaires (FUKASAKU K. et al., 1994, p.29). Ce n'est que l'aspect passif du système. Il présente aussi un aspect actif: la dynamisation des agents dans les activités commerciales. En effet, le but initial de l'introduction du système de responsabilité contractuelle est plutôt actif puisqu'il s'agit de motiver les agents et de mobiliser leurs activités dans la logique du profit (Décisions du Comité Central du PCC sur les réformes du régime de commerce extérieur, 1988).

Cette mesure a entraîné petit à petit les entreprises à s'intégrer dans une logique de compétition sur le marché mondial. Le point le plus important du système de responsabilité contractuelle est que les autorités ont réussi à stimuler les entreprises tout en évitant de privatiser les sociétés spécialisées dans le commerce extérieur. Ces sociétés se sont appuyées sur d'autres politiques, qui ont modifié leurs

comportements et introduit des systèmes d'incitation en leur faveur. Par exemple, un système de rétention des devises a été mis en place pour dynamiser ces sociétés en 1992.

En résumé, la réforme du système commercial s'inscrit aussi dans la logique de croissance. Elle se fait dans la voie gradualiste inscrite dans une coexistence dynamique du commerce planifié et du commerce de marché, en faveur de ce dernier. Selon cette stratégie, la réforme ne s'appuie pas seulement sur des mesures qui améliorent l'allocation des ressources nationales sur le marché international, mais aussi sur des mesures qui créent le dynamisme des agents dans les activités du commerce extérieur. Le bilan de l'ouverture et de l'intégration semble confirmer la réussite de ces choix pour la Chine.

## A.2. Une économie de plus en plus ouverte et de plus en plus intégrée

La Chine a choisi une stratégie gradualiste pour que la croissance puisse être assurée à la fois par l'amélioration de l'ancien système et par la création du nouveau système, comme l'analyse le modèle de la formule I.1.-2. Cette stratégie est caractérisée par une gestion de l'équilibre entre le changement et la stabilité. Autrement dit, la dynamique de l'ouverture et de l'intégration de la Chine est déterminée par la gestion de la relation dynamique entre le libre-échange et le protectionnisme. Donc, quand on parle de bilan, il faut surtout voir la dynamique plutôt que de faire une comparaison internationale à une date donnée.

### a. Une économie de plus en plus ouverte

Avant la réforme de 1978, l'économie chinoise était une des économies les plus fermées du monde. Après 18 ans de réforme, l'économie chinoise est devenue une économie de plus en plus ouverte. Compte tenu des contraintes liées à l'ouverture, telles que sa taille importante ou son marché des facteurs et des biens encore peu développé, l'ouverture chinoise peut être considérée comme un grand succès.

### a.1. Mesures du degré d'ouverture de l'économie chinoise

L'ouverture est une notion difficile à définir et plus particulièrement, à comparer entre nations. Le plus simple des indicateurs possibles consiste à rapporter les échanges commerciaux à une notion de dimension économique. En appelant X les exportations, M les importations, et Y le PNB, on peut définir les ratios suivants:

La part des exportations dans le PNB:  $X/Y$ ;

La part des importations dans le PNB:  $M/Y$ ;

La part commerciale dans le PNB:  $(X+M)/Y$  ou  $((X+M)/2)/Y$ .

Selon les données officielles (SYOC, 1994), nous les avons calculés dans le tableau 10.

Tableau 10. Dynamique du degré d'ouverture de l'économie chinoise

	1978	1980	1985	1988	1990	1991	1992	1993
Y (PIB) (milliards Yuans)	359	447	853	1407	1768	2019	2436	3138
X (milliards Yuans)	17	27	81	177	299	383	468	529
M (milliards Yuans)	19	30	126	206	257	340	444	599
X+M (milliards Yuans)	36	57	207	382	556	723	912	1127
X/Y	4,7%	6,1%	9,5%	12,6 %	16,9 %	19,0 %	19,2 %	16,8 %
M/Y	5,2%	6,7%	14,8 %	14,6 %	14,6 %	16,8 %	18,2 %	19,1 %
(X+M)/Y	9,9%	12,8 %	24,2 %	27,2 %	31,5 %	35,8 %	37,5 %	35,9 %
$((X+M)/2)/Y$	5,0%	3,4%	12,1 %	13,6 %	15,8 %	17,9 %	18,8 %	18,0 %

Ces calculs montrent une hausse très nette du degré d'ouverture. Au cours de ces seize dernières années, la contribution du commerce extérieur à l'économie nationale, exprimée par la part des échanges extérieurs dans le PNB, a augmentée considérablement: 9,9% en 1978 et 34% en 1993. Le ratio entre les exportations et le PIB a augmenté de 358% entre 1978 et 1993; le ratio entre les importations et le PIB a augmenté de 367% durant la même époque. Bien qu'il faille utiliser cet indicateur avec beaucoup de prudence à cause du problème de méthodologie statistique portant sur l'évaluation du PNB chinois en dollars US, l'augmentation du rôle du commerce dans la croissance a été confirmée par la forte croissance annuelle moyenne des exportations et des importations, qui est environ de 5.5 points plus élevée que la croissance annuelle moyenne du PNB.

#### a.2. Comparaison internationale

Cependant, quand il s'agit de comparer les résultats entre la Chine et certains autres pays, il faut faire attention à l'interprétation de ces calculs.

D'abord, d'un point de vue méthodologique, les données du PIB ne sont pas encore "standardisées". Un débat récent a été consacré à l'évaluation du PIB chinois (LINGLE C. et WICKMAN K., 1994). Selon lui, le PIB chinois serait surestimé. Si approximation il y a, elle n'est pas de nature à remettre en cause notre argumentation. Si on considère, en effet, le degré d'ouverture exprimé par le ratio entre les exportations et le PIB "surestimé", la Chine est déjà un des pays les plus ouverts du monde (Tab.11). En 1991, avec un ratio de 19,0%, la Chine est bien plus "ouverte" que les U.S.A. (7,4%) et le Japon (9,4%). De même, elle est plus "ouverte" que l'Angleterre (18,2%) et la France (18,1%), deux pays très ouverts traditionnellement. Si le PIB chinois était surestimé de la façon dont l'analyse NAUR, le degré d'ouverture serait encore plus élevé que 19% puisque les exportations sont relativement "bien-estimées". Il n'en reste pas moins que le système statistique de la Chine n'est pas encore "standardisé", caractère qui rend difficile la comparaison du degré d'ouverture de la Chine avec celui des autres pays.

Tableau 11. Comparaison internationale du degré d'ouverture exprimé par le ratio entre les exportations et le PIB

	1982	1986	1988	1990	1991
U.S.A.	6,9%	5,4%	6,6%	7,1%	7,4%
Allemagne	26,9%	29,5%	27,1%	27,3%	25,5%
Japon	12,7%	13,1%	9,1%	9,8%	9,4%
Angleterre	19,9%	22,0%	17,5%	18,9%	18,2%
France	17,5%	19,3%	17,4%	18,1%	18,1%
Corée du sud	29,3%	32,6%	34,7%	26,6%	25,4%
Mexique	13,1%	12,0%	12,0%	-	-
Brésil	7,2%	11,5%	10,2%	6,6%	-
Chine	8,2%	9,5%	12,5%	16,9%	19,0%

(Source: *Annuaire du commerce extérieur de la Chine, 1993*)

Ensuite, la structure de l'économie chinoise est assez différente de celle des autres pays. Le secteur des services occupe une place relativement moins importante que dans les autres économies. Par exemple, les services ne représentent que 20% du PIB de la Chine en 1993 mais ils représentent 41% du PIB de l'Inde, 46% du PIB de la Corée la même année. Le degré d'ouverture calculé pour l'ensemble de l'économie n'est donc pas représentatif de la participation du secteur des produits manufacturés à l'échange international. Si le degré d'ouverture est exprimé par  $X/(Y-\text{services})$ , le degré d'ouverture de la Chine devient 23,8%, comparé à 23,9% pour les U.S.A., 25,4% pour le Japon, 47,0% pour la Corée du sud (ZHU L-N, 1995).

De plus, la différence entre le niveau des prix internes et celui des prix mondiaux, reste encore assez élevée en Chine. Cette différence s'explique par l'existence du plan qui donne à l'économie chinoise un caractère dualiste (le plan + le marché). La divergence entre le marché intérieur et le marché mondial demeure avec le processus de la réforme puisqu'elle est gradualiste. Dans ce cas de figure, la protection des entreprises domestiques vis à vis de l'importation et la promotion de l'exportation obligent la Chine à pratiquer une politique de dévaluation de la monnaie nationale. Le degré d'ouverture est donc

surestimé. Par exemple, si le PIB est calculé en dollar après ajustement en fonction du pouvoir d'achat, le degré d'ouverture de l'économie chinoise ( $X/(Y\text{-service})$ ) sera de 5,7% en 1993, encore dernier des pays industriels et de la plupart des PED (ZHU L-N, 1995).

Bien qu'il soit difficile de comparer internationalement les degrés d'ouverture, la dynamique de l'ouverture de la Chine est très nette: la Chine n'est peut-être pas encore un des pays les plus ouverts du monde, mais elle est certainement un des pays qui accroîtront leur degré d'ouverture le plus rapidement au monde durant ces prochaines années.

## b. Une économie de plus en plus intégrée

L'économie chinoise est de plus en plus intégrée dans l'économie internationale de par le cercle vertueux provoqué par la réforme et l'ouverture.

### b.1. Ouverture, réforme et économie de marché

La réforme du système commercial de la Chine n'est pas inscrite dans une logique ayant pour but l'institution du marché et qui préconise la libéralisation du commerce dans le cadre de la libéralisation de l'économie nationale, comme c'est le cas dans les PECO. Cependant, dans la pratique, la politique d'ouverture de la Chine introduit certains effets favorables à la transition vers l'économie de marché.

En restant dans la logique de croissance, la transition du plan au marché et le commerce extérieur présentent une très forte interaction. D'une part, la réforme du système économique a changé profondément le comportement des agents commerciaux et a introduit une compétition, bien qu'encore assez peu développée, dans le commerce extérieur. Cette réforme a permis à la Chine de s'insérer de mieux en mieux dans l'économie mondiale. D'autre part, la transition a bénéficié de l'augmentation du volume des échanges internationaux:

- Premièrement, la transition est soutenue, ainsi qu'analysée au-dessus (Fig.5), par la croissance économique dans laquelle les exportations jouent un rôle de plus en plus important.

- Deuxièmement, l'intégration dans l'économie mondiale a poussé la Chine à tirer le maximum de ses avantages comparatifs. Cela accélère la formation des marchés des facteurs comme par exemple le marché du travail.

- Troisièmement, la transition a été accélérée par des facteurs qui ne participent pas aux déterminants classiques, par exemple la culture d'entreprise moderne, la connaissance de la gestion et l'esprit entrepreneur, etc..

La politique dite de la "porte ouverte" constitue une des deux pièces maîtresses sur lesquelles la révolution économique chinoise se fonde. Le commerce international sert donc non seulement à la croissance économique mais aussi à la stratégie de transition. En effet, la Chine ne pouvait pas transformer son système économique planifié en économie de marché sans contact direct avec les économies de marché étrangères, surtout avec les pays industriels.

Les relations Nord-Sud ne concernent pas seulement les flux économiques comme ceux de marchandises, de capital et de technologies, mais aussi des flux non-économiques comme l'information. Le débat sur l'influence du mode de pensée occidental sur le développement des PED par la voie du commerce a été très vivant durant les années 70. Pour un pays en situation de transition, comme la Chine, l'intégration de ces flux, au même titre que les éléments économiques, dans la dynamique de transition permet de l'alimenter et de la renforcer.

Par exemple, l'importation d'immenses chaînes de production modernes des PI, qui présentent une culture industrielle moderne (l'efficacité est mesurée par un seul critère: l'argent), a amélioré la productivité de l'industrie nationale, mais aussi a modifié la culture industrielle dans ce secteur, qui était marquée autrefois par la planification (l'égalité avant l'efficacité, mesurée par des critères administratifs).

Toutefois, par l'échange extérieur, la Chine a bénéficié non seulement des équipements technologiques occidentaux mais aussi de

l'expérience même de l'économie de marché (gestion et administration). De même, une simple démonstration visible des avantages du marché: la disponibilité de produits beaucoup plus diversifiés pour la consommation, a favorisé sa transition vers le marché.

## b.2. Réforme, économie de marché et intégration internationale

L'état de la transition du système économique en général a donné des caractères spécifiques à l'ensemble de l'économie chinoise. La mise en place d'un régime d'échanges extérieurs, complète le tableau en introduisant des éléments nouveaux issus de l'internationalisation, nous venons de le voir. Cependant, la réforme du système planifié de commerce extérieur évolue plus rapidement que celle d'autres domaines ces dernières années et ceci pour deux raisons:

1). le commerce extérieur était peu développé avant la réforme d'où la difficulté de réformer le système de commerce;

2). une réforme accélérée a été demandée non seulement par la réforme intérieure mais aussi par la pression extérieure, par exemple, la demande d'admission au GATT.

Actuellement, la plupart du commerce extérieur chinois se traite dans le cadre du marché. Une minorité de produits, des produits d'exportation aux quotas limités alors que les prix sont très compétitifs, se traite par une planification indicative. Seulement une très faible quantité de produits, qui sont considérés comme stratégiques (par exemple, des ressources minérales), se traite par une planification impérative, confiée à des compagnies spécialisées. De tels cadres institutionnels ne diffèrent pas pour l'essentiel de ceux de nombreux PED à économie de marché, ni de ceux qui ont été adoptés par le Japon dans les années 50 et les quatre dragons dans les années 70/80.

## B. INTEGRATIONS INTERNATIONALES INEGALES DES PROVINCES: UNE ECONOMIE CHINOISE MAIS PLUSIEURS ECONOMIES DE LA CHINE

La Chine est connue comme un PED avec de grandes disparités non seulement vis à vis de sa structure mais aussi vis à vis de son espace géographique. Les conditions générales et, plus particulièrement, les conditions d'intégration sur le marché mondial ne sont pas les mêmes pour les différentes provinces chinoises. Avant 1994, seules les provinces du sud (Fujian, Hainan et Guangdong) étaient véritablement ouvertes au commerce extérieur (GENTELLE P. 1994). La Chine s'est intégrée sur le marché mondial par une intégration graduelle, région par région: le Sud d'abord, toute la Chine-côtière ensuite, et puis le Nord-Est et le Centre, et enfin l'Ouest.

La différenciation spatiale de la réforme a introduit une différenciation de l'économie nationale. Un nouveau plan économique s'est formé petit à petit, alors que deux grandes zones économiques se distinguent actuellement: la Chine-côtière et la Chine-intérieure:

### (A). La Chine-intérieure

La Chine-intérieure se cache dans le continent chinois. Son commerce avec l'étranger s'est marginalisé depuis 1978, par rapport à celui de la Chine-côtière. Cette zone est composée par deux régions géographiques: la Chine du centre et la Chine de l'ouest.

La Chine du centre, composée de 12 provinces, a une surface de 2,7 millions de km<sup>2</sup> et une population de 370 millions d'individus. Elle dispose de ressources naturelles plutôt riches comme le pétrole, le charbon, et des minerais non ferreux. La plupart des industries lourdes de la Chine ont été installées dans cette zone par l'ancien système. Comparée à la zone est, il lui manque surtout le dynamisme fourni par l'adoption du nouveau système économique, manque dû à une forte influence de l'ancienne idéologie et à un esprit relativement fermé par tradition.

La Chine de l'ouest est la zone la plus pauvre en Chine, elle comprend 8 provinces. Cette zone de 5,3 millions de km<sup>2</sup> et 230 millions d'habitants dispose de peu d'industries de consommation mais de la plupart des industries militaires chinoises, qui ont été construites principalement pendant les années 50 et 60. Les deux difficultés les plus importantes pour le développement économique de cette zone sont le faible niveau d'industrialisation et l'environnement économique pas très favorable à l'exportation.

#### (B). La Chine-côtière

La Chine-côtière comporte trois grandes municipalités (Pékin, Shanghai, Tianjin) et sept provinces (Liaoning, Jiangsu, Zhjiang, Fujian, Shandong, Hainan et Guangdong). Ces provinces et municipalités disposent, à différent niveau, d'avantages relatifs: la meilleure capacité technologique, l'abondance de la main-d'oeuvre relativement qualifiée, la facilité d'accès aux marchés et aux capitaux étrangers etc.. Le caractère commun de ces provinces et villes est le dynamisme extraordinaire manifesté pendant la transition économique. Tous ces facteurs créent en définitive une différence de plus en plus grande avec la région centre-occidentale.

Cette zone est une des zones les plus dynamiques du monde et peut-être, avec ses 374 millions de population, la région qui a battu tous les records de croissance de l'histoire économique. Tous les espoirs ont été confirmés par son industrialisation rapide: la modernisation des usines existantes, le remodelage des "vieilles" villes industrielles, la production des biens de consommation de haute qualité, l'acquisition des technologies de pointe, etc.. Actuellement, cette région cumule plus de 80% des exportations chinoises, entrant déjà dans l'économie internationale. D'après le programme économique chinois, cette région devait devenir " un ensemble de centres du commerce extérieur, de la formation des ingénieurs de haut niveau et du personnel de gestion, de l'absorption des technologies nouvelles, de collecte de l'information".

Le développement inégal, géographiquement parlant, concerne les différents domaines économiques, comme par exemple, l'intégration économique, le développement régional, etc.. Comme nous nous

intéressons surtout à la stratégie d'industrialisation, ayant en vue la transformation structurelle de la Chine, notre analyse sera construite sur la dynamique différenciée de la transformation des économies provinciales.

### B.1. La réforme et la restructuration de l'économie de la Chine

La transition est graduelle non seulement sur le plan structurel mais aussi sur le plan géographique. La réforme chinoise n'a pas été réalisée dans toute la structure économique en même temps, et le degré de progression de la réforme n'a pas été le même dans toutes les provinces non plus. Cette différenciation des réformes au sein des provinces amène une différenciation des performances économiques alors qu'une restructuration de l'économie chinoise est en cours.

La restructuration de l'économie chinoise peut être étudiée en terme d'intégration des économies provinciales. En effet, cette restructuration peut être interprétée en termes de niveau d'intégration dans le contexte du marché. L'intégration économique a bénéficié d'un grand nombre d'études sur l'intégration des économies européennes (ROLLET P. 1990). Cependant, malgré son intérêt, nous ne pouvons pas étudier l'intégration des économies provinciales en détail puisque la disponibilité des données sur ce sujet est très limitée. Notre étude sera donc très sélective.

#### a. Réforme d'avancée inégale et différenciation des économies provinciales

La réforme progresse avec différents rythmes dans les différentes provinces. Le degré de dynamisation issue de la réforme est donc différent d'une province à une autre. Selon notre modèle de la croissance chinoise dans lequel la réforme joue un rôle déterminant (Fig.5), les économies provinciales de la Chine sont donc différenciées.

##### a.1. Une explication par le modèle du rendement inégal de la réforme

Une observation importante, pour comprendre l'avancée inégale de la réforme dans les provinces chinoises, est la suivante: la réforme

progressive, avec des rythmes différents, dans les différentes provinces en fonction des différences de structure productive. En effet, la réforme chinoise est graduelle sur l'espace national: des provinces agricoles aux provinces d'industries légères, et puis aux provinces d'industries lourdes.

Cet aspect de la gradualité de la réforme selon les provinces peut être étudié de différentes manières selon l'approche. Nous analyserons ce problème sur la base de l'observation précédente, en appliquant notre modèle du rendement de la réforme (la formule I.1.-3).

Comme la logique de la réforme chinoise est une logique de croissance et non une logique de changement institutionnel, le gouvernement chinois a encouragé chaque province à faire la réforme selon les besoins de la croissance provinciale (Document du Comité Central du PCC). Donc, la progression de la réforme dans les différentes provinces n'est pas seulement déterminée par la politique provinciale interne et l'impact de l'environnement international, mais aussi par les caractéristiques structurelles de ces économies provinciales. Ces dernières ne sont pas seulement liées à leurs niveaux de développement mais aussi aux rapports existants entre le secteur étatique et le secteur non-étatique.

Malgré les efforts gouvernementaux consentis dans la recherche de l'égalité avant la réforme de 1978, les provinces chinoises présentent des structures économiques différentes. En gros, dans les provinces de la région Nord-Est prédomine l'industrie lourde (par exemple, l'industrie de l'automobile); dans les provinces de la région sud-est, l'industrie (l'industrie du textile); dans les provinces de la région Ouest, l'agriculture. Dans le système planifié de la Chine, la structure économique est liée étroitement à la structure de la propriété. Avant la réforme, 100% de l'industrie lourde sont de propriété étatique. La propriété de l'industrie légère est partagée entre l'Etat et les collectivités. L'agriculture est quasiment de propriété collective, surtout par les communes populaires. Donc, le poids du secteur étatique est plus élevé dans l'industrie lourde, moyen dans l'industrie légère et faible dans l'agriculture. Selon notre modèle de la formule I.1.-3, l'effet de la réforme, ou le rendement marginal de la réforme, varie selon le

type de propriété. Dans la logique de croissance, la demande portant sur la réforme est donc aussi conditionnée par le rapport des propriétés.

La dynamique de la demande adressée à la réforme peut être traduite comme la facilité d'adaptation à la réforme. En sens inverse, elle peut être considérée comme le degré de résistance à la réforme. Bien que la réforme soit requise par le développement économique et social du pays, la résistance de l'ancien système est considérable. Cependant, cette résistance n'est pas homogène dans toutes les provinces. La plus forte résistance se trouve dans les provinces qui disposent d'une propriété étatique dominante, par exemple, les provinces qui ont profité le plus de l'ancien système et les provinces qui ont formé un système planifié plus complet et plus efficace. Par exemple, dans les provinces du Nord, les provinces les plus industrialisées (la province Heilongjiang), la résistance à la réforme est très importante. En revanche, dans les provinces plutôt agricoles, (par exemple, Sichuan), la réforme est plus facile à appliquer en commençant par la dimension agricole.

#### a.2. Les provinces agraires et les réformes agricoles de la fin des années 70

La réforme a commencé dans le secteur le moins difficile: l'agriculture. Les réformes rurales effectuées après 1978 avaient pour but principal la réintroduction de l'agriculture familiale et des marchés libres dans les campagnes chinoises. En effet, ces réformes avaient été expérimentées auparavant (LEMOINE F. 1994, p20). Le principe de ces mesures est que les familles paysannes s'engagent à livrer à l'Etat une quantité forfaitaire du produit de leurs récoltes et disposent librement du reste.

Les pilotes de cette réforme sont deux provinces agricoles: Sichuan et Anhui. Elles étaient les deux plus grandes perdantes de la collectivité agricole en raison de l'importance de l'agriculture dans l'économie provinciale. Leurs économies étaient déterminées par l'agriculture et leur agriculture ne pouvait être développée que par une

décollectivisation. Leur expérience a été généralisée ensuite à l'ensemble du pays.

En effet, une province agricole comme Sichuan dont l'agriculture représentait plus 65% du PIB en 1978, se caractérise essentiellement par la propriété non-étatique. Selon le modèle de la formule I.1.-3, la réforme ne produit pas seulement un rendement positif mais aussi un rendement marginal plus élevé pour la croissance des entreprises non-étatique. Dans la logique de croissance, la demande de cette province pour la réforme est plus dynamique. Sur le calendrier de la réforme, cette province agricole peut procéder à la réforme plus tôt qu'une province industrielle. Sichuan fut effectivement un des pionniers de la réforme agraire.

Toutes les provinces de l'ouest et la plupart des provinces du centre sont des provinces agricoles. Cependant, des provinces (Sichuan et Anhui) progressent plus vite que les autres dans la réforme agricole. Pourquoi?

A notre avis, la structure économique n'est qu'une des conditions nécessaires pour que la réforme progresse plus vite. Les premières provinces concernées par le projet de réforme ont été sélectionnées parmi les provinces qui disposaient des conditions nécessaires, si elles disposaient aussi des conditions suffisantes. Autrement dit, seules les provinces qui étaient susceptibles de présenter une résistance moins importante furent engagées dans la première expérimentation de la réforme:

- Sous l'ancien système planifié, l'économie chinoise était fortement centralisée. Chaque province n'exerçait ses activités que selon le plan central, dans lequel leur croissance à atteindre était fixée par avance. Le système de type stalinien encourageait surtout la réduction des écarts de niveau de développement entre les différentes régions, sans prendre en compte les circonstances particulières à chacune. Bien que l'inefficacité du système était confirmée par une pauvreté partagée et généralisée dans le pays, les provinces les moins développées (par exemple, Tibet, Quizhou, etc.) profitaient plus que les

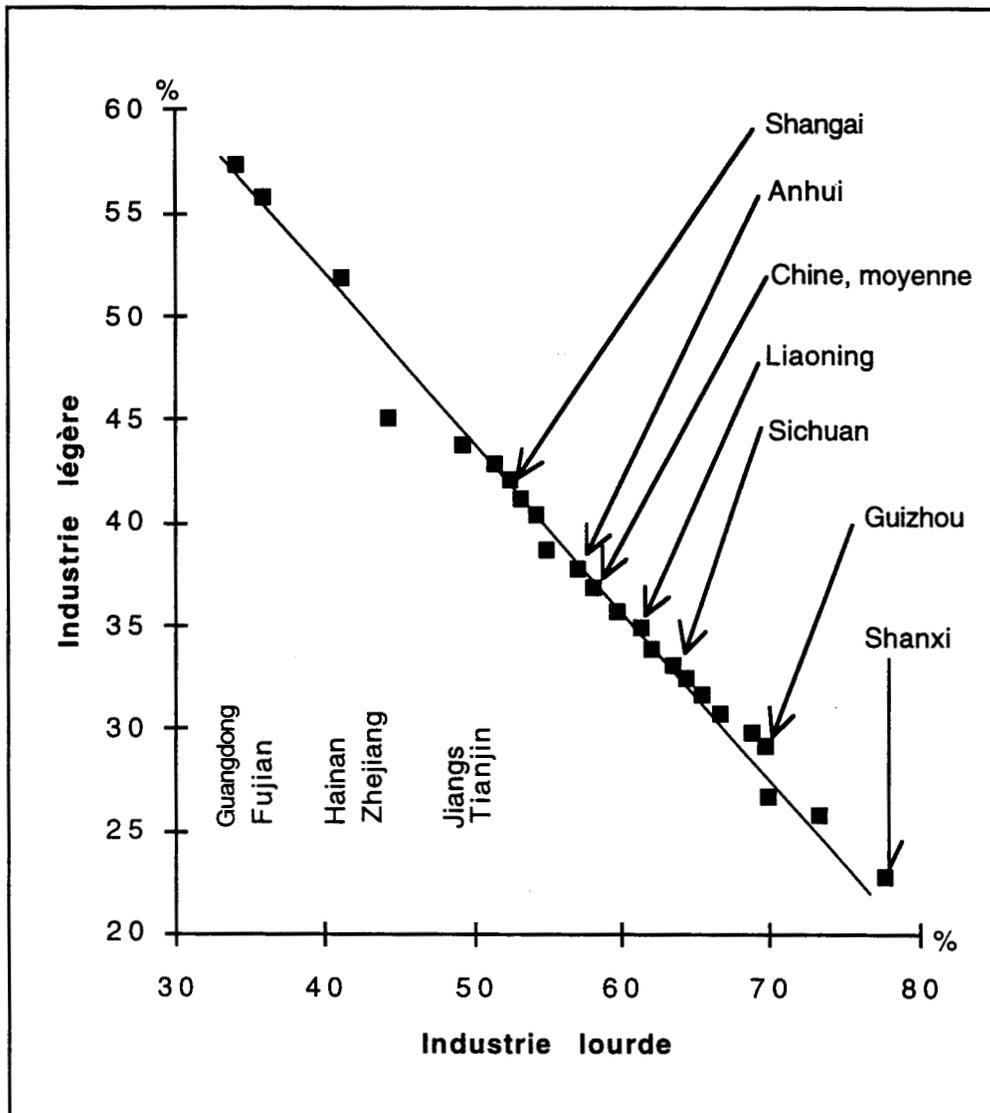
autres de cette égalisation artificielle. La réforme menace les bénéfices qu'elles tiraient de l'ancien système.

- Au-delà de la peur d'être les premières perdantes de la réforme, l'économie moins développée et l'esprit plus conservateur de ces provinces (par exemple, Gansu, Ninxia, etc.) sont aussi des sources de résistance envers la réforme sensée conduire à une économie de marché.

### a.3. Provinces d'industrie légère et réformes des entreprises durant les années 80

La décollectivisation généralisée, sous forme de décentralisation, s'est poursuivie dans la province de Guangdong. C'est une province caractérisée plutôt par son industrie légère qui lui permet de réaliser les réformes industrielles sans rencontrer de résistance majeure. Les industries légères ont une taille assez petite: elles sont donc plus facilement dynamisées. Ces industries sont souvent de propriété non-étatique (propriété collective dans la plupart des cas). En plus, cette province est bien positionnée par ses conditions favorables d'acquisition d'informations relatives aux pratiques ayant cours dans les économies de marché. La transition est un grand projet qui impose de réaliser des expérimentations économiques, sociales et politiques dans un espace limité avant de procéder à la généralisation sur tous le pays. Pour minimiser le coût d'expérimentation, il faut utiliser le plus possible les données obtenues sur les économies de marché. La province de Guangdong était bien positionnée à cause de ses communications étroites en matériel, personnel et informations avec les trois dragons voisins (Hongkong, Taiwan et Singapour).

Figure 7. Pourcentage d'ouvriers dans l'industrie lourde et l'industrie légère, par province, en décembre 1992



(Source: GENTELLE P. 1994, p69)

De plus, pour une province d'industrie légère, qui est caractérisée par la propriété mixte, le rendement marginal de la réforme est moindre que pour une province agricole, mais il est plus élevé que pour une province d'industrie lourde, caractérisée, elle, par la propriété publique. La volonté d'appliquer une telle réforme y est assez forte.

Les provinces qui suivaient Guangdong sont celles situées dans la région est: Fujian, Hainan, Zhjiang et Jiangsu, quatre provinces

caractérisées principalement par leurs industries légères (Fig.7). La résistance moindre y permet une dynamique rapide. Leurs économies assez développées permettent une croissance extraordinaire des entreprises de villages (de propriété non-étatique).

Du point de vue des conditions suffisantes, des provinces côtières, comme par exemple, Zhjiang, Jiangsu et Guangdong se trouvent dans une position très favorable pour la transition. Elles seraient perdantes dans l'ancien système et elles sont assez développées sans être trop marquées par l'ancien système. Toutes ces conditions devraient leur donner un statut privilégié dans la transition graduelle.

#### a.4. Les provinces d'industrie lourde

Les réformes les plus difficiles à réaliser sont celles concernant les entreprises d'industrie lourde. Les provinces caractérisées par l'industrie lourde s'engagent dans la réforme bien plus lentement que les autres provinces. Par exemple, dans la base de l'industrie lourde de la Chine, la région Nord-Est (Heilongjiang, Jilin, Hebei), la réforme progresse très difficilement. Dans cette région prédominent les industries lourdes de propriété publique qui bénéficient moins de la réforme, d'après notre analyse du rendement marginal de la réforme. Logiquement, la demande de réforme y est moins active que dans les provinces relevant du régime de propriété collective ou privée: Jiangsu, Zhjiang, Shandong et Guangdong. La dynamique de la réforme dans ces dernières provinces est plus rapide. La réforme dans une province d'industrie lourde commence plus tard et progresse plus lentement.

Une partie du centre et la plupart des provinces du Nord se trouvent dans ce cas. Par exemple, les grandes entreprises étatiques étaient les principaux acteurs de l'économie de Shanxi et représentaient aussi les principales difficultés pour la transition. La réforme graduelle débutée dans l'agriculture alimentait moins la transition à Shanxi et il était, du coup, difficile de commencer la transition par Shanxi.

Notre modèle est bien sûr trop simple, puisque la progression provinciale de la réforme est conditionnée aussi par d'autres facteurs.

Cependant, ce modèle est assez utile si l'on se contente de tracer en gros la stratégie de la transition graduelle sur le plan géographique.

### b. Croissances inégales des économies des provinces chinoises

La stratégie de la transition graduelle crée des dynamiques régionales très différentes. D'après le modèle explicatif de la croissance chinoise développé dans le sous-chapitre précédent, la croissance en Chine est conditionnée par la réforme. Donc les provinces chinoises se développent à des vitesses différentes.

Le développement inégal, géographiquement parlant, en Chine a attiré l'attention des économistes, en Chine comme à l'étranger. Bien que ce soit un phénomène général dans le développement, qui a été observé dans les autres PED aussi, ce problème est plus important en Chine qu'ailleurs en raison de sa grande taille, du contexte évolutif provoqué par la réforme et des conséquences importantes sur son commerce extérieur. Un débat très nourri est en cours. Deux explications différentes ont été proposées. D'un côté, YANG (YANG K.Z. 1994) explique ce développement inégal par la disparité géographique des dotations en capital humain. Selon lui, la vitesse de développement régional est déterminée par l'état du stock régional en capital humain. D'un autre côté, SUN explique ce problème en terme d'héritage des différentes politiques macro-économiques imposées par le pouvoir central (SUN Z-I, 1994).

#### b.1. Conséquences de la différenciation spatiale de la réforme

Au niveau des relations entre le plan et le marché, il y a des différences très importantes entre les régions. Pendant que le marché est déjà le principal mécanisme économique dans la Chine de l'est, le plan fonctionne encore comme le déterminant principal, même s'il est moins fort qu'avant, dans le reste du pays.

Grâce à une dynamique de réforme plus rapide, les entreprises non-étatiques (individuelles, collectives, privées et étrangères) se sont développées beaucoup plus vite dans la Chine de l'est que dans le reste du pays. La part des entreprises non-étatiques dans la production

industrielle nationale est supérieure à 10%. Cependant, cette part dans la Chine de l'ouest n'est que de 5%, bien moins élevée que dans la Chine de l'est. Par exemple, environ 60% de la production industrielle dans la province de Shandong sont issus des entreprises non-étatiques. Dans la province de Guangdong, cette partie s'élève jusqu'à environ 70%, taux similaire à certains PED à économie de marché. Les entreprises non-étatiques présentent plus de nouveaux dynamismes et profitent plus de la réforme (la formule I.1.-6). Donc, les provinces qui sont mieux dotées en entreprises non-étatiques bénéficient plus de la période de transition actuelle du système économique.

Comme la région de l'est progresse plus vite dans la transition, y compris dans la réforme du système des prix, elle peut mieux profiter des prix du marché. Dans la région de l'est, les prix de la plupart des produits sont déterminés par le marché et non par le plan. Au milieu des années 80, la part des prix déterminés par le marché était déjà de 85% pour Hainan et de 70% pour Guangdong mais n'était que de 50% pour la Chine-intérieure.

Le gradualisme dans l'espace de la réforme permet à la région de la Chine-côtière du sud de mieux se positionner pour l'acquisition des profits induits par l'échange international. En effet, l'ouverture chinoise, comme la réforme chinoise, est une ouverture graduelle géographiquement aussi. Les provinces les plus avancées en réforme sont aussi les provinces les plus avancées en ouverture. Cette stratégie d'intégration internationale graduelle sur le plan géographique sera analysée dans la section suivante.

En résumé, la stratégie gradualiste différencie la réforme chinoise sur l'espace. Des provinces caractérisées par l'agriculture s'engagent plus dynamiquement dans la réforme agricole. Des provinces d'industrie légère progressent plus rapidement dans la réforme industrielle. Des provinces d'industrie lourde restent les provinces où appliquer la réforme est le plus difficile. En conséquence, l'amélioration de l'allocation des ressources et la création du dynamisme des agents se déroulent dans des contextes différents pour les différentes économies provinciales. Par exemple, la Chine de l'est est mieux positionnée pour la récolte des avantages amenés par la réforme et par l'ouverture. Les

provinces chinoises développent donc leurs économies à des rythmes différents.

## b.2. Les croissances inégales

Du fait des disparités régionales en Chine, le développement y est inégal: une croissance extraordinaire dans la région côtière et une croissance ordinaire dans le reste du pays.

La croissance annuelle moyenne des provinces chinoises durant les trois périodes (1952/1978, 1978/1990 et 1991/1994) est présentée dans le tableau 12. Le positionnement de la croissance de chaque province est chiffré dans ce tableau. Les valeurs dans les colonnes (A)-(B) et (B)-(C) expriment les changements de positionnement dans la période suivante. Par exemple, dans la colonne (A)-(B), la valeur du changement de classement pour Pékin est: -18, qui traduit que le classement de la croissance de Pékin est passé du n°1 dans la période 1952/1978 au n°19 dans la période 1978/1990. Selon ce tableau, chaque région présente une dynamique différente au cours des trois périodes. La différence de ces dynamiques est directement liée aux différentes stratégies d'industrialisation pratiquées par la Chine durant les différentes périodes.

### b.2.1. Période 1978/1990

Cette période est caractérisée par la réforme, surtout la réforme de l'agriculture et l'ouverture, dont la mise en place est encore limitée dans la Chine-côtière du sud (Fujian et Guangdong).

Une disparité très importante est donc observée au sein de la Chine-côtière. Dans le classement des taux de croissance, Fujian et Guangdong ont enregistré un avancement extraordinaire (+16 et +13 points de plus pour les deux provinces respectivement) en profitant de leur "ouverture" plus avancée. Les deux grandes provinces agricoles (Zhjiang et Jiangsu) ont bénéficié de la réforme agricole, qui leur a permis de développer une industrie importante. Ces deux provinces, durant cette période, se sont positionnées aux deux premières places en terme de croissance. En revanche, les quatre anciens géants (Pékin,

Shanghai, Tianjin et Liaoning) ont enregistré un recul spectaculaire: des quatre premières pendant les années 1952-1978, elles se sont retrouvées ensuite parmi les dernières (entre 19 et 27). Il faut ajouter que ce recul n'est pas que relatif, en effet, à l'exception de Liaoning, le taux de croissance annuel moyen de ces provinces est inférieur durant la période 1978-1990 à celui des années 1952-1978. Leur système structuré par une planification industrielle bien développée et donc assez rigide, constitue sans doute une des raisons de cette évolution défavorable.

La croissance des provinces de Chine-intérieure était déterminée plutôt par le degré de progression de la réforme. Les deux provinces ayant le moins profité de la période 1952/1978 en terme de rang de croissance (n°27 pour Xinjiang et n°28 pour Anhui) ont profité de la réforme avec une progression de +21 et +19 points (Tab.12). L'ensemble de ces provinces a tiré profit de la réforme, à l'exception de Shanxi et Qinhai qui ont enregistré un fort recul dans leur rang de croissance, respectivement -12 et -22 places, recul cumulé pour Qinhai avec une légère diminution du taux de croissance (4,1 contre 4,4).

#### b.2.2. Depuis 1991

Cette période est marquée par une plus grande avancée de la réforme et une ouverture plus généralisée. La réforme dans cette étape commence à toucher plus profondément l'industrie. Ainsi, des provinces parmi les plus industrialisées reprennent un rythme plus favorable de croissance. Comparé à la période précédente, les quatre bases industrielles (Pékin, Shanghai, Tianjin et Liaoning) réalisent une bien meilleure performance. Par exemple, placé au n°24 dans la croissance pendant 1978/1990, Shanghai regagne son dynamisme depuis 1991 avec une forte augmentation de son positionnement, jusqu'au numéro 9.

Tableau 12. Croissance des provinces chinoises (1952-1994)

	Croissance annuelle moyenne du revenu par tête				
	52-78 (A)	78-90 (B)	91-94 (C)	(A)-(B)	(B)-(C)
Chine totale	4,2%	6,8%	10,5%	-	-
<b>Chine-côtière</b>					
Pékin	7,4% (1)	6,0% (19)	10,5% (15)	-18	+4
Shanghai	6,0% (2)	5,4% (24)	12,7% (8)	-22	+16
Tianjin	5,3% (3)	5,1% (27)	9,60% (17)	-24	+10
Liaoning	5,0% (4)	5,5% (23)	11,0% (11)	-19	+12
Shandong	4,1% (7)	8,4% (5)	19,0% (4)	+2	+1
Zhjiang	3,6% (9)	11% (1)	20,6% (1)	+8	0
Jiangsu	3,8% (8)	9,7% (2)	17,5% (6)	+6	-4
Fujian	2,8% (20)	8,6% (4)	20,4% (2)	+16	+2
Guangdong	3,1% (16)	9,2% (3)	19,4% (3)	+13	0
Guanxi	2,8% (19)	5,2% (25)	16,9% (5)	-6	+20
<b>Chine-intérieure</b>					
Heilongjiang	2,2% (23)	5,1% (26)	4,50% (25)	-3	+1
Jilin	2,7% (21)	6,9% (12)	10,6% (14)	+9	-2
Hebei	3,6% (10)	6,1% (18)	12,9% (7)	-8	+11
Xinjiang	1,9% (27)	7,9% (6)	10,0% (16)	+21	-10
Hubei	3,1% (17)	7,3% (8)	9,20% (19)	+9	-11
Mong. intéri.	2,0% (26)	6,6% (13)	8,70% (20)	+13	-7
Hunan	3,4% (14)	5,7% (22)	10,7% (13)	-8	+9
Jiangxi	2,0% (25)	6,4% (16)	11,2% (10)	+9	+6
Anhui	1,7% (28)	7,2% (9)	12,9% (7)	+19	+2
Henan	3,4% (13)	7,2% (10)	12,0% (9)	+3	+1
Shanxi	4,6% (5)	6,2% (17)	9,20% (19)	-12	-2
Qinhai	4,4% (6)	4,1% (28)	6,50% (24)	-22	+4
Ninxia	2,5% (22)	5,7% (21)	6,60% (23)	+1	-2
Yunnan	3,5% (11)	7,6% (7)	8,20% (22)	+4	-15
Gansu	3,5% (12)	5,8% (20)	8,50% (21)	-8	-1
Shaanxi	3,0% (18)	6,5% (15)	9,40% (18)	+3	-3
Sichuan	3,4% (15)	6,9% (11)	10,8% (12)	+4	-1
Quizhou	2,3% (23)	6,6% (14)	8,2% (22)	+9	-8

\*: Hainan et Tibet ne sont pas compris dans ce tableau

(Calcul d'après SYOC, 1994)

Les provinces ayant une économie tournée vers l'extérieur (Fujian et Guangdong) affichent une meilleure position avec une progression du rang de classement de leur taux de croissance, supplantant même les deux premières provinces des années 1978-1990 (Zhjiang et Jiangsu).

La Chine intérieure profite peu de cette réforme industrielle et de cette ouverture en raison de son niveau d'industrialisation plus faible et de ses échanges moins importants avec les marchés étrangers.

Comparée à la Chine-côtière, qui présente une croissance annuelle moyenne de 13,5%, la Chine-intérieure ne présente qu'une croissance ordinaire de 9,0%. En effet, pendant cette période les provinces de la Chine-côtière améliorent leur rang de classement de 5,8 points tandis que celles de la Chine-intérieure enregistrent un recul d'en moyenne 0,5 points.

Il faut noter que le développement inégal continue d'être un problème très discuté dans la littérature du développement. Il est, en effet, la réalité du tiers-monde où les quatre dragons ont déjà un revenu très élevé (PNB/habitant plus de 10000 US dollars/an) alors que d'autres pays connaissent une situation qui continue à se dégrader. Cet état de fait a fourni un argument supplémentaire au pouvoir chinois pour faire accepter les conséquences du développement inégal actuel des provinces chinoises. Il lui sera cependant nécessaire d'être très prudent sur ce terrain en raison des conflits sociaux que de trop grandes inégalités pourraient développer.

Le développement inégal en Chine n'est pas seulement un choix politique ayant pour but d'expérimenter graduellement la réforme, mais aussi un choix basé sur des considérations d'efficacité que les circonstances actuelles exigent de prendre en compte. Les régions ont des dotations en facteurs productifs (par exemple, le capital humain) différentes (XIA Y-C, 1994). Dans une logique de croissance, l'allocation des ressources nationales a pour but l'efficacité économique plutôt que l'égalité sociale. Bien que le développement à deux vitesses puisse produire des problèmes sociaux, il reste préférable pour le gouvernement chinois, par rapport à un autre choix comme le développement égalitaire, fortement artificiel et pratiqué depuis longtemps en Chine. Ce dernier la laisserait toujours dans le sous-développement et pourrait produire un risque social encore plus grave dans un monde en pleine d'expansion, surtout dans un environnement où la croissance économique des voisins de l'est jusqu'au sud est la plus élevée au monde (DENG X-P, 1982).

De plus, ces inégalités ne font pas que s'accroître: une nouvelle intégration d'économies provinciales, fondée sur le mécanisme de marché, est en cours.

### c. Ré-intégration des économies provinciales de la Chine

Depuis la réforme de 1978, la répartition spatiale de l'économie chinoise a profondément évoluée. Si la réalisation de l'intégration dans l'économie nationale avant la réforme présentait un caractère plutôt administratif, la ré-intégration en cours se fait plutôt selon le mécanisme de marché.

#### c.1. Intégration administrative des économies provinciales avant 1978

Dans cette période (1958-1978), la Chine suivait une stratégie de développement "autocentré" et l'économie chinoise était pratiquement une économie isolée. Depuis les années cinquante jusqu'à la fin des années soixante-dix, une des constantes de la politique économique de la Chine fut de réduire les écarts de niveau de développement économique entre les régions (LEMOINE F. 1994, p80). Pour ce faire, le développement "autocentré" a été généralisé au niveau provincial par la planification et l'investissement étatique s'orientait vers la région intérieure.

La région de Chine-côtière enregistrait la croissance la plus élevée du pays pendant cette époque, à l'exception des trois provinces du sud (Fujian, Guangdong et Guanxi). Selon YANG K-Z, cette croissance était essentiellement due au degré d'industrialisation relativement élevé de cette région, qui lui permettait d'avoir une efficacité de l'investissement plus élevée dans une économie isolée (YANG K-Z, 1994). Avec la stratégie de développement "autocentré", cette région ne pouvait pas profiter des avantages qu'une croissance élevée peut donner en termes d'exportations. Dans la région intérieure, c'étaient les provinces les plus pauvres qui profitaient le plus de la politique de développement égal. Par exemple, dans le tableau 12, deux provinces de l'ouest (Shanxi et Qinhai) occupaient une place élevée en rang de croissance (n°5 et n°6 respectivement) du fait des efforts de l'Etat.

## c.2. Nouvelle intégration des économies provinciales

La ré-intégration de l'économie nationale est encore un sujet peu étudié par la littérature traitant de l'économie chinoise. Pour une analyse plus profonde, il faudra attendre que les résultats d'études statistiques sur les flux inter-provinciaux de marchandises et de facteurs soient disponibles. Cependant, au moins deux points sont clairs:

### c.2.1. Ré-intégration pour une économie nationale plus optimale

Une restructuration est en cours qui semble respecter à un certain niveau le principe des avantages relatifs. Autrement dit, l'économie chinoise s'engage dans une spécialisation inter-provinciale. Cette spécialisation est fondée sur la mise en valeur des différentes sources de croissance de chaque province.

Depuis 1980, l'investissement s'oriente vers la Chine-côtière par la volonté politique (voir plus loin dans la sous-section suivante) et par le profit réel résultant de tous les avantages concurrentiels de cette région (Tab.13):

(1). Entre 1979 et 1991, la part de l'investissement étatique (IE) de la Chine de l'est est de 49,2%, soit presque autant que la totalité de l'IE pour le reste de la Chine (50,8%) (Tab.13).

(2). Dans la même période, l'investissement national non-étatique (INNE) s'oriente encore plus fortement vers l'est. En plus, actuellement l'INNE présente la partie déterminante de l'investissement national (IN): l'investissement étatique a baissé de 80% à 20% dans l'IN depuis la réforme. Par exemple, la plupart des entreprises cotées au marché des bourses à Shanghai ou à Shengzhong sont basées à l'est. Ces entreprises attirent une partie considérable du capital de la Chine-intérieure.

(3). L'investissement direct étranger s'est concentré dans la Chine-côtière (Tab.13). Environ 80% de l'IDE est destiné à la Chine-côtière, contre 20% pour l'ensemble du reste du pays.

Tableau 13. Part de l'investissement étatique (IE) et de l'investissement direct étranger (IDE) dans les différentes régions (1980-1992)

Région	L'est	Le centre	L'ouest
Population	33%	40%	27%
IE	49,2%	50,8%	
IDE	79,7%	16,0%	4,3%
Nombre des entreprises étrangères	78,4%	17,0%	4,6%

(Source: XIA I-X, *Développement économique et social*, Sainxi, 1994(5), pp.15-21)

### c.2.2. Ré-intégration et économies d'échelle

L'intégration économique est souvent caractérisée par une spécialisation interrégionale. Donc, une restructuration de l'économie nationale sur la base de cette spécialisation peut permettre à la Chine de bénéficier d'une allocation des ressources nationales plus optimale, et aussi des économies d'échelle dans la production manufacturée. Pour une grande économie comme la Chine, la possibilité de réaliser des économies d'échelle est un point fort. La portée exacte de la spécialisation interrégionale sur la réalisation des économies d'échelle sera étudiée dans le chapitre III.

### c.2.3. Ré-intégration et convergence des provinces

D'après la plupart des économistes chinois, la croissance à deux vitesses continuera encore longtemps de caractériser l'économie chinoise. Dans une étude, réalisée par le groupe d'étude sur le thème "Considération sur le développement économique de la Chine de 1991 à 2010", il est prévu que l'écart de taux de croissance entre la Chine-côtière et la Chine-intérieure augmentera durant les années à venir.

Trois possibilités peuvent être envisagées pour traiter ce problème de croissance inégale.

(1). *Sans intervention politique.* Si les relations économiques interrégionales restent libres et n'obéissent qu'aux règles de l'ajustement marchand, les disparités factuelles existant entre les différentes provinces de la Chine joueront un rôle déterminant. En supposant que la tendance actuelle perdure jusqu'à l'an 2000, le rapport entre les taux de croissances interrégionaux pourrait aller jusqu'à 150%. Sous cette hypothèse la croissance annuelle moyenne de la Chine-côtière serait de l'ordre de 8,9% et celle de la Chine-intérieure, de 5,9%. La croissance globale devrait ensuite ralentir à partir de 2005-2010 (LI J-W, 1995a). Même si on postule une réduction de l'écart entre le taux de croissance le plus faible et le plus élevé, disons que le premier représente 130% du second au lieu de 150%, en moyenne la croissance de la Chine-côtière sera de 7,3% contre 5,6% pour la Chine-intérieure. L'écart entre les taux suffira pour contribuer à l'augmentation de la différence des revenus moyens par tête entre les régions de la Chine. A priori il n'est pas possible d'écarter l'éventualité de problèmes importants créés par les tensions sociales résultant de ces écarts régionaux.

(2). *Forte intervention politique.* Vis-à-vis des risques sociaux provoqués par la croissance à deux vitesses, le gouvernement est obligé d'intervenir sur le développement régional. Dans le cas le plus extrême, dans lequel la divergence en termes de croissance relative est complètement contrôlée, la croissance par habitant peut être "égalisée", soit 8,0% pour chaque région pendant les années 1996-2000 et 6,8% pendant les années 2001-2010 (LI J-W, 1995b).

(3). *Marché avec une intervention gouvernementale limitée.* C'est le cas le plus probable. L'intervention gouvernementale dépend de deux facteurs: la gravité des problèmes sociaux et l'importance de la marge de manoeuvre de l'Etat du point de vue de sa capacité d'investissement. Ces deux facteurs sont peut-être les paramètres les plus incertains, les trajectoires futures des croissances régionales ne peuvent être estimées qu'entre les deux cas présentés ci-dessus.

La dynamisation des avantages régionaux avait initialement pour objectif de "mettre en valeur la puissance économique de la région côtière, en tirant profit de ses points forts, afin de promouvoir le

développement de l'économie dans l'intérieur du pays". Mais le développement à deux vitesses provient non seulement d'une rivalité économique, mais aussi d'une différence de méthodes, de gestion et de morale. Des déséquilibres se sont donc produits à plusieurs niveaux, économiques comme socio-politiques. La réussite du développement du pays entier dépend de la gestion des déséquilibres qui naissent et évoluent dans le processus de développement. Pour y parvenir, des mesures doivent être prises prochainement:

a). Interdépendance à améliorer

L'économie chinoise d'avant la réforme était une économie planifiée au sein de laquelle chaque économie régionale présentait un caractère "autosuffisant". Dans cet ensemble, l'économie de chaque province était en réalité relativement isolée puisque leur structure était caractérisée comme "petite mais complète". Avec la mise en place des mécanismes de marché, les relations entre les régions ont été de moins en moins gérées par le plan pour finir par n'obéir plus qu'à la logique marchande. Dans ce dernier cadre, deux phénomènes deviennent de plus en plus importants: d'une part, le protectionnisme provincial (LEMOINE F. 1994) et d'autre part, le libre-échange intra-national.

Comme tous les autres échanges, les échanges inter-provinciaux de la Chine sont aussi caractérisés non seulement par le protectionnisme, mais aussi par le libre-échange. L'échange économique entre les provinces a été et sera largement amélioré à cause de la dynamique de modernisation de l'économie: l'optimisation des ressources nationales, les opportunités d'exploitation d'économies d'échelle, etc...

Cet échange entre les provinces sera orienté en faveur de la région pauvre par le gouvernement central. Le gouvernement table sur des échanges beaucoup plus larges pour diminuer les différences entre les régions du prix des facteurs de production et pour finalement mobiliser le capital vers la Chine-intérieure. Cette "interrégionalisation" doit être esquissée par un mouvement géographique graduel du capital: la Chine-côtière du sud d'abord, la Chine-côtière de l'est ensuite, puis la Chine du centre et la Chine occidentale. La réalité semble s'inscrire assez bien

dans ce mouvement: l'investissement interrégional a déjà augmenté considérablement, par exemple, dans la province Sichuan, l'investissement de la province Guangdong a triplé depuis 1990.

#### b). Répartition stratégique du développement marchand

En face du développement inégal, le gouvernement doit prendre des mesures pour que l'Etat soit assez puissant et assez centralisé pour réaliser des politiques à long terme en faveur du développement dans l'intérieur du pays.

Une politique de répartition économique a été mise en place depuis 1993 en faveur d'un rééquilibrage régional; il s'agit désormais de propager vers le nord et l'intérieur du pays la dynamique de libéralisation et d'ouverture économique. Une partie de la répartition s'est effectuée par l'aide financière pour le développement. L'Etat prend à sa charge la majorité des frais de construction du réseau allant d'Est en Ouest et nécessaire au développement de la région centre-occidental: les voies ferrées de liaison entre l'Est et l'Ouest, les voies de désenclavement, les routes carrossables toute l'année, les voies d'eau et les infrastructures énergétiques.

## B.2. La Chine-côtière comme moteur de l'intégration chinoise dans l'économie mondiale

Du point de vue du modèle développé dans la formule I.1.-3, l'acquisition d'avantages concurrentiels sur le marché intérieur comme sur le marché mondial n'est pas uniforme pour les provinces chinoises puisque leurs progressions différentes dans la réforme, surtout dans la réforme industrielle, leur amènent des performances différentes. La Chine du sud, qui est caractérisée par l'industrie légère (Fig.7) et la proximité géographique avec Hongkong, Macao, Singapour et Taiwan, et surtout les provinces Guangdong et Fujian, est devenu le moteur de l'intégration internationale de la Chine.

### a. Stratégie de l'intégration internationale graduelle en Chine: des points à une ligne et enfin: la surface

La Chine devra pratiquer une stratégie d'intégration qui corresponde à la disparité structurelle et à la disparité géographique des économies provinciales. La décentralisation du pouvoir économique depuis 1980 a enfin permis aux provinces de disposer d'une relative autonomie de gestion et de prendre en charge leur propre développement. Il en résulte un dynamisme local considérable, ainsi que nous l'avons analysé. Ce dynamisme a donné un nouveau souffle dans la recherche de l'optimalité dans l'utilisation des facteurs locaux (facteurs géographiques, politiques, économiques historiques et socioculturels...). L'acquisition des avantages concurrentiels est donc localisée: les provinces chinoises s'intègrent dans l'économie mondiale à des vitesses différentes. Chaque région présente donc sa propre dynamique d'intégration et l'écart interrégional augmente fortement au cours de ces dernières années.

Bien que le discours officiel de la Chine soit de préconiser l'intégration internationale et donc l'"ouverture", qui est considérée comme une pièce majeure, d'une importance similaire à la réforme économique, la stratégie de l'intégration chinoise est surtout marquée par la prudence. Plus précisément, l'intégration se fait d'une façon gradualiste d'un point de vue géographique: d'abord sur quelques points (des zones spécifiques), puis sur une ligne (la ligne côtière), ensuite

dans tout le pays (la surface). Cette stratégie, qui prend sa source dans les disparités régionales et dont le gradualisme complète celui de la réforme, constitue le pivot de l'analyse de la transformation de la structure des exportations chinoises, qui prendra place dans le chapitre suivant.

#### (A). Les points: les "zones d'économie spécifique"

L'intégration sur le marché mondial ne présente pas seulement des intérêts mais aussi des risques. Surtout pour une économie en transition, les risques économiques et sociaux sont particulièrement importants. Il est donc nécessaire pour la Chine de bien gérer l'équilibre entre la déstructuration de l'ancien système et la mise en place du nouveau système. Seules certaines zones ont donc été sélectionnées au début des années 80 et ont servi de "laboratoire expérimental pour l'intégration".

Ces zones ont été appelées "Zones économiques spéciales". On a commencé par en créer quatre, mais devant leur succès évident au cours de la seconde moitié des années 80, elles ont été étendues à plusieurs régions et même à une province entière (Hainan). La création de ces zones spécifiques a pour vocation de constituer des laboratoires d'internationalisation en s'inspirant des expériences des économies de marché. Dans ces zones économiques spéciales, l'internationalisation de l'économie a été effectuée radicalement, par rapport au reste du pays: l'activité économique dans ces zones est soumise à beaucoup moins de règlements et de restrictions, autrement dit, à une plus grande décentralisation; les restrictions à l'investissement étranger ont été complètement assouplies; l'importation des produits étrangers a été beaucoup plus ouverte dans ces zones que dans le reste du pays (LEMOINE F. 1994).

#### (B). Une ligne: la côte

L'expérience très positive de ces zones réalisée dans les exportations manufacturées, a stimulé la volonté du reste du pays, surtout les provinces côtières du sud (Guangdong et Fujian). A la fin des années 80, ces deux provinces se sont engagées très activement dans

l'intégration internationale, surtout par l'intermédiaire de leurs voisins directs (Taiwan pour Fujian et Hongkong pour Guangdong).

A partir du début des années 90, le reste de la Chine-côtière, comme par exemple, Shanghai, Shangdong et Zhjiang, s'engage aussi dans ce mouvement d'intégration. L'événement le plus important de la première moitié des années 90 est la construction du Poundong, une grande zone spécifique dans la banlieue de Shanghai. D'après le programme gouvernemental, avec la construction du Poundong, Shanghai va être profondément refondée et deviendra le plus grand centre industriel, financier et technologique, de la Chine d'abord et puis de l'Asie, d'ici à l'année 2010. Par cet acte, l'intégration chinoise s'oriente du sud à l'est, où le niveau industriel est bien plus élevé et exerce une influence sur l'économie nationale bien plus importante. Le départ est donné pour une intégration plus généralisée.

### (C). La surface: l'ensemble de la Chine

La Chine-intérieure représentait la principale source des exportations chinoises jusqu'aux années 80 du fait de ses ressources naturelles telles le charbon et le pétrole. A cause d'une dynamique plus lente dans la réforme industrielle, ses performances industrielles et donc celles réalisées dans les exportations manufacturées ont considérablement diminuées, comparées à celles de la Chine-côtière. L'intégration de la Chine-intérieure sur le marché mondial se fait donc dans une dynamique plus lente.

Cependant, la Chine-intérieure commence à bénéficier des expériences d'intégration de la Chine-côtière. En regardant les résultats très positifs de l'intégration de la Chine-côtière sur les marchés internationaux, la Chine-intérieure a changé profondément son attitude conservatrice vis à vis des échanges avec l'étranger.

Le développement très récent des échanges frontaliers est considérable. Le commerce entre les provinces de l'Ouest (Xinjiang, Qinhai, Gansu) et les républiques d'Asie centrale, entre les provinces du Nord (Heilonjiang, Jilin) et la Russie, entre les provinces du sud-ouest (Yunnan, Guanxi) et les pays de l'Asie du sud-est progresse

considérablement. Par exemple, rien que pour la province Xinjiang, le commerce avec les républiques d'Asie centrale présente 400 millions de dollars.

La stratégie d'intégration graduelle a créé une différenciation des dynamiques provinciales d'intégration. Par conséquent, la répartition spatiale du commerce chinois avec l'étranger fait apparaître des disparités très importantes (Tab.14).

#### b. Intégration de la Chine-côtière sur le marché mondial

La Chine s'intègre au marché mondial à des vitesses différentes et la Chine-côtière sert de moteur à cette intégration. La stratégie de développement de la Chine-côtière est une stratégie de développement par la voie de l'intégration internationale.

Tableau 14. La disparité des provinces chinoises dans l'investissement étranger (1993)

	IE* (1993)
Total nationale	39,0 milliards
Total régionale	30,2 milliards
<b>Chine côtière</b>	<b>86,6%</b>
Pékin	2,7%
Shanghai	10,5%
Tianjin	2,1%
Liaoning	4,6%
Shandong	6,2%
Zhjiang	3,4%
Jiangsu	9,4%
Fujian	9,6%
Guangdong	32,6%
Hainan	2,5%
Guanxi	3,0%
<b>Chine intérieure</b>	<b>13,4%</b>
Heilongjiang	0,8%
Jilin	0,9%
Hebei	1,3%
Xinjiang	0,2%
Hubei	1,8%
Mong. intéri.	0,3%
Hunan	2,1%
Jiangxi	0,8%
Anhui	0,9%
Henan	1,0%
Shanxi	0,3%
Qinhai	0,01%
Ninxia	0,03%
Yunnan	0,3%
Gansu	0,03%
Shaanxi	0,8%
Sichuan	1,9%
Tibet	0%
Quizhou	0,1%

IE: Foreign capital étranger actuellement en service  
(Calcul d'après SYOC, 1994)

### b.1. Intégration de la Chine-côtière dans l'économie de l'Extrême-Orient

Devant la nouvelle tendance à la globalisation par la voie de la régionalisation, la Chine s'engage de plus en plus vers l'intégration de son économie dans la région Asie-Pacifique (RAP). En effet, la plupart de ses exportations (>75%) s'effectuent dans cette région et la plupart des investissements directs étrangers (>90%) sont effectués par les pays de cette région. Parmi les investisseurs, les quatre dragons occupent une place très particulière (environ 80% des investissements directs étrangers) (Tab.15).

Tableau 15. Importance de l'investissement étranger (IE) des NPI (milliard U.S. dollars) en Chine

Année	Total IE	Investissement direct étranger			IE /INT* (%)
		total	des NPI	des PI	
1983	2,0	0,6	-	-	4,3%
1985	7,2	1,8	-	-	3,6%
1989	10,1	3,4	-	-	-
1990	10,3	3,5	-	-	6,3%
1991	11,6	4,4	3,1	1,3	5,7%
1992	19,2	11	9	1,6	5,5%
1993	39,0	27,8	21,4	-	-

(Source: SYOC 1994 et SYOC 1993)

IE: Foreign capital étranger actuellement en service

INT: Investissement national total

L'intégration de la Chine-côtière sur le marché mondial bénéficie d'abord de la réforme industrielle, qui progresse bien plus vite dans cette région que dans le reste du pays. De par cette réforme plus dynamique, le développement du dynamisme chez les agents qui participent au commerce extérieur favorise une croissance extraordinaire des exportations, ainsi que l'explique le mécanisme de croissance donné dans notre modèle par la formule I.1.-4. De plus, il y a encore d'autres facteurs favorables pour que cette région s'intègre dans l'économie de l'Extrême-Orient.

Un phénomène spectaculaire depuis les années 60 est l'industrialisation des pays d'Extrême-Orient, qui a changé radicalement la structure économique du monde. Des pays industrialisés comme les U.S.A., le Canada et l'Australie sont attirés de plus en plus par ce mouvement en pleine expansion. La région la plus dynamique s'est petit à petit construite sous nom de la RAP. La Chine-côtière entretient des relations très étroites avec certains pays dans la RAP en général, et plus particulièrement dans l'Extrême-Orient, par exemple le Japon et les quatre dragons, pour des raisons humaines, historiques, géographiques et économiques.

L'échange très important entre les pays de la RAP permet à chaque pays de se spécialiser. Ceci a bénéficié à tous les pays dans la RAP, et s'est traduit par une forte croissance du commerce intra-régional. Cette augmentation des échanges a introduit une mutation intra-régionale importante. Par exemple, les quatre dragons restructurent, après l'industrialisation, leurs économies en cherchant à délocaliser les industries à forte intensité en travail dans les pays voisins. La Chine-côtière dispose des conditions les plus favorables pour accueillir ce type de délocalisation.

En profitant de son propre dynamisme (plus 12% par an de croissance en moyenne depuis 1980) et de son économie relativement développée, la Chine-côtière s'intègre rapidement dans la RAP. Ce mouvement est soutenu aussi par les échanges avec le vaste marché intérieur chinois. Au stade actuel, les provinces chinoises à économie ouverte sont déjà en réalité intégrées dans l'économie de la RAP. Les provinces chinoises à économie relativement fermée sont en train de s'orienter vers une intégration plus active.

#### b.2. Orientation de la Chine-côtière vers une industrialisation intégrée sur le marché mondial

Jusqu'à présent, différentes politiques ont été pratiquées en Chine. La Chine-côtière s'intègre globalement mieux que les autres régions dans l'économie mondiale. Cependant, au sein de cette région, les provinces ne semblaient pas toutes suivre le même mode

d'industrialisation jusqu'à récemment (Tab. 16). En comparant le rôle du commerce extérieur dans la croissance, les provinces de cette région peuvent être classées en deux type d'économies: les économies principalement introverties (la croissance du PIB est supérieure à celle des exportations) et les économies principalement extraverties (la croissance du PIB est inférieure à celle des exportations). L'événement le plus important de l'intégration chinoise à court et moyen terme est l'orientation de la Chine-côtière entière vers une industrialisation intégrée sur le marché international.

### b.2.1. Les provinces côtières avant 1992: deux vitesses d'intégration

Il n'est pas pertinent de calquer directement un modèle unique d'industrialisation, fondé sur une hypothèse de relative homogénéité de l'économie nationale, sur l'ensemble de la Chine, et même sur une région chinoise entière. Par exemple, jusqu'à récemment, la province Guangdong et la province Zhjiang développent leurs industrialisations en suivant des modèles différents.

#### A). Développement fondé sur l'exportation

La Chine-côtière du sud (Fujian, Hainan et Guangdong) s'est engagée plus tôt et plus activement dans l'internationalisation en profitant de la courte distance et de ses relations traditionnellement étroites avec les trois dragons chinois (Hongkong, Singapour et Taiwan).

La province Guangdong est un exemple type d'économie extravertie (Tab.16). Le Guangdong est la troisième province en PIB absolu et la cinquième en PIB par tête dans les trente provinces chinoises actuellement. Cette province de 60 millions d'habitants dispose de l'environnement extérieur le plus favorable de la Chine: le centre géographique maritime d'Extrême-Orient. En effet, son économie a bénéficié beaucoup de la restructuration de Hongkong, qui cherchait à transférer son industrie à forte intensité en travail à l'étranger (ZHANG L-Y, 1994). Par exemple, 80% de l'industrie textile de Hongkong a été délocalisé vers la province Guangdong, en seulement 4 ans (1988-1992). La montée des flux de marchandises, des

techniques et des capitaux a crée entre ces provinces et la RAP de fortes interdépendances économiques. Par exemple, le rapport entre les exportations manufacturées et le PIB dépassait 35% en 1994 et l'investissement direct étranger contribuait à plus de 30% de l'investissement total en capital fixe.

Le Guangdong a connu une croissance beaucoup plus élevée que celle des quatre dragons à l'époque de leur décollage dans les années 60 et 70: environ 18% par an en moyenne depuis 1980 pour le Guangdong et 10% pour ces derniers. La différence de niveau économique entre cette province et Hongkong a quasiment disparu. Son but est de combler la différence existant avec les quatre dragons d'ici l'an 2010, bien que ces derniers aujourd'hui aient un revenu beaucoup plus élevé (au-dessus de 10000 US dollars par habitant).

#### B). Développement de base du marché intérieur

Au stade actuel, la Chine-côtière de l'est (les trois municipalités et les quatre provinces) présente encore une économie plutôt introvertie dans laquelle les principales activités économiques sont fondées sur le marché intérieur. Au cours des années 1980, le dynamisme de ces provinces (Jiangsu, Shandong, Pékin, Tientsing, Shanghai...) était relativement moins lié à l'ouverture sur l'extérieur. Les investissements étrangers et les exportations y jouaient un rôle de second plan pour la croissance, qui était quand même très rapide. De même, la croissance annuelle moyenne du Jiangsu est plus rapide que celle du Fujian et du Hainan. Comparé à ces derniers, le Jiangsu a été plutôt autocentré, tirant partie des capacités d'absorption des marchés intérieurs.

La province Jiangsu est un exemple typique de ce type d'économie. Cette province se développait principalement par une industrialisation tournée vers le marché chinois, réalisée par une croissance extraordinaire d'industries de petites villes et villages. La croissance annuelle moyenne des années 1978-1993 de cette province de 60 millions d'habitants était de 15,6%, soit une des plus élevées du pays.

Tableau 16. Comparaison entre Guangdong et Jiangsu (1993)

	<i>Jiangsu</i>	<i>Guangdong</i>
<i>Part provinciale dans la Chine</i>		
<i>Population</i>	5,9%	5,6%
<i>PIB</i>	7,4%	8,3%
<i>Production industrielle</i>	11,2%	8,9%
<i>Production agricole</i>	7,1%	8,0%
<i>Exportation</i>	6,2%	23,9%
<i>Investissement direct étranger</i>	6,9%	39,7%
<i>Economie provinciale</i>		
<i>PIB par habitant en YMB (1993)</i>	2754	3225
<i>Croissance annuelle moyenne du PIB/habitant (1978-1994)</i>	11,7%	11,9%
<i>Croissance annuelle moyenne des exportations (1978-1994)</i>	12,3%	34,0%

(Source: SYOC 1994)

Il faut noter que ce type d'économie dispose d'une capacité potentielle considérable (XIA Y-C, 1994), qui changera la planification chinoise actuelle du commerce international. En effet, depuis 1991, sa forte productivité a attiré un grand nombre d'investisseurs étrangers (Tab.14), qui poussaient petit à petit la province à se réorienter vers une économie plus ouverte. Par exemple, dans les provinces ou les municipalités suivantes: Shanghai, Jiangsu, Shandong, Pékin, Tientsing, et Liaoning, leur part de l'investissement direct étranger a été supérieure à leur part dans la population chinoise. Donc, l'ensemble de la côte sera sans doute intégré sur le marché mondial bien plus rapidement que le reste du pays.

#### b.2.2. Convergence des provinces de la Chine-côtière depuis 1992

Cependant, les provinces de la Chine-côtière de l'Est disposent d'une capacité potentielle d'exportation très importante en raison de leurs bases industrielles bien plus développées, leurs disponibilités technologiques bien plus élevées et leur main-d'oeuvre bien plus qualifiée, bref, leur productivité bien plus haute (Tab.17).

Tableau 17. Productivité du travail dans les provinces de la Chine-côtière (1994)

Province	Entreprises D'état		Entreprises non-étatique	
	Yuan/tête	Comparaison	Yuan/tête	Comparaison
La Chine	36074	100%	27004	100%
La Chine-côtière de l'est				
(en moyenne)	47257	131%	31994	118,5%
Pékin	47427	131,5%	33086	122,5%
Shanghai	63367	175,7%	31231	115,7%
Tianjin	47587	132,0%	26826	99,3%
Liaoning	34686	96,2%	17971	66,5%
Shandong	42322	117,3%	34786	128,8%
Jiangsu	47924	132,8%	42716	158,2%
Zhjiang	48543	134,6%	37339	138,3%
La Chine -côtière du sud				
(en moyenne)	42928	119,0%	24442	90,5%
Fujian	37220	103,2%	20772	76,9%
Guangdong	59567	165,1%	35667	132,1%
Hainan	35784	99,2%	16887	62,5%

(Source: SYOC 1994)

La productivité est plus élevée dans la Chine-côtière de l'est (131,4% et 118,5% du niveau national pour les entreprises d'Etat et pour les entreprises non-étatiques respectivement) que dans la Chine-côtière du sud (119,0% et 90,5% du niveau national pour les entreprises d'Etat et pour les entreprises non-étatiques respectivement).

De plus, les investisseurs étrangers ont commencé à différencier leurs investissements de Guangdong à d'autres provinces. Tous ces facteurs permettent à ces provinces de s'orienter vers une économie beaucoup plus ouverte. Depuis 1992, le gouvernement a poussé ces provinces à réagir rapidement par des politiques favorables. on peut citer le cas du Poudong à Shanghai, déjà évoqué plus haut.

En résumé, la disparité interrégionale de la progression de la réforme et de l'ouverture, accompagnée par les disparités économiques et géographiques existant entre les régions, a créé une différenciation des dynamiques provinciales d'intégration sur le marché international. L'intégration de la Chine dans l'économie mondiale procède par une voie graduelle: d'abord quelques villes, puis les provinces de la côte du sud, ensuite les provinces côtières de l'Est, et ensuite les provinces avec frontières continentales, et enfin les provinces enclavées dans le continent. Cette dynamique sera prise en compte dans l'analyse de la spécialisation chinoise, qui n'est pas comparable de ce fait à celle d'un petit pays n'ayant pas l'hérédité d'une économie très disparate (par exemple, les quatre dragons des années 70/80).

## **CHAPITRE II**

# **LA SPECIALISATION INTERNATIONALE ET L'INDUSTRIALISATION EN CHINE**

Comme l'analyse le chapitre précédent, grâce aux réformes politiques et aux réformes du système de commerce extérieur, la Chine est devenue une économie de plus en plus ouverte au commerce international et de plus en plus intégrée dans l'économie mondiale.

Pour maîtriser son industrialisation et pour se donner les moyens de la favoriser, la Chine se doit de déterminer quels sont, dans son économie, les secteurs dans lesquels les efforts prioritaires sont à fournir. L'industrialisation d'un pays, en effet, n'est pas un processus qui vise simplement à développer à l'identique l'économie existante. L'expérience montre que l'industrialisation se concentre généralement sur quelques industries bien localisées: l'industrie de la sidérurgie en Corée du Sud, la micro-informatique à Taiwan, par exemple. D'un point de vue plus général, il ne semble pas possible de dissocier le processus d'industrialisation d'une économie nationale de la détermination de sa spécialisation dans le commerce international. Le développement de sa spécialisation et la croissance nationale entretiennent des relations étroites. Le chapitre est consacré à l'analyse des relations existantes entre l'industrialisation de la Chine et son intégration croissante dans le commerce international.

La spécialisation de la Chine sera étudiée d'abord en examinant sa structure commerciale dans le point II.1.A. Pour répondre à la question de savoir si cette spécialisation est favorable à l'industrialisation chinoise, les apports des approches conventionnelles du commerce sont assez limités (le point II.1.B). La spécialisation internationale est souvent analysée en appliquant le principe des avantages relatifs fondé sur la dotation en facteurs conventionnels (le capital, la main-d'oeuvre, les ressources naturelles, etc.). Bien que le modèle HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON du commerce international puisse expliquer partiellement le commerce entre le Nord et le Sud, il n'est pas aussi efficace pour expliquer la différenciation contemporaine des performances commerciales au sein du tiers-monde, dans lequel un grand nombre de PED disposent d'une dotation en facteurs conventionnels relativement similaire.

Cette différenciation peut être expliquée par différents modèles. Nous concentrerons notre étude sur le cas de la Chine à deux niveaux.

D'abord, la spécialisation sera considérée comme un processus qui évolue avec l'évolution du marché mondial et de l'économie internationale. Le choix du type de spécialisation semble très important: les insertions dans l'ancienne division internationale du travail et dans la nouvelle division internationale de travail amènent des résultats différents pour l'industrialisation des PED. Ensuite, la spécialisation sera analysée dans un contexte dynamique. La croissance de l'économie nationale, elle aussi, sera considérée comme un déterminant de la performance commerciale. La croissance interne et l'expansion sur le marché mondial ont une relation rétroactive. Pour expliquer ces deux aspects de la relation entre la spécialisation et l'industrialisation, il nous faudra développer de nouveaux modèles .

Les sous-chapitres suivants (II.2. et II.3.) seront consacrés à développer ces modèles afin de mieux comprendre la relation entre la spécialisation et l'industrialisation en Chine.

Le bénéfice tiré par l'industrialisation chinoise de l'évolution du marché mondial en général et, plus particulièrement, de l'augmentation de sa part dans les échanges de produits manufacturés par rapport à sa part dans les échanges de matières premières, sera étudié dans le sous-chapitre II.2. Dans le point II.2.A., nous développerons un modèle de spécialisation internationale en fonction de l'évolution structurelle du marché mondial. En effet, la spécialisation analysée dans les théories conventionnelles n'est qu'une spécialisation statique au sein de laquelle, donc, l'évolution du marché mondial n'est pas prise en considération, alors que la réalité impose de tenir compte de l'évolution de la structure du marché, par exemple celle du rapport entre les matières premières et les produits manufacturés.

Ce modèle recevra une application par l'analyse de la transformation de la spécialisation chinoise (II.2.B.). L'engagement actif de la Chine, conforme à l'évolution du marché mondial et menant à une insertion rapide dans la nouvelle DIT, lui permet d'accroître ses échanges extérieurs dans un contexte où le commerce de l'ensemble du tiers-monde est marginalisé sur le marché mondial.

L'industrialisation de la Chine bénéficie du développement de sa spécialisation internationale.

Le rôle de l'économie interne de la Chine dans ses échanges extérieurs sera étudié dans le sous-chapitre II.3. en développant un modèle explicatif du commerce reposant sur la notion de croissances différenciées que connaissent les nations qui pratiquent l'échange mutuel. Parallèlement au fait que le commerce ne soit pas traité comme un facteur de la croissance par les grandes théories économiques (NEZEYS B. 1990), la croissance nationale, elle non plus, n'est pas intégrée dans les déterminants du commerce par la théorie. Dans la théorie classique ou néo-classique, le commerce international est expliqué par l'allocation optimale des avantages absolus ou relatifs. Dans la théorie dite "moderne", le commerce est expliqué par la réalisation d'économies d'échelle (Krugman P. 1980). Nous proposerons un autre raisonnement permettant de dépasser ces explications partielles: l'économie des croissances différenciées (le point II.3.A.). Ce modèle sera appliqué dans l'analyse de la dynamique de la transformation de la spécialisation chinoise fondée sur le développement agricole (le point II.3.B.).

## SECTION II.1. LA SPECIALISATION INTERNATIONALE DE LA CHINE

Avant la réforme, l'économie chinoise était caractérisée par une structure industrielle déformée au regard de l'économie de marché. Cette déformation se reflète à la fois en termes d'organisation et d'utilisation des ressources (niveau élevé d'internalisation des activités, gaspillage dans l'utilisation des consommations intermédiaires, emploi pléthorique dans les entreprises, etc.) et de retard technologique. Citons, par exemple, la place importante des industries lourdes dans une économie nationale essentiellement traditionnelle (LEMOINE F., 1994).

Depuis 1978, la Chine a modifié ses politiques commerciales et l'économie chinoise est devenue de plus en plus ouverte (cf le sous-chapitre I.2). La spécialisation internationale actuelle de la Chine s'inscrit dans le contexte de la réforme systémique. Cette réforme s'impose dans une logique de croissance et procède d'une stratégie évolutionniste (le chapitre I). Bien que son commerce se concentre encore autour d'un petit nombre de groupes de produits clés: les céréales, les combustibles, le fer et l'acier, le textile et les machines et équipements de transport; l'évolution de la structure du commerce chinois est relativement rapide. La réforme économique accélère l'intégration de l'économie chinoise sur le marché mondial, l'élaboration d'une spécialisation de plus en plus adaptée au marché mondial - économiquement rationnelle - est concomitante de la mise sur pied progressive d'une économie de marché (FUKASAKU K. et al., 1994).

## A. Le commerce extérieur de la Chine: une structure en pleine évolution

La spécialisation internationale de la Chine se reflète dans la structure de son commerce extérieur. Cette structure est déterminée à la fois par son niveau de développement et par l'état d'avancement de la réforme économique. Cette dernière conditionne la formation du dynamisme des agents et la modification de la politique commerciale orientée vers l'économie de marché, (cf chapitre précédent). Avec la croissance économique et la progression de la réforme, la structure commerciale de la Chine a évolué rapidement: la Chine, exportatrice de matières premières (avant la réforme) est devenue fortement exportatrice de produits manufacturés à faible contenu en valeur ajoutée (après la réforme) (Tab.18).

### A.1. La structure des exportations chinoises

Le tableau 18 montre l'évolution de la structure des exportations chinoises. La spécialisation chinoise est le théâtre d'une dynamique qui peut se caractériser par les éléments suivants:

#### a. Exportations manufacturées: la source de la croissance extraordinaire du commerce extérieur de la Chine

Le commerce extérieur de la Chine a enregistré une performance extraordinaire durant ces dernières années: la croissance annuelle moyenne en volume du commerce était de 16% au cours des années 1978-1990 et de 19,5% au cours des années 1991-1995.

L'ensemble des produits manufacturés a remplacé les matières premières comme source principale de la croissance des exportations chinoises. Ces dernières (en Classification Type du Commerce International des sections 0, 1, 2, 3 et 4) sont passées de 50% des exportations chinoises en 1978, à 33% en 1988 et 18% en 1993. La substitution des produits manufacturés aux matières premières s'opère à un rythme relativement linéaire à l'exception des années 1984 et 1985. L'émergence des produits manufacturés dans les exportations chinoises s'accélère à partir de la fin des années 80. Le déclin du poids

relatif des matières premières dans le total des exportations chinoises est avant tout le seul fait des combustibles à partir de 1985.

Tableau 18. Evolution de la structure des exportations chinoises (%)

Année	Mat.	Produits Manufacturés					
	Prem.	Total	PM1	PM2	PM3	PM4	PM5
	CTCI (0-4)	CTCI (5-9)					
1980	50,3	49,7	6,2	22,1	4,7	15,7	1,1
1981	46,6	53,4	6,1	21,4	4,9	16,9	4,1
1982	45,0	55,0	5,4	19,3	5,7	16,6	8,2
1983	43,3	56,7	5,6	19,6	5,5	17,1	8,8
1984	45,6	54,4	5,2	19,3	5,7	18,0	6,1
1985	50,5	49,5	5,0	16,4	2,8	12,7	12,4
1986	36,2	63,8	5,6	19,0	3,5	16,0	19,5
1987	33,6	66,4	5,7	21,7	4,4	15,9	18,7
1988	30,3	69,7	6,1	22,1	5,8	17,4	18,3
1989	26,6	73,4	6,1	20,7	7,3	20,5	16,6
1990	25,6	74,4	6,0	20,3	9,0	20,4	18,7
1991	22,5	77,5	5,3	20,1	10,0	23,1	19,0
1992	20,0	80,0	5,1	19,0	15,6	40,3	- *
1993	18,2	81,8	5,0	17,9	16,7	42,3	- *

(Source: Douanes chinoise, SYOC 1994)

\*: depuis 1992, les Statistiques des Douanes utilisent un nouveau catalogue de marchandises: la catégorie PM5 a disparu, son contenu étant réparti dans les autres catégories, essentiellement en PM4.

Notes:

CTCI: classification type du commerce international

Mat. Prem.: matières premières

PM1: Produits chimiques et assimilés

PM2: Produits de l'industrie textile, de l'industrie légère, de l'industrie du caoutchouc. Traitement des minerais et métallurgie

PM3: Machines et moyens de transport

PM4: Produits divers

PM5: produits non déjà inclus dans les catégories précédentes

## b. Progression des exportations manufacturées au "sens strict" encore plus remarquable

Quand nous analysons l'évolution de la structure des exportations de produits manufacturés, la croissance des exportations de ces produits semble être portée par la croissance des exportations de produits manufacturés au sens strict, ou produits manufacturés "finis".

En effet, les échanges de produits semi-manufacturés (en Classification Type du Commerce International des sections 5 et 6) font preuve d'une stabilité relative tout au long des années 80, comme le montre leur poids dans le total exporté (27,5% en 1981 et 26,3% en 1990).

La progression la plus évidente est celle des produits manufacturés au "sens strict" (en Classification Type du Commerce International des sections 7 et 8). Leur part dans le total des exportations chinoises passe de 21,8% en 1981, à 33% en 1991 et à 40% en 1994. Le moteur de cette progression est constitué par les biens d'équipement: leur part dans le total des exportations chinoises a plus que triplé entre 1981 et 1992.

Dans les produits manufacturés au "sens strict", c'est le textile-habillement qui est une des industries les plus ouvertes de la Chine à l'exportation jusqu'à ce jour. Les progrès de la Chine dans les échanges internationaux de produits textiles sont importants: 3,9% en 1967, 6,5% en 1986. Ce fait est dû aux conditions initiales particulières de la Chine: avant la politique d'ouverture (1978), la Chine disposait déjà de l'une des premières industries textiles du monde, sinon la première; ensuite, vu le degré initial très faible d'insertion de la Chine dans les échanges mondiaux par rapport à sa capacité productive, il n'est pas étonnant qu'elle ait pu accroître ses exportations avec une vitesse extraordinaire. L'augmentation rapide des exportations de ces produits n'est que la réalisation de sa capacité de production dans le contexte de la politique d'ouverture commerciale vers l'extérieur.

La progression des exportations de la catégorie "Machines et Equipements de Transport" est remarquable. Après une relative

stagnation jusque 1987, les exportations de cette catégorie prennent une ampleur considérable: de 4,4% en 1987 à 16,7% en 1993, soit plus de 800% d'augmentation en 6 ans.

Une autre progression remarquable est celle des produits "autres" (PM5 dans le tableau 18). Cette catégorie "Autres" (en Classification Type du Commerce International de section 9) concerne des activités de sous-traitance et d'assemblage liées au développement des entreprises à participation étrangères. C'est le premier poste à connaître une augmentation régulière: 1% en 1980 contre 19% en 1991. Les valeurs exportées de ces biens ne sont pas négligeables: 11 milliards en 1990 et 13 en 1991.

## A.2. Evolution de la structure des importations

Le tableau 19 montre l'évolution de la structure des importations chinoises depuis 1978. Certaines tendances très nettes s'en dégagent:

### a. Augmentation relative de la part des importations manufacturées

On observe une réduction très prononcée de la part des importations de matières premières dans le total des importations: elle passe de 36,5% en 1981 à 17,0% en 1991, soit une baisse de 50% sur 10 ans. Les importations de matières premières concernaient essentiellement des biens alimentaires (céréales) au début des années 80.

Le volume des importations de l'ensemble des produits manufacturés progresse sur l'ensemble de la période: leur part dans le total des importations chinoises passe de 65,2% en 1980 à 86,3% en 1993. La progression n'est pas régulière: deux phases sont à distinguer. Une première phase qui va de 1980 à 1985 où les produits manufacturés représentent jusqu'à 87,6% des importations chinoises. Une deuxième phase qui débute en 1986 et continue encore - d'après les données disponibles en 1993- et qui est caractérisée par une relative stagnation de la part des produits manufacturés qui représentent entre 80 et 87% du total des importations chinoises suivant les années. On peut néanmoins distinguer deux mouvements de

plus faible ampleur durant la période qui va de 1986 à 1993: une décroissance continue jusque 1989 (80,1%), puis une nouvelle progression jusque 1993 (86,3%).

Tableau 19. Evolution de la structure des importations chinoises par grand poste

Année	Mat.	Produits Manufacturés					
	Prem.	Total	PM1	PM2	PM3	PM4	PM5
	CTCI (0-4)	CTCI (5-9)					
1980	34,8	65,2	14,5	20,8	25,6	2,7	1,7
1981	36,5	63,5	11,8	18,3	26,6	2,5	4,1
1982	39,6	60,4	15,2	20,3	16,6	2,5	5,8
1983	27,2	72,8	14,9	29,4	18,6	3,7	6,3
1984	18,7	81,3	15,5	26,7	26,4	4,3	8,1
1985	12,4	87,6	10,6	28,2	38,0	4,5	5,8
1986	13,1	86,9	8,8	26,1	39,1	4,4	8,5
1987	16,0	84,0	11,6	22,5	33,8	4,3	11,8
1988	18,2	81,8	16,5	18,8	30,2	3,6	12,6
1989	19,9	80,1	12,8	20,9	30,8	3,5	12,2
1990	18,5	81,5	12,5	16,7	31,6	3,9	16,9
1991	17,0	83,0	14,5	16,4	30,7	3,8	17,5
1992	16,4	83,6	13,9	23,8	38,9	6,9	-
1993	13,7	86,3	9,3	27,5	43,3	6,2	-

(Source: Douanes chinoise, SYOC 1994)

\*: depuis 1992, les Statistiques des Douanes utilisent un nouveau catalogue de marchandises: la catégorie PM5 a disparu, son contenu étant réparti dans les autres catégories, essentiellement en PM4.

CTCI: classification type du commerce international

Mat. Prem.: matières premières

PM1: Produits chimiques et assimilés

PM2: Produits de l'industrie textile, de l'industrie légère, de l'industrie du caoutchouc. Traitement des minerais et métallurgie

PM3: Machines et moyens de transport

PM4: Produits divers

PM5: produits non déjà inclus dans les catégories précédentes

Comme dans les exportations, les importations de produits semi-manufacturés (CTCI 5 et 6) font preuve d'une stabilité relative tout au long des années 80 () : leur poids dans le total importé est de 30,2% en 1981 et reste à 31,0% en 1991. Celle ci est reflétée par l'immobilité des importations de la catégorie "PM1" qui représente bon an mal an autour de 12% des importations (Tab.19).

L'augmentation de la part des produits manufacturés dans les importations chinoises est constituée essentiellement par celle des produits manufacturés au sens strict (CTCI 8 et 9) : par exemple, la part des importations de "Machines et Equipements de transport" dans le total des importations chinoises passe de 25,6% en 1980 à 43,3% en 1993. On retrouve là une évolution cohérente avec celle des exportations chinoises : c'est l'ensemble du commerce extérieur du pays consacré aux produits manufacturés qui prend son essor parallèlement au développement du pays.

#### b. Forte augmentation des importations technologiques

Le transfert technologique est le moteur principal des échanges chinois. Par exemple, les importations de "Machines et Equipements de transport" qui représentent une catégorie de produits très sophistiqués sont devenues le premier poste des importations chinoises depuis 1985 (Tab.19). La nécessité du transfert technologique pour le développement a été abondamment discutée dans la littérature économique :

- Le transfert technologique est l'une des conditions préalables au démarrage (NEZEYS B. 1990);

- Il ne peut y avoir industrialisation sans importation de technologie en flux de marchandises (par exemple, les équipements) ou en savoir-faire (DE BERNIS G. 1982).

- Le transfert technologique conditionne l'ouverture économique (EMMANUEL A. 1982);

Ces différents points ont été confirmés par l'expérience : l'importance du transfert technologique dans le développement avant

la deuxième guerre mondiale et dans la croissance après la guerre a donc été reconnue (EMMANUEL A. 1982).

La politique d'ouverture lancée en 1978, accompagnée par des réformes économiques internes, a placé la Chine sur l'orbite de la modernisation. Sensibles au retard technologique pris sur les pays développés, les dirigeants chinois attachaient beaucoup d'importance à l'introduction de la technologie dans l'économie.

Sur le rôle de la technologie dans la réalisation de la stratégie chinoise, DENG Xiao-Ping a exprimé clairement son importance (Discours de la cérémonie d'ouverture de la Conférence Nationale sur les Sciences, le 18 mars 1978):

*"La clé des quatre modernisations, c'est la modernisation de la science et de la technologie. Il ne serait pas question d'édifier une agriculture, une industrie et une défense nationale modernes en l'absence d'une science et d'une technique modernes. L'économie nationale ne pourrait se développer à un rythme élevé sans une expansion **rapide** de la science et de la technique."*

Comment moderniser la science et la technologie? La solution repose sur le transfert technologique en provenance des PI. Selon l'un des plus importants économistes chinois, TONG Dalin:

*"Sur la base de l'indépendance et de la confiance en soi, l'assimilation et l'absorption de la science et des techniques avancées étrangères, applicables aux conditions de la Chine, est un procédé rapide pour développer la science et les technologies de notre pays. En adoptant cette politique, nous pouvons économiser de l'argent, gagner du temps et former le personnel scientifique et technique de notre pays ." (HU P. et TONG D-L. 1980).*

Le commerce extérieur de la Chine depuis 1978 a donc été marqué par une forte augmentation des importations de techniques étrangères. En effet, le principal poste des importations chinoises de produits manufacturés concerne les biens d'équipement: jusqu'à hauteur de près de 40% du total des importations en 1985-1986 ou

1992. Ce qui implique une importation massive et croissante de technologie. Ces importations ont une intensité environ quatre fois plus élevée que celle de la période 1950-1977.

Bien que la présentation de la structure commerciale par grands postes soit utilisée très souvent dans ce genre d'analyse, il faut noter qu'elle masque des comportements distincts à l'intérieur des regroupements de sections CTCI. Il faut donc relativiser toutes les informations de cette analyse. Malgré cette relativité, l'information la plus importante de cette analyse est très claire: la Chine s'engage vivement dans l'exportation de produits manufacturés et les importations chinoises sont plutôt faites pour promouvoir indirectement les exportations à l'aide d'importations technologiques.

## B. La spécialisation internationale: un facteur favorable ou une contrainte pour l'industrialisation de la Chine?

L'industrialisation nécessite une croissance économique moderne, liée aux changements profonds et rapides d'une économie "traditionnelle". L'intégration des PED dans l'économie mondiale, du point de vue de la forme retenue de spécialisation internationale, est une question majeure pour la détermination de la stratégie d'industrialisation.

Pour la Chine, l'intégration internationale s'est traduite par une hausse sensible de son rapport échange/PNB (le point I.2.A.2.), elle est donc devenue un des facteurs majeurs de conditionnement de la structure de l'économie nationale. Avant la réforme de 1978, les échanges n'étaient qu'un facteur d'équilibre qui compensait les fluctuations de l'offre et de la demande dans le cadre des plans nationaux. Une fois le processus de réforme engagé, et à mesure que se poursuivaient la décentralisation et l'ouverture de l'économie chinoise, presque tous les aspects du système économique durent également être modifiés. Bien que l'accès aux marchés demeure encore relativement limité, comme dans certains autres PED ( par exemple l'Inde), la Chine a créé au cours des dernières années des marchés pour les biens et services où les prix sont déterminés essentiellement par les participants au processus d'échange (FUKASAKU K. 1994).

Des réponses très divergentes ont été proposées pour analyser les relations entre la spécialisation et l'industrialisation à partir d'analyses différentes, parfois très contrastées (par exemple, les théories libérales et la théorie néo-marxiste).

Pour mettre en évidence la nécessité de développer de nouveaux modèles pour traiter des relations entre le commerce international et l'industrialisation. Le point suivant sera consacré à l'examen des réponses très ambiguës, proposées par différentes théories économiques pour analyser le cas de la Chine.

## B.1. Réponses divergentes des théories conventionnelles

Pour analyser les relations qui existent entre la spécialisation et l'industrialisation, il est nécessaire de s'appuyer sur une étude des relations entre le commerce international et la croissance nationale. Cependant, malgré un grand nombre d'études, cette dernière relation reste ambiguë dans les grandes théories économiques. Dans la théorie de la croissance, le commerce international n'est pas pris comme un facteur important de la croissance. Parallèlement, dans la théorie du commerce international conventionnelle, qui est fondée sur le principe des avantages relatifs, peu de travaux portent sur les problèmes de la croissance. Malgré ces défauts, ces approches ont contribué à proposer des réponses partielles sur la nature et le rôle des relations entre le commerce international et l'industrialisation.

Deux des principales réponses théoriques sur le rôle du commerce international dans l'industrialisation seront examinées dans ce point: celles fournies par l'approche libérale et par l'approche en terme d'échange inégal formulée par le structuralisme. La polémique sur les stratégies industrielles a polarisé, dans les années soixante, les débats sur le développement autour du courant structuraliste, plutôt protectionniste, et autour du courant libéral qui préconisait le libre-échange.

### a. L'approche libérale: l'abondance de main-d'oeuvre bon marché comme la source la plus importante de l'industrialisation

Puisque la différence Nord-Sud, en technologie comme en dotation factorielle, est très importante, les économistes libéraux continuent encore d'analyser le commerce Nord-Sud au moyen de l'approche des avantages comparatifs sur un marché parfait. D'après la théorie traditionnelle du commerce international, chaque pays a intérêt à se spécialiser selon son avantage comparatif, c'est-à-dire, en raisonnant en terme de prix relatifs entre pays. Dans le modèle de RICARDO, si deux pays disposent de technologies différentes, chacun d'entre eux se spécialise entièrement dans la production pour laquelle il a une meilleure productivité comparative. Les théories néo-classiques (le modèle HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON) montrent que chaque

pays se positionne sur un marché de libre-échange par une spécialisation partielle, qui est déterminée par les dotations factorielles relatives des pays.

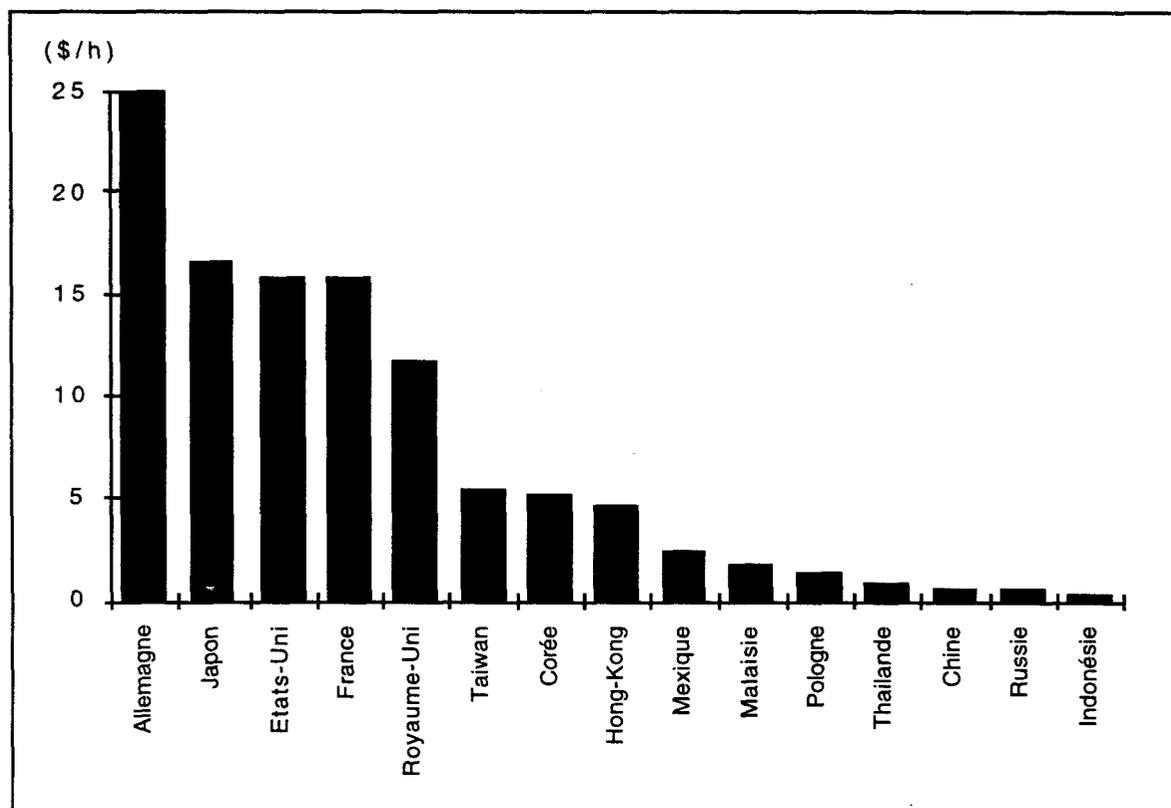
#### a.1. Explication néo-classique de la spécialisation de la Chine

Selon HECKSCHER, la condition préliminaire à la mise sur pied d'un système de commerce international peut être résumée de la manière suivante: il existe une différence initiale de rareté relative des facteurs de production. Ce qui signifie à la fois une différence dans les prix relatifs des facteurs de production entre les pays et une différence dans la proportion de facteurs utilisée pour produire chacun des biens échangés. L'avantage relatif chinois est donc déterminé par l'abondance ou la rareté relative des facteurs disponibles du pays, comparée à la disponibilité existant sur le marché mondial.

Pour un pays possédant une population de 1,2 milliard de personnes et où prévaut un revenu assez bas, la main-d'oeuvre bon marché (Fig.8) est donc naturellement considérée comme constituant l'avantage relatif chinois. Cet argument semble correspondre à la structure du commerce extérieur (Tableaux 18 et 19) dans laquelle les exportations manufacturées à faible valeur ajoutée occupent une place importante (FUKASAKU K. et al., 1994). En comparant avec les PI, la Chine est exportatrice nette de produits intensifs en main-d'oeuvre et importatrice nette de produits intensifs en capital. En ce sens , l'approche libérale peut contribuer utilement à l'analyse de la structure commerciale de la Chine.

L'approche libérale ne cherche pas seulement à répondre à la question de savoir comment la Chine a acquis une telle structure commerciale relativement à la structure des PI, mais aussi à positiver le rôle de cette spécialisation dans l'industrialisation chinoise.

Figure 8. Coûts horaires moyens dans l'industrie (1993, en dollars)



*(Source: Morgan Stanley; cité dans the Economist, 02/04/94)*

### a.2. L'approche libérale: la spécialisation favorable à l'industrialisation chinoise

En effet, les théories conventionnelles du commerce international sont souvent construites autour de l'analyse du rôle des forces productives sur un marché parfait et statique. L'industrialisation des PED a été étudiée par ces théories dans le cadre de la spécialisation internationale. Cette spécialisation est fondée sur l'existence d'une relation stable entre l'offre et la demande des produits. Dans ce cadre, une spécialisation internationale rationnelle se définit complètement par le rapport des dotations, ou raretés factorielles, existant entre les différentes économies.

Le rôle du commerce international dans l'industrialisation est conçu dans la théorie de la croissance et dans la théorie du commerce en tant que réallocation des ressources nationales entre les produits, par rapport une situation autarcique. La recherche de l'allocation

optimale pour chacun des pays par la participation à l'échange sur le marché mondial est considérée comme une source importante de la croissance. Dans un monde parfait et statique, c'est la spécialisation en fonction de la productivité (le modèle RICARDO) ou en fonction de la dotation factorielle (le modèle HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON), qui constitue le moyen unique d'affectation des ressources nationales afin de réaliser une production nationale optimisée.

Les théories libérales considèrent le problème de l'industrialisation simplement en terme de retard. Le sous-développement est vu comme une étape du développement correspondant à la situation économique de l'Angleterre avant la révolution industrielle. Elles préconisent alors le libre-échange, fondé sur les théories de la spécialisation par rapport aux avantages comparatifs, comme seul moyen pour combler ce retard. Plus particulièrement, elles considèrent que l'intégration des PED ne peut être que bénéfique pour eux. Tous les pays ont intérêt à participer à la globalisation économique parce que chacun d'entre eux dispose d'avantages relatifs. Ces avantages relatifs sont réputés toujours profitables au pays dans une économie mondiale intégrée. Pour les économistes néo-classiques, le commerce international est la condition nécessaire et suffisante de l'industrialisation.

Par exemple, la théorie de la croissance transmise est une application sans modification de la théorie néo-classique du commerce international sur le problème du développement. Un pays du Sud est défini dans cette théorie comme une économie dotée principalement de main-d'oeuvre ou de certains facteurs spécifiques (ressources minières ou agricoles sous certaines conditions climatiques). Un pays du Nord est défini dans le même cadre comme une économie pourvue d'une dotation riche en capital.

Selon le modèle H-O-S (HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON), par le biais de l'échange des produits, les facteurs initialement abondants dans chaque pays devraient devenir relativement rares (à cause de la spécialisation); leur prix aurait par conséquent tendance à augmenter. C'est ainsi que, dans les PED, la rémunération des ressources naturelles et de la main-d'oeuvre devrait croître jusqu'au moment où le

commerce international cesserait d'être bénéfique; c'est-à-dire au moment où les prix des facteurs s'égaliseraient dans les deux blocs de pays (PED et PI). Cette augmentation soutenue de la rémunération des deux facteurs (les ressources naturelles et la main-d'oeuvre) entraînerait une plus grande accumulation du capital. Ce qui permettrait aux PED de développer leur économie en profitant d'une spécialisation internationale favorable tenant compte de leur dotation factorielle spécifique.

Certaines analyses empiriques confirment jusqu'à un certain point cette théorie. Dans une étude récente sur la libéralisation commerciale du Mexique (TYBOUT J.R. et WESTBROOK M.D., 1995), les auteurs montrent que le gain issu des avantages relatifs conduit à diminuer le coût des produits dans la plupart des industries, malgré la faiblesse des effets d'économie d'échelle. Le rôle du développement des échanges dans le processus d'industrialisation du Mexique est essentiellement lié à la structure initiale des avantages relatifs. De ce point de vue, il n'est pas possible de concevoir une dotation factorielle initiale non susceptible de servir de base à un processus d'industrialisation et de l'alimenter. L'influence globale du développement des échanges est donc nécessairement positive. L'analyse va même plus loin et montre que dans une économie plus fermée, comme par exemple l'Inde, le commerce international, bien que jouant un rôle secondaire dans la croissance nationale par rapport aux facteurs domestiques, peut par le jeu des avantages relatifs servir de base à un processus considéré comme positif pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources nationales dans les industries et dans l'agriculture (RASHID A.I., 1995).

Le rôle du commerce dans l'industrialisation de la Chine est très largement jugé positif. En effet, le commerce de la Chine avec les PI, par exemple avec l'OCDE, est perçu comme une relation plutôt intersectoriellement complémentaire (LEMOINE F., 1996). Dans cette relation "complémentaire", selon la théorie de la croissance transmise, tout progrès dans les économies développées devrait se transmettre par les mouvements de marchandises, de capitaux et par le système des prix. Donc, si la Chine ouvrait librement son marché, le libre-échange en lui-même suffirait pour introduire toutes les conditions

nécessaires et suffisantes, qui avaient engendré, il y a deux siècles, la révolution industrielle en Europe. Autrement dit, le "retard" de développement de la Chine se comblerait avec le temps à la seule condition que soit instauré un marché où prévaut le "libre-échange".

C'est en revenant sur le caractère supposé toujours positif de l'influence de la spécialisation internationale sur l'industrialisation des PED que s'est développée une autre approche: la théorie dite de "l'échange inégal".

#### b. L'approche de l'échange inégal: la spécialisation en tant que responsable du sous-développement

L'écart Nord-Sud en terme de performance économique a globalement continué à augmenter, ce qui contredit les arguments libéraux. Le Sud garde une part faible dans le commerce mondial où sa part de marché est même passée d'environ 23% en 1980 à 21% en 1990. Une question importante se pose donc au sujet du commerce Nord-Sud:

*Est-ce que le commerce international a des conséquences égales pour le Sud et pour le Nord?*

Dans la théorie standard du marché international, les gains de l'échange se répartissent équitablement entre les partenaires, dans ce cadre - parfait et statique - l'ouverture totale des partenaires aux échanges est préconisée. Cependant, dans un monde non parfait et non statique, la réponse devient bien plus compliquée. Parmi les réponses figurent les thèses des tenants de l'approche en termes de commerce inégal.

En considérant que le sous-développement n'est pas un simple retard de développement, des théories différentes de la théorie libérale ont été proposées (AMIN S. 1973). En effet, les PED se trouvent dans une situation que n'ont pas connu les pays développés. Les PED d'aujourd'hui présentent des caractères très particuliers, comme une croissance démographique extrêmement rapide, un

dualisme économique, technologique et social croissant, et leur part reste toujours marginale dans l'économie mondiale.

Parmi ces théories, les structuralistes ont remis en question la réciprocité des avantages du commerce international Nord-Sud. PREBISH a lancé le débat sur la tendance à la dégradation des termes de l'échange entre les prix des matières premières exportées et le prix des produits manufacturés importés par les PED. Les économies des PED sont soumises, par le commerce, à des variables extérieures qu'elles ne contrôlent pas. Mais des aménagements sont possibles, selon ces structuralistes de première génération, pour améliorer la place des PED dans le commerce mondial.

Les structuralistes de deuxième génération, sous le nom de tiers-mondistes ou néo-marxistes, sont allés beaucoup plus loin sur le possible rôle négatif du commerce Nord-Sud dans le développement. Cette analyse "tiers-mondiste" s'est orientée de telle manière qu'elle propose la rupture des PED avec le marché mondial.

Sous certaines hypothèses (l'écart des salaires et l'égalisation internationale des taux de profit), EMMANUEL (EMMANUEL A. 1969) défend l'idée selon laquelle l'échange Nord-Sud est inégal. En appliquant au niveau international la théorie des prix de production de Marx, il montre que le surplus de valeur créé dans le Sud est prélevé par le Nord. La spécialisation Nord-Sud, dans laquelle le Sud et le Nord se spécialisent dans des produits à valeur ajoutée très différente, est considérée comme le moyen de prélèvement du surplus. L'échange Nord-Sud est donc considéré comme la source même du sous développement.

## B.2. Questions ouvertes sur la relation entre la spécialisation et l'industrialisation de la Chine

Sans entrer dans le débat théorique sur "l'égalité des échanges", la réalité des échanges mondiaux semble ne confirmer complètement ni l'approche libérale ni l'approche structuraliste.

L'écart global accru entre le Nord et le Sud semble confirmer d'un certain point de vue les arguments de l'échange inégal. En revanche, la montée en puissance des NPI contredit ces théories dites "tiers-mondistes". D'après les arguments de l'échange inégal, l'échange entre le Nord et le Sud ne produit que des effets négatifs pour les PED. Or l'industrialisation des NPI, réalisée dans un contexte d'échange international, a certainement bénéficié de la participation de ces pays au commerce international. Le fait que l'industrialisation de ces pays se soit accompagnée d'une forte expansion de leurs exportations confirme cette idée.

La Chine peut être considérée comme un bénéficiaire potentiel du commerce international, puisque le modèle chinois de commerce se retrouve dans l'expérience de ces NPI (LEE K. 1994). La question essentielle est la suivante:

*Comment la Chine peut-elle se différencier de la plupart des PED vis à vis de la relation entre la spécialisation et l'industrialisation?*

Ni l'approche libérale ni l'approche structuraliste ne peuvent répondre à cette question puisque ces théories ne traitent la relation Nord-Sud qu'en considérant le tiers-monde comme une économie homogène.

#### a. Différenciation du tiers-monde

Non seulement un écart accru de performances commerciales entre le tiers-monde et le monde des pays développés a été observé, mais cette différenciation est devenue aussi de plus en plus significative au sein du tiers-monde lui même (COUTROT T. et HUSSON M. 1993). Les PED qui s'engagent très vivement dans le commerce international obtiennent des résultats très divergents. Des PED comme les exportateurs du pétrole de Moyen-Orient sont devenus très riches grâce à leurs ressources naturelles tout en restant non-industrialisés; d'autres PED exportateurs de ressources naturelles semblent ne pas bénéficier du commerce international de la même manière: seul un nombre très limité de PED, dits "nouveaux pays industrialisés" ont pu développer des exportations manufacturées.

La différenciation du tiers-monde prend deux modalités: la croissance économique et la performance commerciale.

La différenciation du tiers-monde a été confirmée d'abord par la différenciation de leurs croissances. Dans une étude effectuée par le Fond Monétaire International sur 90 pays, les PED sont distingués en trois groupes selon leur croissance économique: ceux à croissance élevée, ceux à croissance intermédiaire, et enfin ceux à faible croissance.

Les taux de croissance du premier groupe, qui inclut la plupart des pays d'Asie du Sud-Est, excèdent logiquement ceux des PI. L'écart entre les revenus de ce groupe et ceux des PI a diminué significativement depuis 1971. En revanche, si les revenus du groupe intermédiaire (par exemple, les pays de l'Amérique du sud) ont convergé vers ceux des PI dans les années 70, cette convergence s'est arrêtée dans les années 80. Quand aux pays à faible croissance (principalement les pays d'Afrique, notamment les régions subsahariennes), leurs performances ont été si désastreuses que le fossé entre leurs revenus et ceux des PI s'est élargi entre 1971 et 1992.

La Chine se classe dans le premier groupe et se distingue, comme les autres pays du groupe, de plus en plus de la plupart des PED. Mais elle ne réalise une telle performance économique, surtout une telle performance commerciale, que depuis la réforme de 1978, comme l'analyse le chapitre I.

La différenciation du tiers-monde a été confirmée aussi par la différenciation de leurs performances commerciales.

Dans le commerce international, les PED ont été traités souvent comme une économie homogène qui s'insérerait dans la DIT classique: les PI exportent des produits manufacturés aux PED et ces derniers exportent des matières premières vers les premiers. Ce schéma ne semble plus refléter fidèlement la réalité:

Premièrement, des PED, comme les quatre dragons durant les années 50, ne disposaient pas d'avantages relatifs dans les ressources naturelles, ils ne disposaient que d'un avantage relatif en travail non-qualifié bon marché.

Deuxièmement, ce sont les produits manufacturés, mais pas les produits premiers, qui dominent de plus en plus les échanges mondiaux. Ils ne représentaient que 45% du commerce mondial en 1913 ou encore 50% en 1953, leur part s'accroît nettement au-delà pour atteindre 61% du total en 1973 et 63% en 1985. L'engagement des PED dans les exportations de produits manufacturés ne dépend pas seulement de leur dotation factorielle, qui était relativement similaire dans la plupart des PED durant les années 50/60, mais aussi de leurs choix stratégiques. Le marché mondial n'est ni parfait ni statique. Les PED qui pratiquaient une stratégie d'industrialisation par augmentation des exportations de produits manufacturés semblent améliorer leur position par rapport aux autres PED, en bénéficiant plus de l'évolution du marché mondial.

Non seulement le commerce d'ensemble des PED ne peut être analysé de manière globale dans la mesure où il existe, au minimum, un certain nombre de tendances distinctes jouant pour des groupes différents de pays. Mais encore, à l'intérieur de ces sous-groupes, caractérisés tout à l'heure par des considérations sur le taux de croissance économique par exemple, il est nécessaire de reconnaître les éléments spécifiques à chaque pays et qui caractérisent la structure de ses échanges internationaux.

#### b. Différenciation de la performance commerciale de la Chine par rapport à l'ensemble du tiers-monde

La Chine, en dehors des caractères communs aux pays du tiers-monde, présente des éléments spécifiques comme, par exemple, la transition d'une économie planifiée à une économie de marché et l'existence d'une disparité structurelle. Ainsi que l'analyse le premier chapitre, la réforme chinoise amène un dynamisme extraordinaire de la part des agents économiques qui devient un facteur de plus, utilisable pour développer les exportations de produits manufacturés.

La structure dualiste permet d'avoir une base industrielle relativement privilégiée en terme d'exportations de ses produits et qui s'appuie sur un contexte général où l'agriculture est bien développée après la réforme agricole. Ce sont ces points particuliers qui mettent l'application directe de la théorie classique ou néo-classique en question. Chaque PED ne peut bénéficier du commerce international qu'en respectant ses propres caractéristiques particulières. La politique commerciale de chaque PED est devenu de plus en plus sophistiquée, la justification de sa spécialisation est devenue de plus en plus complexe.

Le commerce de la Chine peut être divisé, selon les théories conventionnelles, en deux périodes: la spécialisation issue de l'échange basé sur les avantages absolus procurés par les produits primaires et la spécialisation issue de l'échange fondé sur les avantages relatifs procurés par les produits à fort contenu en main-d'oeuvre.

Avant la réforme, la Chine pratiquait une stratégie de développement dans laquelle l'insertion internationale n'était pas prise en considération. Les exportations chinoise concernaient surtout le commerce des ressources naturelles, principalement du pétrole: 85% de ses exportations étaient consacrés à des produits primaires et seulement 15% à des produits manufacturés. La Chine s'est moins engagée que l'ensemble du tiers-monde (30% des produits manufacturés) à cette époque, la dynamique du commerce extérieur chinois restait fondée sur l'expansion des échanges de produits primaires.

Durant la première étape de l'ouverture de 1978, le pétrole était encore la principale source de devises nécessaires à la modernisation. Mais le changement de politique commerciale, initié à ce moment, permit à la Chine de modifier ce fait et de préparer son entrée dans la nouvelle DIT.

A partir de 1981, les produits manufacturés prennent la première place dans les exportations chinoises. L'ensemble des produits manufacturés remplace les matières premières comme source principale de devises à l'exportation. L'essor de ces "nouvelles"

exportations permet à la Chine d'accroître ses exportations totales à un rythme plus rapide. La part chinoise sur le marché mondial passe de moins de 1% en 1980 à 2% en 1990 (Tab.20).

Tableau 20. Evolution de la part chinoise du commerce mondial

	1980	1990
<i>Nord</i>	68%	74
<i>Est</i>	9%	5%
<i>Sud</i>	23%	21%
<i>Chine</i>	< 1%	2%

(Sources: GATT)

La Chine s'insère donc dans l'économie mondiale plus tard que les quatre dragons et même que d'autres PED, mais elle a montré néanmoins un dynamisme très net qui lui a permis d'arriver à un niveau relativement élevé et de dépasser certains PED dans la nouvelle DIT.

Depuis 1980, la Chine a connu de meilleures performances que la plupart des PED. Ces performances sont confirmées par l'augmentation de sa part dans les échanges mondiaux et aussi par la transformation très rapide des exportations de matières premières en échanges de produits manufacturés, relativement à d'autres PED (Tab.18).

La contribution de la performance commerciale à la croissance économique a fait l'objet d'une littérature très élaborée. La relation existant entre la croissance économique et l'augmentation de la part des produits manufacturés dans les exportations a été mise en évidence. La politique de développement économique de la Chine a, de manière cohérente avec ce qui précède, porté l'accent sur les exportations de produits manufacturés. Si la vision du processus d'ensemble est assez claire, certains points restent cependant à préciser et concernent plus particulièrement le modus operandi des effets du développement des exportations manufacturées sur la croissance nationale.

### c. Deux problèmes à étudier vis à vis de l'écart Sud-Sud

Vis-à-vis de la différenciation des pays du tiers-monde en général et, plus particulièrement, de celle de la Chine par rapport à l'ensemble du tiers-monde (Tab.20), il est difficile de mettre toutes les spécialisations des PED (la spécialisation traditionnelle, c'est à dire: tournée vers la production des matières premières, et la "nouvelle" spécialisation, c'est à dire: celle axée sur la production manufacturée) sur le même plan par rapport au processus d'industrialisation. Il importe, avant de définir une politique commerciale cohérente avec la volonté de promouvoir l'industrialisation du pays, de répondre à la question suivante:

*Dans quelles conditions la spécialisation favorise-t-elle l'industrialisation?*

Pour répondre à cette question, il faut étudier l'ensemble de l'environnement des échanges qui conditionne les bénéfices obtenus par chaque partenaire. Nous nous concentrerons ici sur deux conditions spécifiques: une condition extérieure - l'évolution du marché mondial et une condition intérieure - la composition de la croissance économique du pays à étudier.

#### c.1. Influences de l'évolution structurelle du marché mondial sur la spécialisation internationale

Un des caractères du développement du commerce extérieur de la Chine est constitué par l'évolution rapide de la structure de ses exportations. De la simple constatation de ce fait vient naturellement l'idée de s'interroger sur le lien possible réunissant l'évolution de la structure des exportations chinoises à l'évolution des caractéristiques du marché mondial. Dans la mesure où la modification de la structure des exportations chinoises est constituée par le développement des échanges de produits manufacturés - et donc liée au développement de la production de ces biens; l'étude de la relation entre l'évolution structurelle du marché mondial et celle de la spécialisation chinoise apparaît comme un préalable nécessaire à la compréhension de

l'influence du développement du commerce extérieur sur l'industrialisation de la Chine.

Dans le modèle H-O-S, la spécialisation dans l'économie mondiale est analysée sur un marché statique et déterminée seulement par les dotations factorielles relatives, elle s'énonce en terme d'avantages relatifs. L'évolution structurelle du marché mondial n'est pas prise en considération par ce modèle. En effet, dans la théorie pure du commerce international, le marché mondial n'est pas un marché réel et dynamique. Peu d'études ont donc été menées pour essayer de déterminer la nature des influences de l'évolution structurelle de ce marché sur la spécialisation internationale. Certaines questions restent à étudier, par exemple: si l'augmentation de la part commerciale sur le marché mondial est une condition contemporaine de l'industrialisation, faut-il en conclure qu'il ne peut y avoir d'industrialisation sans adaptation continue de la spécialisation nationale aux changements structurels du marché mondial? Peut-on définir une spécialisation de bonne qualité et une autre de mauvaise qualité en terme d'effet d'entraînement sur le processus d'industrialisation? Pour étudier ces problèmes, il est nécessaire de développer de nouveaux modèles.

### c.2. Influences de l'évolution structurelle de la croissance nationale sur la spécialisation internationale

L'adaptation active à l'évolution du marché mondial est certainement une des conditions nécessaires pour que la spécialisation favorise l'industrialisation. Cet argument peut sans doute expliquer les rôles différents joués par le commerce extérieur suivant les pays et donc permettre de comprendre la différence qui existe à ce niveau entre la Chine, qui se spécialise dans les exportations manufacturées, et certains PED, qui se spécialisent dans la production des matières premières. Cependant, il ne peut pas expliquer les différences entre la situation de la Chine et celle de l'Inde, puisque ces deux pays disposent d'une structure commerciale relativement similaire mais présentent des croissances commerciales très différentes.

S'il est vrai que le commerce extérieur soit un des facteurs de la croissance de l'économie nationale, il ne faut pas ignorer que la croissance nationale est aussi un facteur de la croissance commerciale. C'est cette relation circulaire, voire cyclique si on prend en considération le temps, entre ces deux croissances qui conditionne la vitesse de l'industrialisation. Pour la Chine, un développement agricole solide soutient une industrialisation rapide, marquée par une forte évolution structurelle de la croissance de l'économie nationale. Cette évolution favorise la modification de la structure de ses exportations sur le marché mondial et donc l'augmentation de sa part commerciale dans l'économie mondiale, par une meilleure adaptation à la demande mondiale. Ce qui signifie à la fois un flux d'exportations plus important en volume mais surtout plus riche en valeur ajoutée que ne peuvent l'être les flux traditionnels d'échanges extérieurs basés sur une spécialisation dans les matières premières. Cette modification de la structure du commerce extérieur est considérée comme un des facteurs positifs de l'industrialisation. C'est l'engagement dans ce cycle vertueux qui accélère l'industrialisation chinoise. Dans la théorie du commerce, peu d'études ont été consacrées aux rôles de l'évolution structurelle de la croissance nationale sur la spécialisation internationale. Il nous faut donc développer de nouveaux modèles afin d'étudier ce problème.

Nous développerons à la suite deux modèles. Le premier modèle traitera de la relation entre l'évolution structurelle du marché mondial et la spécialisation internationale. Ce modèle nous permettra d'apprécier à sa juste valeur l'engagement très actif de la Chine dans une spécialisation basée sur les produits manufacturés. Il sera reconnu que ces efforts sont très favorables à son industrialisation puisqu'ils lui permettent de prendre appui sur l'essor des exportations chinoises en produits manufacturés; de prendre appui sur la part croissante de la Chine dans les échanges mondiaux. Le deuxième modèle concerne la relation entre l'évolution structurelle de la croissance nationale et la performance du commerce international. Par ce modèle, la performance commerciale de la Chine, comparée avec des PED comme l'Inde, sera mieux comprise. Le développement agricole sera présenté comme un des moteurs essentiels à la transformation de la spécialisation et donc à l'industrialisation de la Chine.

## SECTION II.2. ANALYSE DE LA SPECIALISATION CHINOISE PAR UN MODELE DU COMMERCE INTERNATIONAL EN FONCTION DE L'EVOLUTION DU MARCHE MONDIAL

Comme l'analyse le sous-chapitre précédent, l'étude du rôle du commerce extérieur de la Chine dans son industrialisation nécessite un nouveau modèle par lequel la relation entre la spécialisation favorisant l'industrialisation et l'évolution du marché mondial puisse être définie correctement. Pour y parvenir, nous développerons un modèle en utilisant une méthodologie similaire à celle du modèle H-O-S. Le point de départ, et l'intuition essentielle, qui préside au développement de notre modèle est le suivant: l'évolution de la structure du marché mondial et des termes de l'échange ne peuvent qu'exercer une influence profonde sur la spécialisation des pays participants à l'échange international.

En utilisant ce modèle, nous pourrions non seulement expliquer en quoi l'évolution rapide de la structure des exportations chinoises est favorable à son industrialisation, mais aussi dégager les tendances probables de l'évolution structurelle future du commerce extérieur chinois.

### A. LA SPECIALISATION INTERNATIONALE ET L'EVOLUTION DU MARCHE MONDIAL

Ainsi que l'ont montré les analyses du chapitre précédent, la réforme systémique que connaît la Chine bouleverse complètement sa structure productive. L'utilisation des facteurs productifs y est améliorée et placée sous le critère de la rentabilité. D'un point de vue global, le mode de production chinois s'apparente de plus en plus au mode de production capitaliste. Il devient donc légitime d'appréhender l'économie chinoise à travers des analyses conçues initialement pour traiter des pays à économie de marché.

#### A.1. L'équilibre national des paramètres relatifs

Abondance, qualité, mobilité, disponibilité et coût des facteurs productifs sont des variables essentielles pour caractériser une

fonction de production. Il existe une variété importante de facteurs productifs. Dans ce sous-chapitre, nous ne traiterons que les facteurs conventionnels, comme le capital physique, noté par  $K$ , la main-d'oeuvre, notée par  $L$ , et les ressources naturelles, notées par  $N$ . Nous supposerons que ces facteurs sont disponibles l'un et l'autre en qualité homogène et qu'ils sont sectoriellement mobiles.

### a. L'équilibre national

Si l'on raisonne en terme d'équilibre, c'est à dire si l'on se place dans l'état du système économique où les prix ont réalisé l'ajustement entre la demande et l'offre, la structure productive peut être caractérisée par certains paramètres relatifs comme par exemple le prix relatif des facteurs, le prix relatif des biens et la disponibilité relative des facteurs. Certains chercheurs ont étudié les relations qui existent entre ces paramètres relatifs (par exemple, le théorème STOLPER-SAMUELSON et le théorème RYBCZYNSKI). Cependant, faute d'une approche susceptible d'englober leurs résultats au sein d'une relation plus générale, les apports de ces recherches restent limités.

#### a.1. Le modèle

Nous essayerons ici de développer un modèle qui puisse généraliser ces théorèmes néo-classiques. Par ce modèle, les paramètres relatifs énumérés plus haut et jusqu'alors traités séparément seront réunis au sein d'une même relation définissant un équilibre susceptible de s'insérer dans le cadre de l'analyse néo-classique.

Supposons que deux biens soient produits dans le pays à étudier: le bien  $X$  et le bien  $Y$ . Un de ces deux biens est noté par  $j$ ,  $j=(X \text{ ou } Y)$ . Le prix du bien  $j$  est noté  $p_j$ . Les productions sont réalisées en utilisant deux facteurs de production: le facteur  $F_1$  et le facteur  $F_2$ . L'ensemble des facteurs est noté par  $\mathbf{F}$ , donc  $\mathbf{F}=(F_1, F_2)$ . La rémunération des facteurs est notée par  $\mathbf{p}_F$ . Si tous ces facteurs et si la technique de production sont bien définis, la production d'un bien  $j$ , notée par  $J$ , peut être définie sous la forme d'une fonction de ces facteurs:  $J = J(\mathbf{F})$ . De même pour la production nationale, qui peut être notée:  $P = P(\mathbf{F})$ . La

rémunération des facteurs peut donc être écrite comme dans l'analyse économique habituelle:  $\mathbf{p}_F = \mathbf{p}_j^*(dJ/d\mathbf{F})$ .

Les relations structurelles sous l'hypothèse du plein-emploi des facteurs (capital et main-d'oeuvre), ont été étudiées par plusieurs économistes néo-classiques. Ces relations ont été souvent présentées sous la forme de "théorèmes" dans l'analyse néo-classique, comme par exemple, le théorème "STOLPER-SAMUELSON" et le théorème "RYBCZYNSKI". Les résultats de ces analyses sont présentés comme les conséquences des choix économiques rationnels des agents, hypothèse faite que la substitution entre facteurs productifs soit techniquement possible. Pour démontrer ces théorèmes, la technique du diagramme en boîte a été utilisée (D.L.PHAN, 1993). Nous les étudierons dans un contexte plus général qui définit l'équilibre national en terme de paramètres relatifs.

En utilisant le symbole  $^\circ$  pour noter une variable relative, nous obtenons les paramètres relatifs des deux secteurs. Avec ces paramètres relatifs, la structure du système productif peut être caractérisée, c'est sur cette base que nous les appelons "paramètres structurels". Nous utiliserons les paramètres suivants:

- la production relative du secteur y par rapport secteur x, notée par  $Y^\circ$  ( $Y^\circ = Y/X$ ) reflète la structure de la production nationale;

- le prix relatif du bien y par rapport au bien x, noté par  $p_y^\circ$  ( $p_y^\circ = p_y/p_x$ ) définit la structure du prix des biens;

- le prix relatif du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$ , noté par  $p_{F_2}^\circ$  ( $p_{F_2}^\circ = p_{F_2}/p_{F_1}$ ) reflète la structure du prix des facteurs;

- la productivité marginale relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$ , notée par  $T_2^\circ$  ( $T_2^\circ = (\partial X/\partial F_2)/(\partial X/\partial F_1) = (\partial X/\partial F_2)/(\partial X/\partial F_1)$ ) exprime la structure de la productivité marginale des facteurs;

- la disponibilité relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$ , notée par  $F_2^\circ$  ( $F_2^\circ = F_2/F_1$ ) indique la structure de la disponibilité des facteurs;

- le revenu relatif du secteur y par rapport au secteur x, noté par  $R_y^o$  ( $R_y^o = R_y/R_x$ ) reflète la structure du revenu national.

### a.2. Equilibre national dans le modèle

Le cadre d'analyse est défini par les hypothèses habituelles de la théorie économique. La première, sur laquelle nous ne reviendrons pas, est constituée par le postulat de rationalité des agents économiques. Les autres hypothèses sont les suivantes: l'hypothèse de plein emploi des facteurs; de rendements d'échelle constants et l'hypothèse de concurrence parfaite, et son corollaire: la mobilité totale des facteurs de production.

L'hypothèse de rendements d'échelle constants signifie que pour un choix donné de technique, représenté par l'intensité factorielle  $f_j$ , la production augmente  $n$  fois si les quantités de facteurs augmentent  $n$  fois. De ce point de vue, les variations du volume de la production sont neutres sur l'intensité factorielle, ce qui, en termes mathématiques, peut s'exprimer par:  $f_j$  est toujours une fonction constante des variations des quantités de facteurs ( $f_j = F_{2j}/F_{1j}$ ).

L'hypothèse de plein emploi des facteurs peut être traduite comme la pleine utilisation des facteurs disponibles dans la production des biens X et Y:  $F = F_x + F_y$ . En notant le choix technique du secteur x par  $f_x$  ( $f_x = F_{2x}/F_{1x}$ ), et celui du secteur y par  $f_y$  ( $f_y = F_{2y}/F_{1y}$ ), l'emploi plus intensif du facteur  $F_2$  dans le secteur Y que dans le secteur X peut être exprimée par  $f_y > f_x$ . De plus, pour simplifier l'analyse, nous supposons que le marché de chaque facteur est parfait afin que les prix des facteurs soient identiques dans tous les secteurs.

On ajoute encore à ces conditions d'équilibre l'hypothèse de concurrence pure et parfaite sur le marché des facteurs comme sur celui des biens, hypothèse qui conduit à l'unicité des prix sur ce marché, à l'optimalité des choix de technique de production et qui, donc, conduit à la maximisation des bénéfices des producteurs. Cette hypothèse impose que chaque facteur reçoive la même rémunération, correspondant à la valeur monétaire de sa productivité marginale, quel

que soit le secteur auquel il est affecté ( $p_{F1x} = p_{F1y}$ ,  $p_{F2x} = p_{F2y}$ , etc.). La rémunération des facteurs épuise donc la valeur totale de la production et nous avons les relations suivantes:

$$\begin{aligned} R &= \mathbf{p}_F * \mathbf{F} \\ R_j &= p_j * J = \mathbf{p}_{Fj} * \mathbf{F}_j \end{aligned} \quad (\text{II.2.-1})$$

Ici, R est le revenu national, qui représente la valeur totale de la production nationale;  $R_j$ , le revenu du secteur j, qui représente la valeur totale de la production de ce secteur. Avec ces fonctions, nous étudierons certaines relations structurelles sous l'hypothèse du plein emploi des facteurs.

En appliquant ces hypothèses dans notre modèle, un équilibre national peut être obtenu, et s'exprime de la manière suivante (voir annexe 3-8):

$$\begin{aligned} R_y^\circ &= Y^\circ * p_y^\circ \\ &= [(1 + f_y * p_{F2}^\circ) / (1 + f_x * p_{F2}^\circ)] * [(F_2^\circ - f_x) / (f_y - F_2^\circ)] \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} dR_y^\circ &= Y^\circ dp_y^\circ + p_y^\circ dY^\circ \\ &= (\partial R_y^\circ / \partial p_{F2}^\circ) dp_{F2}^\circ + (\partial R_y^\circ / \partial F_2^\circ) dF_2^\circ \\ &= A^\circ dp_{F2}^\circ + B^\circ dF_2^\circ \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{Ici } A^\circ &= (\partial R_y^\circ / \partial p_{F2}^\circ)_{F_2} \\ &= [(f_y - f_x) / (1 + f_x * p_{F2}^\circ)^2] * [(F_2^\circ - f_x) / (f_y - F_2^\circ)] \\ &> 0 \text{ si } f_y > F_2^\circ > f_x \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} B^\circ &= (\partial R_y^\circ / \partial F_2^\circ) p_{F2}^\circ \\ &= [(1 + f_y * p_{F2}^\circ) / (1 + f_x * p_{F2}^\circ)] * [(f_y - f_x) / (f_y - F_2^\circ)^2] \\ &> 0 \text{ si } f_y > f_x \end{aligned}$$

(II.2.-2)

Ces équations expriment le fait suivant: quand les techniques de production sont fixées ( $df_j=0$ ), la structure du revenu national ( $R_y^\circ$ ) est une fonction de la structure du prix des facteurs ( $p_{F2}^\circ$ ) et de la structure de la répartition des quantités de facteurs appliquées dans la production ( $F_2^\circ$ ).

## b. Relations structurelles dans l'équilibre néo-classique

La formulation de l'équilibre dans notre modèle (la formule II.2.2), va nous permettre d'étudier les relations économiques entre les différents paramètres relatifs d'une économie .

### b.1. Relation entre la structure du prix des biens et celle du prix des facteurs: généralisation du théorème STOLPER-SAMUELSON

Les évolutions respectives des relations entre l'offre et la demande sur le marché de chacun des facteurs ne sont pas nécessairement synchrones, même dans le cas où la structure productive et la structure des disponibilités factorielles demeurent inchangées ( $dY^\circ = 0$ ,  $dF_2^\circ = 0$ ). Il n'est pas nécessaire pour comprendre cela d'invoquer l'influence d'un élément exogène ad hoc. Il suffit, en effet, de remarquer que  $dY^\circ=0$  n'implique pas que l'économie stagne mais que les évolutions de chacun de ses secteurs soient strictement proportionnelles entre elles -en réponse par exemple à une demande qui croîtrait à l'identique. Puisque les deux biens présentent deux intensités factorielles différentes (par exemple,  $f_y > f_x$ ), rien n'indique que les variations des prix des facteurs nécessaires à leur production seront proportionnelles. Or un changement du rapport des prix des facteurs ( $p_{F2}/p_{F1}$ ) peut avoir des conséquences sur le rapport des prix des biens ( $p_y/p_x$ ). Cette relation entre la structure du prix des biens, exprimée par le prix relatif des biens ( $p_y^\circ$ ) et la structure du prix des facteurs, exprimée par le prix relatif des facteurs ( $p_{F2}^\circ$ ), peut être directement déduite de la formule II.2-2:

$$Y^\circ * dp_y^\circ = A^\circ * dp_{F2}^\circ$$

donc si  $dp_y^\circ \geq 0$  et  $f_y > f_x$  (donc  $A^\circ > 0$ ), on a également:  $dp_{F2}^\circ \geq 0$  .

(II.2.-3)

Autrement dit, quand la structure productive et la structure factorielle restent inchangées ( $dY^\circ=0$  et  $dF_2^\circ=0$ ), une hausse du prix relatif d'un produit (par exemple,  $dp_y^\circ > 0$ ) aura pour effet d'augmenter

la rémunération relative du facteur ( $df_2^0 > 0$ ) dont l'emploi est le plus intensif dans cette production ( $f_y > f_x$ ).

Nous pouvons vérifier facilement que l'équation (II.2.-3) est une généralisation du théorème STOLPER-SAMUELSON. Quand notre modèle est appliqué dans un monde néo-classique où  $F_1 =$  la main-d'oeuvre (L),  $F_2 =$  le capital (K),  $p_{F1} =$  le salaire (noté par  $w$ ),  $p_{F2} =$  le prix du capital (noté par  $r$ ) et la rémunération relative de la main-d'oeuvre par rapport au capital  $r^0 = r/w$ , la formule II.2.-3 prend la forme du théorème STOLPER-SAMUELSON. Ce théorème n'est donc qu'un cas particulier de la formule II.2.-3: une hausse du prix d'un produit (par exemple, celle du bien Y exprimée par  $dp_y^0 > 0$ ) aura pour effet d'augmenter la rémunération réelle du capital ( $dr^0 > 0$ ) dont l'emploi est le plus intensif dans cette production ( $k_y > k_x$ ) et de diminuer la rémunération réelle de la main-d'oeuvre ( $dw^0 < 0$ ) dont l'emploi est le moins intensif dans cette production.

### b.2. Relations entre la structure productive et la structure des prix des facteurs

Si la disponibilité relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  et si le prix relatif du bien y par rapport au bien x sont inchangés ( $df_2^0 = 0$  et  $dp_y^0 = 0$ ), nous obtenons une relation entre la structure du prix des facteurs, exprimée par le prix relatif du facteur 2 par rapport au facteur 1 ( $p_{F2}^0$ ), et la structure productive, décrite par la production relative du secteur y par rapport au secteur x ( $Y^0$ ), par la formule II.2.-2:

$$p_y^0 \cdot dY^0 = A^0 \cdot dp_{F2}^0$$

donc si  $dp_{F2}^0 \geq 0$  et  $f_y > f_x$  (donc  $A > 0$ ), on a également  $dY^0 \geq 0$ .

(II.2.-4)

En termes économiques, cette formule signifie: quand le prix relatif des biens et quand la disponibilité relative des facteurs demeurent inchangés ( $df_2^0 = 0$  et  $dp_y^0 = 0$ ), une hausse du prix relatif d'un facteur aura pour effet de modifier la structure de production en faveur d'une plus forte production relative (par exemple,  $d(Y/X) > 0$ ) du

bien dont la production utilise ce facteur plus intensivement relativement aux autres secteurs.

b.3. Interaction entre la disponibilité relative des facteurs et la structure productive: généralisation du théorème de RYBCZYNSKI

La structure de production n'est pas seulement déterminée par le rapport des productivités des facteurs mais aussi par le rapport des disponibilités de facteurs, surtout si l'on fait l'hypothèse de leur plein emploi. Cette dernière relation peut être déduite directement de la formule II.2.-2. En appliquant cette formule, si les prix relatifs des biens et des facteurs restent inchangés ( $dp_y^\circ=0$  et  $dp_{F_2}^\circ=0$ ) et si l'utilisation du facteur  $F_2$  est plus intensive dans la production du bien Y que dans celle du bien X ( $f_y > f_x$ ), nous avons la relation suivante:

$$p_y^\circ \cdot dY^\circ = B^\circ \cdot dF_2^\circ$$

donc si  $dF_2^\circ \geq 0$  et  $f_y > f_x$  (donc  $B > 0$ ), alors  $dY^\circ \geq 0$ . (II.2.-5)

En termes économiques, la formule II.2.-5 peut être traduite par la relation suivante: à productivités marginales des facteurs inchangées, l'augmentation de la disponibilité relative d'un facteur (par exemple,  $d(F_2/F_1) > 0$ ) aura pour effet, en espérant une production nationale optimale, de modifier la structure de production en faveur d'une plus forte production relative du bien ( $d(Y/X) > 0$ ) dans lequel ce facteur est utilisé plus intensivement relativement à la production d'un autre bien ( $f_y > f_x$ ).

En appliquant la formule II.2.-5 dans un cadre économique standard où sont utilisés le capital physique (K) et la main d'oeuvre (L) comme facteurs de production ( $F_1=L$ ,  $F_2=K$ , et  $k=F_2/F_1$ ), elle prend la forme du théorème de RYBCZYNSKI. En effet, ce théorème n'est qu'un cas particulier de la formule II.2.-5: l'augmentation de la disponibilité du capital aura pour effet de modifier la structure de production en faveur du secteur Y, ce dernier est caractérisé par l'intensité la plus forte en capital ( $k_y > k_x$ ).

Ces relations peuvent introduire des relations intéressantes du point de vue du commerce international.

## A.2. L'équilibre international des paramètres relatifs

Nous étudierons ici l'échange international en ne considérant que les échanges de marchandises et sans qu'il n'y ait de mobilité internationale des facteurs de postulée. Dans ces conditions, l'essentiel de l'ajustement économique transite par les prix des produits. Quand deux pays (par exemple, un pays du Nord, noté par n, et un pays du Sud, noté par s), par ailleurs pourvus d'une dotation factorielle différente, en viennent à constituer une économie intégrée par le développement de leur commerce national, la référence qui sert de base à la décision économique devient le monde et cesse d'être la nation. L'affectation des ressources de chaque pays s'effectue alors sur la base d'éléments qui dépassent le simple cadre national. L'égalisation au niveau mondial du prix des biens permet l'égalisation des prix des facteurs de production sans qu'il y ait mobilité physique de ces facteurs en vue de compenser les différences initiales de dotation.

### a. Equilibre international

Les relations structurelles développées précédemment peuvent être appliquées directement pour analyser l'équilibre international. Pour ce faire, nous étudierons d'abord l'équilibre de chaque nation sur marché mondial et l'équilibre mondial sous les mêmes hypothèses que celles utilisées pour obtenir la formule II.2.-2.

#### a.1. Les équilibres nationaux et l'équilibre mondial

Dans ce modèle, si les paramètres économiques d'un pays sont indicés par i (i= s ou n dans cette étude), nous écrivons les paramètres structurels d'une nation:

- le prix relatif du bien Y par rapport au bien X pour le pays i,  
 $P_{y \circ i} = P_{yi} / P_{xi}$

- le prix relatif du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  dans le pays  $i$ ,  $p_{F_2 i}^\circ = P_{F_2 i} / P_{F_1 i}$ ;

- la production relative du secteur  $y$  par rapport au secteur  $x$  du pays  $i$ ,  $Y_i^\circ = Y_i / X_i$ ;

- la disponibilité relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  pour le pays  $i$ ,  $F_{2 i}^\circ = F_{2 i} / F_{1 i}$ ;

- le revenu relatif du secteur  $y$  par rapport au secteur  $x$  pour le pays  $i$ ,  $R_{y i}^\circ = R_{y i} / R_{x i}$ .

En utilisant la même méthode que celle qui permet d'obtenir la formule II.2.-2, nous avons donc les équilibres nationaux sur le marché mondial (voir annexe 3-12):

$$P_{y s}^\circ * Y_s^\circ = [(1 + f_y * P_{F_2 s}^\circ) / (1 + f_x * P_{F_2 s}^\circ)] * [(F_{2 s}^\circ - f_x) / (f_y - F_{2 s}^\circ)]$$

et

$$P_{y n}^\circ * Y_n^\circ = [(1 + f_y * P_{F_2 n}^\circ) / (1 + f_x * P_{F_2 n}^\circ)] * [(F_{2 n}^\circ - f_x) / (f_y - F_{2 n}^\circ)]$$

Si les paramètres mondiaux sont indicés par  $m$ , nous avons les paramètres relatifs mondiaux suivants:

- le prix relatif du bien  $Y$  par rapport au bien  $X$  sur le marché mondial:  $p_{y m}^\circ = P_{y m} / P_{x m}$ ;

- le prix relatif du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  sur le marché mondial,  $p_{F_2 m}^\circ = P_{F_2 m} / P_{F_1 m}$ ;

- la production relative du secteur  $y$  par rapport au secteur  $x$  de l'économie mondiale,  $Y_m^\circ = Y_m / X_m$ ;

- la disponibilité relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  dans l'économie mondiale,  $F_{2 m}^\circ = F_{2 m} / F_{1 m}$ ;

- le revenu relatif du secteur y par rapport au secteur x dans l'économie mondiale,  $R_y^{\circ} = R_{ym} / R_{xm}$ .

En supposant que les fonctions de production soient identiques dans les deux pays pour les mêmes produits et que le revenu du marché des biens soit identique à celui du marché des facteurs dans l'économie mondiale, nous obtenons l'équilibre mondial à partir de la méthode utilisée pour obtenir la formule II.2.-2:

$$Y_m^{\circ} * P_y^{\circ} = [(1 + f_y * p_{F2}^{\circ}) / (1 + f_x * p_{F2}^{\circ})] * [(F_{2m}^{\circ} - f_x) / (f_y - F_{2m}^{\circ})]$$

C'est à dire, quand les techniques de production sont fixées ( $df_j=0$ ), la structure productive mondiale ( $Y_m^{\circ}$ ) est une fonction de la structure du prix des facteurs ( $p_{F2}^{\circ}$ ) et de la structure de la répartition des quantités de facteurs appliquées dans la production ( $F_{2m}^{\circ}$ ) sur le marché mondial.

### a.2. Equilibre international dans le modèle

En supposant que les fonctions de production ne sont pas modifiées avant et après l'échange et que la différence des structures productives entre l'économie nationale et l'économie mondiale ( $Y_s^{\circ} / Y_m^{\circ}$ ) peut être reflétée par la différence des structures factorielles appliquées dans ces productions ( $F_{2s}^{\circ} / F_{2m}^{\circ}$ ), nous pouvons déterminer les conséquences de l'égalisation des prix relatifs du bien Y entre les deux pays en terme de spécialisation internationale.

Nous pouvons obtenir un équilibre international en termes de paramètres structurels sous les hypothèses habituelles de la théorie néo-classique (l'hypothèse de plein emploi des facteurs; de rendements d'échelle constants, l'hypothèse de concurrence parfaite avec son corollaire: la mobilité totale des facteurs de production et l'hypothèse d'équilibre de la balance des paiements). L'échange international sera étudié aussi sous l'hypothèse que l'échange des produits n'implique pas de mobilité internationale des facteurs.

Pour étudier l'équilibre international, nous définirons d'abord les paramètres structurels internationaux suivants:

- la production relative internationale du secteur y du pays s par rapport à celle du pays n,  $Y_s^\circ = Y_s/Y_n$ ;

- la production relative internationale du secteur x du pays s par rapport à celle du pays n,  $X_s^\circ = X_s/X_n$ ;

- le revenu relatif international du pays s par rapport au pays n,  $R_s^\circ = R_s/R_n$ .

Pour établir l'équilibre international, nous appliquerons ici l'hypothèse d'égalisation des prix dans le libre échange sous la forme du théorème HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON: l'ouverture des pays s et n au libre-échange, caractérisé par l'unicité des prix des biens ( $p_{ys} = p_{yn}$  et  $p_{xs} = p_{xn}$  et donc  $p_{y^\circ s} = p_{y^\circ n} = p_{y^\circ m}$ ), conduit nécessairement à une économie mondiale intégrée, où les prix des facteurs productifs s'égalisent dans les pays ( $p_{F2s} = p_{F2n}$  et  $p_{F1s} = p_{F1n}$  et donc  $p_{F2^\circ s} = p_{F2^\circ n} = p_{F2^\circ m}$ ) sans qu'il y ait mobilité internationale des facteurs.

Le revenu relatif d'un pays (par exemple, le pays s) par rapport à un autre pays (par exemple, le pays n) peut être défini comme la comparaison des revenus nationaux entre les deux pays ( $R_s^\circ = R_s/R_n$ ). L'équilibre international sous les hypothèses habituelles de la théorie néo-classique peut être obtenu en étudiant la relation entre le revenu relatif international ( $R_s^\circ$ ) et le prix relatifs des biens, la distribution intrasectorielle internationale ( $Y^\circ$ ) et les spécialisations internationales ( $Y_s^\circ$  et  $Y_n^\circ$ ) (voir annexe 3-12):

$$\begin{aligned}
 R_s^\circ &= R_s/R_n \\
 &= [(Y_n^\circ - Y_m^\circ)/(Y_m^\circ - Y_s^\circ)] * [(1 + p_y^\circ * Y_s^\circ)/(1 + p_y^\circ * Y_n^\circ)] \\
 &= R_s^\circ(Y_n^\circ, Y_s^\circ, p_y^\circ, Y_m^\circ) \\
 &= R_s^\circ(F_{2^\circ n}, F_{2^\circ s}, p_y^\circ, Y_m^\circ) \qquad \qquad \qquad (II.2.-6)
 \end{aligned}$$

En libre-échange où l'égalisation des prix est réalisée ( $p_{xs}=p_{xn}$ ,  $p_{ys}=p_{yn}$ ), le revenu relatif international est donc une fonction de la structure du marché mondial ( $Y_m^\circ$ ), du prix relatif des biens ( $p_y^\circ$ ) et de la structure des productions nationales ( $Y_s^\circ$  et  $Y_n^\circ$ ). Il est aussi une fonction de la structure du marché mondial ( $Y_m^\circ$ ), du prix relatif des biens ( $p_y^\circ$ ) et des dotations factorielles des nations ( $F_{2n}^\circ$  et  $F_{2s}^\circ$ ). Ces dernières peuvent d'ailleurs être directement introduites à partir de la formule II.2.-6.

$R_s^\circ$  peut être exprimé par:

$$R_s^\circ = (a/b)*(c/e)$$

ici,  $a = (Y_n^\circ - Y_m^\circ)$

$b = (Y_m^\circ - Y_s^\circ)$

$c = (1 + p_y^\circ * Y_s^\circ)$

$e = (1 + p_y^\circ * Y_n^\circ)$

donc, nous avons la relation suivante (voir annexe 3-13):

$$\begin{aligned} dR_s^\circ &= [(a * e * (1 + p_y^\circ * Y_m^\circ) * dY_s^\circ + b * c * (1 + p_y^\circ * Y_m^\circ) * dY_n^\circ \\ &- a * b * (Y_n^\circ - Y_s^\circ) * dp_y^\circ - c * e * (Y_n^\circ - Y_s^\circ) * dY_m^\circ] / (e^2 * b^2) \end{aligned}$$

(II.2.-7)

En appliquant cet équilibre international (la formule II.2.-6 et la formule II.2.-7), nous pouvons étudier:

1). la relation entre la dotation factorielle et la spécialisation internationale ( $dY_i^\circ/dF_{2i}^\circ$ ) en supposant que la structure et le prix relatif du marché mondial restent inchangés ( $dY_m^\circ=0$  et  $dp_y^\circ=0$ );

2). la relation entre le gain d'échange relatif et la structure du marché mondial ( $dR_s^\circ/dY_m^\circ$ ) sous l'hypothèse que le prix relatif du marché et les spécialisations internationales demeurent inchangées ( $dp_y^\circ=0$  et  $dY_i^\circ=0$ );

3). la relation entre le gain d'échange relatif et le prix relatif des biens du marché ( $dR_s^\circ/dp_y^\circ$ ) en supposant que la structure du marché mondial et les spécialisations internationales ne varient pas ( $dY_m^\circ=0$  et  $dY_i^\circ=0$ ).

### b. Relations structurelles dans l'équilibre international

En utilisant le modèle développé précédemment (la formule II.2.-6), nous pouvons analyser les relations qui existent entre l'évolution du marché mondial et la spécialisation internationale. En effet, la spécialisation internationale dans la théorie néo-classique du commerce extérieur n'est qu'un cas particulier de notre modèle de l'équilibre international, où la variation des prix relatifs des facteurs sur le marché mondial comme celle de la structure productive mondiale sont considérées comme étant nulles. Dans notre modèle, la relation entre la spécialisation et l'évolution des prix relatifs des biens (ou des facteurs) et la relation entre la spécialisation et l'évolution de la structure du marché mondial peuvent être étudiées.

#### b.1. La spécialisation internationale conditionnée par la dotation factorielle

En effet, la spécialisation internationale au sens de la théorie néo-classique est une des relations déterminées par cet équilibre international. Supposons que la dotation factorielle soit plus importante pour le pays n que pour le pays s, soit:

$$f_y > F_{2n}^\circ > F_{2m}^\circ > F_{2s}^\circ > f_x$$

En appliquant l'hypothèse d'égalisation des prix au sein des équilibres nationaux, sous les hypothèses habituelles de la théorie néo-classique, nous avons la relation entre la structure productive du pays s ( $Y_s^\circ$ ) et celle du pays n ( $Y_n^\circ$ ), selon les formules II.2.-6:

$$\begin{aligned} & (Y_s^\circ/Y_n^\circ) \\ & = [(F_{2s}^\circ - f_x)/(F_{2n}^\circ - f_x)] * [(f_y - F_{2n}^\circ)/(f_y - F_{2s}^\circ)] \\ & < 1. \end{aligned}$$

$$\text{ou } (Y_s/X_s) < (Y_n/X_n) \quad \text{(II.2.-9)}$$

Cette formule exprime le fait suivant: à l'ouverture de l'échange, chaque pays se spécialise partiellement dans le bien dont la fabrication nécessite l'usage intensif du facteur productif dont il est le mieux pourvu par rapport à l'autre partenaire. Ce bien est exporté dans l'autre pays, qui exporte l'autre bien.

## b.2. La spécialisation et l'évolution des prix relatifs des biens

Quand on raisonne dans le cadre d'un monde composé de deux nations, le revenu relatif national constitue un indicateur de la part du revenu national dans le revenu mondial et donc du poids économique de la nation. Le revenu relatif national est une fonction de paramètres internationaux ( $X_s^\circ$ ) et nationaux ( $R_{y_s}^\circ$  et  $R_{y_n}^\circ$ ), ces derniers sont définis par la formule II.2.2. Dans un contexte d'économie mondialisée et dans le cadre d'une analyse en terme d'avantages relatifs, les conséquences de la spécialisation peuvent être appréhendées à travers les gains d'échange qu'elle génère et donc par l'introduction du rapport des revenus nationaux qui sont conditionnés à la fois par les avantages relatifs des pays et par l'influence du marché mondial.

Nous pouvons étudier la relation entre le gain d'échange relatif et l'évolution du prix des biens en analysant les conséquences de l'évolution des prix relatifs sur le marché mondial des biens ( $dp_y^\circ$ ) sur le gain d'échange relatif. Ce dernier est représenté par la modification du rapport international des revenus ( $dR_s^\circ$ ) dans un contexte de fixité des spécialisations internationales ( $dY_s^\circ=0$  et  $dY_n^\circ=0$ ), celle-ci étant définis initialement par les dotations factorielles (II.2.-9).

Nous pouvons obtenir une relation entre le gain d'échange relatif du pays s par rapport au pays n, mesuré par le revenu relatif  $R_s^\circ$ , et l'évolution du prix relatif du bien Y par rapport au bien X, à partir de l'équilibre international (la formule II.2.-6).

En effet, en fixant la spécialisation internationale de chaque pays ( $dY_s^\circ=0$  et  $dY_n^\circ=0$ ) et la structure du marché mondial ( $dY_m^\circ=0$ ), nous pouvons écrire la relation suivante à partir de la formule II.2.-8 (voir annexe 3-16):

$$\begin{aligned}
& (\partial R_s^\circ / \partial p_y^\circ)_{Y^{\circ m}, Y^{\circ s}, Y^{\circ n}} \\
& = [(Y_n^\circ - Y_m^\circ) / (Y_m^\circ - Y_s^\circ)] * [(Y_s^\circ - Y_n^\circ) / (1 + p_y^\circ * Y_n^\circ)^2]
\end{aligned}$$

donc,

$$\begin{aligned}
& (\partial R_s^\circ / \partial p_y^\circ)_{Y^{\circ m}, Y^{\circ s}, Y^{\circ n}} < 0 \text{ si } Y_s^\circ < Y_n^\circ. \\
& (\partial R_s^\circ / \partial p_y^\circ)_{Y^{\circ m}, Y^{\circ s}, Y^{\circ n}} \rightarrow 0 \text{ si } Y_s^\circ \rightarrow Y_n^\circ
\end{aligned} \tag{II.2.-10}$$

C'est à dire que, sans modification de la structure de la production mondiale et de la spécialisation internationale de chaque pays, une hausse du prix relatif du bien Y par rapport à celui du bien X ( $dp_y^\circ > 0$ ) (ou une baisse du terme des échanges pour le pays s) sur le marché mondial aura pour effet de modifier le gain d'échange relatif plutôt en faveur du pays n qu'en faveur du pays s ( $(\partial R_s^\circ / \partial p_y^\circ) < 0$  ou  $(\partial R_n^\circ / \partial p_y^\circ) > 0$ ), si ce dernier se spécialise moins intensivement dans la production du bien Y que le premier ( $Y_s^\circ < Y_n^\circ$ ). Donc, si le prix relatif du bien Y augmente, il est nécessaire de modifier la spécialisation internationale en réduisant la différence des spécialisations entre les deux pays ( $\partial(Y_n^\circ - Y_s^\circ) / \partial p_y^\circ \rightarrow 0$ ) pour que les gains d'échange soient égalisés pour ces deux pays ( $(\partial R_s^\circ / \partial p_y^\circ) \rightarrow 0$ ).

Donc, quand une dégradation des termes de l'échange se produit sur le marché mondial, le gain d'échange relatif pour le pays s dépend de son choix stratégique. En présence d'une baisse du prix relatif du bien X par rapport au bien Y ( $dp_y^\circ > 0$ ), si le pays s ne réagit pas en réduisant la différence entre sa structure productive et la structure du pays partenaire, le revenu relatif du pays s se sera dégradé ( $\partial R_s^\circ / \partial p_y^\circ < 0$ ).

Le théorème d'HECKSCHER-OHLIN se présente comme un cas particulier où les termes de l'échange sont stables sur le marché mondial ( $dp_y^\circ = 0$ ) qui a une structure fixée ( $dY_m^\circ = 0$ ). Uniquement dans ce cas particulier, chaque pays profite, sans modification des gains d'échange relatifs, de sa spécialisation partielle dans le bien dont la fabrication nécessite l'usage intensif du facteur productif dont il est le mieux doté par rapport à l'autre partenaire.

Le changement du prix relatif ( $dp_y^\circ$ ) sans modification de la structure productive mondiale dans la formule II.2.-10 peut être justifiée par différentes conditions. Pour simplifier l'analyse, nous supposons que le pays n et le pays s sont des économies de dimension assez limitée, dans lesquelles le prix des biens est assez sensiblement influencé par le marché mondial, composé par ces deux économies et d'un ensemble d'autres économies. Concrètement, on peut prendre l'exemple des effets du ralentissement de la croissance dans les PI sur les prix des biens produits par le pays s.

En plus, il faut noter que les relations internationales ne sont pas parfaites et que cette imperfection ne se présente pas de la même manière pour les PI (par exemple, le pays n) et pour les PED (par exemple, le pays s) suivant leur pouvoir de négociation sur le marché mondial. Alors le système des prix relatifs du marché mondial des biens est souvent imposé par les forces dominantes de la nation dominante (Pays-centre). Dans un tel cas de figure, la part relative du revenu du Sud risque d'être marginalisée d'après notre analyse ( $\partial R_s^\circ < 0$  si  $\partial p_y^\circ < 0$ ).

En appliquant la formule II.2.-10, la relation entre la dégradation du terme de l'échange et le gain d'échange relatif sera étudiée dans le point suivant (II.2.B.a.1.).

### b.3. Relation entre le revenu relatif du pays et la structure du marché mondial

La spécialisation, dite "justifiée", car également favorable aux deux pays participant à l'échange, n'est pas seulement définie par rapport aux termes de l'échange mais aussi par rapport à la structure du marché mondial.

Nous pouvons étudier la relation entre l'évolution du gain d'échange relatif, exprimée par l'évolution du revenu relatif national (par exemple,  $dR_s^\circ$ ), et la modification de la structure du marché mondial ( $dY_m^\circ$ ) en partant directement de l'équilibre international en termes de paramètres structurels (la formule II.2.-6). En fixant le prix

relatif ( $dp_y^o=0$ ) et les spécialisations internationales ( $dY_s^o=0$  et  $dY_n^o=0$ ), selon la formule II.2.-6, nous avons:

$$\begin{aligned} & (\partial R_s^o / \partial Y^o)_{p_y^o, Y_s^o, Y_n^o} \\ &= [(1+p_y^o * Y_s^o) / (1+p_y^o * Y_n^o)] * [(Y_s^o - Y_n^o) / (Y_m^o - Y_s^o)^2] \\ &< 0 \text{ si } Y_s^o < Y_n^o. \end{aligned} \quad (\text{II.2.-11})$$

Ces formules expriment le fait suivant:

Supposons que le pays s se spécialise dans la production du bien X et le pays n, dans celle du bien Y ( $Y_s^o < Y_n^o$ ). Quand la structure du marché mondial se modifie en faveur du bien Y ( $dR_{y^o m}^o > 0$ ), si le pays s ne suit pas cette évolution, donc sans modification de sa structure productive en faveur du secteur Y, soit:  $\partial Y_s^o / Y_m^o = 0$ , le gain d'échange relatif pour ce pays sera amoindri ( $dR_s^o < 0$ ).

C'est un résultat très important. La spécialisation justifiée dans un marché sans changement structurel n'est plus justifiée dans un marché qui connaît une modification structurelle. Selon la formule II.2.-11., dans le cas d'une évolution du marché mondial qui se révèle défavorable à la spécialisation du pays s ( $dY_m^o > 0$ ), il faut que le pays s modifie sa spécialisation en augmentant la part de la production Y et le fasse assez fortement pour que son gain d'échange relatif ne soit pas marginalisé ( $\partial R_s^o / \partial Y_m^o)_{p_y^o} > \text{ou} = 0$ . Il n'est donc pas possible de définir une spécialisation qui soit favorable à l'industrialisation d'un pays en ne considérant cette spécialisation que par rapport aux caractéristiques du pays en question. Il est nécessaire d'introduire d'autres éléments, et plus particulièrement, pour qu'une spécialisation soit favorable à l'industrialisation des PED il faut qu'elle s'insère dans un processus continu d'adaptation à l'évolution du marché mondial.

Ces résultats seront utilisés dans le point suivant pour analyser certaines relations entre la spécialisation internationale et l'industrialisation de la Chine.

## B. APPLICATION DU MODELE SUR LA SPECIALISATION CHINOISE: L'INDUSTRIALISATION DE LA CHINE DUE A L'AUGMENTATION DE SA PART DU MARCHE MONDIAL

Les modèles développés dans le point précédent, peuvent être appliqués pour analyser le cas de la Chine, afin de répondre à la question suivante: en quoi la spécialisation manufacturée de la Chine est plus favorable à son industrialisation, comparée à la spécialisation classique dans la production de matières premières?

### B.1. Spécialisation manufacturée et industrialisation chinoise

D'après les analyses présentées jusqu'ici, les différentes spécialisations possibles des PED, au nombre desquelles la spécialisation dans les exportations des produits premiers et celle dans les exportations manufacturées, ne présentent pas les mêmes intérêts pour l'industrialisation puisque dans chacune de ces situations le gain relatif de l'échange pour le pays peut être différent, en fonction de l'évolution réelle du marché mondial.

#### a. Mutation de la spécialisation chinoise et marginalisation des matières premières

La spécialisation internationale est souvent étudiée par l'analyse comparative de l'insertion dans la division internationale du travail (DIT). Selon certains auteurs (par exemple, PIN J-L. 1994), la Chine s'insère rapidement dans la nouvelle DIT depuis la réforme.

Jusqu'aux années 70, la DIT est définie par un schéma très classique: les PED exportent essentiellement des produits primaires et importent des produits manufacturés. L'insertion d'une économie de PED dans cette DIT classique est donc déterminée par sa dotation en ressources naturelles.

Au début des années quatre-vingt, un consensus s'est établi entre les économistes pour repérer la mise en place d'une nouvelle DIT. Cette nouvelle DIT est fondée sur l'échange des produits manufacturés (GRJEBINE A. 1986). Les PED exportent des produits manufacturés de

consommation courante, fabriqués en utilisant de la main-d'oeuvre abondante et bon marché. Ils importent des produits plus sophistiqués incorporant surtout du capital et une technologie avancée, fabriqués dans les pays d'industrialisation ancienne. Cette DIT ne revient pas essentiellement sur le caractère complémentaire de la relation Nord-Sud, et ce malgré l'apparition, encore minime, d'une concurrence directe Nord-Sud sur quelques produits.

Jusqu'à présent peu d'études ont su apporter des éléments de réponse à la question suivante: quel est le type de spécialisation le plus favorable à l'industrialisation d'un pays, une spécialisation dans les produits premiers ou dans les produits manufacturés? Ou, plus généralement, on peut se demander si le fait d'appartenir à l'ancienne DIT ou à la nouvelle est neutre pour un pays qui souhaiterait développer son industrie en s'insérant dans le commerce mondial. Le modèle développé plus haut semble utile pour essayer de répondre à cette question.

#### a.1. Marginalisation des matières premières par la dégradation de leur prix relatif par rapport aux produits manufacturés

Selon la théorie libérale du commerce international, la spécialisation internationale est justifiée puisqu'elle permet à tous les partenaires de bénéficier de l'échange par l'égalisation des prix. En ce sens, les revenus des PED devraient logiquement rattraper ceux des pays industrialisés, et l'on devrait donc pouvoir répondre affirmativement à la question suivante:

*Est-ce que le gain d'échange obtenu par les PED dans le commerce avec le monde industriel est toujours égal à celui que retire ce dernier de l'échange, comme l'indique la théorie H-O-S?*

Comme nous ne nous intéressons à la question du commerce international chinois que depuis la réforme de 1978, nous n'étudierons que les faits s'étant produits à partir du début des années 80. Par rapport à la question posée dans le paragraphe qui précède, il faut bien convenir que, pour la rémunération des ressources naturelles des PED, la réponse semble plutôt pencher du côté du "Non". D'après notre

analyse ( voir l'expression II.2.-10), le gain d'échange relatif du tiers-monde ( $R_s^o$ ) dépend fortement du prix relatif des biens ( $p_y^o$ ), défini par le rapport du prix des biens constituant leur spécialisation (X) avec celui des biens qui forment la spécialisation du monde industrialisé (Y). Ainsi le gain d'échange relatif du tiers-monde, qui, dans un contexte de stabilité des prix relatifs, reste stable et justifie la spécialisation choisie, se modifie en proportion de l'évolution des prix relatifs et peut donc varier dans un sens qui soit défavorable aux PED. C'est ce qui se produit quand il y a dégradation du prix relatif des matières premières par rapport aux produits manufacturés: les PED spécialisés dans les matières premières perdent, en termes relatifs, dans l'échange avec les pays à spécialisation industrielle, par rapport à une situation où la stabilité des prix relatifs aurait été la règle - situation décrite par la théorie néo-classique du commerce extérieur.

Les résultats précédent semble être confirmés par la réalité du commerce international dans la période étudiée (depuis 1978). L'écart Nord-Sud ne s'est pas réduit significativement (Tab. 20), alors que plus de PED se sont lancés dans le commerce extérieur. Selon le tableau 21, le prix relatif des matières premières, essentiellement des ressources naturelles, par rapport aux produits manufacturés a diminué considérablement depuis 1980 (Tab.21).

Tableau 21. Tendence des prix des matières premières (excepté le pétrole) exportées par les PED

	Part	Tendance des prix réels*	
		1962-80	1980-91
Produits alimentaires	42,7%	1,1%	-5,4%
Boissons tropicales	17,4%	2,9%	-8,9%
Oléagineux et huile	7,0%	0,2%	-7,4%
Matières premières agricoles	13,3%	0,5%	-2,3%
Minerais, or et métaux	19,7%	-0,5%	-1,3%
Total	100%	1,1%	-4,5%

\* Prices in current US dollars deflated by the UN index of export unit value of manufactured goods exported by developed market-economy counts. Trend percentages derived from semi-log regressions of price indices on time.

(Source: UNCTAD Commodity Yearbook, 1989 and 1992, citée par MAIZELS A., 1994)

Pour l'évolution de la rémunération de la main-d'oeuvre, la réponse n'est pas aussi simple. Quelques résultats ont été énoncés dans une étude récente (DONTSI, 1994). Selon cet auteur, le salaire réel dans l'agriculture est une fonction décroissante du temps depuis 1980 dans les pays de l'Afrique Subsaharienne alors qu'il a tendance à croître dans les pays de l'OCDE. Selon cette étude, dans le secteur manufacturé, le revenu par salarié a diminué entre 1970 et 1985 dans les pays de l'Afrique Subsaharienne (en moyenne -3,5% pour la période 1970-80 et -3,2% pour la période 1980-1985). Alors qu'il a augmenté dans les PI (en moyenne 2,9% entre 1970 et 1980 et 1,7% entre 1980 et 1985) et dans des pays de l'Asie du Sud-Est (en moyenne 4,6% pour la période 1970-80 et 7,06% pour la période 1980-85).

En tous cas, dans l'ensemble, les PED ne profitent pas autant du commerce international que ce qu'indiquait la théorie néo-classique. Selon cette dernière, les revenus des PED devraient logiquement rattraper ceux des pays industrialisés par le commerce international grâce à l'égalisation des prix des facteurs. A l'exception de certains pays d'Asie du Sud-Est, cette prédiction ne s'est pas vérifiée (MORENO

R, 1994). Dans un monde de plus en plus ouvert, dit "globalisé", l'écart de la part du revenu global entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres de la population mondiale continue d'augmenter: la part des premiers dans le revenu mondial a tendance à augmenter: 70.2% en 1960, 73.9% en 1970, 76.3% en 1980 et 82.7% en 1989; alors que la part des derniers dans le revenu mondial semble continuer à diminuer, soit: 2.3%, 2.3%, 1.7% et 1.4% respectivement pour les même années (United Nations Development Programme, 1992).

Dans notre modèle, le gain relatif obtenu dans l'échange international par les PED (le pays  $s$  dans le modèle) n'est pas seulement déterminé par leurs dotations relatives en facteurs ( $F_{2s}^{\circ}$ ), mais aussi par le prix relatif des biens à échanger ( $p_y^{\circ}$ ) et par la structure du marché mondial en volume ( $Y_m^{\circ}$ ) ou en valeur monétaire ( $R_y^{\circ}$ ). La spécialisation des PED n'est "justifiée" qu'uniquement quand l'ensemble de ces trois aspects (la dotation relative, l'évolution du prix relatif et l'évolution de la structure du marché mondial) permet aux PED de bénéficier des échanges ( $dR_s^{\circ} \geq 0$ ). A part le cas exceptionnel des pays pétroliers, le bien fondé de la spécialisation dans la production de matières premières est remis en question par notre modèle.

Le tableau 22 indique l'influence de l'évolution du prix relatif des biens ( $p_j^{\circ}$ ), sur le bénéfice relatif ( $R_i^{\circ}$ ), exprimée par le pouvoir relatif d'achat des exportations, des différents groupes de pays.

Dans le tableau 22, les PED à faible revenu se spécialisent plutôt dans la production des produits primaires, les PI se spécialisent dans la production manufacturée, et les PED à revenu intermédiaire produisent à la fois des produits primaires et des produits manufacturés.

**Tableau 22. Evolution du pouvoir d'achat des exportations (%)**

	Période 1970/1980				Période 1980-1988			
	PAE	VE	PRE	ΔPAE	PAE	VE	PRE	ΔPAE
<b>PVD importateur de pétrole</b>								
à faible revenu	+18	+42	-24	-53	+27	+48	-14	-30
à revenu intermédiaire	+93	+90	+3	22	+15	+13	0	92
<b>Pays exportateurs de pétrole (PEP)</b>								
PEP	+37 7	+32	+34 5	376	-58	-17	-49	-115
<b>Pays industriels à économie de marché</b>								
PI	+71	+71	-	0	+57	+39	+13	0

*PAE: Pouvoir d'achat des exportations;*

*VE: Volume des exportations;*

*PRE: Prix relatif des exportations;*

*ΔPAE: Changement du pouvoir d'achat des exportations du groupe comparé avec le groupe "PI" donc ΔPAE;*

*(Source: les termes PAE, VE et PRE sont pris chez B.NEZEYS, 1990, p77)*

Le pouvoir relatif d'achat des exportations reflète dans une certaine mesure le revenu relatif national, nous prenons donc le premier comme indicateur de ce dernier, noté par  $R_s^\circ$ . Nous notons les produits premiers par "X" et les produits manufacturés par "Y", et les paramètres des PED par "s" et ceux des PI par "n". Le changement du pouvoir d'achat relatif des exportations ( $dR_s^\circ$ ) est donc une fonction du changement du pouvoir d'achat des exportations du groupe comparé avec le groupe "PI" ( $dPAE=(dR_s/R_s)-(dR_n/R_n)$ ):

$$dR_s^\circ = d(R_s/R_n) = (R_s/R_n) * [(dR_s/R_s) - (dR_n/R_n)] \\ = R_s^\circ * \Delta PAE$$

Maintenant, le tableau peut être expliqué en appliquant la formule II.2.-10. Les PVD à faible revenu, qui présentent une spécialisation caractérisée par la différence  $[(X_s/Y_s)-(X_n/Y_n)]$  assez grande, ont été pénalisés d'une part par l'évolution défavorable des prix

des produits premiers ( $dp_y^\circ > 0^\circ$ ) (-24% pour la période 1970-1980 et -14% pour la période 1980-1988), et, d'autre part, par la baisse de la part commerciale des matières premières sur le marché mondial ( $dY_m^\circ > 0$ ).

La baisse des prix relatifs (Tab.21, 22) est le résultat de plusieurs événements: le ralentissement de la croissance des PI qui est la source principale de l'évolution des cours, la forte progression de l'offre, etc. (FMI, Working paper, n°94-7, janvier 1994). Malgré les efforts de ces PED à faible revenu pour accroître leurs exportations (+42% en volume pour la première période et +48% pour la deuxième période), le gain relatif de ces PED par rapport aux PI est négatif ( $dR_s^\circ = -53\% * (R_s/R_n)$ ) pour la période 70/80 et  $-30\% * (R_s/R_n)$  pour la période 80/88).

La situation est différente pour le groupe des PED à revenu intermédiaire. Il bénéficie des échanges internationaux par une légère augmentation du prix relatif des produits exportés, où la part des produits manufacturés occupe une place bien plus importante, (3% pour la période 1970-1980) et aussi par leurs efforts pour accroître leurs exportations (90% en volume pour la première période et 138% pour la deuxième période). Selon la formule II.2.-10, le gain relatif de ce groupe par rapport aux PI sera positif même sans augmentation du volume des exportations puisque l'évolution du prix relatif de ses exportations est positive.

De même, selon la formule II.2.-10, la baisse du prix relatif des produits premiers exerce une influence négative moindre sur les gains relatifs des pays de ce groupe, que sur ceux du groupe de PED précédent. La différence de structure entre leurs exportations et celles des PI est, en effet, moins importante  $[(X_s/Y_s) - (X_n/Y_n)]$ , que celle qui existe entre la structure des exportations des PI et celle des PED à faible revenu. En effet, avec l'augmentation du volume de ses exportations, ce groupe bénéficie considérablement des échanges internationaux: le gain relatif de ces PED par rapport aux PI est toujours positif ( $dR_s^\circ = 22\% * (R_s/R_n)$  pour la période 70/80 et  $92\% * (R_s/R_n)$  pour la période 80/88). Ces PED sont essentiellement des pays qui ont adopté des politiques d'industrialisation tournées vers l'extérieur, comme par exemple, les quatre dragons.

Dans ce contexte les conclusions tirées de l'expression II.2-10 s'appliquent parfaitement: avec la baisse du prix relatif des produits premiers par rapport aux produits manufacturés, les PED les plus spécialisés dans les exportations de produits premiers ne bénéficient pas vraiment de leurs spécialisations, même s'ils augmentent le volume de leurs exportations; les PED les plus spécialisés dans la production manufacturée tirent bien mieux avantage de leur spécialisation. C'est sans doute une manière de rendre compte de l'écart existant entre les différents pays du tiers-monde, leurs performances économiques étant alors à relier à la qualité de leur spécialisation du point de vue qui nous occupe ici. Bien que le prix relatif des exportations et le pouvoir d'achat des exportations de la Chine ne soient pas disponibles pour calculer son gain d'échange relatif tiré du commerce international, nous pouvons appliquer ce modèle de la même façon.

La Chine est un PED à faible revenu si son revenu par habitant est estimé selon le taux de change entre sa monnaie nationale (Yuan) et le dollar américain. Pourtant, la structure des exportations de la Chine des années 80/90 (Tab.18) est similaire à celle des exportations des quatre dragons des années 70/80, ce qui invite plutôt à situer la Chine dans le groupe des PED à revenu intermédiaire défini par le tableau 22. Pour les mêmes raisons, la Chine bénéficie des échanges internationaux comme les quatre dragons durant les années 70/80.

#### a.2. Marginalisation des matières premières par l'évolution de la structure du marché mondial

Les produits manufacturés constituent un des moteurs de la croissance mondiale et du commerce mondial. Leur part ne cesse de croître dans les échanges internationaux (Tab.23). D'après notre modèle (la formule II.2.-11), vis à vis de l'augmentation de la part des échanges de produits manufacturés dans le marché mondial ( $dY_m^o > 0$ ), les PED (s) ne bénéficient des échanges avec les PI (n) que par une augmentation de la part des produits manufacturés dans leurs exportations ( $dY_s^o > 0$ ). Si cette modification ne se produit pas ( $dY_s^o/dY_m^o = 0$ ), la spécialisation internationale engendre une possible baisse du gain relatif d'échange pour les PED ( $(\partial R_s^o / \partial Y_m^o)_{PY^o, Y^o_s, Y^o_N} < 0$ ).

En effet, sans modification de la spécialisation des PED, l'augmentation de la part des PI dans les échanges de produits manufacturés ne peut que résulter de l'augmentation du volume des échanges de produits manufacturés au niveau mondial. Par contraste, dans cette situation, les PED connaîtront une diminution de leur part dans les échanges de produits manufacturés. Les conditions seront alors remplies pour que les PED réalisent un gain relatif négatif ( $(\partial R_s^\circ / \partial Y_m^\circ) < 0$ ) s'ils n'adaptent pas leur spécialisation à l'évolution du marché mondial.

Tableau 23. Composition en marchandises du commerce mondial depuis 1913 (en % du commerce total)

Produits	1913	1953	1973	1985	1990
Produits agricoles	46%	37%	22%	24%	12%
Produits minéraux	9%	13%	17%	23%	14%
Pds manufacturés	45%	50%	61%	63%	74%
(la Chine)			43%	64%	74%

(Calcul d'après différentes données du GATT et d'après SYOC 1994)

La différence entre la structure des exportations de la Chine et celle des PI a été réduite considérablement pendant les années 80, évolution confirmée par la comparaison de sa structure commerciale avec la structure du marché mondial (Tab.23) dans lequel la part des PI est dominante.

Le tableau 23 confirme l'appartenance de la Chine au groupe des PED de niveau intermédiaire. Le rapprochement qui s'opère entre la structure du commerce international de la Chine et la structure du commerce mondial (la diminution de la différence  $(X_s/Y_s)-(X_n/Y_n)$ ), améliore les perspectives existantes pour la Chine d'obtenir un gain d'échange relatif positif. Ce n'est pas le cas des PED qui, ayant une spécialisation axée sur les produits premiers, subissent de plein fouet la baisse du prix relatif des produits premiers. Dans ce contexte, la forte croissance des exportations chinoises permet à la Chine de tirer bénéfice de l'échange international, comme les quatre dragons des années 70/80. Selon la Banque Mondiale, les exportations chinoises de marchandises en volume réel ont crû à un rythme annuel de 14% pendant cette période. Les exportations chinoises de marchandises ont

quadruplé en onze ans (1980-1991) (FUKASAKU K. et WALL D.W. 1994).

L'augmentation de la part (Tab. 20) et de la position de la Chine dans le commerce mondial indique que le pouvoir d'achat relatif de ses exportations a augmenté durant la période. Les gains d'échange relatifs tirés de l'échange international n'ont pu que croître dans l'intervalle. Durant la dizaine d'années (1984-1994), la Chine a été considérée comme un des pays dont les exportations ont le plus progressées. Elle est passée du vingtième au onzième rang dans le commerce mondial des marchandises pendant cette période (GALLAIS A. et GAUTIER B. 1995).

En effet, l'industrialisation chinoise a profité du commerce extérieur non seulement par l'augmentation de la quantité de ses exportations, mais aussi par l'évolution très rapide de la structure de ses exportations en relation avec l'évolution du marché mondial. Effectivement, selon notre modèle, l'évolution de la structure du marché mondial est un des déterminants du gain d'échange relatif tiré du commerce international (la formule II.2.-11).

#### b. Les bénéfices retirés par l'industrialisation chinoise de l'augmentation du poids de la Chine dans les échanges de produits manufacturés.

Avec une stratégie de développement plutôt isolé, la Chine d'avant la réforme de 1978 suivait peu l'évolution du marché mondial. La structure des exportations chinoises était très différente de celle du marché mondial. La part manufacturée de ses exportations était bien plus faible que celle du marché mondial: 41% contre 61% en 1974 (Tab.23). La Chine se spécialisait dans les exportations de matières premières. D'après nos analyses, elle ne pouvait que bénéficier peu des échanges internationaux, à la fois du fait du faible volume de ses échanges - ce qui est logique et a été constaté par un grand nombre d'auteurs, mais aussi du fait de la faiblesse de l'évolution de la structure de ses échanges - d'où une inadaptation aux caractéristiques de la demande mondiale.

La réforme chinoise, en améliorant significativement l'allocation du capital et de la main-d'oeuvre par la libéralisation des prix des produits et par celle des flux des facteurs (Fig. 5), permet à la Chine d'avoir une croissance économique extraordinaire et d'obtenir des performances commerciales extraordinaires. Depuis la réforme, la structure des exportations chinoises a suivie l'évolution du marché mondial (Tab.23). Or, selon notre modèle, le gain relatif de la Chine dans l'échange international de marchandises dépend de ses réactions vis à vis de l'évolution structurelle du marché mondial. En face d'une croissance de la part des produits manufacturés sur le marché mondial et d'une dégradation du prix relatif des matières premières, la Chine doit modifier sa spécialisation internationale et donc la structure de ses exportations en y augmentant la part des produits manufacturés.

L'ouverture de la Chine permet de réaliser la mutation nécessaire pour passer de l'ancienne DIT à la nouvelle DIT. Cette mutation, réalisée pendant les années 80, présente les caractères suivants:

(1). L'augmentation de la part des exportations de produits manufacturés est réalisée dans le contexte d'une forte croissance du total des exportations. En effet, la croissance annuelle moyenne des exportations manufacturées des années 80 est plus élevée que celle de l'ensemble des exportations et surtout bien plus que celle des exportations de matières premières (Tab.23).

(2). L'augmentation de la part chinoise des exportations de produits manufacturés dans le total des exportations mondiales de produits manufacturés:

(3). L'augmentation de la part de marché de la Chine dans les importations de produits manufacturés des pays développés est une des augmentations les plus fortes connues dans ce domaine par un pays du tiers-monde. Comme le montre le tableau 20, la part de marché de la Chine a quadruplée entre 1979 et 1989.

La Chine occupe une part croissante des échanges réalisés par les pays de l'OCDE avec des pays tiers. D'une manière générale, la place qu'elle occupe sur la scène du commerce mondial est de plus en plus

importante (Tab.23), avec un accent particulier sur les échanges concernant les pays de l'OCDE.

L'évolution du commerce d'un PED avec les pays développés et plus particulièrement les pays de l'OCDE, constitue un indicateur important pour caractériser les avantages tirés par ce pays de sa spécialisation. Les tableaux 24 et 25 présentent l'évolution des parts de la Chine, de ses principaux concurrents asiatiques et de l'ensemble des pays non-OCDE dans le marché d'importation des pays de l'OCDE durant la période qui va de 1979 à 1991.

#### b.1. Evolution de sa part de marché dans les importations manufacturées des pays de l'OCDE

Depuis la réforme, la Chine s'est adaptée continûment à l'évolution structurelle du marché mondial. La structure de ses exportations (Tab. 18) en général et plus particulièrement la structure de ses exportations vers les pays développés se sont rapidement modifiées. Confirmant cette évolution, la part de la Chine dans les importations de produits manufacturés des pays de l'OCDE a augmenté fortement, même relativement à l'évolution de la part de certains pays à haute performance dans le commerce international (Tab.24).

En conséquence, la part chinoise dans les importations de produits manufacturés des pays de l'OCDE est passée de 0,4% en 1979 à 2,4% en 1991 soit une augmentation de 600%. En ce sens, la Chine semble réaliser une meilleure performance que les autres pays n'appartenant pas à l'OCDE. L'augmentation de la part des pays de l'ASEAN n'est "que" de 222% pour la même période soit 2,7 fois moins que celle de la Chine. L'augmentation de la part des NPI et de l'Asie du Sud sont de 142% et de 117% soit respectivement 4,2 et 5,1 fois moindre que celle de la Chine. Comparée aux performances d'ensemble des pays n'appartenant pas à l'OCDE, l'augmentation de la part de la Chine dans les importations manufacturées des pays de l'OCDE reste exceptionnelle: 4,3 fois plus importante que la moyenne.

Tableau 24. Part de la Chine et des autres économies asiatiques dans les importations de produits manufacturés des pays de l'OCDE, 1979-1991

	1979	1985	1989	1990	1991	1991/79
CHINE	0,4	0,8	1,6	1,8	2,4	600%
ASEAN (4)	0,9	1,1	1,5	1,7	2,0	222%
Indonésie	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	400%
Malaisie	0,4	0,4	0,5	0,5	0,7	175%
Philippines	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	150%
Thaïlande	0,2	0,2	0,5	0,6	0,7	350%
NPI (4)	5,0	7,3	7,9	6,9	7,1	142%
HongKong	1,5	1,7	1,4	1,3	1,3	87%
Corée Sud	1,5	2,0	2,6	2,2	2,2	147%
Singapour	0,4	0,7	1,0	1,0	1,1	275%
Täiwan	1,6	2,8	2,9	2,4	2,6	163%
ASIE SUD	0,6	0,5	0,6	0,6	0,7	117%
Inde	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	100%
Pakistan	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	200%
TOTAL NON OCDE	13,6	12,9	18,6	17,6	18,7	138%
TOTAL MONDE	100	100	100	100	100	100%

(Calcul selon les données de l'OCDE, Commerce extérieur par produits (Série C))

**b.2. Evolution comparée de la part de marché de la Chine dans le total des importations des pays de l'OCDE**

Le placement favorable de la Chine sur le marché mondial des produits manufacturés se retrouve quand on considère l'ensemble des produits (tab 25).

**Tableau 25. Part de la Chine et des autres économies asiatiques dans le total des importations des pays de l'OCDE**

	1979	1985	1989	1990	1991	1991/79
CHINE	0,5	1,1	1,6	1,7	2,2	440%
ASEAN(4)	2,7	2,6	2,4	2,4	2,7	100%
Indonésie	1,3	1,2	0,8	0,8	0,8	62%
Malaisie	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	114%
Philippines	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	75%
Thaïlande	0,3	0,3	0,6	0,6	0,8	267%
NPI (4)	3,4	5,2	6,3	5,5	5,7	168%
HongKong	0,9	1,1	1,1	1,0	1,0	111%
Corée Sud	1,0	1,4	2,1	1,7	1,7	170%
Singapour	0,5	0,6	0,9	0,9	0,9	180%
Täiwan	1,0	1,9	2,3	1,9	2,1	210%
ASIE SUD	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	120%
Inde	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	125%
Pakistan	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	100%
TOTAL NON OCDE	32,3	29,3	25,3	24,9	25,2	78%
TOTAL MONDE	100	100	100	100	100	100%

*(Calcul selon OCDE, Commerce extérieur par produits (Série C))*

Dans la période 1979-1991, la Chine a réussi à accroître sensiblement sa part relative du marché des pays de l'OCDE. Cette part est passée de 0,5% en 1979 à 2,2% en 1991 soit une augmentation de 440%. Cette augmentation de part de marché est 4,4 fois plus forte que celle de l'ASEAN (l' Association des nations de l'Asie du Sud-Est),

2,6 fois plus que celle des NPI, 3,7 fois plus que l'Asie du Sud et 5,6 fois plus que l'ensemble des pays non OCDE.

Avec cette croissance extraordinaire de sa part de marché, la Chine est devenue, en 1991, le plus gros exportateur à destination des pays membres de l'OCDE parmi les pays ne faisant pas partie de la zone de l'OCDE. Et ce alors que la part de marché des pays exportateurs non membres de l'OCDE s'est contractée sous l'effet d'une baisse des prix des produits de base. Cette percée de la Chine tient au fait qu'elle est rapidement passée de l'exportation de produits primaires à celle de biens manufacturés.

En résumé, l'engagement très actif de la Chine dans la nouvelle DIT ou dans la spécialisation manufacturée présente des avantages pour son industrialisation par rapport aux PED qui s'engagent moins dans la nouvelle DIT, pour les raisons suivantes:

1). le gain d'échange relatif lié au commerce des marchandises pour la Chine augmente avec l'augmentation du volume de ses exportations;

2). le risque d'un gain relatif négatif dû à l'évolution de la structure du marché mondial est minimisé pour la Chine par l'augmentation de la part des produits manufacturés dans ses exportations.

### B.2. Risques nouveaux de marginalisation de la spécialisation actuelle de la Chine

Bien que les performances du commerce extérieur de la Chine soient encore très fortes, de nouveaux risques de marginalisation sur le marché mondial apparaissent et sont liés aux caractéristiques actuelles de sa spécialisation.



### a. Evolution récente du marché mondial des produits à faible valeur ajoutée

D'après les résultats de notre modèle, une des conditions nécessaires à l'industrialisation d'un PED dans un monde intégré réside dans sa capacité à accroître sa part du marché mondial. Plusieurs éléments permettent de déterminer l'adéquation d'une spécialisation à la poursuite de cet objectif. D'une part il faut considérer les éléments intérieurs qui tiennent aux caractéristiques du pays, l'intensité capitaliste de la production par exemple, et qui permettent entre autres de juger de la qualité de la spécialisation par rapport aux ressources du pays. D'autre part, et c'est ce qui nous intéresse ici, la spécialisation choisie sera plus ou moins avantageuse au pays, suivant qu'elle réponde bien ou non à des éléments extérieurs, il s'agit ici principalement de l'évolution des prix relatifs des marchandises exportées et de l'évolution de la structure du marché mondial. Or la Chine se spécialise jusqu'à ce jour dans la production manufacturée à faible valeur ajoutée. Les revenus qu'elle tire des échanges internationaux sont de plus en plus menacés par le risque de baisse du prix relatif de ses exportations et de baisse de la part de ces produits sur le marché mondial.

#### a.1. Risque de baisse du prix relatif des produits manufacturés à faible valeur ajoutée

L'intégration mondiale a pour conséquence de globaliser le processus d'allocation des ressources, l'ensemble de référence pertinent cesse d'être le pays pour devenir le monde. La dotation factorielle relative mondiale et cette même dotation au niveau national présentent des différences. Pour optimiser l'allocation des ressources nationales dans l'économie mondiale, les producteurs de chaque pays réagissent en fonction des différences de caractéristiques qui existent entre la dotation nationale et la dotation mondiale en facteurs de production. En conséquence, le prix relatif des exportations de chaque pays se modifie. Le comportement économiquement rationnel des producteurs débouche sur une modification de la spécialisation internationale.

En effet, la spécialisation tournée vers la production de produits manufacturés à faible valeur ajoutée risque actuellement de se trouver dans la même situation que celle basée sur les matières premières durant les années 80. Comme pour les matières premières, les PI sont la principale source de l'évolution des prix des produits à faible valeur ajoutée puisqu'ils sont le plus important importateur de ces produits. Le volume de la demande adressée à ces produits sera donc étroitement liée à la situation économique des PI. D'une part, le ralentissement de la croissance des PI diminue la demande de ces produits, d'autre part, la forte progression technologique marginalise l'utilité de ces produits par une augmentation de la part dans les échanges des produits manufacturés à forte valeur ajoutée. De plus, dans le commerce mondial la forte progression de l'offre de ces produits, comme ce fut le cas pour les matières premières durant les années 80, risque aussi de contribuer à faire baisser le prix relatif de la main-d'oeuvre par rapport à d'autres facteurs plus rares: le capital, la technologie, etc.

#### a.1.1. Nouveaux entrants sur le marché mondial des produits manufacturés

Le monde commercial n'est pas identique au monde géographique. Quand on parle "de monde" dans le commerce international, il signifie l'ensemble des économies qui s'échangent mutuellement. Les économies fermées occupent une place moins importante que les économies ouvertes dans l'analyse de ce monde. L'intégration d'une économie auparavant fermée dans l'économie mondiale peut être considérée comme l'arrivée d'un nouvel entrant sur le marché.

Sur le marché mondial des produits manufacturés à faible valeur ajoutée, les nouveaux entrants des années 70 sont les quatre dragons. Les nouveaux entrants des années 80 sont essentiellement des pays de l'Asie du Sud-Est et la Chine. Pour les années 90, le reste du tiers-monde forme une nouvelle vague d'entrants sur ce marché. Parmi ces PED, l'Inde réalise une performance considérable. Ces nouveaux entrants mettent la compétitivité de la Chine dans une situation de plus en plus difficile du fait de la concurrence accrue. C'est vrai que

pour la Chine, au-delà de son dynamisme, un des principaux facteurs abondants reste encore la main-d'oeuvre bon marché. Mais cet avantage est en train d'être marginalisé par l'arrivée concurrentielle d'autres PED sur le marché des produits dont la production nécessite une forte intensité en main-d'oeuvre.

La main-d'oeuvre disponible actuellement dans d'autres PED est très compétitive alors que la croissance de la demande sur les produits dont la fabrication requiert une forte intensité de travail reste encore très limitée. Par exemple, la réforme en l'Inde, le redécollage en Amérique latine et surtout le décollage économique des pays d'Asie du Sud-Est introduisent des concurrences très sérieuses. D'après notre modèle précédent, le revenu relatif de ces secteurs et donc les avantages relatifs fondés sur l'abondance de main-d'oeuvre en Chine seront modifiés par l'insertion plus active d'autres grands PED comme par exemple l'Inde ou une quantité importante de petits PED sur le marché mondial des produits manufacturés à faible valeur ajoutée. En réalité, ce processus d'insertion a été accéléré par la convergence des stratégies de développement dans l'ensemble du tiers-monde.

En effet, l'arrivée de ces nouveaux entrants sur le marché mondial des produits manufacturés se traduit par une baisse de l'intensité capitalistique moyenne ( $K/L$ ) de l'économie mondiale intégrée. Celle-ci engendre une baisse de la rémunération relative du travail puisque la rareté de la main-d'oeuvre est réduite par rapport au capital physique. Selon la formule II.2.-10, la baisse du prix relatif du travail, le principal facteur chinois, aura pour effet de diminuer le revenu relatif national par tête en Chine. Dans ce cas, le gain d'échange relatif de la Chine vis à vis de ses partenaires internationaux sera amoindri et les bénéfices que son industrialisation tire de l'échange international diminueront en importance. Cette possible marginalisation de la Chine n'est pas à écarter à priori. Elle est tout à fait possible à l'échelle mondiale en raison de la convergence des stratégies d'industrialisation des PED et de la remontée rapide de certains PED à l'intérieur de la nouvelle DIT.

Par exemple, l'Inde a pratiqué, comme la Chine, depuis longtemps une stratégie basée sur le développement de produits de

substitution aux importations. La Chine a mis en place sa stratégie de développement des exportations en 1980 alors que la politique de l'Inde est restée inchangée jusqu'à 1994. Cela se traduit par une performance indienne à l'exportation qui est moins positive que celle de la Chine pendant cette dernière quinzaine d'années. Mais l'Inde a commencé à incliner sa stratégie de développement en faveur d'une insertion plus dynamique dans l'économie mondiale. L'ouverture sur l'extérieur a suivi des chemins comparables dans les deux pays bien que l'Inde ait démarré plus tard que la Chine (MARTIN J-L. 1994). Avec une dotation nationale similaire à celle de la Chine au début des années 80, l'Inde d'aujourd'hui peut entrer aussi vite que la Chine des années 80 sur le marché mondial des produits manufacturés à faible valeur ajoutée. Une spécialisation dans les produits manufacturés à faible valeur ajoutée sera alors moins favorable à la Chine.

#### a.1.2. Les provinces chinoises: de nouveaux entrants sur le marché des produits manufacturés

De même, comme l'analyse le chapitre I, l'économie chinoise est composée de plusieurs économies provinciales, qui réalisent leur ouverture au marché mondial avec des vitesses inégales. Comme l'échelle des économies provinciales de la Chine est considérable, l'engagement plus actif d'économies provinciales auparavant fermées dans la Chine intérieure peut être considérée comme l'apparition de nouveaux entrants sur le marché mondial. Ces nouveaux entrants constituent un facteur d'augmentation de la disponibilité de main-d'oeuvre à l'échelle internationale.

La quantité disponible de travail non-qualifié chinois a très fortement augmenté depuis la réforme agricole. Cette dernière libère des centaines de millions de paysans de leur terre. Mais l'évolution du marché mondial des produits à forte intensité de main-d'oeuvre, principalement consommés par les PI, est plus lente que la vitesse de libéralisation de la main-d'oeuvre "disponible" chinoise. Selon notre modèle, cela risque aussi de baisser la rémunération relative de la main-d'oeuvre sur le marché mondial.

La Chine produit une très importante quantité de main-d'oeuvre "disponible" statiquement mais aussi dynamiquement (Tab.26) avec la réforme agricole. Il y a 741 millions d'actifs en 1992 dont le taux d'emploi théorique est de 82.4%. Une étude démographique montre qu'entre 1990 et 2000 arriveront chaque année en âge de travailler en moyenne 19,5 millions de jeunes et à l'âge de la retraite 10 millions de personnes, soit un excédent des arrivées sur les départs du marché du travail de près de 10 millions de personnes par an (cité par GENTELLE P. 1994).

Tableau 26. L'évolution de la structure de l'emploi entre 1977 et 1994

Secteur d'emploi	1977	1987	1992	1994
Agric. et mines	74,7%	67,5%	58,6%	50,7%
Industrie	14,3%	18,6%	21,7%	24,2%
Services	11,0%	13,9%	20,0%	22,5%
Total	100%	100%	100%	100%

(Source: SYOC 1994)

Plus encore: des estimations chiffrent à 100 millions, sur les 350 employés au total dans l'agriculture, le nombre de personnes en sureffectif (cité par GENTELLE P. 1994). En effet, la réforme agricole a accéléré une réallocation massive des emplois vers les autres secteurs à forte intensité de main-d'oeuvre: les industries légères et les services. Pendant cinq ans (1987-1992), environ soixante dix millions de paysans, un chiffre impressionnant qui est équivalent à la population totale de l'Allemagne, ont été transférés de l'agriculture aux autres secteurs (Tab.26).

De plus, des dizaines de millions de paysans ont montré leur volonté de quitter leur village pour chercher du travail dans les grandes villes. La réallocation des effectifs induite par le processus d'industrialisation peut ne pas être suffisamment rapide pour absorber la totalité de ces personnes. Des problèmes sociaux d'un type inconnu jusqu'alors en Chine, le chômage, pourraient naître de cette situation.

Les exportations chinoises de produits manufacturés sont dues jusqu'à ce jour essentiellement à la Chine-côtière (plus de 80% des exportations totales). La Chine s'intègre dans l'économie mondiale à deux vitesses. La structure industrielle se modifie plus rapidement en Chine-côtière qu'en Chine-intérieure. Mais, cette dernière est encouragée dans sa volonté de s'intégrer dans le commerce international par le résultat très positif de la première. L'arrivée de la Chine-intérieure sur la scène du commerce international de produits manufacturés devrait avoir une incidence sur les bénéfices tirés par la Chine de l'exportation de produits manufacturés. Comme nous l'avons vu, en l'absence de progression de la demande mondiale de ces produits, cette offre supplémentaire pourrait bien se traduire par une baisse de leurs prix relatifs.

#### a.2. Risque de diminution de la part des produits manufacturés à faible valeur ajoutée

La part des produits manufacturés à faible valeur ajoutée dans le commerce mondial risque aussi d'être réduite, ce qui modifiera l'intérêt de cette spécialisation, selon notre modèle.

Le poids dans le commerce mondial des biens à fort contenu en travail et exigeant peu de savoir-faire technologique a été réduit par la montée du poids des biens à fort contenu en capital et/ou à fort contenu technologique. Or la spécialisation chinoise reste encore essentiellement axée sur la production de biens à faible valeur ajoutée.

De plus, le nouveau facteur de croissance du commerce mondial n'est plus constitué par le développement des échanges de produits manufacturés, mais plutôt par celui des services.

Les services représentent actuellement entre 60 et 75% du PIB et de l'emploi dans les pays de l'OCDE. Au cours des dernières années ils ont constitué la part la plus active des échanges et de l'investissement international. On estime que les services entrent déjà pour 20% dans les échanges mondiaux et pour près de 50% dans les flux annuels d'investissements directs à l'étranger (HOEKMAN B.et

SAUVE P. 1994). L'augmentation du poids des services sur le marché mondial est bien plus importante que celle des produits manufacturés.

Cependant, la Chine est moins bien positionnée dans le commerce mondial des services que dans celui des produits manufacturés. En effet, elle est placée au 22<sup>ème</sup> rang des exportations de services contre le 11<sup>ème</sup> rang dans les exportations de marchandises pour l'année 1993 (GALLAIS A. et GAUTIER B. 1995).

De ce qui a été dit jusqu'ici sur le cas de la Chine, on peut tirer les grandes lignes suivantes: en premier lieu la spécialisation internationale chinoise a permis à la Chine de faire bénéficier son industrialisation de la participation du pays à l'échange international. Pour pouvoir déterminer l'ampleur de ce bénéfice, deux éléments doivent être pris en compte: d'abord, la relation dynamique entre la demande et l'offre de biens et donc l'évolution de leurs prix relatifs; ensuite, la structure dynamique du marché mondial. L'industrialisation est un long processus. Pour la Chine, il est peu probable qu'elle puisse réaliser son industrialisation par le biais d'une spécialisation internationale qui soit telle que les prix relatifs des facteurs relativement abondants chez elle, et utilisés dans le cadre de cette spécialisation, soient en chute et/ou soit telle que la part commerciale de ses produits sur le marché mondial évolue à la baisse en longue période.

Quand on examine l'évolution de la structure commerciale de la Chine durant les années 80, la mutation rapide de sa spécialisation, des matières premières aux produits manufacturés, semble favorable à son industrialisation. Pendant cette période les prix relatifs des ressources naturelles par rapport à la main-d'oeuvre dynamique semblent baisser. La part commerciale des matières premières sur le marché mondial diminue aussi. De plus, la production manufacturée utilise plus intensivement le dynamisme de ses agents: il y a donc adéquation entre la spécialisation chinoise et son environnement économique interne et extérieur.

Cependant, la situation du marché mondial se modifie sans arrêt. Le prix relatif de la main d'oeuvre non-qualifiée par rapport à la main-

d'oeuvre qualifiée risque d'être réduit significativement à cause d'une nouvelle vague de grands entrants sur le marché des produits à faible valeur ajoutée (les PED de grande dimension comme l'Inde et de même les provinces chinoise de la Chine-intérieure). En plus, la part commerciale des produits manufacturés à faible valeur ajoutée dans les échanges mondiaux continue de baisser, bien que cette baisse soit relativement moins importante que celle de la part des matières premières. Afin de pouvoir continuer à bénéficier des effets d'entraînement sur son industrialisation, que provoque sa participation à l'échange international, la Chine se doit de se lancer dans une nouvelle mutation de spécialisation. Avant d'analyser cette nouvelle mutation qui sera étudiée dans le chapitre III, nous aborderons dans le sous-chapitre suivant l'autre aspect de la spécialisation chinoise: la relation entre la croissance interne et la performance commerciale.

### SECTION II.3. ANALYSE DE LA SPECIALISATION CHINOISE PAR UN MODELE DU COMMERCE INTERNATIONAL FONDE SUR LA DIFFERENCIATION DE LA CROISSANCE

L'industrialisation est une croissance qui est caractérisée par l'augmentation rapide et durable de la part de la production manufacturée dans l'économie nationale. L'industrialisation n'est réalisée que quand le pays en question peut rassembler toutes les conditions favorables: économiques, politiques et socioculturelles. Ces facteurs internes conditionnent sa croissance économique. Celle-ci s'alimente auprès des différents éléments constitutifs du système économique, entre autre elle trouve son aiguillon dans la demande adressée aux industries nationales, demande à la fois nationale et étrangère. En retour, par le développement d'une offre spécifique de produit et par le caractère irréversible à court terme des caractéristiques d'une production nationale, la croissance interne peut fonctionner comme un déterminant du commerce international. Surtout quand on analyse le commerce pendant une période assez longue, la croissance interne est un facteur non négligeable pour le commerce.

La croissance nationale est composée des croissances de tous les secteurs productifs. Chacun des secteurs est responsable d'une plus ou moins grande part de la croissance nationale. De ce point de vue là, il est possible d'opérer un classement entre ces secteurs. Leur poids différent dans la croissance nationale va se traduire par des effets inégaux, des performances inégales dans le domaine du commerce international. On peut montrer qu'il y a une relation étroite entre la structure de la croissance nationale et la spécialisation internationale. D'une part, la spécialisation, qui autorise une production plus importante que l'état autarcique, modifie certainement le positionnement des secteurs les uns par rapport aux autres. D'autre part, la structure de la croissance nationale influence aussi les résultats de la spécialisation. La croissance de l'économie nationale et la croissance du commerce extérieur sont donc interdépendantes et entretiennent une relation circulaire. Si ce cercle est vertueux, le processus d'industrialisation sera accélérée par l'influence du commerce extérieur.

Alors que le commerce extérieur n'a déjà pas été assez étudié comme facteur de la croissance nationale par les grandes théories économiques (NEZEYS B. 1990), la croissance interne a été encore moins étudiée en tant que déterminant du commerce international. Dans le but d'analyser la relation existant entre le commerce et l'industrialisation de la Chine, nous essayerons de développer un modèle pour montrer que le commerce international peut être étudié en utilisant une nouvelle conception: l'économie des croissances différenciées des pays qui échangent.

## A. MODELE DU COMMERCE INTERNATIONAL ISSU DE LA CROISSANCE DIFFERENCIEE

Dans notre étude, la croissance différenciée signifie que deux pays accroissent le volume de leur production avec des structures différentes de croissance. Par exemple, la croissance chinoise est due essentiellement au secteur manufacturé à faible valeur ajoutée et la croissance américaine au secteur manufacturé à forte valeur ajoutée et aux services. Ces deux pays présentent donc deux structures différentes de croissance. Le commerce entre ces deux pays est conditionné dans un contexte statique par les facteurs productifs, comme l'analyse le sous-chapitre précédent, mais aussi dans un contexte dynamique par ce rapports des structures de croissance. Ainsi, la croissance différenciée peut être un des déterminants du commerce et le jeu des croissances différenciées peut permettre aux pays de bénéficier des échanges.

En effet, la performance commerciale d'un pays ne dépend pas seulement de sa dotation initiale en facteurs et de sa structure initiale de production, mais aussi de la dynamique du changement de sa dotation factorielle et de celle de sa structure productive. Par exemple, pendant les années 70/80, la Corée du Sud réalisait une excellente performance commerciale bien meilleure que certains pays qui étaient plus fournis en capital, travail qualifié et technologie et qui présentaient une structure industrielle plus importante, comme par exemple le Brésil, le Mexique, l'Argentine et l'Inde (LEE J. 1995).

Pour expliquer ce genre de phénomène, certaines études ont été faites dans le cadre de l'analyse des déterminants de l'industrialisation. Parmi ces études, l'analyse faite par AMSDEN et portant sur l'industrialisation Coréenne présente certains caractères dynamiques (AMSDEN A.H. 1989). Selon son argumentation, la performance commerciale et la croissance économique de la Corée du Sud ne peuvent pas être expliquées par le principe des avantages relatifs statiques puisque ce dernier ne peut pas caractériser le mécanisme de la progression étape par étape de la structure industrielle. Cette progression est à la base de la dynamique des avantages relatifs. Autrement dit, la dynamique de la performance Coréenne dépend de

ses avantages relatifs dynamiques, qui sont créés par la diversification plutôt que la spécialisation. Cet argument est confirmé par une étude empirique récente (LEE J. 1995).

Au vu de la difficulté de cerner complètement l'ensemble des déterminants, des facteurs qui gouvernent le processus d'industrialisation, nous essayerons de développer un modèle qui soit basé sur le résultat du fonctionnement de ces déterminants: la croissance plutôt que sur ces déterminants eux même.

### A.1. Equation basique de la croissance

Nous analyserons d'abord la croissance d'une économie isolée, qui produit deux produits ( $J=X,Y$ ). Ces deux produits sont différenciés de façon verticale. Cette différenciation est prise dans un sens très large: ils sont substituables. Un exemple peut être donné dans le domaine du transport. Pour arriver à un lieu de distance limitée, on peut aller en cheval, à bicyclette ou en voiture. Le produit X (le cheval) est fabriqué avec des techniques traditionnelles et Y (la bicyclette ou la voiture) est un produit dit "manufacturé", fabriqué avec des techniques industrielles.

Dans les théories conventionnelles, les facteurs productifs sont considérés comme la source unique de la croissance. Par exemple, la croissance dans la théorie néo-classique est caractérisée par l'accumulation du capital physique et de la main-d'oeuvre. En revanche, dans la théorie de la croissance endogène, le capital humain est considéré comme une des principales sources de la croissance.

Dans la tradition de l'économie classique, si les facteurs et leurs utilisations dans les fonctions de production sont définis, les productions sont définies aussi. L'équation basique de la croissance peut être établie en suivant le même chemin.

## a. Croissance positive, maximisée et constante (CPMC)

Pour établir l'équation basique de la croissance, il faut d'abord définir rigoureusement la croissance. Nous nous intéresserons surtout à un cas particulier: la croissance maximisée et constante.

### a.1. Définition de la croissance

Pour définir la croissance, il faut d'abord définir les facteurs de production, qui peuvent être distingués en deux catégories selon leur contribution à la croissance.

#### 1). Facteurs classique (notés par **Fc**)

Ces facteurs productifs ont été étudiés par la théorie néo-classique de la croissance et ils sont caractérisés par leur productivité marginale positive et décroissante. Ce qui signifie qu'en augmentant la quantité utilisée d'un facteur de ce type (par exemple le capital), avec une quantité inchangée de l'autre facteur de même catégorie (par exemple, la main-d'oeuvre), on augmente la production du bien ( $dJ/d\mathbf{F}_c > 0$ ), mais que l'adjonction de quantités de plus en plus importantes de ce facteur diminue l'efficacité du rendement du facteur ( $d(dJ/d\mathbf{F}_c)/d\mathbf{F}_c < 0$ ) (DL.PHAN, 1993, p8). Cette catégorie de facteurs comprend:

(1). les ressources naturelles (notées par N) . Par exemple, la terre, l'eau, les minerais, la forêt, l'énergie naturelle (le vent et les ressources hydrodynamiques etc...) les zones de pêche, etc.;

(2). la main-d'oeuvre physique (notée par L).;

(3). le capital physique (noté par K).

#### 2). Facteurs de la croissance endogène (notés par **Fe**)

Ces facteurs sont surtout analysés dans la théorie de la croissance endogène comme des sources de la croissance endogène (AMABLE B.et GUELLEC D. 1992), comme par exemple:

(1). *les ressources humaines (notées par Kh)*: Effectif, qualification et coût du capital humain.

(2). *la technologie (notée par T)*: processus et résultats de l'apprentissage: le savoir scientifique et technique, les connaissances du marché, etc.

(3) *dynamisme des agents (L<sub>2</sub>)*. Comme l'analyse le chapitre précédent, le dynamisme des agents joue un rôle important dans la croissance chinoise.

L'analyse sera donc basée sur l'étude du rôle des facteurs classiques (**Fc**) et des facteurs de la croissance endogène (**Fe**) dans la production, l'ensemble des facteurs pris en compte est: **F=(Fc, Fe)**.

Nous définirons certains concepts concernant la croissance.

(1). *L'augmentation*. L'augmentation est une modification quantitative positive. Par exemple, en notant la production au temps  $t_0$  par  $P_0$  et celle réalisée au temps  $t$  par  $P_t$ , l'augmentation de la production peut être définie par:  $dP = P_t - P_0 > 0$ .

(2). *L'expansion*. Elle est définie dans une période d'observation assez courte. Par exemple, l'expansion de la production peut être définie par  $dP/P = (P_t/P_0) - 1$ .

(3). *La croissance, notée par G*. Elle peut être définie comme un ensemble d'expansion dans une période d'observation assez longue. Par exemple, la croissance de la production peut être écrite:

$$G = \frac{\int [dP(t)/P(t)] * dt}{\int dt} \quad (\text{II.3.-1})$$

donc la croissance annuelle moyenne, ou la croissance constante peut être définie par:  $g_p = dP/P$ .

La condition nécessaire à la réalisation d'une croissance maximisée, positive et constante, notée par  $g_{pm}$ , est donc:  $dg_{pm} = 0$  (voir annexe 3-18). En supposant que  $P=P(\mathbf{F})$ , la croissance constante et maximisée peut être exprimée par:

$$g_{pm}^2 = ddP/P \\ = (1/P) * [\partial(\partial P/\partial \mathbf{F})/\partial \mathbf{F}] * d\mathbf{F} \quad (\text{II.3.-2})$$

Autrement dit, la croissance annuelle constante et maximisée ( $g_{pm}$ ) est égale à la racine-carrée de la dérivée seconde de la production divisée par la production elle-même ( $+\sqrt{ddP/P}$ ).

Il ne semble pas qu'une solution générale puisse être donnée pour une telle croissance. Cependant, certaines solutions spécifiques peuvent être obtenues en examinant ces équations de dérivation dans quelques cas particuliers.

#### a.2. Solutions particulières d'une croissance maximisée et constante

Il existe au moins deux solutions particulières permettant d'obtenir une croissance maximisée et constante: l'utilisation maximisée des facteurs ( $d\mathbf{F}$ ) et l'exploitation maximisée de la productivité marginale des facteurs ( $\partial(\partial P/\partial \mathbf{F})/\partial \mathbf{F}$ ). C'est à dire, la croissance maximisée de la production est déterminée par la maximisation de l'accumulation des facteurs utilisée dans la production et la maximisation de la productivité marginale des facteurs.

Sous l'hypothèse que la productivité marginale des facteurs demeure inchangée, la croissance maximisée et constante est donc déterminée par la nature et la disponibilité des facteurs nationaux. La nature des facteurs est déterminante puisque les deux secteurs (X et Y) utilisent avec des intensités différentes des facteurs de nature différente. Le secteur traditionnel (X) dépend plus des ressources naturelles (par exemple, la terre) que le secteur industriel (Y). Ce dernier utilise plus intensivement les facteurs accumulés, comme le capital physique et le capital humain. La disponibilité des facteurs est déterminante parce que le rapport des disponibilités des facteurs détermine la structure productive réelle.

Un secteur contribue plus qu'un autre à la croissance maximisée s'il utilise plus intensivement les facteurs les plus disponibles et les plus valorisés. Par exemple, pour une économie qui ne dispose que des conditions naturelles et de main-d'oeuvre non qualifiée, c'est le secteur traditionnel qui est le plus productif. C'est le secteur qui peut utiliser le plus possible les facteurs disponibles et donc assurer la croissance nationale maximisée. Puisque, dans cette situation, le principal facteur disponible est la terre. Le capital physique comme le capital humain, sont négligeables ( $dK \approx 0$ ,  $dKh \approx 0$ ). L'activité nationale doit être concentrée sur le secteur dans lequel la terre puisse être utilisée le plus intensivement possible ( $dF > 0$  si  $dN_{\text{Terre}} > 0$ ). Aucun autre secteur ne peut être plus productif que l'agriculture. C'est le cas pour la plupart des PED et pour la Chine avant 1949.

Avec l'accumulation, le capital physique, la technologie et le capital humain peuvent devenir les facteurs les plus décisifs par rapport à la terre. Pour la terre, l'augmentation de son stockage est limitée par les conditions naturelles. Comparée à une économie traditionnelle, une économie dite "développée" présente certains caractères particuliers: le capital physique devient plus disponible; il existe une main-d'oeuvre abondante et mobilisable pour la production non agricole et, enfin, l'appareil productif peut disposer d'une technologie de niveau élevé. Or, c'est le secteur industriel qui utilise le plus intensivement ces facteurs cumulables. L'industrie devient alors le secteur le plus productif puisqu'il contribue le plus à la croissance nationale en absorbant le plus intensivement les facteurs les plus disponibles. Le processus d'industrialisation s'appuie pour une bonne part sur cet état de fait.

Sous la condition réciproque de fixité des caractères de la disponibilité des facteurs, la croissance maximisée est déterminée par la maximisation de l'utilité des facteurs et donc de la productivité marginale des facteurs disponibles.

Comme la productivité marginale des facteurs classiques ( $F_c$ ) a tendance à décroître ( $\partial(\partial P / \partial F_c) / \partial F_c < 0$ ), cette maximisation nécessite

une accumulation assez importante des facteurs de la croissance endogène.

Pour deux secteurs (X et Y) d'intensité factorielle différente (par exemple,  $(F_e/F_c)_y > (F_c/F_e)_x$ ), la croissance maximisée de chaque secteur est différente. Cette croissance sectorielle dépend de la nature, de la disponibilité et de la productivité des facteurs. Avec une croissance différente, chaque secteur exerce un effet différent sur la croissance nationale.

### b. Croissance et rendement marginal sectoriel

Chaque secteur contribue différemment à la croissance nationale puisque chaque secteur utilise avec une intensité différente des facteurs qui présentent différentes disponibilités et différentes productivités. Nous approfondirons cette analyse en développant un nouveau concept: le rendement marginal sectoriel.

#### b.1. Définition du rendement marginal sectoriel pour la production nationale

La croissance nationale se présente comme une moyenne pondérée des croissances sectorielles. Les relations pouvant exister entre d'un côté la production nationale au temps  $t$ , notée par  $P'$ , et, de l'autre côté, les productions sectorielles au temps  $t_0$ , notées par X ou Y si on considère deux secteurs, n'ont fait d'objet jusqu'ici, que de peu d'études. Nous allons nous attacher à combler cette lacune dans les développements qui suivent (le symbole (') est utilisé pour indiquer qu'une variable particulière est considérée après un certain laps de temps).

La contribution de la croissance du secteur J ( $J=(X, Y)$ ) au temps  $t_0$  à la croissance nationale au temps  $t$  est réalisée en général par l'intermédiaire de la reproduction des facteurs. En supposant que la fonction de production nationale et la fonction de production des facteurs restent inchangées, la production nationale au temps  $t$  (notée par  $P'$ ) est donc une fonction complexe des productions sectorielles au temps  $t_0$ :

$$P' = P'(\mathbf{F}') = P(\mathbf{F}') = P(\mathbf{F}(X, Y)). \quad (\text{II.3.-3})$$

La production nationale au temps  $t$  ( $P'$ ) nécessite donc des dépenses de facteurs ( $\mathbf{F}'$ ), et dépend donc, d'une certaine manière, du niveau d'activité préalable des secteurs  $X$  et  $Y$ . Au sens où c'est cette activité qui assure la reproduction des facteurs, par exemple, la reproduction de la main-d'oeuvre, l'accumulation du capital physique, l'accumulation des connaissances requises en vue de la conception des nouveaux produits et de la mise au point des techniques.

Maintenant, nous pouvons définir quelques conceptions qui nous intéressent tout particulièrement en utilisant l'expression II.3.3 pour caractériser les rôles des différents secteurs dans la croissance nationale.

(1). *Productivité marginale sectorielle et production nationale*

La productivité sectorielle peut être définie par l'équation suivante:

$$(\partial P / \partial J) = (\partial P / \partial \mathbf{F}') * (\partial \mathbf{F}' / \partial J) \quad (\text{II.3.-4})$$

La productivité sectorielle ( $\partial P / \partial J$ ) est donc déterminée par la productivité sectorielle de la production des facteurs ( $\partial \mathbf{F}' / \partial J$ ) et la productivité factorielle de la production des biens ( $\partial P / \partial \mathbf{F}'$ ).

Ce concept peut être utilisé pour comparer la contribution de chaque secteur à l'économie nationale. Supposons qu'une unité de  $X$  (par exemple, l'agriculture) produise la même quantité d'accumulation en capital ( $K$ ) qu'une unité de  $Y$  (par exemple, l'industrie) soit:  $(\partial K / \partial Y) = (\partial K / \partial X)$ ; et que l'industrie ( $Y$ ) produise plus de technologie ( $T$ ) par son département R&D que l'agriculture ( $X$ ) soit:  $(\partial T / \partial Y) > (\partial T / \partial X)$ . La productivité marginale du secteur industriel est donc plus importante que celle du secteur agricole:

$$\begin{aligned}
(\partial P/\partial Y) - (\partial P/\partial X) &= (\partial P/\partial K)*((\partial K/\partial Y) - (\partial K/\partial X)) \\
&+ (\partial P/\partial T)*((\partial T/\partial Y) - (\partial T/\partial X)) \\
&= (\partial P/\partial T)*((\partial T/\partial Y) - (\partial T/\partial X)) \\
&> 0
\end{aligned}$$

Mais si les deux secteurs contribuent également à la formation du revenu national au temps t (( $\partial K/\partial Y$ ) = ( $\partial K/\partial X$ )), ils ne jouent pas un rôle équivalent dans la production au temps t. Si l'étude n'est pas réalisée à une date donnée ( $t_0$ ), mais se fait sur une période assez longue, le secteur industriel contribue plus à la croissance nationale, et ce en dépit du fait que leurs contributions respectives à l'augmentation de la production nationale soient identiques quand elles sont mesurées en monnaie en  $t_0$ . Dire dans ce cas que le secteur Y connaît une productivité plus importante que celle du secteur X, c'est dire que la prochaine production nationale (P') bénéficiera plus de l'industrie (y) que de l'agriculture (x).

## (2) Rendement marginal sectoriel et production nationale

Le rendement marginal sectoriel est défini comme la contribution sectorielle à la production nationale, et s'exprime par l'équation suivante:

$$\begin{aligned}
&\partial(\partial P/\partial J)/\partial J \\
&= (\partial P/\partial \mathbf{F}) * \partial(\partial \mathbf{F}/\partial J)/\partial J + (\partial \mathbf{F}/\partial J)^2 * \partial(\partial P/\partial \mathbf{F})/\partial \mathbf{F} \quad (\text{II.3.-5})
\end{aligned}$$

Dans l'équation,  $\partial(\partial P/\partial \mathbf{F})/\partial \mathbf{F}$  représente le rendement marginal des facteurs à la production nationale et  $\partial(\partial \mathbf{F}/\partial J)/\partial J$ , le rendement marginal du secteur J à la production des facteurs.

Le mécanisme de contribution de la croissance d'un secteur j à la croissance nationale peut être étudié par ce concept. Par exemple, la croissance de la récolte en céréales ( $dX > 0$ ) au temps  $t_0$  aura pour effet d'assurer, d'une part, la reproduction humaine et donc une augmentation de la main-d'oeuvre (l) ( $dl/dX > 0$ ), et d'autre part, une augmentation du niveau des infrastructures publiques (par exemple, l'éducation nationale ( $dKh/dX > 0$ )) en raison d'une augmentation du revenu par tête (k) ( $dk/dX > 0$ ). Selon la théorie de la croissance

endogène, l'éducation nationale comme les autres biens ou services publics (BARRO R.J. 1990) peut contribuer à la croissance nationale au temps  $t$  ( $dP/dKh > 0$ ). En effet, l'éducation nationale peut faire progresser la technologie qui améliore à son tour la productivité nationale au temps  $t$ . Ce concept est donc utile dans l'étude de la croissance endogène. Cependant, nous ne nous concentrerons que sur l'analyse de la contribution de la croissance sectorielle à la croissance nationale.

Selon la formule II.3.-5, le rendement marginal d'un secteur ( $\partial(\partial P/\partial J)/\partial J$ ) n'est pas nécessairement toujours positif ou négatif puisque la combinaison de ces deux termes  $((\partial P/\partial F) * \partial(\partial F/\partial J)/\partial J$  et  $(\partial F/\partial J)^2 * \partial(\partial P/\partial F)/\partial F$  se modifie avec le développement du secteur. Le rendement marginal d'un secteur prend donc toutes les valeurs possibles, suivant que:

$$\begin{aligned} \partial(\partial P/\partial J)/\partial J &< 0 \\ &= 0 \\ &> 0 \end{aligned} \qquad \text{(II.3.-6)}$$

Il est positif ou négatif selon les valeurs prises par le rapport dynamique de ces deux termes. C'est à dire, la contribution de la croissance sectorielle ne peut pas toujours être positive ou négative pour la croissance nationale. Selon la formule II.3.-6, un secteur peut prendre toutes les trois valeurs et donc passer par ces quatre étapes successivement:

1). Dans la première étape, le secteur  $J$  est dans l'état de "pré-naissance": la production des facteurs de la croissance endogène par ce secteur reste limitée; le bénéfice monétaire est négatif au regard de la dépense nécessaire en capital physique pour permettre la naissance du secteur ( $\partial F_c/\partial J < 0$ ). Si ce dernier est assez négatif, et donc si  $(\partial F_c/\partial J)^2$  est assez grand, le rendement sectoriel sera négatif ( $\partial(\partial P/\partial J)/\partial J < 0$ ) selon la formule II.3.-5;

2). Dans la deuxième étape, le "nouveau" secteur ne contribue pas seulement à l'accumulation du capital ( $\partial K/\partial J > 0$ ), mais surtout à l'accumulation des facteurs  $F_e$ , comme par exemple, au développement

technologique ( $(\partial T/\partial J) > 0$ ). Par exemple, l'industrie du textile (Y) fut un des moteurs de l'industrialisation en Angleterre où beaucoup des inventions technologiques lui étaient destinées directement. Selon la formule II.3.-5, le bénéfice monétaire tiré de la production l'emporte sur les dépenses de R&D, bien qu'elles soient très intensives, de sorte que:  $d(dP/dY)/dY > 0$ ;

3). L'étape suivante débouche souvent sur un état d'"équilibre". Par exemple, pour l'industrie du textile en Angleterre, d'une part, la rémunération du secteur augmente par la réalisation d'économies d'échelle, d'autre part, les techniques utilisées deviennent "standardisées" et le poids de la contribution sectorielle au développement technologique cesse d'être important. Le rapport entre ces deux productivités sectorielles finit par être tel qu'il y a équilibre et donc que  $d(dP/dY)/dY = 0$ ;

4). Le secteur connaît un "déclin" dans la quatrième étape. La contribution sectorielle au développement technologique est minimisée et ce dernier cherche de nouveaux démarrages dans de nouveaux secteurs. Par exemple, comparée à certains nouveaux secteurs (l'industrie d'automobile, l'industrie électronique, etc.), l'industrie du textile n'est plus le moteur du développement technologique en Angleterre depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle. Le rapport est plutôt défavorable au secteur textile est donc sa contribution sectorielle à la production nationale est devenue plutôt négative ( $d(dP/dX)/dX < 0$ ).

#### b.2. Relation entre la croissance nationale et le rendement marginal sectoriel

Quand on applique le concept de rendement sectoriel à l'étude de la croissance, nous pouvons obtenir une relation entre le rendement sectoriel et la croissance nationale maximisée de la manière suivante (voir annexe 3-19):

$$P = P(\mathbf{F}) = P(\mathbf{F}(\mathbf{J})), \mathbf{F}=(\mathbf{F}_c, \mathbf{F}_e) \text{ et } \mathbf{J}=(x, y)$$

$$dP = (\partial P/\partial \mathbf{F}) * (\partial \mathbf{F}/\partial \mathbf{J}) * d\mathbf{J}$$

$$ddP = (\partial(\partial P/\partial \mathbf{J})/\partial \mathbf{J}) * d\mathbf{J}$$

$$\begin{aligned}
g_{\text{pm}}^2 &= [(\partial(\partial P/\partial J)/\partial J)/P]*dJ \\
&= (1/P) [(\partial(\partial P/\partial X)/\partial X)*dX+(\partial(\partial P/\partial Y)/\partial Y)*dY]
\end{aligned}
\tag{II.3.-7}$$

Un résultat très important peut être déduit de cette formule: pour une croissance nationale constante et maximisée (gpm), il est nécessaire que les contributions sectorielles soient temporellement différentes. Dans notre modèle, il peut être vérifié que les deux secteurs (x et y) ne passent pas en même temps par la même étape si une croissance nationale est soutenue à long terme. Comme les deux secteurs utilisent intensivement des facteurs différents et que les facteurs sont produits sans arrêt avec la croissance nationale, aucun secteur ne peut toujours dominer dans l'économie nationale. La maximisation de la croissance nationale se traduit donc par un renouvellement du secteur dominant. Le nouveau secteur utilise plus intensivement les nouveaux facteurs et devient le nouveau géant de l'économie nationale. C'est ce mouvement qui assure la pérennité de la croissance nationale à long terme.

Ce résultat peut aussi être appliqué dans l'analyse de l'économie mondiale. Un même secteur, en effet, peut présenter des rendements sectoriels d'importance inégale suivant les pays et selon les époques. Pour deux pays de dotation factorielle différente (s et n), ceci se traduit par une relation intersectorielle différente à l'intérieur de chaque pays. Par exemple, l'industrie de textile (Y) est très productive pour la Chine ( $d(dP/dY)/dY \gg 0$ ) mais peut-être pas pour la France ( $d(dP/dY)/dY \ll 0$ ).

Pour deux pays de dotation factorielle similaire ( $n_1$  et  $n_2$ ), ce résultat peut être appliqué dans l'analyse des relations intrasectorielles. Par exemple, un produit différencié ( $Y_1$ ) peut contribuer plus à la croissance du pays  $n_1$  que son homologue ( $Y_2$ ) ne le fait au pays  $n_2$ . Avec ces résultats nous allons étudier l'influence des différences de contributions sectorielles sur les échanges extérieurs..

## A.2. La croissance différenciée en tant que déterminant du commerce international

L'analyse précédente nous permet de concevoir le commerce ou la spécialisation dans le cadre de la croissance. Nous vérifierons par la suite que, par l'échange international, deux pays (s et n) peuvent retirer un gain d'échange supplémentaire en tenant compte de la structure différente de leur croissance respective. L'expression "phénomènes des croissances différenciées" sera utilisée pour désigner la situation d'un ensemble pays au sein duquel chacun des pays est caractérisé par une structure de croissance différente et, plus particulièrement: dans chacun de ces pays le secteur moteur de la croissance n'est pas le même.

### a. Les phénomènes des croissances différenciées

Dans notre modèle, deux pays peuvent accroître leurs niveaux de richesse par différentes structures de croissance. Par exemple, pour le pays s, la croissance annuelle maximisée peut être réalisée en préconisant la production du bien X si la contribution sectorielle de ce dernier à la croissance nationale est nettement plus importante que celle du secteur Y, soit en appliquant la formule II.3.-5:

$$[(\partial(\partial P_s/\partial X)/\partial X)/P]*dX \gg [(\partial(\partial P_s/\partial Y)/\partial Y)/P]*dY$$

Symétriquement, pour le pays n, la croissance annuelle maximisée peut être réalisée en préconisant la production du bien Y si pour ce dernier, on a:

$$[(\partial(\partial P_s/\partial X)/\partial X)/P]*dX \ll [(\partial(\partial P_s/\partial Y)/\partial Y)/P]*dY.$$

La croissance nationale de ces deux pays est donc différente au niveau de sa structure  $([(\partial(\partial P/\partial \mathbf{J})/\partial \mathbf{J})/P]*d\mathbf{J})$ . La croissance dépend du rendement marginal de chaque secteur dans chaque pays  $(\partial(\partial P_s/\partial \mathbf{J})/\partial \mathbf{J})$ , mais aussi de la croissance de chaque secteur dans chaque pays (d $\mathbf{J}$ ). Les déterminants à l'origine de cette différenciation des structures de la croissance peuvent être:

(1). la dotation factorielle initiale qui influence nécessairement la constitution de l'appareil productif et par suite les possibilités de croissance sectorielle, l'échange international jouant un rôle de modérateur vis à vis de cette limitation;

(2). la dynamique de l'économie nationale, ensemble des choix opérés, tant d'un point de vue politique qu'économique, qui ont eu pour résultat l'appareil productif existant. L'irréversibilité à court terme de nombre de résultats de ces choix borne l'ensemble des rendements sectoriels possibles;

(3). L'ensemble des traditions socioculturelles, puis socio-économiques qui ont pu déterminer les caractéristiques de la demande intérieure et orienter la production vers tels produits plutôt que vers tels autres produits;

(4). le commerce international qui, en permettant à chaque pays de mettre à profit ses avantages concurrentiels, favorise le développement des secteurs qui ont su s'adapter à la demande mondiale et qui, dans l'hypothèse d'une ouverture complète du pays, au contraire accélère l'élimination des secteurs mal adaptés;

(5). des facteurs non logiques ou aléatoires, catégorie qui comprend l'ensemble des résultats imprévisibles des actions économiques des agents, ainsi que ce qui semble ne pouvoir être expliqué que par une variable aléatoire.

La situation, où les croissances maximisées des deux pays peuvent être réalisées par des structures productives différentes, peut être définie par l'expression "croissance différenciée". Si deux économies qui présentent des croissances différenciées s'ouvrent mutuellement leurs frontières, une possibilité intéressante apparaît: la croissance nationale de chaque pays peut être optimisée par la spécialisation de chacun des pays dans le secteur qui présente pour lui le rendement sectoriel le plus important.

b. La croissance différenciée en tant que déterminant du commerce international

La croissance différenciée est un concept nouveau et nous ne pouvons pas consacrer d'études empiriques à ce sujet dans ce travail. Nous nous limiterons à utiliser l'aspect structurel de ce concept dans l'analyse théorique du commerce international. Nous vérifierons, par un exemple numérique, que deux pays peuvent respectivement connaître une situation de croissance maximisée si leurs spécialisations internationales sont conditionnées par la structure de leurs croissances nationales (Tab.27).

Tableau 27. L'exemple numérique du commerce conditionné par la croissance différenciée

Pays	Secteur X		Secteur Y		$g^2$
	$\frac{\partial(\partial P/\partial X)}{\partial X}$	dX	$\frac{\partial(\partial P/\partial Y)}{\partial Y}$	dY	
l'économie isolée					
s	1	2	-1	1	$1/P_s$
n	-1	1	1	2	$1/P_n$
l'économie intégrée					
s	1	3	-1	-1	$4/P_s$
n	-1	-1	1	3	$4/P_n$

$\partial(\partial P/\partial X)/\partial X$ : le rendement marginal du secteur X

$\partial(\partial P/\partial Y)/\partial Y$ : le rendement marginal du secteur Y

dX: l'augmentation annuelle de la production du bien X

dY: l'augmentation annuelle de la production du bien Y

gp: la croissance nationale annuelle

Dans ce tableau, nous supposons que le secteur X se trouve à l'étape 2 pour le pays s ( $((dP/dX)/dX)_s=1>0$ ) et à l'étape 4 pour le pays n ( $((dP/dX)/dX)_n=-1<0$ ) et que le secteur Y se trouve à l'étape 1 pour le pays s ( $((dP/dY)/dY)_s=-1>0$ ) et à l'étape 2 pour le pays n ( $((dP/dY)/dY)_n=1>0$ ). Selon la formule II.3.-5, dans l'état autarcique, comparé au secteur Y, le secteur X dans le pays s contribue plus à la croissance maximisée nationale. En revanche, le secteur X dans le pays n contribue moins que le secteur Y à la croissance nationale. Ces deux

pays développent isolément leurs économies par deux structures différentes de croissance. Pour le pays s, la croissance est plutôt due au secteur X, et pour le pays n, plutôt due au secteur Y. Du fait de cette structure de croissance, le taux de croissance annuelle se situe autour de  $1/\sqrt{P_s}$  pour le pays s et autour de  $1/\sqrt{P_n}$  pour le pays n.

Dans l'économie "mondialisée", les deux pays peuvent développer leur économie nationale par une spécialisation internationale fondée sur l'économie des croissances différenciées. Ce qui peut être explicité de la manière suivante:

- Le pays s se spécialise dans la production du bien X ce qui se traduit par une accélération de la croissance annuelle de cette production ( $dX=3$  contre  $dX=2$  à l'état autarcique). La production du bien X présente un rendement sectoriel positif pour ce pays et un rendement sectoriel négatif pour le pays n; s exporte le bien X au pays n et importe le bien Y du pays n.

- le pays n se spécialise dans la production de Y, ce qui se traduit par une augmentation de la croissance annuelle dans la production de ce bien ( $dY=3$  contre  $dY=2$  à l'état autarcique). La production du bien Y présente un rendement sectoriel positif pour ce pays et un rendement sectoriel négatif pour le pays s; n exporte Y vers s et importe X.

Les deux pays ont donc intérêt à se spécialiser dans la production où le rendement sectoriel est le plus élevé quelle qu'en soit la raison. Par cette spécialisation, la croissance nationale est doublée, dans l'exemple: pour le pays s elle est de l'ordre de  $2/\sqrt{P_s}$  dans le régime de libre-échange contre  $1/\sqrt{P_s}$  en autarcie. Les valeurs sont respectivement  $2/\sqrt{P_n}$  et  $1/\sqrt{P_n}$  pour le pays n dans les mêmes régimes. Ainsi le commerce entre ces deux pays leur a permis de bénéficier du caractère différencié de leurs croissances.

Les croissances différenciées conditionnent donc le commerce international. Comparé au modèle des avantages relatifs, notre modèle d'économie des croissances différenciées présente au moins trois nouveaux points:

- Notre modèle ne rencontre pas les limites de l'analyse statique de la production qui ne réalise pas le couplage entre la croissance économique et le développement commercial. Dans notre modèle, l'économie des croissances différenciées est traitée comme étant un des facteurs déterminants du commerce, surtout si on considère le long terme. Les caractéristiques de la croissance déterminent le volume et la structure du commerce international de chaque pays puisque l'échange international constitue l'une des bases sur lesquelles chaque économie réalise l'optimisation de sa croissance, opération où la structure sectorielle de la croissance joue un rôle majeur en bornant l'ensemble des possibles. En retour le commerce extérieur favorise l'accumulation des facteurs dans les secteurs sélectionnés par la spécialisation de chaque pays. La structure sectorielle de ces pays, en ce qu'elle détermine leurs croissances, se trouve ainsi valorisée et renforcée.

- Notre modèle n'est pas limité par l'hypothèse d'identité des structures de la demande des pays qui pratiquent l'échange, bien que cette hypothèse soit utilisée par les théories conventionnelles du commerce international. Par exemple, dans la réalité, la Chine et la France présentent des structures de consommation différentes, ainsi que des structures différentes de croissance de la production. C'est cette dernière différence que nous prendrons plus particulièrement en compte comme variable explicative du commerce entre ces deux pays.

- Notre modèle ne rencontre pas non plus les limites de l'analyse factorielle. Les croissances différenciées résultent pour une part de la différence de dotation factorielle mais aussi d'autres facteurs économiques, politiques, culturelles et historiques. Par exemple, pour deux PED de dotation factorielle similaire, le secteur déterminant de la croissance nationale peut ne pas être le même. L'industrie est devenue le secteur "clé" pour la Chine puisqu'elle est la principale responsable des taux actuels de croissance en Chine. Alors que pour certains pays d'Afrique, le développement agricole reste encore un problème majeur et que la situation économique semble moins favorable à une croissance industrielle.

Nous analyserons par la suite comment le secteur manufacturé est devenu le secteur dominant pour la croissance chinoise. Ce secteur permet à la Chine de bénéficier de l'économie des croissances différenciées par sa spécialisation internationale basée sur les produits manufacturés.

## B. APPLICATION DU MODELE PAR L'ANALYSE DE LA SPECIALISATION MANUFACTUREE DE LA CHINE

Malgré des conclusions très différentes, toutes les théories conventionnelles traitent le tiers-monde comme une économie homogène. Or cette homogénéité n'est pas compatible avec les résultats très divergents observés dans la réalité. En ce sens, il semble qu'aucune théorie conventionnelle n'ait su traiter de la différenciation actuelle du tiers-monde.

Le modèle H-O-S peut expliquer à sa manière la spécialisation entre la Chine et le Nord en utilisant l'argument des avantages relatifs. Cependant, ce modèle ne peut pas expliquer la différence de performance commerciale entre la Chine et des autres PED, comme certains pays d'Afrique qui disposent d'une dotation factorielle similaire à celle de la Chine. Nous avons vu que cette lacune tenait au moins partiellement au fait que le modèle H-O-S ne prend en compte ni les caractéristiques structurelles du marché mondial, ni leurs évolutions.

Ce problème peut être partiellement résolu en utilisant notre modèle de spécialisation en fonction de l'évolution du marché mondial, dans lequel les influences de l'évolution des prix et de la structure du marché mondial sur la spécialisation sont mises en évidence. La mutation de la spécialisation chinoise, d'une spécialisation basée sur les produits primaires vers une spécialisation axée sur les produits manufacturés, constitue un événement favorable tant par rapport aux perspectives de performance commerciale qu'elle autorise que par rapport au processus d'industrialisation qu'elle favorise. Cette mutation, en effet, est une bonne adaptation à la baisse des prix des matières premières par rapport aux prix des produits manufacturés et à l'augmentation de la part des produits manufacturés relativement aux produits premiers sur le marché mondial.

Ce modèle n'est cependant pas pertinent quand il s'agit d'expliquer les différences de performances qui existent entre des pays dont la spécialisation évolue de manière similaire, comme c'est le cas pour la Chine par rapport à l'Inde. Ce problème peut être étudié en

appliquant notre modèle du commerce issu de l'économie des croissances différenciées. Selon ce dernier modèle, la spécialisation dans les produits manufacturés est conditionnée aussi par le rythme et la structure de la croissance nationale par rapport à ceux de la croissance de ses principaux partenaires du Nord. Le Nord est caractérisé par une croissance plus élevée dans la manufacture à forte valeur ajoutée que dans la manufacture à faible valeur ajoutée, en raison de l'utilisation intensive qui y est faite d'activités R&D. Pour les PED, la croissance n'est pas toujours plus élevée dans l'industrie que dans l'agriculture. Pour certains PED, l'agriculture reste encore le secteur le plus porteur pour la croissance nationale en raison de sa place dominante dans l'économie nationale.

Pour la Chine d'avant la réforme, le développement agricole était un problème majeur pour la croissance nationale. Ce n'est seulement qu'à partir des années 80 que l'agriculture n'est plus la source principale de la croissance chinoise et que la croissance industrielle l'a remplacée. Dans ce contexte et d'après nos analyses, c'est en modifiant la structure de ses exportations, et donc de sa production, en faveur des produits manufacturés que la Chine peut profiter le plus de l'économie des croissances différenciées.

### B.1. Le développement agraire comme base de la spécialisation manufacturée

Selon le modèle développé dans le point II.2.A., la forte croissance des exportations manufacturées de la Chine depuis les années 80 est une des conséquences du développement agricole précédent. En effet, pour une économie importante comme la Chine, la mutation de la spécialisation internationale des matières premières aux produits manufacturés ne peut pas être réalisée sans un véritable développement agricole.

Le développement du secteur traditionnel en général, et plus particulièrement l'agriculture, est une condition préalable pour la croissance industrielle. L'accumulation de richesses nationales, en terme de disponibilité des facteurs classiques (par exemple, le capital physique) et des facteurs de la croissance endogène (par exemple, le

capital humain, le dynamisme des agents), réalisée dans ce secteur dynamise la naissance du secteur industriel. Selon la formule II.3.-5, la croissance nationale positive et constante nécessite une croissance agricole assez importante pendant que l'industrie reste encore à sa première étape. Une industrialisation accélérée artificiellement va diminuer, selon notre modèle, le rythme d'industrialisation à long terme. En effet, les expériences chinoises des années 50/60 ont confirmé qu'une telle anticipation n'est pas un événement positif susceptible de favoriser le processus d'industrialisation (LI J-W et al. 1992).

#### a. Le développement agricole chinois depuis 1949

Le rapport existant entre la croissance agricole et la croissance industrielle en Chine influence directement sa performance commerciale.

##### a.1. L'agriculture, secteur prioritaire (1950-1956)

A cette époque, l'économie chinoise était marquée par la domination agricole. L'agriculture représentait une part plus importante que l'industrie à tout point de vue: 57.7% du revenu national était produit par l'agriculture contre 19,5%, par l'industrie en 1952 (Tab.28).

Comparée aux autres facteurs disponibles, la terre était un facteur dominant pour l'économie chinoise de cette époque, en raison de son abondance, de sa bonne qualité et de son faible coût. La croissance des facteurs de type  $F_c$  était essentiellement le résultat de la réutilisation de la terre ( $dF_c = d(\text{terre}) > 0$ ), pratique tombée en désuétude pendant la guerre civile. La disponibilité du capital était quasiment nulle en 1949. Les agents devaient donc surtout chercher à utiliser le plus intensivement possible la terre afin de maximiser l'utilité des facteurs disponibles. En effet, aucun autre secteur que l'agriculture ne pouvait alors réaliser la production nationale optimale selon les enseignements de la formule II.3.-5.

Le niveau de production agricole dans les années suivant la révolution chinoise (1949) est encore assez faible. La croissance agricole reste la principale source d'accumulation des facteurs de la croissance endogène. Toutes les activités ne pouvaient pas être exercées sans que soient assurées les conditions essentielles de la vie. Par exemple, avec l'amélioration rapide du niveau de vie après 1949, les paysans se sont lancés dans le mouvement d'alphabétisation.

La rationalité économique des agents s'exerçait alors pleinement dans l'agriculture qui connaissait une croissance relative importante. Le capital humain y était mobilisé en alliance avec de nouvelles techniques pour soutenir cette croissance. L'agriculture restait le secteur dominant car les facteurs de la croissance endogène, comme les facteurs classiques, pouvaient encore y être utilisés intensivement. L'agriculture apparaissait donc plus porteuse que l'industrie pour la croissance nationale ( $d(dP/dX)/dX > d(dP/dY)/dY$ ).

Du point de vue de la demande, la situation est identique. Le premier travail, par degré d'urgence, pour le gouvernement communiste était de sortir la population de la famine. Le poids de la nécessité de s'alimenter joint à la faiblesse du niveau de vie faisaient que la demande de produits était essentiellement tournée vers les produits alimentaires. Si on ajoute à cet état de fait la cherté des biens industriels, provoquée entre autre par la rareté du capital physique et de la technologie, on comprend que la demande de produits manufacturés ne pouvait qu'être faible.

De plus, la direction de la politique était très influencée par la classe des paysans pauvres, qui avait participé très activement à la révolution chinoise. Elle était donc plutôt favorable au développement agricole. Ce qui renforça la prépondérance agricole dans la politique économique. La réforme agricole (1952-1953) joua donc un rôle déterminant pour la croissance nationale. Les paysans ne profitèrent pas seulement de la propriété du principal facteur (la terre), mais aussi du prix de monopole des produits agricoles sans concurrence sérieuse des produits industriels.

**Tableau 28. Croissance sectorielle et croissance du revenu national**

Année	Rnat. (%)	Ragricole (%)	Rindustrie (%)	Structure du Rnat.	
				Agriculture	Industrie
1950	-	-	-	-	-
1952	8,0	10,1	9,5	57,7%	19,5%
1957	4,5	3,1	11,6	46,8%	28,3%
1959	10,2	2,8	32,4	47,5%	30,5%
1962	-6,5	4,7	-15,4	48,1%	32,8%
1965	17,0	9,8	27,4	46,2%	36,4%
1970	23,3	5,8	38,7	40,4%	41,0%
1975	8,3	1,9	14,9	37,8%	46,0%
1978	12,3	3,9	17,1	32,8%	49,4%
1980	6,4	-1,8	10,9	36,0%	48,9%
1983	10,0	8,5	9,8	40,6%	45,1%
1984	13,6	13,0	14,9	39,8%	44,5%
1985	13,5	2,7	19,6	35,5%	45,1%
1986	7,7	3,0	9,6	34,6%	45,5%
1987	10,2	4,5	13,0	33,9%	45,8%
1988	11,3	2,2	17,4	32,5%	46,1%
1989	3,7	3,2	6,0	31,9%	47,4%
1990	5,1	7,5	5,5	34,8%	46,0%
1991	7,7	2,3	12,8	31,8%	46,5%
1992	15,4	5,0	21,4	29,2%	49,4%
1993	15,1	4,0	21,9	25,4%	51,7%

(D'après SYOC 1994)

*Rnat.*: croissance du revenu national

*Ragricole*: croissance du revenu agricole

*Rindustrie*: croissance du revenu industriel

L'agriculture était donc la principale source de la croissance nationale. Selon notre modèle, elle était aussi la principale source de la croissance commerciale. En effet, la structure commerciale de la Chine des années 50 confirme cet argument puisque la presque totalité des exportations chinoises étaient constituée par des produits agricoles.

Malgré les difficultés intérieures et extérieures (par exemple, la guerre en Corée), l'économie chinoise était en pleine croissance (Fig.1, Tab.29) en respectant les règles du jeu des forces économiques. La croissance maximisée semblait être atteinte: le revenu national avait doublé en seulement cinq ans (1951-1956) (Tab.28).

#### a.2. Dégradation agricole (1957-1962)

L'importation du modèle soviétique a eu une conséquence directe sur les politiques économiques de la Chine: l'industrie, surtout les industries lourdes, a été préconisée comme secteur prioritaire. Selon notre modèle, c'était une croissance fondée sur l'utilisation des facteurs dont la Chine manquait: le capital physique, la technologie, etc. Ces déficits factoriels correspondaient à une augmentation faible de la production industrielle ( $dY \rightarrow 0$ ). L'accélération artificielle de l'industrialisation, pratiquée en dépit des règles économiques exprimées par la formule II.3.-7 (la croissance optimale est obtenue par le développement du secteur qui utilise le plus intensivement les facteurs les plus disponibles jusqu'à présent), a amené à ne plus considérer la terre comme un facteur déterminant. La question agricole cessa d'être une priorité.

La position artificiellement élevée de l'industrie eut des conséquences très négatives pour la croissance nationale (LI J-W et al., 1992). L'événement le plus significatif était le "Grand Bond en Avant" (1958-1959). Les paysans quittaient leur terre et s'engageaient dans des activités industrielles alors qu'ils ne disposaient ni des connaissances ni des moyens nécessaires. L'utilisation prioritaire du principal facteur productif national: la terre, fut abandonnée. Le résultat fut catastrophique: des millions de personnes moururent de faim dans les années qui suivirent (1960-1962). L'industrialisation "en avance" elle-même fut pratiquement stoppée par la suite. Une croissance négative importante du revenu industriel, jusqu'à -15.4%, fut enregistrée en 1962 (Tab.28).

Sur le plan commercial, la croissance relative artificiellement élevée de l'industrie n'amenait pas de résultats positifs sur la

progression structurelle des exportations chinoises: la structure des exportations restait toujours la même.

### a.3. Retour à l'agriculture (1963-1966)

La nécessité de posséder une agriculture fortement développée pour un pays qui désire réussir son industrialisation a été exprimée par MAO Tsé-Toung lui même:

*« Pour le développement du pays, l'agriculture est la base et l'industrie est le moteur. » (Mao T-T, 1955)*

Quand le moteur était en panne, on retournait à la base. L'agriculture était bien favorisée par le gouvernement de cette époque. La terre retrouva sa place de principal déterminant de l'économie. La politique économique s'orienta vers une meilleure utilisation des ressources dans le cadre d'une décollectivisation relative.

Ce retour en grâce du secteur agricole mobilisa les facteurs disponibles (la terre re-cultivée) et permit l'accumulation des facteurs comme le capital physique et la technologie (par exemple, l'amélioration des conditions de vie des scientifiques et des ingénieurs). Conformément à nos analyses, ce processus à eu pour résultat de favoriser le mouvement d'industrialisation. En effet, une meilleure croissance industrielle fut enregistrée entre 1965 et 1966 (Tab.28).

### a.4. L'équilibre entre l'agriculture et l'industrie (1967-1980)

Les années suivantes furent l'époque de la Révolution Culturelle (1967-1976). Les activités économiques furent complètement perturbées. Mais les tendances favorables à l'industrialisation continuèrent à se faire sentir en prenant pour base l'autosuffisante de l'agriculture. En 1970, la part de l'industrie dans le revenu national arriva, pour la première fois, au même niveau que celle de l'agriculture. Cette étape d'équilibre dura assez longtemps à cause des perturbations politiques, certaines anticipations exagérées ralentirent aussi le processus en essayant de forcer la main au cours des choses.

Avec le développement agricole ( $dX > 0$ ), parfois perturbé mais certainement en progrès, l'accumulation des autres facteurs (L, K, Kh, T...) permit à la Chine de développer son industrie. L'importance de l'agriculture dans l'économie était donc modifiée par son propre développement. La contribution agricole à la croissance nationale se réduisit à cause de son rendement relativement faible. Par exemple, la croissance agricole négative de 1980 (-1,8%) a eu peu de conséquences sur la croissance nationale des années suivantes, ou au moins, beaucoup moins importantes que celles des années 1959-1960. On peut y voir une nette marginalisation du rôle de l'agriculture dans la croissance nationale.

Le dynamisme de la société rencontra un frein à son exercice dans le rendement réduit du secteur agricole et chercha donc à s'installer dans le secteur d'avenir. Ce changement s'est confirmé par un développement rapide des usines de villages, créées par les paysans, comme l'analyse le point I.1.B.. Les relations politiques entre différents groupes était aussi modifiée. Toutes ces évolutions modifièrent le rapport entre les deux secteurs jusqu'au point d'équilibre ( $d(dP/dY)/dY \rightarrow d(dP/dX)/dX$ ) et préparèrent une industrialisation qui soit justifiée économiquement.

#### b. Le développement agricole comme facteur de la transformation de la structure du commerce extérieur de la Chine

La croissance économique, qui est surtout alimentée par la croissance industrielle, est certainement le moteur du commerce extérieur chinois. Comme la Chine s'est très peu engagée avant la réforme dans le commerce mondial, sa diversification structurelle s'est faite dans le but du développement "autocentré" et n'enregistrait pas de résultats significativement importants en termes de commerce extérieur. Jusqu'au début des années 80, les matières premières, notamment le pétrole, occupaient la première place dans ses exportations. Depuis la fin des années 80, la croissance agricole a dynamisé la montée du secteur industriel (voir le chapitre I) et permet à la Chine de profiter de l'économie des croissances différenciées.

En effet, du point de vue de notre modèle, l'événement le plus important pour la mutation de la spécialisation chinoise fut la réforme agricole entre 1978 et 1980. La modernisation de l'industrie chinoise nécessita un développement agricole rapide, qui ne fut réalisé que par la décollectivisation dans l'agriculture. Cette réforme permit aux paysans de mieux utiliser la terre. La productivité de la terre fut rapidement améliorée après la décollectivisation et puis sa progression s'atténua. La Chine fut prête pour le décollage.

Depuis 1981, la Chine s'est engagée dans une industrialisation intensive et l'économie nationale a commencé à décoller. La réforme agricole joua le rôle du moteur dans ces événements.

Après la réforme agricole, la main-d'oeuvre libérée de la terre forma un grand stock de travail disponible. Le capital, accumulé par le développement agricole et par la croissance industrielle soutenue, devint une des principales ressources nationale. Par exemple, l'épargne par habitant passa de 22 ¥ en 1978 à 615 ¥ en 1990 et 1283 ¥ en 1993 (SYOC 1994). C'est l'industrie qui utilisa le plus intensivement ce facteur et les autres facteurs accumulés, comme la technologie, le capital humain etc. alors l'industrie fut mieux positionnée que l'agriculture pour dynamiser la croissance nationale.

L'innovation fut utilisée beaucoup plus intensivement dans l'industrie que dans l'agriculture. Le dynamisme des agents fut poussé par les profits de l'industrie. La mobilisation du capital humain vers l'industrie qui en a résulté a marginalisé l'utilisation de cette ressource dans l'agriculture. Les groupes politiques représentant l'intérêt du secteur industriel devinrent la force politique déterminante et la politique de l'économie nationale s'orienta en faveur de l'industrie. La meilleure utilisation des facteurs accumulables (capital physique, capital humain, l'innovation etc.) et du dynamisme dans l'industrie permit à la Chine de se développer avec une vitesse rapide. La croissance annuelle moyenne du revenu national entre 1983 et 1994 se situe autour de 13%. Celle du revenu industriel à la même époque tourne autour de 14%. Le rapport entre le revenu industriel et le revenu agricole passe de 111% en 1983 à 204% en 1993 (Tab.28).

Le marché de la consommation confirma aussi cette industrialisation accélérée. L'offre nouvelle de produit industriel augmenta fortement alors que la demande de produit agricole perdait son caractère d'impérieuse nécessité. La contrainte budgétaire s'alléga parce que le besoin essentiel de la population était satisfait et que le revenu par habitant augmentait. La demande des biens industriels a pu augmenter jusqu'à un niveau qui soit tel que la simple rentabilité du capital soit dépassée. Le niveau de développement de certaines industries a été suffisant pour qu'elles puissent bénéficier d'économies d'échelle. Plus l'industrie se développa plus elle fut à même de concurrencer l'agriculture en terme de poids économique dans la nation.

Un exemple est donné dans la figure 9. La croissance de la consommation de viande de porc, qui représente le secteur traditionnel, se ralentit depuis 1983, mais celle de téléviseurs couleur, qui représente le secteur industriel, augmente très fortement.

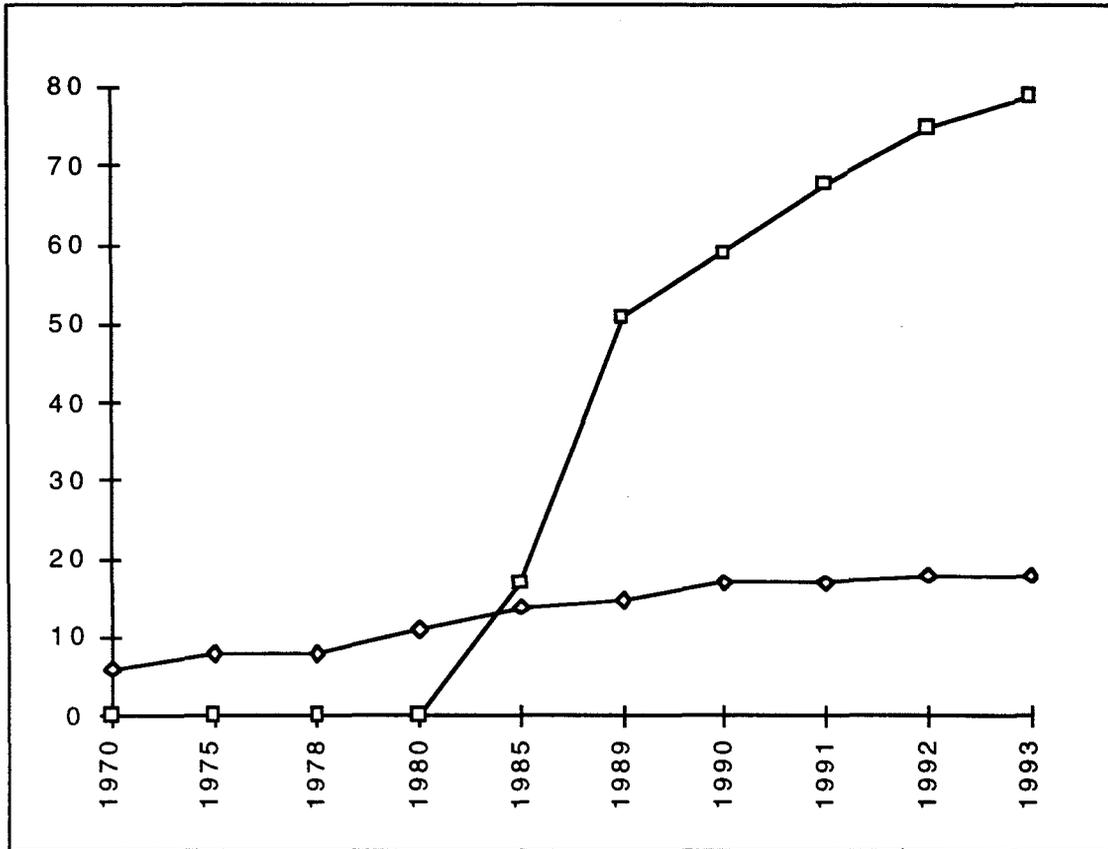


Figure 9. Le changement de la structure de consommation avec l'industrialisation (◇: viande du porc (kg/habitant); □: T.V. en couleur (sets/100 famille)).

*(Source: calcul d'après SYOC 1994)*

Bien que le rôle de l'agriculture dans une économie relativement autosuffisante comme la Chine soit peut-être encore important, par exemple, ne serait-ce que pour occuper la main-d'oeuvre dont l'industrie n'aurait pas besoin, il est cependant bien moins important que celui de l'industrie dans la croissance nationale.

L'agriculture produit peu des facteurs de la croissance endogène (le dynamisme et la technologie), ce qui réduit son rendement sectoriel. Dans les termes de notre modèle précédent, le secteur agricole est devenu un secteur relativement en déclin du point de vue de sa contribution à la croissance nationale. En revanche, puisque l'accumulation de tous les facteurs de la croissance endogène par l'industrie est devenue importante, le rendement sectoriel de cette

dernière la caractérise comme le secteur dominant dans la croissance nationale (Tab.28).

C'est ce contexte qui fait dire que la Chine a pu modifier sa structure commerciale durant les années 80 et la première moitié des années 90, en profitant de l'économie des croissances différenciées entre elle et les PI. La Chine présente une croissance des industries à faible valeur ajoutée relativement plus élevée que celle de l'agriculture et aussi que celle de l'industrie à forte valeur ajoutée. En revanche, cette dernière exerce une contribution sectorielle très élevée dans les PI. Selon notre modèle, la Chine a intérêt à ne pas se spécialiser dans le secteur agricole, mais dans le secteur manufacturé à faible valeur ajoutée. Les résultats commerciaux de la Chine (Tab. 18) semblent confirmer notre modèle.

## B.2. L'avantage commercial de la Chine fondée sur la rapidité de la croissance interne

D'après les résultats de notre modèle, il existe une relation d'interdépendance entre l'évolution de la structure de la croissance nationale et celle des échanges extérieurs. L'industrie est devenue la principale source de la croissance chinoise et parallèlement les produits manufacturés jouent un rôle de premier plan dans le développement de ses exportations. Ainsi le rythme rapide de croissance de la Chine se trouve être à la base d'un avantage commercial pour ce pays par rapport aux autres PED qui, tout en disposant d'une dotation factorielle similaire et tout en suivant une stratégie de spécialisation analogue, connaissent un rythme de croissance moindre.

### a. Performance commerciale de la Chine et dynamisme des agents

La croissance économique chinoise s'est alimentée pour partie avec des facteurs conventionnels. Malgré un revenu par tête encore très bas, le taux d'épargne en Chine est le plus élevé du monde (>30% de PIB). La disponibilité de fonds pour financer le développement du capital qui en résulte autorise l'existence de forts taux d'investissement. A cela s'ajoute l'investissement direct étranger, en

forte progression depuis 1985 (Tab.15). Tous ces facteurs ne suffisent cependant pas pour expliquer le développement économique de la Chine ces dernières années. Pour être complet il faut considérer les choses d'un point de vue plus micro-économique et tenir compte d'un facteur de croissance que nous avons mis en évidence dans le chapitre I: le dynamisme des agents.

Dans cette optique, en observant les performances des quatre dragons sur le marché mondial des produits manufacturés, l'influence du dynamisme a attiré l'attention de certains auteurs. Parmi eux, PORTER a insisté sur le rôle de créateur de richesse du dynamisme, en terme de dynamisation et d'accentuation des avantages concurrentiel à la base du développement des échanges (PORTER M.F. 1989). Mais il traite le dynamisme comme le résultat d'une conjugaison des déterminants des avantages concurrentiels et non comme un facteur indépendant. En effet, même dans le cadre des avantages relatifs, le dynamisme peut et doit être regardé comme un déterminant spécifique du commerce international.

#### a.1. Le dynamisme comme déterminant du commerce

Le chapitre précédent a permis de montrer que le dynamisme des agents constitue un facteur productif à part entière. Sur cette base le mécanisme de création du dynamisme des agents a pu être analysé. Il nous reste à étudier ici les relations qui peuvent exister entre lui et l'évolution de la spécialisation chinoise.

Nous introduirons d'abord le rôle du dynamisme dans le choix de la spécialisation internationale. En effet, en présence de différents types de travail (travail physique, travail qualifié et travail dynamique), la spécialisation peut être appréhendée dans le cadre de la théorie des avantages relatifs.

Si le travail ne comprend que le travail physique, le choix de la spécialisation aura pour critère l'intensité technique,  $k_j$ , en fonction de la dotation des facteurs conventionnels (le rapport entre capital et main-d'oeuvre non-qualifiée). L'optimisation de la structure de production dans le cadre du libre-échange implique une spécialisation

dans les secteurs intensifs en travail pour le pays  $s$  si sa dotation est relativement riche en travail. C'est le cas étudié par le modèle H-O-S.

Si on ne considère que deux facteurs: le capital physique et le travail qualifié, le choix des techniques sera conditionné par le niveau du stock de travail qualifié. Par exemple, un pays industrialisé, comme la Suède, connaît un avantage relatif par sa dotation en capital humain, par rapport à un pays riche par la production du pétrole, comme le Koweït. Avec un niveau similaire de revenu par tête, le premier consacre plus de ressources dans la R&D que le deuxième.

En présence de travail dynamique, le choix de production sera donc modifié selon le niveau du stock de dynamismes des agents de chaque pays, dans la mesure où cet élément intervient dans le calcul d'optimisation de la production.

Supposons que le monde soit constitué, selon la tradition néo-classique, par deux pays  $s$  et  $n$  qui produisent deux biens  $X$  et  $Y$ . Pour simplifier le problème, seulement deux facteurs sont utilisés dans les productions: la main-d'oeuvre ordinaire ( $L_1$ ) et le dynamisme des agents, ou plus concrètement, le travail dynamique ( $L_2$ ). Dans le modèle néo-classique, si les deux pays sont identiques physiquement et donc si  $L_{s1}=L_{n1}$ , il n'y a pas de raison à l'échange international. Ou, pour le dire plus exactement, dans ce cas de figure, l'échange international ne génère pas de gains supplémentaires pour les participants à l'échange relativement à une situation d'autarcie. Au contraire, la présence du dynamisme dans notre modèle introduit une raison susceptible de justifier l'existence d'un commerce international sous les conditions suivantes:

1). Les deux produits requièrent une utilisation différente du dynamisme des agents. Par exemple, nous pouvons supposer que l'intensité avec laquelle le dynamisme est utilisé dans la production du bien  $Y$  est plus importante que celle nécessaire à la production  $X$ , donc que  $f_{L_2Y}=(L_2/L_1)_y > f_{L_2X}=(L_2/L_1)_x$ . La production manufacturée demande plus de dynamisme de la part des agents que la production agricole puisque cette dernière dépend plus des conditions naturelles (la terre, le climat, etc.) que des conditions humaines.

2). Les deux pays ont une dotation différente en dynamisme. Par exemple, nous pouvons supposer que le pays n est mieux doté en dynamisme que le pays s et donc que la disponibilité relative du dynamisme est plus importante pour le pays n que pour le pays s, soit:  $(L_{2n}^{\circ}=(L_2/L_1)_n > L_{2s}^{\circ}=(L_2/L_1)_s)$ . Par exemple, si les deux pays disposent d'une quantité de main-d'oeuvre physique similaire et si les agents du pays n réagissent plus rapidement sur le marché mondial que les agents du pays s, le pays n est favorablement doté en dynamisme.

Si les deux pays échangent, le pays n dispose d'un avantage relatif par rapport au pays s en terme de dynamisme des agents. Celui-ci aura pour effet d'engendrer une augmentation de la production du bien Y dans le pays n jusqu'au niveau où le profit issu de l'exploitation du dynamisme atteint son niveau d'équilibre. Une réduction de la production du bien X sera enregistrée dans ce pays, en supposant que les structures de consommation soient identiques dans les deux pays. Autrement dit, le pays n se spécialisera dans la production du bien Y et le pays s, dans la production du bien X. Dans ce modèle, c'est le dynamisme qui conditionne l'échange international et la spécialisation.

D'après notre analyse de la croissance chinoise dans le cadre de la réforme systémique (Fig.5), la production du dynamisme des agents par la réforme est une des ressources principales de la croissance chinoise. De manière complémentaire, l'analyse développée en termes de croissances différenciées montre que le secteur le plus favorable vers lequel orienter la spécialisation est celui qui contribue le plus à la croissance économique du pays. Il apparaît donc que le dynamisme des agents s'exerce plutôt, ou a tendance à le faire, dans le secteur qui est le plus favorable au développement économique de la nation. Résultat qui explique la coïncidence entre le secteur le plus créateur de valeur ajoutée et le secteur le mieux qualifié pour servir de base à la spécialisation.

#### a.2. Dynamisme et mutation chinoise

Comparée au monde industrialisé des années 70 et 80, la différence d'intensité capitaliste entre la Chine des années 70 et la

Chine des années 80 est négligeable. Selon la théorie néo-classique, la spécialisation de la Chine des années 80 ne serait donc pas significativement différente que celle de la Chine des années 70. Cependant, la Chine a réalisé une mutation en passant de l'ancienne DIT à la nouvelle DIT (Tab. 18). Une des raisons de cette mutation peut être liée à l'augmentation du dynamisme des agents due à la réforme systémique.

En effet, le dynamisme des agents peut être un des facteurs qui conditionnent la différenciation au sein du tiers-monde. Comme l'analyse le chapitre précédent, la forte augmentation du dynamisme des agents est un des résultats les plus remarquables de la réforme chinoise. Du point de vue du principe des avantages relatifs et de l'économie des croissances différenciées, ce résultat doit avoir des conséquences positives sur la mutation de la spécialisation chinoise.

Supposons que le monde à étudier soit constitué de trois économies: le monde industrialisé, noté par  $n$ , la Chine des années 70, notée par  $s_1$ , et la Chine des années 80, notée par  $s_2$ . La production des matières premières est notée par  $X$ , et la production manufacturée, par  $Y$ . Cette dernière demande plus de dynamisme puisqu'elle est caractérisée par les faits suivants: une réaction rapide à l'évolution des caractéristiques du marché, une pression continue de la concurrence poussant à l'amélioration de la technologie, la volonté de compétition, la flexibilité du système productif, une moindre dépendance vis à vis des conditions naturelles relativement à l'agriculture, etc. La production des produits premiers est caractérisée surtout par l'état du stock des ressources naturelles exploitables et par les conditions climatiques.

Imaginons un échange international entre les trois économies. En effet, selon le principe des avantages relatifs, la Chine des années 80 ( $s_2$ ) a plus de chance de se spécialiser plus intensivement que la Chine des années 70 ( $s_1$ ) dans la production manufacturée, puisqu'elle est mieux dotée en dynamisme des agents, et que le dynamisme est utilisé plus intensivement dans la production manufacturée que dans la production des produits premiers.

Nous pouvons comparer de la même manière la Chine des années 80 avec des PED de la même période qui produisent moins de dynamisme des agents. Le stock de dynamisme de l'Inde, par exemple, est moins élevé que celui de la Chine des années 80. Si ces PED sont représentés par  $s_1$  comme la Chine des années 70 dans la discussion précédente, la conclusion reste la même: l'état du stock de dynamisme en Chine depuis la réforme, relativement important comparé à celui de certains autres PED, aura pour effet d'orienter plus nettement la spécialisation du pays vers un choix en faveur de l'industrialisation.

Les résultats des échanges seront inégaux. Le secteur le plus dynamique (la production manufacturée) est aussi celui qui est le plus profitable, faute de quoi la rémunération du dynamisme serait nulle. L'économie  $s_2$  bénéficie donc de son dynamisme et devient de plus en plus riche, comparé à l'économie  $s_1$ . En général, toutes choses égales d'ailleurs, avec le libre-échange le pays le plus dynamique se spécialise partiellement dans le bien le plus profitable. L'économie  $s_2$  bénéficie donc plus des échanges internationaux et devient plus riche en raison de la rémunération plus élevée de la productivité marginale du dynamisme. Ce mécanisme peut expliquer en partie l'écart de performances entre la Chine et certain PED sur le marché mondial. Donc, comparés avec des PED qui disposent de moins de dynamisme, la Chine a intérêt à se spécialiser dans la production manufacturée pour mieux valoriser le dynamisme de ses agents.

#### b. La relation vertueuse entre l'industrialisation chinoise et sa performance commerciale

Notre modèle basé sur l'économie des croissances différenciées permet d'étudier la relation vertueuse qui existe entre l'industrialisation chinoise et sa performance commerciale. La croissance chinoise a pour résultat une modification de sa structure propre en faveur du secteur manufacturé; la forte croissance du secteur manufacturé à faible valeur ajoutée favorise le développement des échanges chinois avec les pays industrialisés, dont la spécialisation n'est pas axée sur ces produits mais sur les produits à forte valeur ajoutée et sur les services; en retour, les performances réalisées dans

le domaine du commerce extérieur exercent des effets d'entraînement sur la croissance économique.

b.1. Rythme de la croissance nationale et rythme de la transformation structurelle du commerce

Avec une croissance annuelle moyenne parmi les plus élevées du monde (Tab.29), la Chine peut modifier rapidement la structure de sa croissance et donc la structure de ses exportations, selon le schéma précédent qui résume les conclusions de notre modèle. Dans ce contexte, la Chine peut jouer à plein la carte de la spécialisation, c'est sans doute une des raisons qui fait que la Chine ne se soit pas trouvée marginalisée dans le commerce mondial. C'est en valorisant la spécificité structurelle de sa croissance que la Chine parvient à accroître sa présence dans le marché mondial alors que nombre de PED y voient leurs positions se dégrader.

Tableau 29. La croissance comparative du PIB par habitant

	1960-1966	1967-1977	1978-1990	1990-1995
Nord	4,0%	3,0%	2,2%	-
Sud	2,5%	4,3%	0,7%	-
Chine	4,5%	2,3%	8,5%	9,5%

(Source, calcul d'après les NU et d'après SYOC 1994)

Selon notre modèle, une croissance élevée et constante nécessite une évolution de la structure de la croissance. La forte croissance chinoise reflète une vitesse rapide de modification structurelle débouchant sur la création de secteurs susceptibles d'utiliser les nouveaux facteurs de la croissance endogène (le capital humain, la technologie et le dynamisme des agents). Selon l'analyse précédente, il n'y a que les secteurs nouveaux qui puissent réaliser cette dynamique.

Ces secteurs sont caractérisés par la formule II.3.-7, c'est à dire à la fois par une utilisation des facteurs accumulables qui soit assez intensive pour que ces secteurs soient nettement "nouveaux et avancés", mais pas trop intensive pour que l'utilisation maximisée des

facteurs déjà disponibles puisse être réalisée. "Pas trop intensive", signifiant ici que les anciens facteurs continuent à être utilisés, soit indépendamment soit en combinaison avec les nouveaux facteurs, et qu'il ne se produit donc pas une ruée sur les nouveaux facteurs qui soit telle que leur prix devienne prohibitif ou que l'hypothèse de plein-emploi des facteurs vienne à être remise en cause. Ce sont donc les industries à faible ou à moyenne valeur ajoutée qui peuvent remplir ces conditions. Ce mouvement est confirmé par la croissance plus rapide de la production manufacturée que celle des matières premières. Ce point se vérifie dans le cas de la Chine (Tab.30).

Durant la période 1979/1993, les taux de croissance annuelle moyens de tous les produits premiers du tableau 30 sont systématiquement inférieurs à celui de la production nationale brute: - 6,6 pour les céréales, 5,6 de moins pour le coton, 3,8 de moins pour le thé, 0,8 de moins pour le sucre, 5,1 de moins pour le charbon, 7,1 de moins pour le pétrole et 2,1 de moins pour l'acier. Ces produits se trouvent donc marginalisés dans la structure de la croissance chinoise. En revanche, les produits manufacturés présentent des pourcentages de croissance supérieurs à celui de la production nationale brute pour la même période: 33,7 de plus pour les réfrigérateurs, 22,1 de plus pour les téléviseurs couleur, 85,7 de plus pour les machines à laver et 46,5 de plus pour les cassettes-vidéos. Ce sont donc les secteurs en pleine expansion.

La comparaison du tableau 30 avec le tableau 18, permet de confirmer les conclusions de notre modèle sur la relation existant entre la mutation de la structure des exportations chinoises et l'évolution de la structure de la croissance nationale. Correspondant à la baisse de la contribution des matières premières à la croissance nationale, la part de ces produits dans les exportations chinoises continue de diminuer passant de plus de 50% pour l'année 1978 à moins de 20% pour l'année 1993. En revanche, les produits manufacturés sont devenus dominants dans les exportations chinoises.

**Tableau 30. Evolution de la croissance sectorielle en Chine**

Produits	Evolution de la production						En moyenne	
	1978	1980	1985	1990	1992	1993	79/93	86/93
a). Croissance nationale du GNP (Gross National Product)								
	100	116,0	188,2	272,6	334,5	378,7	9,3%	9,1%
b). Produits agricoles								
Céréales	100	105,2	124,4	146,4	145,3	149,8	2,7%	2,3%
Coton	100	124,9	191,2	298,1	208,1	172,5	3,7%	-1,3%
Thé	100	113,4	161,2	201,5	209,1	223,9	5,5%	4,2%
c). Matières premières non agricoles								
Sucre	100	113,2	198,6	256,3	365,1	339,6	8,5%	6,9%
Charbon	100	100,3	141,1	174,7	180,5	186,1	4,2%	3,5%
Pétrole	100	101,8	120,0	133,0	136,6	139,6	2,2%	1,9%
Acier	100	116,8	147,2	208,7	254,8	281,8	7,2%	8,5%
d). Produits manufacturés (consommation courante)								
Réfrigé-rateurs	100	175	5173	16520	17326	21311	43,0%	19,4%
TV couleur		100	13596	32279	41544	44868	73,2%	16,1%
Machines à laver		100	3621	2705	2880	3657	95,0%	0,1%
Cassettes- Vidéos		100	1874	4058	4345	4910	55,8%	12,8%

(Source: SYOC, 1994)

### b.2. Rythme de développement industriel et développement des exportations

Selon notre modèle, d'une part, la croissance nationale peut jouer comme un déterminant du commerce international; d'autre part, le commerce international peut amener une croissance internationale bien plus importante aux pays qui échangent, en bénéficiant de l'économie des croissances différenciées (Tab.27). Ceci introduit donc une relation du type cycle vertueux: plus rapide sera le développement industriel, plus importante seront les exportations et plus accélérée sera l'industrialisation. La montée rapide en première place de la Chine dans les échanges de textile-habillement peut être prise comme un exemple qui confirme cette relation (Tab.32).

Tableau 31. Schématisation de la séquence de développement dans l'industrie textile

	Type de production	Caractéristiques des échanges	Types de pays
Stade 1	Tissu et quelques vêtements simples; fibres naturelles et produits de l'artisanat traditionnel.	Production surtout pour le marché intérieur; quelques exportations sur la base de prix faibles. Importateur net de fibres, tissu et vêtements.	Pays les moins développés
Stade 2	Accroissement de la qualité et de la quantité de la production de tissu et de vêtements.	Participation beaucoup plus active aux exportations de tissus, de vêtements et éventuellement de fibres synthétiques.	Pays de l'ASEAN et de l'Europe de l'Est (Corée dans les années 70, Chine dans les années 80)
Stade 3	Sophistication croissante de la production des fibres, tissu et vêtements.	Large participation aux échanges internationaux, avec développement des investissements étrangers. Excédent des échanges.	Chine, Taiwan, Corée du Sud, Hongkong
Stade 4	Accroissement de l'intensité capitaliste, spécialisation plus forte. Différenciation par les marques.	Nécessité de porter une grande attention à la compétitivité. Déficit commercial plus ou moins important.	Japon, Italie, Allemagne, Royaume-Uni, Etats-Unis, France

(D'après RAMSES 95, p 244)

L'industrie textile est composée de plusieurs segments qui ont des caractéristiques techniques et économiques fortement différentes. Il y a une correspondance entre les différentes opérations de production effectuée par un pays, ses caractéristiques économiques

générales et les échanges internationaux du secteur (DICKEN P. 1992). Avec une forte dynamique de croissance, la Chine a réalisé une performance extraordinaire en comblant l'écart qui la séparait des quatre dragons dans cette industrie (Tab. 32).

La forte croissance chinoise reflète une croissance industrielle élevée et cette dernière signifie une progression rapide le long de la séquence du développement industriel. Correspondant à ce mouvement, un phénomène est observé: une augmentation rapide de sa part du marché mondial et une baisse considérable des parts de marché des pays qui se sont spécialisés plus tôt que la Chine dans la même production. Positionnée actuellement sur le même segment dans cette industrie, la Chine concurrence plus directement les NPI. Face à la forte croissance des exportations chinoises d'habillement à cette époque (320%), les pays exploitant le même segment semblent avoir connu une diminution plus marquée de leur part de marché (-29% pour la Corée du Sud, -33,9% pour Hongkong), que celle des pays du segment plus élevé (-9,8 pour Allemagne) (sur tous ces points: Tab.32).

Tableau 32. Evolution du poids des exportateurs de produits de l'habillement et de vêtements

Pays	Part dans l'exportation mondiale de l'habillement (%)		Part dans l'importation de vêtements des pays de l'OCDE (%)		
	1980	1992	1975	1985	1991
Allemagne	7,1	6,4	7,2	5,7	5,4
Belgique/Lux.	-	1,8	4,0	1,6	1,5
Chine	4,0	12,8	1,1	5,1	11,8
Corée du Sud	7,3	5,2	7,3	10,2	6,8
Etats-Unis	3,1	3,2	1,6	0,7	1,4
France	5,7	4,0	8,0	3,8	3,6
Hongkong	11,5	7,6	14,1	14,4	9,2
Inde	1,5	2,4	1,3	1,9	2,4
Indonésie	0,2	2,4	0,0	0,7	1,7
Italie	11,3	9,4	12,5	12,1	10,4
Japon	-	0,5	1,5	1,5	0,4
Pakistan	-	1,1			
Pays-Bas	2,2	2,1			
Portugal	1,6	3,1	1,7	2,5	3,6
Royaume-Uni	4,6	2,8	3,7	3,1	2,6
Thaïlande	0,7	2,9	0,3	1,1	1,9
Turquie	0,3	3,2	0,6	1,7	3,3

(Sources: calculs à partir des données du GATT 1993 et de l'OCDE 1994)

Comme l'analyse le sous-chapitre II.2., la spécialisation n'est pas un état statique, mais plutôt un processus par lequel un pays modifie sans cesse sa structure commerciale, selon le jeu des forces en présence sur le marché mondial et afin d'obtenir le gain d'échange relatif le plus important possible. Le long de la séquence du développement industriel, l'étape représentée par la spécialisation actuelle des NPI peut être considérée comme celle que connaîtra prochainement la Chine. Des éléments avant-coureurs l'indiquent comme l'augmentation relativement forte des exportations de produits

plus sophistiqués que les produits textile-habillement: les téléviseurs, les machines à laver etc....

On peut considérer que la spécialisation actuelle des autres grandes économies des PED, comme l'Inde, le Pakistan etc., sont similaires à celle de la Chine des années 80. C'est la Chine qui est la plus directement menacée par ces nouveaux entrants. Donc, pour bénéficier le plus possible de l'économie des croissances différenciées, il faut que la Chine continue de modifier la structure de ses exportations en faveur d'industries de plus en plus sophistiquées, puisque la contribution de ces dernières à la croissance chinoise devient de plus en plus positive par rapport à la baisse de l'importance des industries à valeur ajoutée moyenne.

En effet, comme montre le tableau 30, ces dernières industries sont déjà passées par l'étape où elles présentent la plus forte croissance. Quand on compare les croissances annuelles moyennes sur la période 1986/1993 avec celles de la période 1979/1993, les différences sont très significatives: 23,6 de moins pour le réfrigérateur, 57,1 de moins pour les téléviseurs couleur, 94,9 de moins pour les machines à laver et 43,0 de moins pour les cassettes-vidéos, alors que la différence entre les taux de croissance des deux périodes pour le produit national brut n'est que de 2%. Cette relative stabilité alliée au ralentissement très marqué de la croissance de la production des biens précédents révèle que la structure de la croissance chinoise connaît une nouvelle évolution.

En résumé, il y a une relation d'interdépendance entre la dynamique d'accumulation des facteurs déterminants l'industrialisation et, donc l'évolution de la structure de la croissance nationale, et la dynamique de la transformation de la structure commerciale de la Chine. Le changement structurel de la croissance économique fondé sur le développement agricole a permis à la Chine des années 80 de bénéficier de l'économie des croissances différenciées industrielles. Cependant, cet avantage risque d'être réduit au regard des modifications récentes de la structure de la croissance de certains PED. De plus, le développement industriel actuel engendre une nouvelle mutation de la structure de la croissance. Tous ces

événements imposent à la Chine de transformer sans cesse la structure de ses échanges extérieurs afin de pouvoir continuer à en tirer des bénéfices pour son industrialisation. Ce mouvement d'adaptation continuelle de la spécialisation constitue le sujet du chapitre suivant.

**CHAPITRE III**

**STRATEGIE D'INDUSTRIALISATION CONCURRENTIELLE**

**DE LA CHINE**

La littérature économique consacrée au choix d'une stratégie d'industrialisation pour un PED, contient un grand nombre de propositions de stratégie, plus ou moins bien adaptées aux situations réelles des PED. Les plus intéressantes de ces recommandations peuvent être regroupées en deux catégories: les stratégies "défensives" et les stratégies d'insertion "parfaite". La première catégorie est liée aux analyses fondées sur l'aspect "dominant/dominé" des relations économiques internationales. Parmi les stratégies proposées par cette analyse on trouve le développement "autocentré" et l'industrialisation par développement d'une industrie de substitution aux importations. La deuxième catégorie se base sur l'aspect de complémentarité parfaite des relations internationales. Les stratégies proposées par cette analyse, par conséquent, consistent essentiellement en l'alternative: soit une stratégie d'exportation de produits de base, soit une stratégie d'exportation de produits manufacturés intensifs en main-d'oeuvre bon marché.

Les relations économiques internationales ne présentent pas seulement ces caractères (l'aspect "dominant/dominé" et l'aspect "complémentaire"). Dans un monde de plus en plus intégré, la structure productive nationale d'un pays n'est pas déterminée uniquement par des facteurs intérieurs mais aussi par des facteurs extérieurs (Banque Mondiale, 1987). La dynamique économique prend sa source dans la compétition internationale, compétition qui adopte à la fois une dimension inter et intra-sectorielle. Dans ce contexte l'industrialisation d'une économie ne peut plus être analysée comme un événement national, il devient nécessaire de tenir compte de la dimension internationale de cet événement.

Les relations internationale se présentent sous l'ensemble de ces aspects: inégalité, complémentarité et concurrence. Cependant, pour différents PED et pour différentes époques, chaque aspect a plus ou moins d'importance. La situation actuelle de la Chine relève plutôt de l'aspect concurrentiel, c'est donc l'aspect retenu ici pour aborder la stratégie d'industrialisation chinoise.

La section III.1. sera consacrée à analyser l'aspect concurrentiel de l'industrialisation de la Chine. Pour y parvenir, nous développerons d'abord dans le point III.1.A. un modèle d'industrialisation concurrentielle en étudiant l'évolution des relations entre le secteur traditionnel et le secteur industriel. Cette étude se réalise à deux niveaux: l'utilisation des facteurs dans la production sectorielle et la contribution sectorielle à la croissance de la production nationale. Les résultats de cette étude sont ensuite appliqués dans le point suivant (III.1.B.) afin d'analyser les stratégies d'industrialisation pratiquées en Chine depuis 1949.

L'acquisition d'avantages concurrentiels pour la Chine dans le secteur manufacturé sera étudiée dans la section III.2. La Chine peut acquérir des avantages concurrentiels dans des industries plus sophistiquées que les actuelles en bénéficiant de l'accumulation des facteurs de la croissance endogène et aussi de la réalisation d'économies d'échelle.

En utilisant les résultats obtenus dans les deux premières sections, nous essayerons d'étudier la relation entre l'industrialisation et la transformation de la spécialisation internationale de la Chine ici à 2010 (III.3).

### SECTION III.1. ASPECT CONCURRENTIEL DE L'INDUSTRIALISATION

L'aspect concurrentiel est un des sujets importants de la littérature portant sur la stratégie commerciale (PORTER M.F. 1993). Mais ses développements concernent plutôt le commerce entre les pays du Nord et peu d'analyses ont été consacrées à l'aspect concurrentiel de l'industrialisation des PED. Par "industrialisation concurrentielle" nous voulons désigner la dynamique de développement industriel qui prend sa source dans la compétition mondiale. Les développements qui suivent ont pour but d'utiliser cette notion pour aborder les relations existant entre le commerce extérieur et l'industrialisation d'un pays.

#### A. MODELE D'INDUSTRIALISATION CONCURRENTIELLE

Fondée sur une relation en termes de complémentarité des économies de dotations factorielles relatives différentes, la théorie néo-classique traite la spécialisation internationale dans le cadre d'un équilibre parfait de l'économie mondiale. Cependant, cette hypothèse d'équilibre mondial parfaitement complémentaire n'est pas adaptée pour traiter d'un processus: l'industrialisation chinoise et la détermination simultanée de sa spécialisation; même si elle peut traiter du résultat de ce processus: la spécialisation effectivement choisie par l'économie. Il semble plus adéquat de vouloir appréhender la détermination de la spécialisation chinoise par l'idée d'industrialisation concurrentielle, telle que nous l'avons présentée plus haut. La démarche sort renforcée de la constatation qui rappelle que la Chine dispose d'une taille économique considérable et que l'effet dynamique des rendements d'échelle doit donc être pris en compte.

L'industrialisation concurrentielle n'est pas un processus dans lequel un PED rentre en concurrence dans tous les secteurs avec les autres PED et les PI. Elle ne signifie qu'une compétition internationale bien localisée dans certaines industries entre le pays en question et le reste du monde. Par l'industrialisation, un PED dispose d'industries concurrentielles sur le marché mondial par lesquelles la croissance

nationale est assurée, comme par exemple, l'industrie de la sidérurgie en Corée du Sud, l'industrie du micro-ordinateur à Taiwan, etc. Autrement dit, l'industrialisation se fait par une spécialisation internationale concurrentielle.

### A.1. Nature concurrentielle de l'industrialisation

Nous développerons ici un modèle afin d'interpréter l'industrialisation concurrentielle. Nous concentrerons notre analyse sur la production afin de simplifier ce modèle.

#### a. L'industrialisation concurrentielle d'une économie fermée

Nous étudierons d'abord la nature concurrentielle de l'industrialisation d'un pays isolé. Economiquement, ce pays est composé par deux économies: l'économie traditionnelle et l'économie industrielle. Donc la relation entre ces deux économies conditionne l'évolution économique du pays. Au début de l'industrialisation, l'économie traditionnelle occupe une place dominante dans l'économie nationale. Avec l'industrialisation, la relation intersectorielle sera modifiée en faveur du secteur industriel.

#### a.1. Relation intersectorielle concurrentielle pendant l'industrialisation

Supposons qu'un pays ne fabrique que deux biens, le produit traditionnel, noté par X, et le produit industriel, noté par Y, et que ces deux produits puissent être considérés comme des biens différenciés de façon verticale. Donc les deux secteurs coexistent dans une économie à la fois interdépendamment et concurrentiellement. La compétition intersectorielle existe sur le marché des facteurs comme sur le marché des biens. Par exemple, un éleveur de chevaux concurrence directement un producteur de voitures quand ce dernier entre sur le marché du transport.

Dans cette économie fermée, le progrès économique national est le résultat de la compétition entre les deux secteurs: le secteur

industriel, le plus sophistiqué, (Y) et le secteur traditionnel, le moins sophistiqué (X). En effet, c'est cette relation intersectorielle concurrentielle qui dynamise les activités du pays et donc assure une croissance nationale soutenue. A long terme, c'est l'augmentation de la part industrielle et donc l'amélioration de la compétitivité du secteur industriel (Y), qui permet à la production nationale de progresser à un niveau plus élevé. Cette figure est assez représentative si le pays en question ne dispose pas d'une ressource naturelle spécifique dont l'abondance soit telle qu'elle joue un rôle déterminant dans l'économie nationale, par exemple, le pétrole dans les pays du Golfe.

L'industrialisation signifie donc une modification de la structure productive en faveur du secteur industriel (Y). D'une part, le développement économique repose sur l'industrialisation qui peut être considérée comme la nouvelle source de la croissance nationale. D'autre part, l'industrialisation présente certains avantages par rapport au développement traditionnel. L'industrialisation permet, entre autre, de bénéficier des économies d'échelle dans la production. L'industrialisation peut donc être interprétée comme une transformation de la relation intersectorielle qui augmente la compétitivité industrielle. Elle est un processus dans lequel le secteur industriel concurrence de mieux en mieux le secteur traditionnel.

#### a.2. Compétitivité d'un secteur

Du point de vue de la production, cette relation concurrentielle s'exprime aussi bien sur le plan statique que sur le plan dynamique.

### a.2.1. Compétitivité statique d'un secteur

D'un point de vue statique, un secteur est plus compétitif s'il utilise plus intensivement les facteurs les plus disponibles et les plus productifs. Par exemple, quand la productivité est si faible que seuls les besoins alimentaires et d'habitation peuvent être assurés par la production nationale, c'est le secteur traditionnel qui est le plus concurrentiel puisque c'est lui qui assure la croissance nationale. Sur le marché des biens, la demande de produits industriels est limitée non seulement par les facteurs de prix mais aussi par la première nécessité des produits traditionnels, comme les céréales, les viandes, etc.

En effet, dans cette situation, le principal facteur disponible est la terre. La reproduction humaine est minimisée. Le capital physique comme le capital humain sont disponibles en quantité négligeable. L'activité nationale doit être concentrée dans le secteur dans lequel la terre peut être utilisée le plus intensivement possible. Aucun autre secteur ne peut être plus concurrentiel que l'agriculture. Même avec une forte volonté de développement industriel, un gouvernement rationnel doit traiter les problèmes agricoles avant les problèmes industriels. C'est le cas dans la plupart des PED et c'était le cas en Chine avant la réforme agricole.

En revanche, pour une économie dans laquelle les facteurs accumulés sont déterminants, la position statique de la compétitivité de chaque secteur est modifiée. Le secteur industriel est devenu plus concurrentiel puisque il utilise plus intensivement ces facteurs. C'est l'industrie (Y) qui absorbe plus intensivement le capital physique (dK) et la technologie (dT) et qui permet l'utilisation optimale des facteurs nationaux. Alors le secteur industriel est plus concurrentiel que le secteur traditionnel. C'est le cas des PI.

### a.2.2. Compétitivité dynamique d'un secteur

La maximisation de la production nationale selon la disponibilité et la productivité marginale des facteurs nationaux n'est qu'un critère

statique pour juger de la compétitivité sectorielle, puisqu'elle fige la situation dans un environnement économique donné en un temps unique. La compétition intersectorielle est aussi une compétition dynamique parce que les relations de tous ces facteurs se modifient avec la croissance de la production nationale. La compétitivité dynamique d'un secteur peut alors être étudiée en utilisant le concept de rendement marginal d'un secteur pour la croissance nationale, qui a été développé dans le point II.3.A..

Dans le modèle développé dans ce point, si le secteur X est à la troisième étape du développement, c'est à dire l'étape d'équilibre où il tourne à plein rendement; et si le secteur Y est à la première étape, celle de "pré-naissance" où le rendement est juste positif; alors le secteur X sera plus concurrentiel que le secteur Y puisque son rendement marginal à la croissance de la production nationale est plus important. C'est le cas quand un PED est encore dans un état de pré-industrialisation.

En revanche, quand du fait de sa propre croissance, l'agriculture devient un secteur à rendements décroissants, et donc à la quatrième étape de son développement, tous les avantages concurrentiels se réunissent dans la production du bien Y: ce dernier devient significativement un secteur à rendements plus importants. Le rapport concurrentiel entre ces deux secteurs est donc modifié avec la croissance nationale. En résumé, un secteur est dynamiquement plus concurrentiel que l'autre si son rendement marginal ou sa contribution à la production nationale est plus importante que celle de l'autre secteur.

#### b. L'industrialisation concurrentielle d'une économie ouverte

Dans une économie ouverte, l'augmentation de la part de l'industrie dans l'économie nationale n'est plus un processus interne et devient plutôt un processus internationalisé. Les relations concurrentielles dans cette économie deviennent plus complexes et ne

comprennent plus seulement les relations intersectorielles au niveau national mais aussi les relations intrasectorielles au niveau international.

### b.1. Relations concurrentielles dans un monde 2X3

Nous étudierons ici l'industrialisation dans un monde de dimension 2X3. Ce monde est composé par deux pays: un pays du Sud (s) et un pays du Nord (n). Trois biens sont fabriqués dans ce monde: un produit très sophistiqué à forte valeur ajoutée (noté par Z, tel l'avion), un produit industriel relativement sophistiqué à moyenne ou faible valeur ajoutée (noté par Y, comme la voiture) et un produit traditionnel (noté par X, exemple: le cheval).

La figure 10 décrit les relations concurrentielles qui s'établissent dans ce monde. Dans cette figure, le signe  $\leftrightarrow$  signifie une compétition. Au moins cinq relations concurrentielles peuvent être observées:

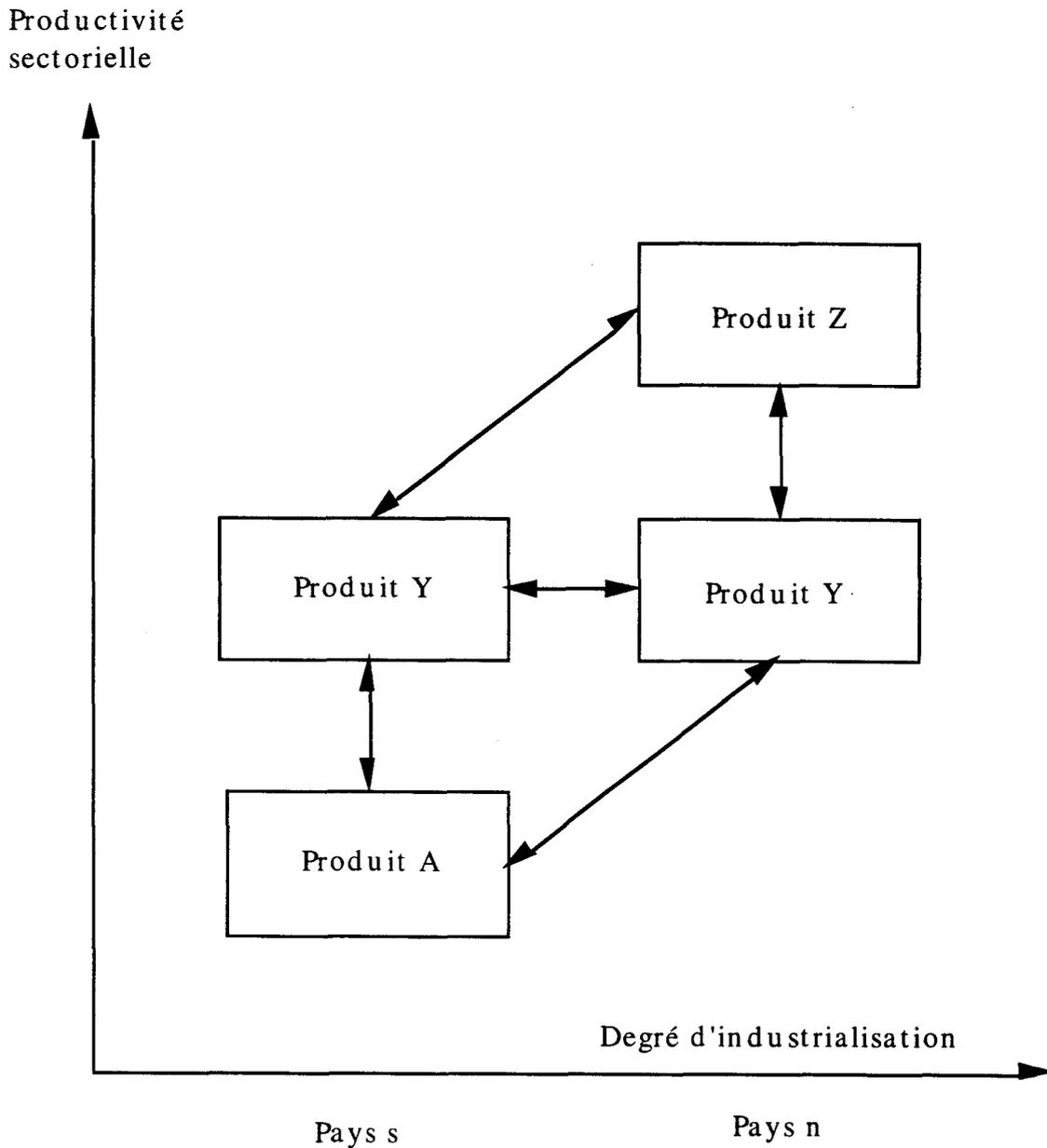
(1). compétition intersectorielle entre les secteurs X et Y dans le pays s ( $X_s \leftrightarrow Y_s$ ), comme par exemple, le choix d'un consommateur entre le cheval et la voiture sur le marché de transport d'un PED;

(2). compétition intersectorielle entre les secteurs Y et Z dans le pays n ( $Y_n \leftrightarrow Z_n$ ), comme le choix d'un touriste Américain entre la voiture Ford et l'avion Boeing pour voyager aux Etats Unis;

(3). compétition intersectorielle entre le secteur Y du pays s et le secteur Z du pays n ( $Y_s \leftrightarrow Z_n$ ), comme par exemple, choix d'un voyageur entre la voiture fabriquée en Chine et l'Airbus pour ses déplacements intérieurs en Chine;

(4). compétition intersectorielle entre le secteur X du pays s et le secteur Y du pays n ( $X_s \leftrightarrow Y_n$ ), comme par exemple, la compétition entre le cheval et la voiture importée en Chine;

Figure 10. Relations concurrentielles entre un pays du Sud et un pays du Nord



(5). compétition intrasectorielle entre le secteur Y du pays s et le secteur Y du pays n ( $Y_s \leftrightarrow Y_n$ ), comme par exemple, la compétition entre la voiture chinoise et la voiture française sur le marché chinois.

Dans tous les cas de figure, la compétitivité statique comme la compétitivité dynamique d'un secteur ont à la fois une dimension nationale et internationale.

## b.2. Compétitivité sectorielle

La compétitivité sectorielle est déterminée par le positionnement du secteur sur le plan national et aussi sur le plan international.

### b.2.1. Compétitivité statique

Les modèles d'inspiration néo-classique rendent compte du processus d'industrialisation d'une nation à partir de l'évolution d'une variable principale: l'égalisation des prix des facteurs de production par l'intermédiaire du commerce international. Au premier plan des facteurs explicatifs du phénomène d'industrialisation figurent donc les déterminants du commerce international, les avantages comparatifs, et l'état de la spécialisation. Il n'y a bien entendu d'explication que du résultat du processus d'industrialisation et non du processus en lui-même. De sorte que l'on voit dans l'histoire générale de l'industrialisation, des nations se situant sur un plan similaire quant aux déterminants de l'échange international, afficher des particularités dans leur industrialisation qui sont difficilement explicables par une approche statique. Il devient donc indispensable de reconnaître que ce type d'approche ne peut que se limiter à analyser le résultat du phénomène d'industrialisation en termes d'adéquation avec la situation initiale du pays et avec l'état actuel du commerce international. Ce sont ces considérations qui nous permettent d'affirmer que du point de vue statique, le secteur compétitif pour un pays est celui qui est le plus à même d'optimiser sur le marché mondial l'utilisation des facteurs disponibles dans ce pays.

Supposons que les deux biens soient fabriqués en utilisant des ressources différentes et que les deux pays disposent de ressources nationales différentes. La compétitivité des différents secteurs jugée à l'aune de l'optimalité de l'utilisation des ressources nationales - il y

optimalité par coïncidence entre l'optimisation de l'utilisation des facteurs de production et la minimisation du prix de revient des produits; cette compétitivité, donc, requiert une assez grande similitude entre la combinaison de facteurs utilisée par l'industrie et la dotation initiale du pays. Par cette affirmation nous ne voulons pas remettre en cause l'hypothèse d'ouverture des frontières ou de mobilité des facteurs, mais rappeler, dans la lignée du paragraphe précédent, que l'analyse statique - en coupe instantanée - de l'industrialisation d'un pays, même si elle est incapable de rendre compte de ce processus, intègre quand même une partie de ses caractéristiques. Notamment le fait qu'il n'y a pas d'abord ouverture des frontières puis industrialisation du pays mais que, la plupart du temps, les deux mouvements sont concomitants. Une partie du développement industriel s'effectue donc sur la base des caractéristiques propres de la nation.

Ainsi le résultat final de l'industrialisation, bien qu'analysé dans un contexte d'ouverture totale, porte néanmoins fortement l'empreinte des conditions initiales du pays en termes de dotation en facteurs. De ce fait aucun pays ne peut être plus concurrentiel qu'un autre dans tous les secteurs de la production. Le secteur de plus grande compétitivité pour un pays est alors celui où il bénéficie d'un avantage comparatif. D'après ce résultat, le pays *s*, qui est mieux doté en main-d'oeuvre, n'est le plus compétitif que dans le secteur à forte intensité en main-d'oeuvre et à faible intensité en R&D (le bien X). En revanche, le pays *n*, qui est mieux doté en capital physique, en capital humain et en technologie, est plus concurrentiel dans la production du bien Y, qui est le plus sophistiqué.

L'exercice principal de la compétition dans un secteur donné sur la scène du marché mondial est donc justifié économiquement par les avantages concurrentiels du pays dans ce secteur. De ce point de vue, la spécialisation internationale néo-classique peut être considérée comme un cas particulier de la spécialisation concurrentielle dans un contexte où  $\mathbf{F}_e = 0$ ,  $\mathbf{F}_c = \{L, K\}$  et où la concurrence est parfaite. Dans ce cas, l'aspect statique de la spécialisation concurrentielle prend une forme identique à celle du modèle H-O-S: les avantages concurrentiels

deviennent des avantages relatifs. Le pays du Sud est mieux doté en main-d'oeuvre, sa main-d'oeuvre physique est donc son principal avantage concurrentiel par rapport au pays du Nord. Ce dernier est mieux doté en capital. L'optimisation de l'utilisation des facteurs pour le pays s concerne la main-d'oeuvre, symétriquement, l'optimisation des facteurs disponibles du pays n concerne le capital. Le pays s est donc plus concurrentiel dans le secteur qui rentabilise sa main-d'oeuvre (le secteur à forte intensité en travail), et le pays n, dans le secteur qui peut optimiser son capital disponible (le secteur à forte intensité en capital).

### b.2.2. Compétitivité dynamique

Sur le plan dynamique, la relation intersectorielle sera examinée sur une période assez longue pour que les influences de cette relation sur la croissance puissent être observées. Par exemple, le Royaume-Uni était mieux doté en capital humain que le Japon il y a 100 ans, mais la situation actuelle est inversée. Par "compétition dynamique" on désigne donc les tendances de l'évolution du poids économique de chaque secteur dans chaque pays, les uns par rapport aux autres.

Pour la compétition intra-sectorielle dans le secteur Y, nous avons deux possibilités:

$$1). d(dP_n/dY_n)/dY_n < 0 \text{ et } d(dP_s/dY_s)/dY_s > 0$$

Dans ce cas, le rendement marginal du secteur Y du pays n est déjà négatif alors que celui du pays s reste positif. Autrement dit, le secteur Y est déjà le secteur en déclin dans le pays n. L'augmentation du poids économique du secteur Z contribue à diminuer la compétitivité du secteur Y non seulement dans son propre pays mais aussi sur le marché international, comme l'indique la figure 10.

Par exemple, quand les industries à forte intensité en main-d'oeuvre des PI concurrencent mal les industries à forte intensité de capital dans les PI durant les années 60/70, elles se délocalisent vers

des pays ayant une bonne dotation en main-d'oeuvre bon marché, comme les quatre dragons. Le déclin du secteur Y par l'augmentation soutenue du secteur Z au Nord favorise donc la compétitivité du secteur Y du Sud.

Cette possibilité de transmission de compétitivité du Nord au Sud constitue un argument en faveur de la stratégie d'industrialisation par promotion des exportations de ces produits manufacturés. Cette stratégie a été pratiquée par les quatre dragons durant les années 60/70 et est préconisée en ce moment par tous les gouvernements des PED.

$$2). d(dP_n/dY_n)/dY_n > 0 \text{ et } d(dP_s/dY_s)/dY_s > 0$$

Dans ce cas, le rendement marginal du secteur Y du pays n peut être supérieur ou inférieur à celui du secteur Y du pays s. Nous n'analyserons que le deuxième cas. Même si le pays s ne dispose pas d'avantage concurrentiel statique dans ce secteur, il peut y posséder un avantage concurrentiel dynamique si les conditions suivantes sont remplies:

1). Le secteur Y est plus proche du déclin dans le pays n que dans le pays s. Donc, les producteurs du bien Y dans le pays n réalisent des profits moins importants que les producteurs du pays s. Ils s'apprêtent donc à quitter la production du bien Y pour le secteur d'avenir, le secteur Z.

2). En revanche, dans le pays s, le secteur Y est le secteur le plus dynamique et donc le secteur d'avenir.

## A.2. Modèle d'industrialisation concurrentielle

L'industrialisation est caractérisée par sa nature concurrentielle à deux niveaux: le niveau national et le niveau international. Au niveau national, la modification de la structure productive en faveur des industries concerne la compétition intersectorielle entre le secteur X

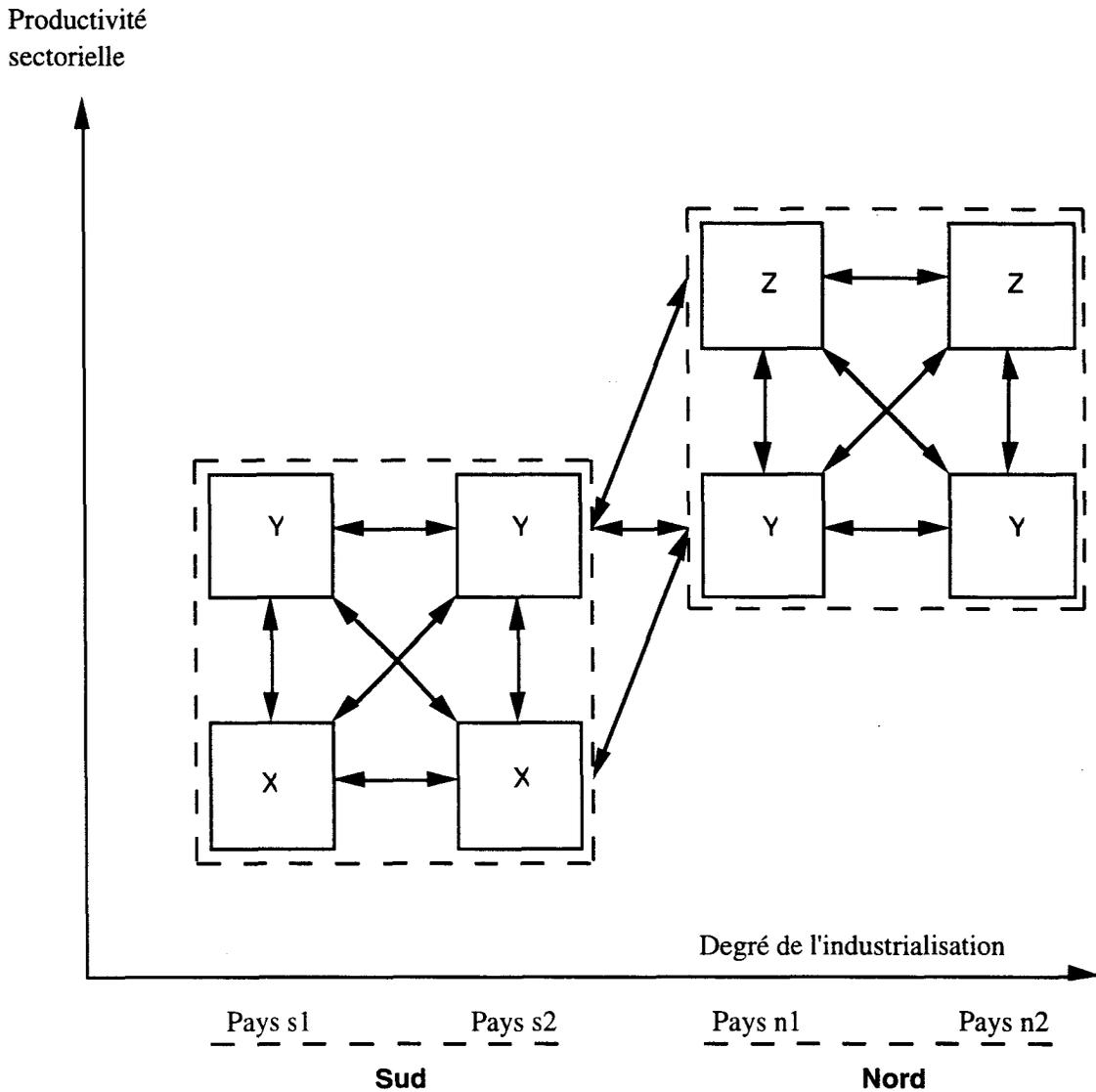
et le secteur Y. Au niveau international, cette modification est conditionnée non seulement par l'état des relations intersectorielles mais aussi par celui des relations intrasectorielles entre le pays en question et le reste du monde.

#### a. Relations internationales concurrentielles

Supposons qu'un monde soit composé par 4 pays (2 pays du Nord:  $n_1$  et  $n_2$ , et 2 pays du Sud:  $s_1$  et  $s_2$ ) et que ce monde produise 3 biens (un produit traditionnel, X, un produit industriel à faible valeur ajoutée, Y et un produit industriel à forte valeur ajoutée, Z). Ce monde est donc caractérisé par trois types de compétition internationale: Nord-Nord, Sud-Sud et Nord-Sud, ainsi que le représente la figure 11, qui est une généralisation de la figure 10.

L'industrialisation dans une économie ouverte est directement liée à la compétition mondiale dans le secteur des industries à faible valeur ajoutée, Y. Ce secteur est le secteur "clé" de l'industrialisation au Sud. En effet, dans la figure 11, il est le secteur le plus capitalistique/technologique pour le Sud mais le moins capitalistique/technologique pour le Nord. Donc les résultats obtenus précédemment peuvent être appliqués directement dans certaines des relations de ce monde (par exemple, la relation intergroupe Nord-Sud).

Figure 11. Relations concurrentielles dans un monde intégré



a.1. La compétition Nord-Nord: l'industrialisation en profitant du déclin de certains PI anciens

La compétition entre deux pays du Nord ( $n_1 \leftrightarrow n_2$ ) est réalisée par des compétitions dans des secteurs dit "modernes". Un pays est plus compétitif, s'il est plus concurrentiel dans des secteurs parmi les plus sophistiqués. Avec la croissance économique globale, le nombre de secteurs sophistiqués gagne en importance, ce qui augmente le nombre de secteurs pour lesquels les PI se concurrencent. Des spécificités apparaissent donc au sein de cet ensemble de pays, ainsi dans le G7

chaque pays a ses propres secteurs pour lesquels sa compétitivité est meilleure qu'elle ne l'est pour les autres (PORTER, M.F., 1993).

La croissance mondiale en général et plus particulièrement, l'industrialisation de certains PED, bénéficient certainement de cette compétition Nord-Nord, qui amène une divergence au sein du Nord.

En effet, cette compétition remet en question la compétitivité de certains PI. Si un PI n'est pas assez compétitif par rapport aux autres dans les industries les plus sophistiquées (le secteur Z), il ne garde que les secteurs moins sophistiqués (le secteur Y). Un pays dans notre modèle n'est qu'un groupe d'industries. Si un PI ne concurrence efficacement les autres PI que dans ces secteurs en "déclin", ce pays lui-même est un pays en "déclin" si on compare les potentialités de sa dotation factorielle initiale et la réalité de la structure de sa croissance.

Selon notre analyse dynamique, il sera mis à mal, même avec les PED, puisque ce déclin favorise la compétitivité de certains PED, qui ont un rendement marginal assez important dans ces secteurs. La compétition Nord-Nord accélère le déclin de certains PI et favorise donc l'industrialisation de certains PED.

Ce résultat peut être confirmé par l'observation empirique. Par exemple, l'Espagne est un PI, qui était beaucoup plus développé que les quatre dragons durant les années 50. Cependant, la concurrence entre l'Espagne et les autres PI ne tournait pas en sa faveur. Lors de l'industrialisation des quatre dragons dans les années 60/70, l'Espagne a même rencontré des problèmes avec ces derniers dans les industries à faible valeur ajoutée. Comme l'économie espagnole était caractérisée par ces industries, les NPI ont fini par la dépasser finalement, notamment en terme de revenu par tête. Ainsi le déclin d'anciens PI du club "industrialisé" dans la compétition Nord-Nord favorise l'entrée d'anciens PED dans ce club.

## a.2. La compétition Sud-Sud: l'industrialisation par la différenciation avec l'ensemble du tiers-monde

Un autre type de compétition intra-groupe est la compétition Sud-Sud ( $s_1 \leftrightarrow s_2$  dans la figure 11). Selon notre modèle, l'industrialisation dans un monde intégré constitue un événement international. Si comme nous l'avons vu plus haut (II.2.A), le gain d'échange relatif pour l'ensemble du Sud est une donnée si les conditions du marché sont données, alors les possibilités de développer une industrialisation pour les PED qui se présentent sur le même segment de marché risquent d'être assez limitées. Pour favoriser son industrialisation, un PED doit être plus concurrentiel que les autres PED sur ce marché afin de bénéficier plus du commerce international.

Même si les PED disposent souvent d'une dotation factorielle relativement similaire, la compétition Sud-Sud amène une diversification au sein du tiers-monde. En effet, l'aspect dynamique de cette compétition est conditionné par le choix de stratégie d'industrialisation. Un comportement passif pour un PED dans le commerce international, comme par exemple, la stratégie de développement "autocentré" ou la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations, réduit ses possibilités de bénéficier de la croissance mondiale. Une mauvaise orientation de l'ouverture, par exemple une stratégie d'exportation basée sur les matières premières, diminue les chances de profiter du déclin des industries les moins sophistiquées dans les PI, alors qu'elles peuvent devenir les industries de pointe - technologiquement et commercialement - des PED.

Par exemple, la plupart des PED se sont engagés moins activement que les quatre dragons dans le commerce international pendant une trentaine d'années (1955-1985). La Chine, l'Inde, le Brésil etc. ont tous délaissé leur chance au profit des dragons malgré une base industrielle plus favorable. La conséquence est là: ce sont les deux dragons (Taiwan et Corée du Sud) qui ont été les plus compétitifs sur le marché mondial des biens à forte intensité en main-d'oeuvre. Ils furent d'autant plus forts que peu de pays les concurrençaient sur ce marché.

C'est peut-être une des raisons qui accélèrent l'industrialisation de ces deux économies.

### a.3. La compétition Nord-Sud: l'industrialisation par la convergence

Selon le modèle classique du commerce international, il n'y a pas de secteur de l'économie qui occupe une place dans le marché mondial qui soit similaire à celle occupée par le secteur Y dans les figures 10 et 11. Sous la détermination du rapport international des productivités, le pays s se spécialise complètement dans le secteur X et le pays n dans le secteur Z. Le commerce Nord-Sud n'est qu'une relation complémentaire.

Dans le modèle néo-classique, la spécialisation n'est que partielle et il est donc possible d'avoir un secteur Y dans l'économie mondiale. C'est à dire que le pays s peut produire des biens qui soient aussi fabriqués par le pays n. Cependant, ce modèle s'intéresse surtout aux relations intersectorielles entre le secteur X et le secteur Z. Les relations intrasectorielles des secteur Y dans ces deux pays ne sont pas prises en considération (modèle H-O-S).

Bien que les relations intrasectorielles des secteurs Y entre ces deux pays soient analysables dans le modèle néo-classique en comparant les dotations factorielles nationales respectives, cette justification ne présente d'intérêts que pour l'aspect statique de la spécialisation concurrentielle et ce n'est pas ce qui nous intéresse ici.

Dans un monde néo-classique, il est difficile d'imaginer la compétition Nord-Sud. La relation Nord-Sud dans ces modèles est plutôt complémentaire. Le pays du Sud est mieux doté en main-d'oeuvre, elle est donc son principal facteur relatif par rapport au pays du Nord. Ce dernier est mieux doté en capital. Le changement du rapport Nord-Sud n'est qu'une conséquence de l'égalisation des prix des facteurs sur le marché mondial. En effet, du point vue de l'aspect dynamique, les positionnements du secteur Y peuvent être très différents pour ces deux pays. Pour le pays n, le secteur Y n'est qu'un

secteur plutôt en "déclin" par rapport au secteur Z. En revanche, ce secteur peut être un secteur "en amont" pour le pays s. Ce dernier peut disposer d'un avantage concurrentiel dynamique par rapport au premier.

Cette analyse est confirmée par l'évolution du rapport Nord-Sud des exportations d'habillement (Tab.32). Le Nord concurrence de moins en moins bien le Sud dans ce secteur. La part du Nord dans les exportations mondiales d'habillement continue de baisser pendant la période 1980/1992: de 7,1% à 6,4% pour l'Allemagne, de 5,7% à 4,0% pour la France, de 11,3% à 9,4% pour l'Italie et de 4,6% à 2,8% pour le Royaume-Uni. En revanche, la part du Sud a augmenté considérablement pendant cette période: de 0,2% à 2,4% pour l'Indonésie, de 0,3% à 3,2% pour la Turquie et de 4,0% à 12,8% pour la Chine.

Dans la relation Chine-Nord, l'aspect concurrentiel du commerce est devenu de plus en plus clair (CABLE V. et FERDINAND P., 1994). Ainsi, le gouvernement japonais a engagé des actions *antidumping* contre plus de 100 sociétés chinoises. Les Etats-Unis et l'Union européenne imposent des quotas sur le textile et des taxes *antidumping* aux importations de Chine.

En plus, dans le cas de la Chine, les phénomènes d'économie d'échelle sont un facteur non négligeable dans la compétition entre la Chine et certains pays du Nord. La possibilité de réaliser des économies d'échelles est certainement un facteur favorable à l'industrialisation chinoise, ils sera analysé dans le prochain sous-chapitre.

Cependant, l'activité commerciale de la Chine risque de se distinguer trop bien: l'augmentation des exportations chinoises de produits manufacturés a, en effet, fortement attiré l'attention de ses partenaires du Nord (V.CABLE et P.FERDINAND, 1994). La Chine est déjà considérée comme le premier exportateur du tiers-monde, si on compte les produits qui transitent par Hongkong. Mais, en réalité, avec environ 100 \$/par habitant d'exportation, la Chine est peut-être un des pays qui a le niveau d'exportation par tête le plus bas au monde. Sur le

marché mondial, ses partenaires ne réagissent pas selon ce faible niveau d'exportation par tête, mais plutôt selon la quantité totale des exportations. Ce qui complique la concurrence entre la Chine et le Nord et devient une difficulté particulière pour la Chine dans son projet de développement des exportations.

Le chômage au Nord constitue un problème de plus en plus sérieux depuis quelque temps. La délocalisation d'industries à forte intensité en travail des PI vers les PED a été considérée comme un des facteurs responsable de cette situation (ARTHUIS J., 1993). Avec le problème de l'emploi, le protectionnisme risque de se développer comme le souligne le rapport ARTHUIS. Le marché des produits à forte intensité en travail sera de plus en plus imparfait. La Chine se trouve donc dans une situation très différente de celle des quatre dragons des années 70/80. Pour ces derniers, la délocalisation de ce type d'industries jouait un rôle majeur dans leur décollage économique par la valorisation optimale de la main-d'oeuvre locale qu'elle réalisait. La Chine peut devenir la première victime du protectionnisme du Nord puisqu'avec sa taille, les quotas par tête pour la Chine seront toujours très limités. Les avantages relatifs fondés sur l'hypothèse de marché parfait risquent d'être d'une ampleur considérablement amoindrie sur ce marché réel de caractère imparfait.

#### b. L'industrialisation concurrentielle

Compte tenu de ce que les théories modernes comme les théories traditionnelles ne prennent que peu en considération l'aspect concurrentiel de l'industrialisation, il nous apparaît nécessaire de développer un nouveau modèle pour analyser les relations entre le commerce et l'industrialisation.

La figure 12 représente un modèle d'industrialisation concurrentielle qui l'inscrit dans une relation cyclique entre la modification de la structure de la croissance nationale et la modification de l'accumulation des facteurs productifs sous la pression des compétitions nationales et internationales.

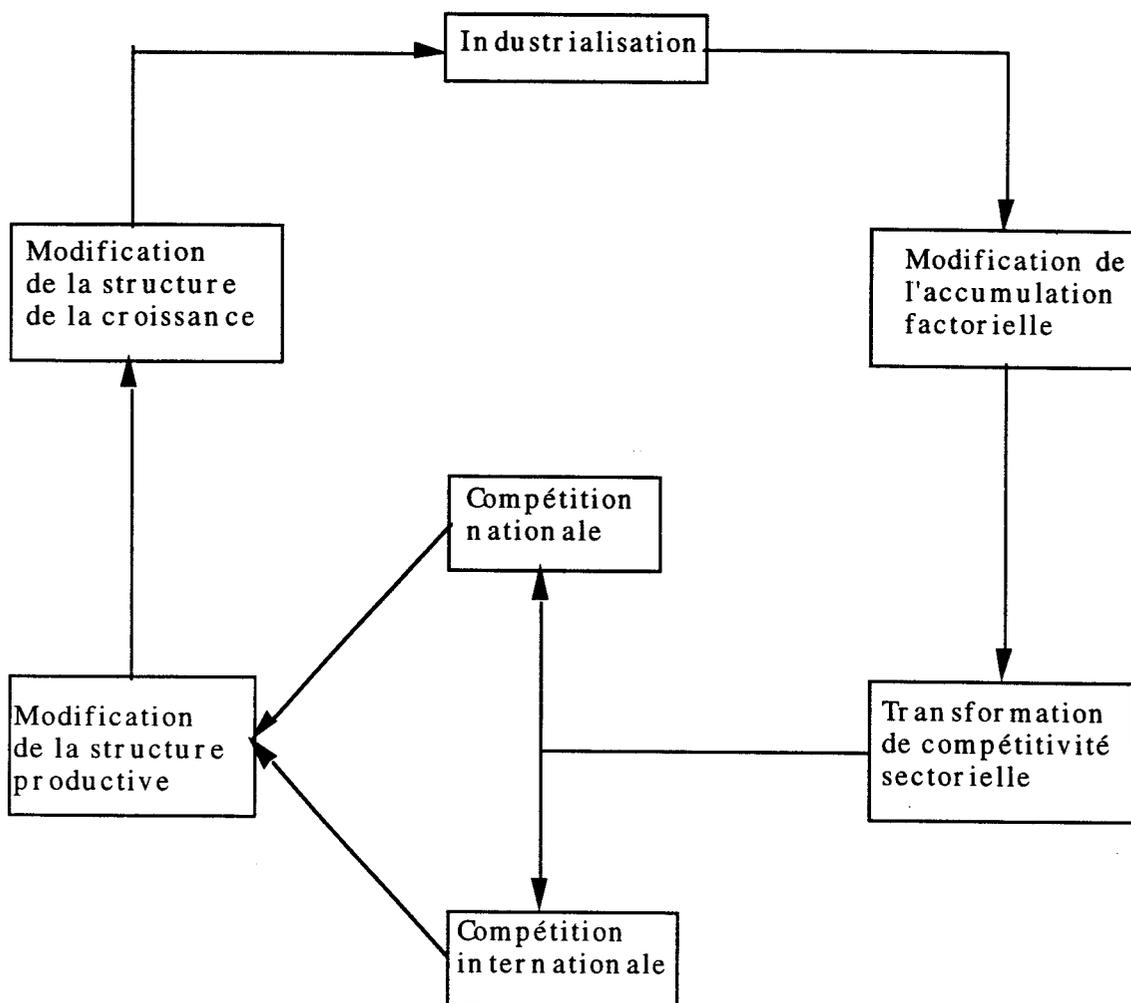


Figure 12. L'industrialisation concurrentielle

Dans ce modèle, la possibilité de l'industrialisation est directement liée à la combinaison entre la croissance à long terme de l'économie nationale et la marginalisation du secteur traditionnel. L'industrialisation est un processus dans lequel la compétitivité de l'industrie (souvent l'industrie relativement classique) vis-à-vis du secteur traditionnel (par exemple, l'agriculture) est rapidement améliorée. Si les conditions économiques, politiques et socioculturelles permettent au secteur Y de prendre l'avantage sur le secteur X, l'industrialisation est réalisée.

Au niveau national, le développement du secteur traditionnel (X) favorise la naissance du secteur industriel (Y), ainsi que nous l'avons analysé dans le point II.3.A.. Si le secteur traditionnel se situe à l'étape trois du développement, l'obtention de la croissance nationale maximisée requiert l'existence d'une croissance industrielle, ainsi le développement agricole est la base de l'industrialisation en cours de la Chine (II.3.B.1). Sous cette condition, le rendement marginal du secteur industriel devient assez élevé pour que ce secteur puisse mieux concurrencer le secteur traditionnel.

Au niveau international, le fait que l'industrie se positionne devant le secteur traditionnel dans l'économie nationale permet à ce pays de mieux concurrencer dans ce secteur les autres PED et certains PI, selon l'analyse précédente.

Les résultats positifs des concurrences nationales et internationales dans le secteur industriel amènent nécessairement une modification de la structure productive en faveur de l'industrie. Dans une période assez longue, celle-ci engendre une modification de la structure de la croissance, où la croissance industrielle occupe une place de plus en plus importante.

L'industrialisation progresse donc par cette croissance industrielle. Cette progression industrielle résulte d'une modification de l'accumulation des facteurs. Par exemple, avec l'industrialisation, l'accumulation du capital physique doit être accélérée en profitant des économies d'échelle. L'industrialisation favorise aussi la formation du capital humain en raison du développement technologique.

Le changement dans la disponibilité des facteurs accumulables (le capital physique, le capital humain, etc.) et aussi le changement dans la mobilisation de ces facteurs au sein de la structure productive ont pour conséquence une transformation de la compétitivité de plus en plus en faveur de l'industrie. Selon notre analyse précédente, celle-ci permet au secteur industriel de concurrencer encore mieux le secteur

traditionnel dans l'économie nationale et même le secteur industriel dans le reste du monde.

L'industrialisation sera donc réalisée en présence des relations concurrentielles.

Ce modèle d'industrialisation concurrentielle sera utilisé pour analyser les stratégies déjà pratiquées en Chine dans le point suivant et les stratégies actuelles d'industrialisation de la Chine dans le sous-chapitre suivant.

## B. Commentaires du point vue de l'industrialisation concurrentielle sur les stratégies d'industrialisation chinoises depuis 1949

Fondées plus ou moins sur les analyses des relations entre commerce et développement, différentes stratégies ont été mises en oeuvre suivant les pays et les époques. La Chine est un des rares pays qui ait pratiqué toutes les stratégies de développement depuis 1949: la pratique exclusive du commerce dans la "grande famille socialiste", le développement "autocentré", l'industrialisation par substitution aux importations (ISI) et l'industrialisation orientée vers l'exportation (IOE). Malgré des pratiques parfois non-volontaristes (par exemple, sous la pression de l'environnement politique international), cette histoire a des influences importantes sur les nouvelles stratégies d'industrialisation, actuellement développées en Chine.

Bien que les stratégies pratiquées en Chine aient été les sujets d'étude d'un grand nombre d'ouvrages (BUCKNALL K.B., 1989), la matière ne semble pas épuisée et nous pouvons étudier ce problème sous un nouvel angle en utilisant notre modèle d'industrialisation concurrentielle.

### B1. Commerce "amical" avec l'ex-U.R.S.S. (1949-1957)

Ce type de commerce est fondé sur une relation politique plutôt que sur des considérations économiques. Malgré des conséquences positives et importantes sur l'économie chinoise, les conséquences politiques sont encore plus importantes. De plus, du point vue du modèle concurrentiel, le commerce « amical » ralentit le développement des capacités du pays d'acquisition à long terme d'avantages concurrentiels.

#### a. Caractères du commerce Sino-Soviétiques

Nous concentrerons notre étude sur ces caractères dans le but de commenter le commerce "amical" en utilisant le cadre fourni par l'analyse de l'industrialisation concurrentielle.

### a.1. Importation massive d'usines soviétiques

L'importation massive d'usines soviétiques présente les caractères suivants:

- Construction d'industries de base (automobile, avion, chimie de base):

L'importation massive d'usines soviétiques (dont 500 grands projets) a accru fortement la production industrielle en Chine. La valeur du produit brut industriel a plus que doublé (229%) entre 1952 et 1959. Cette croissance a surtout été réalisée par des industries lourdes. La valeur du produit brut de l'industrie lourde a, en effet, plus que triplé pendant la même période (331%).

- La région influencée traditionnellement par la Russie (Nord de la Chine) profitait plus de ce commerce que le reste du pays: 50% des importations nationales était réalisé dans cette région alors que seulement 10% de la population nationale y vit.

### a.2. Importation du modèle soviétique d'industrialisation

L'événement le plus important du commerce avec l'URSS réside dans l'importation sans réflexion du modèle soviétique d'industrialisation: une industrialisation planifiée et donc une compétitivité des industries lourdes artificiellement élevée. Cette situation est caractérisée par les faits suivants:

- Relation plutôt politique que commerciale:

Economiquement favorable au développement de la Chine, ce commerce dit "amical", qui dépend fortement des relations politiques entre les deux pays, reste très fragile.

- Industrialisation selon le modèle soviétique:

En plus des machines, la technologie a été importée ainsi que le modèle d'organisation de la production de la consommation et... du système politique.

- Importance des industries lourdes artificiellement élevée:

Durant cette époque, 500 grands projets de coopération Sino-Soviétique ont été programmés. Ces projets concernaient surtout l'industrie lourde, bien que la Chine n'était pas encore sortie de la famine à cette époque ...

#### b. Un commerce sans esprit ni stratégie concurrentielle

Ce commerce est un commerce de nature planifiée. Il manque donc de caractères concurrentiels du point de vue économique. La structure des exportations et des importations se décide sur la table des négociations politiques, mais pas sur le marché. Malgré des résultats très positifs dans la construction des industries de base en Chine, les conséquences économiques négatives, surtout à long terme, semblent l'emporter:

(1). L'utilisation des facteurs n'a pas été justifiée par une compétition réelle et ouverte mais plutôt par les conceptions des fonctionnaires de la planification. Ces dernières peuvent être éloignées de la réalité par le manque d'informations nécessaires ou du fait de leur caractère trop idéologique. L'optimalité dans l'utilisation des facteurs n'a pu être atteinte. Par exemple, comme l'URSS elle-même n'avait développé que peu d'industries dites "légère", il n'y avait pas de déclin de ces industries en URSS. Donc la transmission de la croissance en provenance de l'URSS a été directement orientée vers les industries "lourdes". L'usage de la main-d'oeuvre, un des principaux facteurs productifs chinois, n'a pas été optimisée en l'absence de compétition dans ces industries légères. Donc, la compétitivité statique de la Chine n'a pu être fondée que sur les ressources naturelles. Or l'URSS elle-

même est riche de ces ressources, la Chine n'a donc pu exporter que des produits agricoles.

(2). La compétitivité dynamique planifiée était également éloignée de la réalité. Selon notre modèle concurrentiel, la compétitivité dynamique d'une industrie dans un pays est justifiée par la différence inter et intra-sectorielle des rendements marginaux (Formule I-20). Pour la Chine de l'époque, un nombre très limité d'industries pouvait être construit en respectant la logique de la compétitivité dynamique. Un système industriel complet a cependant été installé en Chine avec l'aide soviétique. Des industries ont fonctionné moins économiquement en Chine qu'en URSS pendant une durée trop longue. De plus, malgré la contribution importante de ces industries à l'économie chinoise, la productivité de ces industries ne s'est pas améliorée significativement, même trente ans après. La Chine a payé très cher sa participation prématurée à la concurrence dynamique dans les industries lourdes.

(3). Du point de vue de la stratégie concurrentielle, un point positif pour la Chine consiste en une aide soviétique plus favorable, comparée à celle allouée aux autres PED. Comme c'était quasiment un commerce de nature politique, la Chine a bénéficié du commerce avec l'URSS plus que les autres PED à cause de sa place stratégique importante.

## B.2. Développement "autocentré" (1958-1977)

Le développement "autocentré" a été fortement critiqué par les économistes libéraux. Selon notre modèle, c'est encore une forme d'engagement dans la compétition internationale, malgré l'isolement de ses activités. Mais c'est une compétition qui ne permet pas de profiter des bénéfices qu'une économie retire normalement de sa participation au commerce international.

## a. Caractères du développement "autocentré"

Le développement "autocentré" présente à la fois des aspects positifs et négatifs pour l'économie chinoise.

### a.1. Construction de l'industrie nationale

Les aspects positifs du développement "autocentré" sont essentiellement les suivants:

- Pas d'autre choix qu'un développement "autocentré":

Les relations politiques avec l'U.R.S.S. et les occidentaux n'ont pas permis un commerce international important (Exportation/PNB < 1% en 1958).

- Amélioration des capacités d'imitation des technologies:

L'investissement dans l'industrie lourde est en augmentation durant la période "autocentrée" (jusqu'à 1977, Tab.2). L'imitation et l'amélioration des techniques soviétiques ont permis à la Chine de développer des industries comme l'automobile, l'aviation...

- Développement régional industriel:

Importante diffusion d'usines installées partout dans le pays.

### a.2. Peu d'efficacité économique

Comme l'indique le tableau 33, le développement "autocentré" n'était pas réalisé sous le critère de l'efficacité économique:

- 50% des investissements était injecté dans l'industrie lourde qui, bien que concentrant la part la plus importante de l'investissement, ne semblait pas être le secteur porteur pour l'économie nationale. En effet le taux de croissance annuel moyen de la

valeur du produit brut industriel est inférieur durant cette période aux taux en vigueur durant les périodes précédentes et futures où l'industrie lourde concentre une moins grande part des investissements.

- Tous les secteurs sont en place mais les entreprises ne sont pas assez grandes pour profiter des rendements d'échelle.

- Surestimation des conséquences possibles du développement des activités industrielles du fait de l'esprit encore trop idéologique du projet politique (un exemple, "le Grand Bond en Avant")

- Diminution considérable des transferts technologiques.

Tableau 33. Part de l'investissement dans les différents secteurs et croissance annuelle de la valeur du produit brut de l'industrie (CAVPBI)

Période	% d'investissement total			CAVPBI
	Agriculture	Industrie légère	Industrie lourde	
1953-1957	7,1%	6,4%	36,2%	24,52%
1958-1977	12,4%	5,1%	50,1%	11,6%
1978-1989	6,2%	7,0%	42,9%	12,6%
1990-1993	3,9%	7,2%	44,1%	19,8%

(Source: SYOC 1994)

CAVPBI: croissance annuelle de la valeur du produit brut industriel

#### b. Une compétition payée cher mais peu profitable

Le développement "autocentré" ne peut pas exploiter les avantages concurrentiels du fait de l'absence de commerce extérieur. Par exemple, les avantages comparatifs chinois fondés sur l'abondance de main-d'oeuvre ont été d'un rendement pratiquement nul pour la Chine durant cette période. La richesse chinoise était alors essentiellement fondée sur ses ressources naturelles. D'après la formule

(I-19), la Chine ne pouvait pas réaliser la production nationale optimale en l'absence d'optimisation de l'utilisation de sa main-d'oeuvre.

La pratique "autocentrée" ne permit pas non plus à la Chine de bénéficier de la transmission de la croissance en provenance du Nord. Le transfert technologique a été pratiquement bloqué. Il n'y avait pas de délocalisation industrielle vers la Chine. Les industries à forte intensité en main-d'oeuvre se sont développées toutes seules en Chine sans profiter du déclin de ces secteurs au Nord.

Fait encore plus grave, la Chine a laissé passer l'occasion de développer son industrie par l'exportation de produits manufacturés à ses rivaux futurs: les quatre dragons. En l'absence de concurrence chinoise (et d'autres concurrences du Sud) sur le marché de ces produits, les quatre dragons se sont placés dans une position bien plus confortable.

Une des choses positives, du point de vue de la stratégie concurrentielle, est l'esprit de compétition qui en résulte. A l'époque, la Chine est complètement isolée et elle ne peut échanger ni avec l'Est ni avec l'Ouest. Même dans cette situation difficile, la Chine cherche à faire le mieux possible. En face d'une situation extrêmement difficile, le patriotisme augmente jusqu'à un niveau tel qu'un dynamisme extraordinaire des agents est produit dans les activités économiques. La Chine essaye même de concurrencer d'une manière "autosuffisante" certaines industries de l'URSS. Cet esprit et cette expérience peuvent encore être utiles dans un monde aussi incertain que le monde actuel.

### B.3. "Ouverture" graduelle (1978-)

La transition en matière de politiques commerciales s'est faite graduellement, comme la transition du système économique. La croissance régulière des exportations totales a confirmé la pertinence des choix réalisés en matière de politique commerciale, choix qui ont permis à l'économie de s'orienter définitivement dans la nouvelle stratégie de développement.

### a. Une ouverture plus avancée pour les exportations que pour les importations

Le changement de la stratégie 'industrialisation menée depuis la réforme de 1978 est également placé sous le signe du "gradualisme" analysé au chapitre I. Cependant, selon FUKASAKU et LECOMTE, la libéralisation et la rationalisation du régime des importations progressent bien moins rapidement que celles du régime des exportations (K. FUKASAKU et H-B. SOLIGNAC LECOMTE, 1995). La Chine est une économie de transition mais aussi une économie en voie de développement. La stratégie de l'"ouverture" graduelle doit donc être re-située dans ce contexte: on peut la considérer comme une coexistence de la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (ISI) et de la stratégie d'industrialisation orientée vers l'exportation (IOE), coexistence dynamiquement en faveur de cette dernière.

La stratégie de l'ISI s'inspire de la théorie des industries dans l'enfance, selon laquelle le développement industriel d'un pays en retard ne peut que se réaliser à l'abri de barrières douanières élevées, et du principe qui énonce que seule l'industrialisation peut lui fournir, grâce aux gains de productivité, la possibilité d'obtenir un taux de croissance élevé. C'est l'argument qu'a invoqué le gouvernement chinois au début des années 70 et qui est notamment à la base du slogan des "quatre modernisations" (l'industrie, l'agriculture, la science/technologie et la défense).

Selon la théorie des industries dans l'enfance, il serait difficile pour les PED de franchir les premières étapes du développement sans un certain degré de protectionnisme. Il est généralement admis maintenant, sur la base de l'histoire économique des sociétés occidentales, que la croissance et le développement exigent un certain degré d'industrialisation. La plupart des pays aujourd'hui développés ont, en effet, pratiqué des politiques protectionnistes au début de leur industrialisation (NEZEYS B., 1990).

Dans le cas de la Chine, non seulement les arguments classiques de l'ISI, mais aussi la transition elle-même la poussent à pratiquer un tel protectionnisme. Comme l'analyse le chapitre I, la réforme des entreprises étatiques et la création rapide d'entreprises non-étatiques sont deux sources importantes de l'industrialisation chinoise. De ce fait il est difficile pour l'Etat de refuser de jouer un rôle de protecteur dans la confrontation de l'économie chinoise naissante avec la concurrence étrangère forte de son expérience de l'économie de marché. En fait, de ce point de vue et si l'on s'interroge sur la viabilité de la réforme, la protection étatique au début de l'internationalisation chinoise peut être considérée comme un passage obligé dans le changement qui mène d'une économie fortement fermée à une économie ouverte.

Donc, le protectionnisme chinois depuis 1978 est déterminé à la fois par le niveau de développement du système économique et du régime commercial et par l'état d'avancement de la transition. Selon FUKASAKU et SOLIGNAC LECOMTE, la Chine reste encore un des pays asiatiques les plus protectionnistes (K. FUKASAKU et H-B. SOLIGNAC LECOMTE, 1995).

Tableau 34. L'évolution du rapport des croissances du PNB et des exportations en Chine

	1980/1991	1992/1994
<i>Croissance annuelle moyenne du PNB</i>	9,4%	12,8%
<i>Croissance annuelle moyenne des exportations</i>	12,9%	17,8%
<i>Croissance annuelle moyenne des importations</i>	13,9%	17,3%

(Source: SYOC 1994)

C'est cette politique d'ouverture" graduelle qui a rapporté les meilleurs résultats pour ses exportations (Tab.34) et par rapport au niveau de l'investissement étranger.

Malgré des résultats commerciaux positifs jusqu'à ce jour (Tab.34), le protectionnisme présente certains désavantages qui pèseront de plus en plus lourds pour l'industrialisation chinoise.

#### b. Critiques du protectionnisme chinois

Le protectionnisme défini par la stratégie de l'ISI a été préconisé par la plupart des gouvernements des PED durant les années 50 à 70 (AHMAD J., 1978). Il peut être très utile pour favoriser la naissance de certaines industries nationales, mais il a des conséquences négatives si il est généralisé et appliqué en tant que stratégie globale d'industrialisation. Les inconvénients de cette stratégie ont été dénoncés par beaucoup d'auteurs (B.NEZEYS, 1990):

- Une spécialisation internationale peu favorable:

L'ISI ne permet pas une utilisation importante de l'utilisation de la main-d'oeuvre chinoise dans l'industrie.

- Utilisation du capital national peu efficace:

Les taux de profit qui étaient artificiellement gonflés pour les entreprises locales ont eu pour conséquences de diminuer leur compétitivité, ce qui rendait encore plus difficile pour elles de respecter les exigences de surproductivité imposées par l'Etat (par exemple, 45% pour l'industrie nationale de la TV).

Selon notre modèle d'industrialisation concurrentielle, un protectionnisme généralisée signifie une compétition internationale passive, limitée et peu justifiée économiquement.

#### b.1. Critiques du protectionnisme chinois selon le modèle de l'industrialisation concurrentielle

Dans les industries, qui ne sont pas encore au stade du déclin au Nord, la compétition n'est pas favorable à la Chine selon la formule I-20.

La Chine ne peut pas être compétitive dans ces industries puisque ses avantages concurrentiels, statiques comme dynamiques, ne peuvent pas être développés dans ces secteurs. La Chine ne pourra être efficace que dans le développement d'une production de substitution aux importations qui ne concerne pas ces produits en provenance du Nord. Si elle désire développer complètement son industrie, il lui faudra aller plus loin que la mise en place d'une industrie de substitution, qui ne peut concerner qu'une partie des importations, et consacrer toutes ses forces dans les industries qui utilisent la main d'oeuvre et sont donc à même de jouir d'une bonne compétitivité.

Du point de vue de la compétition dynamique, c'est le même problème. D'abord, cette stratégie n'a pas pris en considération le rendement relatif des industries à construire. Selon cette stratégie, un pays du Sud peut s'engager sans discernement dans toutes les industries. Le seul problème est de franchir les différentes étapes selon ses propres possibilités financières et technologiques. Dans notre modèle, la construction d'une industrie n'est pas déterminée seulement par l'environnement intérieur mais plutôt par un mécanisme concurrentiel international. Ainsi, la construction d'une industrie à rendement relatif faible, soit:

$$(0 < d(dP_s/dY_s)/dY_s < d(dP_n/dY_n)/dY_n),$$

n'est pas économiquement judicieuse pour le pays s puisqu'elle risque d'amener une dégradation de sa position relative dans l'économie mondiale.

De plus, la protection étatique dans une stratégie d'ISI généralisée est souvent une protection non-dynamique. Elle préconise surtout la mobilisation des facteurs classiques vers le secteur favorisé (par exemple, le capital). Mais elle introduit certains facteurs défavorables à l'utilisation des facteurs de la croissance endogène (par exemple, la bureaucratie, la corruption et l'immobilisme). Le résultat global est le plus souvent une dynamique lente. C'est une autre

dynamique, la dynamique concurrentielle qui pourrait accélérer le déclin du secteur Y dans le pays n et le rendre attractif pour le pays s.

Du point de vue de l'industrialisation concurrentielle, la stratégie de l'ISI est aussi favorable aux autres PED qui pratiquent une autre stratégie plus active dans la compétition internationale, par exemple, les quatre dragons. L'absence volontaire d'une partie des rivaux est toujours quelque chose de positif pour les concurrents dans l'échange international. C'est peut-être un des facteurs ayant permis le succès très rapide de ces derniers au cours des années 60/70.

### b.2. Une ouverture plus accentuée, requise par la plus forte compétition internationale

Bien que la politique de "l'ouverture" ait été annoncée par le gouvernement dès 1978, la Chine reste une économie encore peu ouverte, surtout si on ne regarde pas le volume total des échanges extérieurs mais leur volume par tête. Cependant, l'orientation impulsée vers l'économie ouverte par le gouvernement s'est confirmée depuis 1992 (DENG X.P., 1992).

L'élan de la transition menant de la politique "autocentrée" à une économie ouverte, a été donné par plusieurs facteurs classiques: l'exemple du dynamisme des économies exportatrices des quatre dragons; la pression logique de la libéralisation de l'économie, commerce extérieur compris; et enfin la volonté politique de développer les importations à contenu technologique et gestionnaire. Les effets de la compétition internationale sur l'industrialisation (Fig.12) incitent également à aller dans le sens d'une économie plus ouverte.

En effet, bien que la Chine occupe actuellement une place relativement favorable dans la compétition internationale sur les productions manufacturées à faible valeur ajoutée, fait confirmé par l'augmentation de la part de ses produits sur le marché de l'OCDE depuis une dizaine d'années (Tab. 24), plusieurs risques existent qui

peuvent diminuer la compétitivité chinoise de ces produits. Autrement dit, la compétition internationale, accrue par son engagement en faveur d'une économie de plus en plus ouverte, oblige la Chine à modifier la structure de sa compétitivité. Nous avons analysé dans le point II.2.B. certains points importants de ces risques. De plus, selon notre modèle d'industrialisation concurrentielle, c'est la stratégie des exportations de produits manufacturés à faible valeur ajoutée elle-même qui pose des problèmes particuliers pour la Chine actuelle.

La compétition Sud-Sud a été animée récemment surtout par la convergence des stratégies d'industrialisation de presque tous les PED, qui sont basées sur la promotion des exportations des produits manufacturés à faible valeur ajoutée. Cette stratégie a été préconisée depuis une dizaine d'années par tous les gouvernements des PED. Cette solution commune qui consiste à développer les exportations des produits à forte intensité en main-d'oeuvre est fondée sur l'expérience des quatre dragons. Cependant, l'applicabilité de cette stratégie est remise en question par deux nouveaux événements:

- D'abord, la croissance mondiale en général, et plus particulièrement celle du Nord n'est pas assez forte pour absorber les exportations de tous les PED dans ces produits. Le tiers-monde présente une population 50 fois plus importante que les quatre dragons, qui sont considérés comme l'exemple de la réussite de cette stratégie.

- Deuxièmement, l'entrée de plus en plus active de PED sur le marché mondial des produits manufacturés à faible valeur ajoutée modifie considérablement le rapport Sud-Nord sur le marché mondial en faveur du Nord. Selon l'analyse développée dans le point II.2.A., le gain relatif de l'ensemble du Sud risque d'être amoindri.

Du point de vue de l'industrialisation concurrentielle, la convergence des stratégies d'industrialisation aura pour effet de réduire le pouvoir monopolistique des avantages concurrentiels de l'ensemble des PED qui s'engagent dans l'exportation de produits manufacturés. En revanche, le

pouvoir de monopole des avantages concurrentiels des pays du Nord, qui sont toujours au centre du marché mondial, n'est pas affaibli. Il est même encore renforcé par cette convergence.

Or, la convergence des stratégies d'industrialisation des PED d'aujourd'hui oblige la Chine à concurrencer les autres PED plus activement et peut-être plus durement par rapport aux quatre dragons des années 60/70. Vis-à-vis de cet environnement concurrentiel, la Chine doit s'engager dans une économie plus ouverte ou moins protectionniste. Cet engagement dépend fortement de l'équilibre entre la protection rationnelle (les industries dans l'enfance, l'économie de marché chinoise dans l'enfance et le début de l'internationalisation) et le libre échange rationnel (l'optimisation des ressources nationales et l'industrialisation par la compétition internationale). C'est un équilibre dynamique en faveur du libre échange. En effet, malgré un niveau de protection encore élevé, avec la progression du développement et l'avancement de la réforme économique (par exemple, la décentralisation des politiques commerciales), la Chine a progressé dans la libéralisation du commerce. Par exemple, la taxe réellement perçue, en pourcentage, sur le montant total des importations a décliné sérieusement durant la transition, de 15.3% en 1978 à 4,3% en 1993, ce qui est bien plus bas qu'en Hongrie (10.7% en 1993) et en Pologne (12.9% en 1993) (LEMOINE F., 1996). Dans le futur la Chine réduira le niveau de sa protection et acquerra des avantages concurrentiels dans des secteurs relativement plus sophistiqués afin de se différencier d'avec l'ensemble du tiers-monde et afin de connaître un début de convergence vers les PI.

### III.2. L'INDUSTRIALISATION CHINOISE ET L'ACQUISITION D'AVANTAGES CONCURRENTIELS DANS LE SECTEUR MANUFACTURE A MOYENNE VALEUR AJOUTEE

L'acquisition d'avantages concurrentiels en général, plus particulièrement pour les PI, a été analysée par PORTER dans son livre "Avantages concurrentiels des nations" (PORTER M.F. 1993). Nous analyserons cette acquisition en Chine en utilisant le modèle développé dans le sous-chapitre précédent. Selon ce modèle, l'industrialisation est un processus d'acquisition d'avantages concurrentiels dans certaines industries qui ne sont pas les plus sophistiqués mais sont assez capitalistiques et technologiques (le secteur à moyenne valeur ajoutée) pour permettre au pays de réaliser une croissance industrielle forte et soutenue. C'est la concurrence dans ces industries, qui peut à la fois différencier la Chine avec l'ensemble du tiers-monde et rendre possible sa convergence avec le monde industrialisé.

Ce secteur à moyenne valeur ajoutée semble être le secteur principal capable de soutenir la forte croissance nationale chinoise d'avenir. D'abord, ce secteur est le plus important dans la structure industrielle du nord comme du sud. Ensuite, il est l'unique secteur qui puisse utiliser le mieux possible les facteurs disponibles actuellement en Chine. L'ensemble de ces éléments doit permettre à la Chine d'acquérir des avantages concurrentiels dans ce secteur plus capitalistique et plus technologique, comme par exemple, l'industrie des machines de transport, l'industrie des télécommunications, l'industrie électronique, l'industrie sidérurgique et l'industrie navale, etc., qui sont classées dans le secteur des exportations "Équipement".

L'industrialisation de la Chine dans le cadre de la mondialisation économique est donc une spécialisation concurrentielle dans des industries "sélectionnées". La sélection de ces industries est fondée sur la capacité d'acquisition d'avantages concurrentiels de la Chine dans ces secteurs, comparée aux autres PED et à certains PI. La stratégie d'industrialisation doit refléter la réalisation et la création de ces avantages, qui définissent la structure productive du pays.

L'industrialisation de la Chine est donc un processus de transformation de la structure productive actuelle en une structure productive plus capitaliste et plus technologique, dite "moderne". Du point de vue commercial, celle-ci signifie une transformation de la structure des exportations et des importations.

## A. ACQUISITION D'AVANTAGES CONCURRENTIELS ET FACTEURS A RENDEMENT CROISSANT

Selon les analyses précédentes, l'industrialisation chinoise est un processus par lequel des avantages concurrentiels nationaux sont développés dans des secteurs susceptibles d'accroître la part relative du revenu national dans l'économie mondiale. L'exploitation des facteurs productifs joue un rôle essentiel dans ce processus. Nous analyserons dans ce point certains des facteurs qui sont souvent présentés comme les "déterminants" du commerce extérieurs. Ces déterminants seront analysés dans le cadre concurrentiel développé dans le sous-chapitre précédent.

Ces facteurs ont déjà été étudiés par un grand nombre de chercheurs dans la théorie du commerce ou dans la théorie de la croissance. Dans la théorie néo-classique du commerce, c'est la différence dans les dotations en facteurs à rendement marginal décroissant (la main-d'oeuvre, le capital physique, etc.) qui détermine la spécialisation internationale et donc le processus d'industrialisation.

Des théories "modernes" du commerce international consacrent leurs analyses à d'autres facteurs comme les économies d'échelle, la différenciation des produits et la politique commerciale. Dans la théorie de la croissance endogène, ce sont les facteurs de la croissance endogène (le capital humain et la technologie) qui caractérisent le développement du commerce à long terme. Nous analyserons ces facteurs en respectant les résultats de ces théories, mais nous mettrons l'accent sur la nature concurrentielle du commerce. Dans tous les cas, les stratégies commerciales ne peuvent être fondées que sur la dynamique du rapport de toutes ces forces.

### A.1. Capital humain en Chine à et industries plus sophistiquées

L'expérience des "quatre dragons": Hongkong, Corée du sud, Singapour et Taiwan dans le commerce international et dans leur industrialisation a attiré l'attention des économistes de la théorie de la

croissance endogène. ROMER et WEIL établissent une relation entre le taux de croissance, le PIB par tête et le capital humain. Selon leur analyse empirique réalisée sur un échantillon de 98 pays pour la période 1960-1985, le capital humain aurait la même importance que le capital physique.

#### a. Le capital humain en Chine

Les expériences des quatre dragons ont montré qu'une croissance élevée peut être réalisée sur une longue période pendant l'industrialisation. La Chine, depuis 1978, a suivi dans son rythme et sa durée, le même schéma avec un taux de croissance autour de 10% en moyenne par an. Selon la théorie de la croissance endogène, le progrès technologique joue un rôle essentiel dans ce type de croissance. Une forte croissance à long terme ne peut être réalisée qu'en maîtrisant des facteurs déterminants du progrès technologique. Ce dernier est mis en oeuvre sous la forme d'accumulation de connaissances et de leur diffusion. Donc, la production et le stockage du capital humain sont des facteurs essentiels pour le commerce international et aussi pour l'industrialisation concurrentielle. Par exemple, l'éducation anticipée a été considérée comme une des circonstances favorables à l'industrialisation des quatre dragons.

#### a.1. Le capital humain en tant que déterminant du commerce extérieur

Le transfert technologique a été perçu comme l'effet le plus positif du commerce Nord-Sud. Mais le transfert doit être adapté aux conditions locales. Parmi ces conditions, les plus importantes sont la stratégie de développement, le capital humain local et la technologie existante. Selon le modèle de ROMER (ROMER P. 1990b), le capital humain est utilisé dans la production de technologie. Une augmentation du stock de capital humain conduira à une accélération de la croissance due à une augmentation de la R&D. En plus, une variation du stock de capital humain ou de celui de main-d'oeuvre non qualifiée peut aussi, par des effets de substitution, avoir un impact indirect sur la croissance économique.

Selon un modèle de LUCAS, ces spécialisations initiales ont tendance à se renforcer à la suite des effets d'apprentissage technologique (LUCAS R. 1988). Cet argument est fondé sur l'hypothèse selon laquelle le capital humain est spécifique à la production de chaque bien et donc non transférable. L'échange international amène chaque pays à se spécialiser dans la production du bien pour lequel son allocation initiale de capital humain l'avantage. Les mécanismes d'apprentissage renforcent l'avantage initial et tendent à figer les spécialisations. Selon ce modèle, l'accumulation de capital physique en présence de rendements croissants sera plus dynamique par le libre-échange au Nord qu'au Sud, à l'inverse des prévisions du modèle néo-classique. De plus, du fait de l'externalité inhérente au capital humain, un travailleur qualifié sera plus productif et donc mieux rémunéré au Nord, car le Nord est déjà fortement doté en capital humain.

Une conclusion similaire est obtenue dans un modèle de croissance endogène, proposé par YOUNG (YOUNG A. 1991). Selon lui, l'échange international amène un pays développé à se spécialiser dans les biens qui possèdent un plus fort potentiel d'amélioration de la productivité due aux effets d'apprentissage. En revanche, le pays moins développé doit se spécialiser dans les biens qui possèdent un potentiel d'amélioration de productivité inférieur. L'ouverture peut alors provoquer une baisse du rythme de croissance du pays le moins développé, bien que les effets produits par l'allocation des ressources permettent une hausse du niveau d'utilité des consommateurs dans chacun des pays.

Ces arguments ont été confirmés par l'écart technologique accru entre les PI et l'ensemble du tiers-monde. Mais au sein du tiers-monde, la situation est très divergente. Certains PED, comme les quatre dragons, ont comblé partiellement leurs retards technologiques. Les politiques de développement suivies apparaissent comme un facteur majeur du développement et de l'industrialisation dans ce contexte.

## a.2.: L'avance du capital humain de la Chine sur son développement économique

Il est difficile de mesurer le capital humain puisque sa valeur ne peut pas être déterminée selon une règle unique. Les différents niveaux de développement demandent des qualités humaines différentes. Mais des indicateurs existent cependant. Le niveau d'éducation a été pris par nombre d'auteurs comme le principal indicateur. Cependant, les formes prises par la formation dans les PED, et donc son influence sur les qualités humaines sont très différentes. L'importance des formations informelles est souvent très importante. Ainsi nous utiliserons dans la suite de l'analyse, l'Indicateur de Développement Humain, développé par le PNUD et qui est plus large que le simple niveau de diplôme, comme indicateur du capital humain.

La production du capital humain est considérée de la même manière que celle d'un bien public. Dans les anciennes économies planifiées, cette production a bénéficié d'un système qui ne produit que les biens publics. Le coût de la production n'a pas été pris en compte. Sous l'ancien système planifié, la Chine avait bien développé son système d'éducation dans des conditions économiques très difficiles (par exemple, le mouvement massif d'alphabétisation des années 50). Ce système d'éducation lui a permis d'avoir un niveau moyen supérieur à celui de beaucoup d'autre PED de revenu similaire. Mais ce résultat était considéré comme un succès politique plutôt qu'un progrès économique dans l'ancien système du plan. La valorisation de la main-d'oeuvre qualifiée sur le marché ne s'est amorcée que depuis 1978, ce qui a permis à la Chine d'utiliser mieux sa capacité technologique et de développer considérablement l'éducation nationale vers la technologie. Ce potentiel en capital humain est de nature à favoriser la Chine dans la croissance à long terme.

Après la réforme, la production du capital humain a été partiellement "privatisée". Cela se traduit par une augmentation du budget familial d'éducation (de 1% à 5%) et une réduction du rapport entre la croissance du budget d'éducation publique et celle de

l'économie nationale (de 100% à 70%). L'efficacité de la production du capital humain peut être améliorée par cette privatisation encore modérée. Comme le capital humain est utilisé individuellement dans la production il ne peut pas être un produit homogène.

Enfin, la Chine a pratiqué, depuis une quarantaine années, une idée très philosophique: la société elle-même est l'université la plus efficace. L'éducation "informelle" est bien développée et ce de différentes manières. Donc, quand on évalue le capital humain en Chine, il faut faire attention à ne pas considérer exclusivement les chiffres statistiques. La capacité de production en capital humain de la Chine est plus élevée que celle mesurée par le calcul basé sur le nombre d'école et d'université. Le système chinois est si différent qu'une comparaison des chiffres statistiques entre pays donne des résultats difficiles à interpréter. Par exemple pour le revenu par habitant, une différence très importante est observée quand on calcule ce revenu en dollars américains courants et en pouvoir d'achat. Dans tous les cas, la croissance économique elle-même dynamise la production du capital humain et la dynamique de la production du capital humain est déterminée par la dynamique de cette croissance.

#### b. Comparaison par rapport aux autres PED

La Chine est bien sûr un pays en développement, mais elle est relativement riche en capital humain, comparée à la plupart des autres PED. En effet, elle a bénéficié de l'ancien système planifié, qui n'était pas assez efficace pour le développement économique mais assez pour une éducation de masse. Cela se traduit par une place de l'indicateur du développement humain (IDH) beaucoup plus élevée que celle du revenu par tête en dollars courants (Tab.35). Ce phénomène est aussi observé dans tous les ex-pays socialistes.

La Chine affiche un bien meilleur résultat en matière de développement humain qu'en matière de revenu (Tab.35). Elle est placée à la 79<sup>ième</sup> place dans le monde selon l'IDH, mais elle n'est placée qu'à la 130<sup>ième</sup> pour le revenu par tête en dollars courants en 1989,

selon le rapport sur le développement humain 1992 du PNUD. Avec une différence de classement entre le revenu et le développement humain la plus grande du monde (51), la Chine dispose d'un potentiel en capital humain très important pour sa croissance économique.

Une comparaison entre la Chine et l'Inde peut être effectuée à partir du tableau 35. Bien que la Chine soit placée dans la même catégorie que l'Inde pour le revenu par tête en dollars courants, les autres indicateurs de développement de la Chine sont très différents de ceux de l'Inde. Les stocks respectifs de capital humain des deux pays sont très différents tels qu'ils sont reflétés par l'IDH: le rang de classement chinois est supérieur de 20 points à celui de l'Inde.

Tableau 35. Comparaison du potentiel en capital humain selon le PNB par habitant et l'IDH

<i>PED</i>	<i>PNB par hab.</i> \$	<i>Rang IDH</i>	<i>Rang PNB</i> <i>-Rang IDH</i> **	<i>PNB réel</i> <i>par hab.</i> \$
<i>Hongkong</i>	10350	24	2	15180
<i>Corée du sud</i>	4440	34	5	6117
<i>Mexique</i>	2010	46	15	5691
<i>Malaisie</i>	2160	51	9	5649
<i>Emirats Arabes Unis</i>	18430	57	-45	23798
<i>Brésil</i>	2540	59	-5	4951
<i>Arabie Saoudite</i>	6020	67	-34	10330
<i>Thaïlande</i>	1220	69	10	3569
<i>Chine</i>	350	79	51	2656
<i>Algérie</i>	2230	95	-37	
<i>Indonésie</i>	450	98	14	2034
<i>Inde</i>	340	121	11	910
<i>Côte d'ivoire</i>	790	123	-23	1381
<i>Niger</i>	290	156	-19	634

\*: un chiffre positif indique que le rang de l'IDH est plus élevé que le rang du PNB par habitant. Un chiffre négatif indique l'inverse (Calcul d'après le rapport sur le développement humain 1992, PNUD)

En résumé, la Chine dispose d'un capital humain bien plus élevé que son niveau économique, si ce dernier est exprimé en revenu par tête. Mais ce potentiel en capital humain n'est pas encore bien utilisé dans sa production nationale. Avec la transition du système économique, ce capital humain permettra à la Chine de s'engager plus activement dans le transfert technologique et donc de modifier plus profondément la structure de ses exportations.

Ce capital humain potentiel ne sera mieux utilisé que dans les industries plus technologiques mais pas encore trop sophistiquées pour la Chine. Selon le modèle d'industrialisation concurrentielle, l'état actuel du capital humain est suffisant par rapport au niveau de développement économique atteint pour permettre à la Chine d'être plus compétitive dans ces industries

#### A.2. Transfert technologique de la Chine: une meilleure adaptation

Même s'il n'est pas unanime, le monde paraît dans ces dernières années approuver l'objectif géopolitique annoncé dès 1978 par le gouvernement chinois: faire de la Chine, d'ici à 2010 ou 2030, une grande puissance moderne équivalente non seulement au Japon, mais aussi à l'Europe. La Chine cherche donc à se doter rapidement de tous les moyens et instruments qui lui permettront, à terme, d'égaliser les pays dits avancés.

Cette stratégie de croissance et de puissance est aussi soutenue par son système économique. La Chine a réussi au cours de ces dernières années à exercer des changements importants dans son système économique qui lui permettent d'orienter sa croissance et sa restructuration industrielle vers le marché. Mais le pouvoir économique, qui restera encore relativement centralisé, peut toujours utiliser des méthodes planifiées pour encourager les secteurs stratégiques, par exemple, en facilitant le transfert des technologies jugées indispensables.

De plus, le stock relativement élevé en capital humain, par rapport à l'ensemble du tiers-monde permet à la Chine de s'adapter potentiellement mieux au transfert technologique venant des PI. Ce transfert devrait aussi mieux faire fonctionner la lourde structure existante, qui dispose d'un niveau technologique très diversifié et qui a été payée très cher par la Chine pendant 40 années. L'expérience du transfert technologique favorisera aussi le développement des industries plus sophistiquées.

#### a. Choix des technologies à accueillir

Le choix des techniques à transférer aux PED a fait l'objet de débats entre les économistes du développement. Les technologies intermédiaires ou appropriées sont recommandées par la plupart des auteurs: ces techniques ont l'intérêt d'apparaître peu coûteuses aux PED, évitant les difficultés de maîtrise de technologies sophistiquées. En revanche, ce choix a été critiqué par d'autres économistes comme par exemple EMMANUEL (EMMANUEL A. 1982) et HIRSCHMAN (HIRSCHMAN A.O. 1958). Selon EMMANUEL, les technologies soit-disant "appropriées" aux PED ont en fait un caractère appauvri: elles figent et reproduisent le sous-développement.

Dans tous les cas, ce débat est conditionné par la conception d'un tiers-monde de niveau économique bas et homogène face à l'adoption technologique. Pour une économie non homogène, le choix peut être différent. Un PED comme la Chine peut s'adapter aux techniques intermédiaires comme aux techniques avancées.

Selon le deuxième modèle de croissance endogène de ROMER, c'est la quantité d'individu porteur d'un fort capital humain et non leur part dans la population qui est l'élément le plus susceptible de mesurer la contribution de ce facteur à la croissance (ROMER P. 1990b). Donc le nombre élevé de travailleurs qualifiés en Chine peut lui permettre de s'adapter à ces techniques qui ne sont pas adaptables dans les "petits pays" qui présentent un taux de diplôme universitaire pourtant similaire à celui de la Chine.

En effet, l'adaptation locale au transfert technologique demande une quantité importante de main-d'oeuvre qualifiée dans la population. La Chine a pu réaliser sa première explosion nucléaire en 1964 alors que le taux de diplôme universitaire était très faible à cette époque. Ce sont quelques centaines de scientifiques, qui avaient étudiés en Occident ou en URSS, qui jouaient le rôle déterminant dans le transfert des techniques nucléaires. Donc, malgré son faible pourcentage d'universitaires (1,5% de la population a un diplôme universitaire) comparé aux PI, la Chine dispose d'une quantité de main-d'oeuvre qualifiée très importante (18,8 millions d'ingénieurs, de techniciens...), qui est beaucoup plus forte que dans certains autres PED. De plus, le salaire du travail qualifié chinois reste très bon marché avec un niveau au moins dix fois moins cher que dans les NPI.

#### b. L'expérience du transfert technologique

Bien que la Chine reste un pays en développement, elle dispose déjà d'industries technologiques comme l'industrie spatiale, l'industrie nucléaire etc. Cette expérience de construction de secteurs très technologiques dans des conditions extrêmement difficiles économiquement et politiquement, a favorisé sa disposition à profiter du transfert technologique.

La Chine ne profite pas seulement de ses propres expériences mais peut aussi profiter des expériences des quatre dragons. Une des expériences de ces derniers est de subventionner le transfert technologique. Et c'est ce que fait la Chine puisque les politiques de subventions au transfert technologique en faveur du sud du pays sont très importantes, pour que la divergence technologique, et donc l'écart de croissance économique, ne s'aggrave pas.

Selon GROSSMAN et HELPMAN (GROSSMAN G. et HELPMAN E. 1990), ces politiques exercent un effet sur les flux internationaux. Une subvention à la recherche dans le Nord augmente le montant des ressources consacrées à cette activité et donc la probabilité d'innover.

Cela exerce un effet négatif sur l'activité d'imitation au Sud. Si la subvention s'applique à la recherche du Sud, elle favorise l'imitation et augmente donc le nombre de produits copiés. Cela diminue le taux de croissance mondial, qui dépend de l'innovation accomplie dans le Nord, et introduit un certain niveau de convergence Nord-Sud. Depuis 1982, des technopoles ont été créées partout en Chine. Des industries intensives en technologie et en capital y sont installées pour profiter de subventions sous différentes formes: réduction des taxes, bas prix de la terre, offre prioritaire des matières nécessaires...

### A.3. Dynamisme issu de la réforme et réforme

Comme l'analyse le chapitre I, le dynamisme des agents économiques de la Chine joue un rôle très important dans la croissance économique (Fig.5). Ce dynamisme est aussi un des déterminants de la performance commerciale de la Chine (le chapitre II). L'acquisition du dynamisme continuera avec la progression de la réforme, celle-ci peut être un des importants avantages concurrentiels de la Chine dans les industries plus sophistiquées qui demandent plus de dynamisme de la part des agents. Le dynamisme ne peut être mieux utilisé que dans ces secteurs "nouveaux".

#### a. Approfondissement de la réforme et surplus de dynamisme

Selon notre analyse de la croissance chinoise menée dans la section I.2, le dynamisme des agents chinois est conditionné par la progression de la réforme et s'exprime dans l'importance de la croissance économique.

La réforme graduelle permet à la Chine de constituer une condition institutionnelle plutôt favorable à la création du dynamisme si on prend en compte sa situation initiale. Bien qu'un débat reste ouvert sur les relations entre le système politique et le développement, les résultats concrets obtenus par la Chine pendant presque vingt ans confirment l'adéquation du modèle chinois de transition graduelle avec une création du dynamisme.

## b. La relation cyclique entre la performance commerciale et la création du dynamisme

Tel qu'il est analysé dans le chapitre I, le commerce international joue un rôle particulier pour une économie en transition comme la Chine. Il y a une interdépendance étroite entre la transition du système économique, et donc la création du dynamisme, et l'échange international.

D'une part, la Chine bénéficie du commerce international non seulement pour exploiter dans l'échange ses avantages comparatifs (par exemple, la dotation en main-d'oeuvre) avec ceux des autres pays (par exemple, la technologie), mais aussi pour acquérir sous forme d'importation certains facteurs non-physiques, comme par exemple, la culture industrielle moderne et la connaissance gestionnaire. La première se traduit par une forte croissance des exportations manufacturées, et la deuxième, une internationalisation croissante des techniques de gestion économique. Bien que ces facteurs ne soient pas à comprendre dans les déterminants classiques du commerce extérieur, ils jouent un rôle important dans l'économie chinoise d'aujourd'hui en général et plus particulièrement dans la transition du plan au marché.

D'autre part, son commerce extérieur à moyen terme comme à long terme va dépendre de cette transition qui concerne l'économie dans sa globalité. En effet, la transition graduelle de la Chine a imposé des caractères spécifiques à son commerce extérieur:

- Le système économique dans la transition est une économie dualiste, qui est ajustée non seulement par des facteurs de marché mais aussi par des facteurs extérieurs au marché. Le gouvernement chinois, comme tous les autres gouvernements, ne cherche pas à régler les problèmes commerciaux par les seuls facteurs de marché. L'économie de transition du type chinois, elle, permet peut-être une intervention gouvernementale encore plus profonde et plus forte vis-à-vis la

concurrence étrangère. Cependant, la Chine paye et payera ce système dualiste par un prix très élevé. Par exemple, la corruption généralisée est devenue un problème grave non seulement socialement mais aussi économiquement. L'efficacité des entreprises chinoises reste encore très limitée.

- L'adaptation des agents économiques aux règles du jeu du marché est un autre problème. Il est difficile de bien respecter toutes les règles de la compétition pendant la transition.

- La sensibilité des entreprises étatiques, qui occupent encore la place stratégique la plus importante économiquement et politiquement, est encore faible vis-à-vis du changement sur les marchés étrangers, malgré une amélioration considérable. La sensibilité était pratiquement nulle avant la réforme. Il est nécessaire d'imposer un système pour sensibiliser encore plus ces entreprises afin d'augmenter leur compétitivité sur le marché mondial. Cette sensibilisation nécessite un temps assez long dans une transition graduelle. La protection de ces entreprises pendant leur régénération est un des problèmes majeurs pour réaliser une économie plus ouverte.

En résumé, la performance commerciale de la Chine est encore limitée par son système économique. La réforme plus profonde en cours produira encore plus d'influences positives sur les possibilités de performance commerciale.

Par exemple, la réforme en cours des entreprises étatiques en Chine est de nature à modifier considérablement son commerce extérieur dans les années prochaines. Si la performance chinoise est marquée par les exportations de produits à forte intensité en main d'oeuvre, c'est parce que ce sont les petites entreprises non-étatiques qui ont été les premiers bénéficiaires de la réforme jusqu'ici. Les agents dans les entreprises étatiques ne sont pas encore dynamisés aussi largement que ceux dans les entreprises de village. Avec la réforme radicale dans les entreprises étatiques, nous pouvons nous attendre à une nouvelle performance chinoise, qui sera fondée sur les moyennes et

grandes entreprises, celles qui fabriquent les produits du secteur "Équipement". La réforme généralisée dans les entreprises étatiques libérera une productivité nationale bien plus importante.

## B. L'ACQUISITION D'AVANTAGES CONCURRENTIELS FONDES SUR LES ECONOMIES D'ECHELLE

Dans une économie parfaite, la dotation factorielle détermine dans quels secteurs le pays est en meilleure situation de concurrence sur le marché mondial. Cependant, certains facteurs de la concurrence imparfaite jouent des rôles particulièrement importants aussi. Par exemple, la Chine peut acquérir un avantage concurrentiel dans des secteurs plus sophistiqués pour lesquels les économies d'échelle sont souvent un des caractères importants. L'échelle de l'économie chinoise est, en effet, la plus importante du tiers-monde.

### B.1. Les économies d'échelle comme source d'avantages concurrentiels

Bien que l'argument de l'avantage comparatif fondé sur un marché parfait soit admis ou souhaité par beaucoup d'économistes, de nouveaux défis non-compatibles avec cette théorie ont occupé une place de plus en plus importante. Par exemple, beaucoup d'études ont été réalisées pour apprécier les conséquences commerciales des économies d'échelle (DIXIT A.K., NORMAN V., 1980; KRUGMAN, 1979; LANCASTER, 1980; KRUGMAN, 1979). ). Dans ces études, les économies d'échelle sont introduites dans le commerce international comme un nouveau déterminant.

#### a. Les économies d'échelle

Différentes méthodologies, dites "théories modernes" ont été exploitées par nombre de chercheurs pour étudier le commerce en présence d'économies d'échelle. Parmi elles, l'application de la théorie des organisations industrielles a introduit des modèles "workhouse". Ces modèles permettent d'analyser formellement les relations commerciales et stratégiques (KRUGMAN P. 1989).

Un autre modèle de base de la théorie de l'organisation industrielle, "homogeneous-product duopoly", est aussi utilisé par nombre de chercheurs. MARCUSEN et VENABLES (MARCUSEN et

VENABLES 1988) ont analysé les effets des politiques de douane sur le commerce en l'appliquant à ce modèle. En effet, la théorie du commerce en concurrence imparfaite a certainement constitué un des domaines de recherche les plus actifs et les plus novateurs de toute la théorie des échanges internationaux au cours des dix dernières années. Mais tous ces modèles se concentrent sur le commerce intra-industriel entre des pays industrialisés qui présentent des caractères similaires et échangent beaucoup de produits différenciés.

Les économies d'échelle n'ont pas été prises en considération dans la nouvelle théorie du commerce international pour le commerce Nord-Sud. Or, l'exportation accrue de produits manufacturés par les PED a déjà modifié la relation commerciale Nord-Sud. Il en est de même pour l'échange de produits différenciés qui devient petit à petit une réalité pour certaines industries dans le commerce Nord-Sud, comme l'analyse le sous-chapitre III.1. Avec le développement de ces pays, cet échange intrasectoriel, encore très modeste, va continuer à progresser. Cette nouvelle relation, qui s'inscrit dans une logique concurrentielle, va devenir de plus en plus la principale préoccupation dans le commerce Nord-Sud.

#### b. Economies d'échelle et industrialisation concurrentielle

Avec une économie chinoise de plus en plus diversifiée, les économies d'échelle peuvent jouer un rôle de plus en plus important, selon notre modèle d'industrialisation concurrentielle.

Dans la relation concurrentielle intranationale (la compétition  $X \leftrightarrow Y$ ), la possibilité d'économies d'échelle est un facteur favorable à l'augmentation de la compétitivité industrielle. Le secteur industriel peut plus bénéficier d'économies d'échelle que le secteur traditionnel. Donc, le premier peut acquérir un avantage concurrentiel basé sur les possibilités d'économies d'échelle par rapport au deuxième.

Dans la relation concurrentielle internationale, la situation est plus complexe. En effet, comme le représente la figure 11, une relation

intrasectoriel existe entre les pays du Nord (par exemple, dans le secteur Z), entre les pays du Sud (par exemple, dans le secteur Y) et aussi entre le Sud et le Nord (dans le secteur Y). La compétition internationale directe est donc une compétition intrasectorielle entre les nations. Supposons que la compétition internationale soit conditionnée par la dotation factorielle, ce qui peut arriver à l'état d'équilibre à une date donnée et dans une industrie spécifique. Dans ce cas, si deux pays du Sud disposent de tailles économiques très différentes, les économies d'échelle joueront un rôle particulier pour déséquilibrer la compétition "parfaite" entre ces deux pays.

Par exemple, dans les relations concurrentielles Sud-Sud de la figure 11, si le secteur Y connaît des rendements d'échelle croissants plus élevés que ceux du secteur X, et si un pays  $s_1$  possède un marché pour le bien Y bien plus important que celui du pays  $s_2$ , l'équilibre de la concurrence entre  $s_1$  et  $s_2$ , qui est conditionné par leurs dotations factorielles, sera modifié en faveur du pays  $s_1$ . Selon KRUGMAN, le pays  $s_1$  augmentera sa production du bien Y en profitant de son marché domestique (KRUGMAN P., 1991). Dans la figure 13, cette économie d'échelle correspond à un coût d'opportunité moins élevé dans le pays  $s_1$  que dans le pays  $s_2$ . Dans les termes de notre modèle concurrentiel, l'échelle du marché permet au pays  $s_1$  de disposer d'un avantage concurrentiel dans le secteur Y par rapport au pays  $s_2$ .

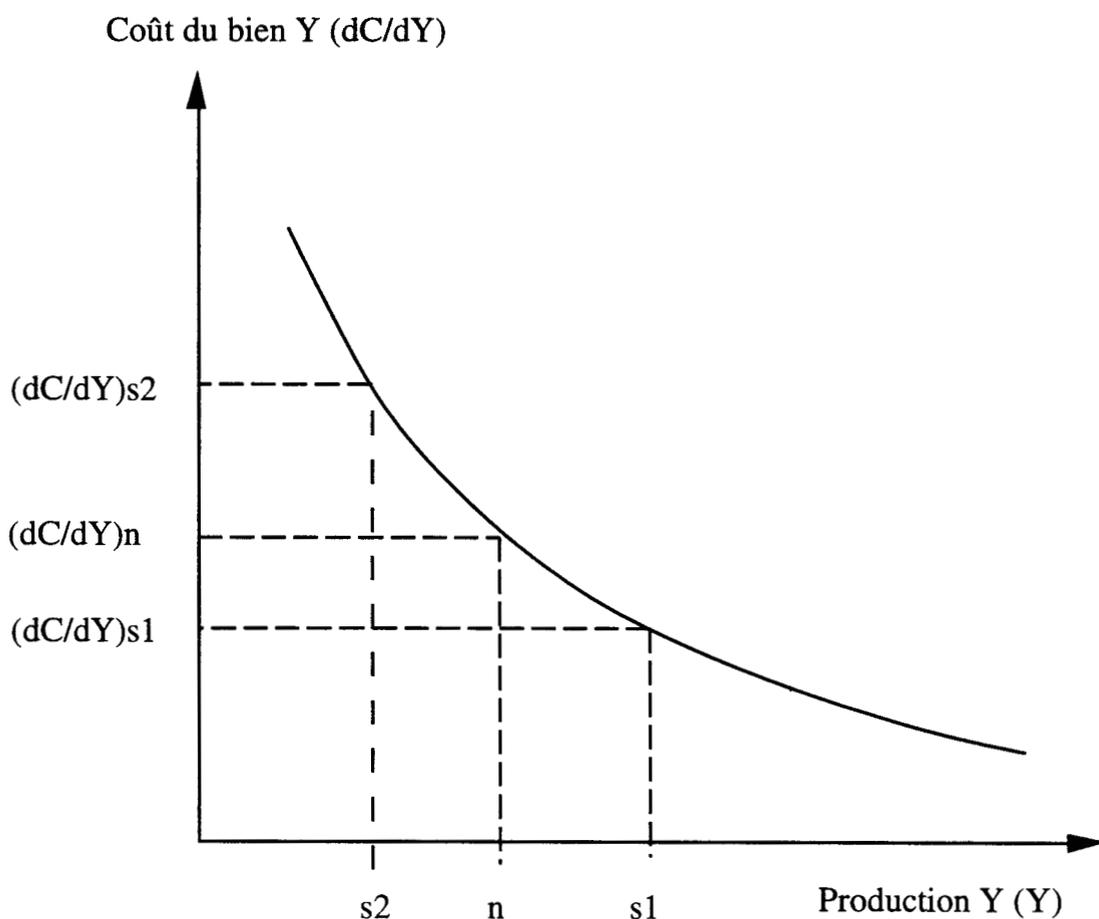


Figure 13. Les économies d'échelle comparatives

Dans les relations concurrentielles Sud-Nord, nous avons des résultats similaires. Supposons que: 1). dans le pays  $n$ , le rapport de marché des produits  $Y$  (par exemple, la TV) et  $Z$  (par exemple, l'ordinateur personnel) se modifie avec la croissance nationale en défaveur du bien  $Y$ ; 2). dans le pays  $s_1$ , la part de marché du produit  $Y$  (la TV) augmente avec la croissance nationale en profitant de la baisse de la part du bien  $X$  (par exemple, la viande); 3). le bien  $Y$  connaît des rendements d'échelle croissants et 4), le marché du bien  $Y$  devient plus important dans le pays  $s_1$  que dans le pays  $n$ . Economiquement, le pays  $s_1$  est donc mieux positionné dans le secteur  $Y$ . Il est plus profitable pour le pays  $s_1$  que pour le pays  $n$  d'augmenter la production du bien  $Y$ , afin de profiter le plus possible de la croissance de son marché domestique. Dans cette condition, un coût d'opportunité moins élevé

dans le pays  $s_1$  que dans le pays  $n$  permet au pays  $s_1$  de bénéficier des économies d'échelle. Ceci constitue donc un avantage concurrentiel dans le secteur  $Y$  pour le pays  $s_1$ .

## B.2. Avantage concurrentiel de la Chine fondé sur les économies d'échelle

Avec l'industrialisation, la Chine a commencé à bénéficier des économies d'échelle dans des industries pour lesquelles le revenu réel permet une consommation massive de leur produits. L'échelle économique chinoise est très importante statiquement mais surtout dynamiquement.

### a. L'échelle statique du marché chinois

Malgré un revenu par tête en dollars courants assez bas, la Chine est encore le marché le plus grand dans les PED si on compte le pouvoir d'achat (Tab.36). En effet, le revenu "réel" chinois par tête est un peu plus élevé que la moyenne de l'ensemble du tiers-monde (2470 dollars contre 2133 dollars). Mais il est trois fois plus élevé que celui du deuxième pays en population: l'Inde (2470 dollars contre 870 dollars).

Avec la population la plus importante du monde, le marché chinois est beaucoup plus important que celui de l'ensemble des quatre dragons (30000 milliards de dollars contre 480 milliards de dollars) (Tab.36).

Tableau 36. L'échelle comparée du marché chinois selon le pouvoir d'achat

	<i>PIB par tête (dollars)</i>	<i>Population (millions)</i>	<i>Revenu (milliard dollars)</i>
<i>Monde</i>	4292	5280	22662
<i>Nord</i>	15166	1210	18200
<i>Sud</i>	2133	4070	8681
<i>Asie+Pacifique</i>	1820		
<i>Chine</i>	2470	1100	2717
<i>Inde</i>	870	700	609
<i>4 dragons</i>	6891	70	482

*(D'après le rapport du PNUD fondé sur les données de 1988 selon l'estimation du pouvoir d'achat)*

Pour certaines industries, l'échelle du marché chinois est déjà importante et la production chinoise de ces produits a pu bénéficier des économies d'échelle. Par exemple, comparée aux pays industriels, la Chine présente des taux assez bas d'équipement des ménages en biens durables, mais les chiffres absolus de ces équipements sont impressionnants. Par exemple, la Chine a produit 26,9 millions de postes TV en 1991, très loin devant le deuxième producteur mondial, la Corée du sud (16,0 millions) et le troisième, le Japon (15,1 million).

La grande dimension de son marché est un des caractères les plus importants de la Chine. La croissance rapide des marchés des produits relativement sophistiqués, comme par exemple, la TV, lui permet de posséder un avantage concurrentiel dans la compétition Sud-Sud ou Sud-Nord autour de ces produits.

#### b. L'échelle dynamique du marché chinois

La mesure de la croissance chinoise a été un débat chez certains économistes. D'un côté, des économistes mettent en doute la forte

croissance chinoise en supposant que les données économiques en Chine comme au sein des organisations internationales sont manipulées à des fins politiques (LINGLE C. et WICKMAN K. 1994). D'un autre côté, certaines organisations internationales, comme par exemple, le FMI et la Banque Mondiale donnent des rapports dans lesquels la croissance chinoise est estimée à deux chiffres (FMI, World Economic Outlook, mai 1993; Banque Mondiale, 1995). Nous n'entrerons pas dans ce débat qui semble difficile à trancher, mais en tout état de cause nous sommes surtout concernés dans cette étude par le commerce extérieur et intérieur chinois afin d'analyser les relations entre l'industrialisation et le commerce international. Il ne nous est donc pas absolument nécessaire de trancher cette question. On peut toutefois ajouter que la forte croissance du commerce extérieur (Tab.20) et du commerce intérieur (Tab.37) semblent soutenir l'hypothèse d'une forte croissance chinoise.

En effet, le marché chinois se développe très rapidement. Le tableau 37 montre l'augmentation de la consommation intérieure. Certains secteurs "clefs" de la modernisation du pays peuvent bénéficier de la dynamique des économies d'échelle. Ces secteurs sont des secteurs relativement capitalistiques, comme l'énergie, la sidérurgie, les industries chimiques et pétrochimiques. Durant ces dernières années, l'infrastructure en Chine a été rapidement améliorée. Cette amélioration considérable sert de base à une diversification de sa structure industrielle.

Tableau 37. Croissance annuelle moyenne du commerce intérieur

<i>Produits</i>	<i>1979/1992</i>	<i>1986/1992</i>
<i>Produits agricoles</i>	<i>12,6%</i>	<i>13,0%</i>
<i>Produits industriels</i>	<i>14,2%</i>	<i>18,5%</i>
<i>Total</i>	<i>13,8%</i>	<i>17,1%</i>

(Source: SYOC 1994)

Bien que la Chine soit encore pour longtemps un pays pauvre, elle a en réalité un marché vaste et elle est perçue à l'extérieur comme un

marché potentiel aux réserves quasi inépuisables, du fait de son énorme population qui connaît encore une croissance rapide et durable.

Le vaste marché intérieur permet à la Chine, en bénéficiant des économies d'échelle statiques et dynamiques, de s'engager dans des secteurs plus capitalistes que la théorie des avantages relatifs ne considère pourtant pas comme pouvant lui être profitables.

En effet, certains résultats très positifs ont été obtenus dans des industries qui ont une forte élasticité-revenu et sont sensibles aux économies d'échelle. Par exemple, des industries fabriquant des biens de consommation durables, comme l'industrie des réfrigérateurs, des télévisions, des magnétophones et des machines à laver, qui ont bénéficié le plus des économies d'échelle, sont devenues très rapidement des producteurs mondiaux parmi les plus importants (tableau 38).

Tableau 38. L'augmentation de certaines productions industrielles

Année	1980	1985	1990	1993
Réfrigérateurs (10000)	4,9	144,8	463,1	596,7
Machines à laver (10000)	24,5	887,2	662,7	895,9
Télévisions (10000)	249,2	1667,7	2684,7	3032,9
Appareils photo. (10000)	37,3	179,0	213,2	136,5
Automobiles (10000)	22,2	43,7	51,4	129,9

(Source: SYOC 1994)

La grande échelle en Chine favorise aussi la diversification économique. La demande d'un grand marché est plus diverse en produits comme en qualité des produits que celle d'un "petit" marché. L'offre des facteurs de production est aussi plus différenciée dans une grande économie que dans une petite économie. En effet, un grand pays a plus de chance d'avoir des ressources naturelles plus complètes. De plus, en utilisant une structure de production identique, le coût d'opportunité d'un bien peut être plus faible en Chine que dans un petit PED si elle bénéficie plus des économies d'échelle.

Il en résulte un plus grand choix de techniques, et donc une capacité de différenciation technologique. En profitant des économies d'échelle, la Chine peut développer des industries bien plus capitalistiques que celles supposées par le principe des avantages relatifs. et la demande intérieure de ces produits, tels que la voiture, peut s'en trouver augmentée très fortement. Les industries à forte intensité de main-d'oeuvre n'offrent pas les mêmes possibilités.

### c. L'échelle du marché et la capacité relative de négociation de la Chine

La capacité de négociation est une force importante pour acquérir des avantages concurrentiels sur un marché mondial imparfait. Cette capacité est déterminée par des facteurs économiques, politiques et militaires.

Le système politique, qui est encore relativement centralisé, semble permettre à la Chine de mieux concentrer ses forces pour la négociation internationale, par rapport aux PED de même niveau de développement. Aujourd'hui, le développement économique a été la principale activité nationale pour la plupart des PED comme pour les PI. Par contre, certains PED continuent de se dégrader politiquement, comme l'ex-Yougoslavie, les pays d'Afrique centrale, l'Algérie, etc... La Chine, qui a une situation politique initiale bien plus mauvaise que celle de l'ex-URSS, a évité la catastrophe rencontrée par presque tous les anciens pays d'économie planifiée. Malgré des difficultés non négligeables, la Chine a réussi à rassembler toutes ses forces à la fois

politiques et stratégiques pour réaliser ses propres politiques commerciales.

Par exemple, le niveau de développement actuel en Chine a déjà permis aux consommateurs chinois d'acheter des biens de consommation étrangers (SCHÜLLER M. 1995). Mais l'importation est strictement contrôlée par l'état. Par exemple, la Chine peut pratiquer des politiques commerciales pour protéger ses industries en difficulté ou à développer. Le degré d'ouverture du marché chinois est donc directement lié à sa politique commerciale. Bien que l'on puisse remettre en question l'efficacité gouvernementale, cette centralisation encore relativement forte est certainement favorable à la négociation chinoise sur le marché mondial. Les résultats sont là: les droits de douane sur l'importation de ces biens est encore un des plus élevés du monde.

Parmi ces facteurs, l'échelle du marché occupe une place primordiale. Le vaste marché intérieur permet à la Chine de garder son indépendance économique et politique, comparée à d'autres PED. Autrement dit, la Chine dispose d'une plus grande élasticité de demande ou d'offre sur le marché international. L'argument de la « dépendance » présenté par les tiers-mondistes pour rejeter l'échange international convient moins au cas de la Chine. Les relations commerciales entre la Chine et les Occidentaux ont été perturbées par la réaction de ces derniers aux événements de Beijing en 1989. Entre 1990 et 1993, les marchés financiers de l'Europe et des U.S.A. étaient pratiquement fermés à la Chine. Mais cette perturbation n'a présenté que très peu d'influence sur l'économie chinoise. La Chine continue d'exercer sa propre politique. Sa grande échelle, qui est incontrôlable par une ou plusieurs forces étrangères, est peut-être une des raisons qui puisse expliquer la forte volonté politique d'ouverture de la Chine, alors qu'elle préconise depuis toujours l'indépendance nationale comme la priorité absolue. Malgré les risques potentiels de sanction économique pour des raisons politiques (par exemple, le problème des droits de l'homme), la Chine actuelle ne cherche pas à fermer ses portes mais s'engage de plus en plus dans le commerce international.

Tous ces facteurs rendent la capacité de négociation plus favorable à la Chine qu'aux autres PED sur le marché mondial. Le marché mondial n'est jamais un marché parfait. Surtout après la guerre froide, le commerce international deviendra le champs où non seulement les facteurs de production mais aussi les facteurs politiques et stratégiques interviendront. La Chine doit utiliser cette capacité relative de négociation comme un avantage concurrentiel dans certain secteurs, comparé à ses rivaux parmi les PED.

### SECTION III.3. INDUSTRIALISATION CHINOISE ET TRANSFORMATION DE LA COMPETITIVITE INTERNATIONALE DE LA CHINE

Selon le modèle développé dans le chapitre III.1., l'industrialisation peut être définie comme un processus de transformation d'une structure productive essentiellement traditionnelle, représentée par le bien X, en une structure moderne, représentée par le bien Y dans un contexte concurrentiel (Fig.12). Dans ce sens, l'industrialisation signifie un transfert de la compétitivité du secteur traditionnel vers le secteur industriel. Ce qui nécessite que le PED acquière des avantages concurrentiels pour le secteur industriel dans la relation concurrentielle intranationale et aussi internationale.

La nature des relations entre le commerce extérieur et l'industrialisation est donc déterminée par cette acquisition d'avantages concurrentiels sur le marché mondial. Un commerce extérieur est favorable à l'industrialisation de la Chine si sa performance sur le marché extérieur des produits manufacturés est améliorée et si sa productivité industrielle est accrue par l'ouverture de son marché. Autrement dit, le commerce apparaît comme un moyen pour l'industrialisation, moyen qui doit permettre à la Chine d'acquérir une bonne compétitivité industrielle. Sa stratégie d'industrialisation est donc une stratégie d'acquisition d'avantages concurrentiels sur le marché mondial et sur son propre marché.

L'entrée dans l'économie de marché permet à la Chine de se spécialiser plus rationnellement dans l'économie mondiale. Le passage de l'ancienne DIT à la nouvelle DIT réalisée par la Chine permet d'éviter la marginalisation de sa part du marché mondial en raison de la dégradation des prix des produits premiers et de l'augmentation de la part des produits manufacturés dans le commerce des marchandises, alors que cette marginalisation a été observée pour l'ensemble du tiers-monde.

Avec le développement des relations Nord-Nord, Nord-Sud et Sud-Sud, l'environnement commercial de la Chine est toujours en

évolution. Les risques de marginalisation des avantages chinois des années 80 sont devenus de plus en plus évidents au cours des années 90: les PED nouveaux entrants sur le même marché, la nouvelle évolution du marché mondial en faveur du secteur des services, la convergence des stratégies d'industrialisation au sein du tiers-monde, etc.. Ces risques lui imposent de pratiquer une stratégie de plus en plus active sur le marché mondial: la stratégie d'industrialisation concurrentielle.

La Chine peut acquérir des avantages concurrentiels dans des industries à moyenne valeur ajoutée en bénéficiant de certains facteurs non conventionnels. L'ancien système de plan, qui s'inspirait de l'aspect idéologique plutôt qu'économique, a eu pour résultat un développement humain plus important que l'élévation de son niveau économique (Tab.35). La Chine dispose d'un stock relativement important en capital humain, qui peut faciliter le transfert technologique. La dimension du marché chinois est aussi un facteur très favorable pour son industrialisation. En profitant des économies d'échelle, la croissance chinoise doit être plus assurée. En plus, la dynamique de la croissance chinoise, elle-même, permet à la Chine de retirer des gains du commerce avec des économies possédant des structures de croissance différentes.

Donc, la Chine peut continuer à transformer sa structure commerciale et donc transformer sa compétitivité industrielle afin de réaliser son but stratégique d'industrialisation.

## A. PROJECTION DE L'INDUSTRIALISATION ET TENDANCE DE L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE PRODUCTIVE D'ICI A 2010

Une estimation de la vitesse d'industrialisation semble un projet difficile à réaliser en général et peut être plus particulièrement dans le cas de l'économie chinoise:

- D'abord, l'économie chinoise est encore une économie duale, qui comporte des éléments planifiés et des éléments de marché (voir chapitre I). On ne peut donc appliquer les modèles utilisés pour étudier les économies de marché ou les économies planifiées sans rencontrer de limites: dans l'optique d'une appréciation de tendance globale, l'obstacle ne semble pas insurmontable; réaliser une mesure précise ne paraît par contre pas facilement envisageable;

- L'économie chinoise est encore une économie de transition. Cette transition présente une dynamique favorable à l'économie de marché (la formule I.1.-3), mais cette dynamique est très influencée aussi par des facteurs non économiques: la transition est avant tout d'origine politique. Ce fait ne peut que renforcer la reconnaissance de la difficulté précédente;

En effet, les rythmes du développement économiques donnés dans les publications chinoises (Groupe d'étude du sujet spécifique de l'Académie des Sciences Sociales de la Chine, 1994; LI J-W, 1995b) sont obtenus sans utiliser de modèles économiques sophistiqués. Dans un rapport présenté au congrès national du peuple, un groupe d'experts chinois, dirigé par LI J-W a donné une prévision de l'évolution de l'industrialisation en Chine (Groupe d'étude du sujet spécifique de l'Académie des Sciences Sociales de la Chine, 1994). Selon les auteurs, ce rapport est fondé d'une part, sur une analyse théorique utilisant le modèle néo-classique de la croissance et, d'autre part, sur une analyse empirique analysant la tendance de la croissance existante de la Chine et s'inspirant de l'expérience de l'industrialisation des quatre dragons.

Ainsi, une estimation sérieuse de la vitesse d'industrialisation de l'économie chinoise, fondée sur des modèles rigoureux, constitue un sujet d'étude trop important pour notre cadre. A défaut de pouvoir se baser sur de véritables estimations, il est encore utile d'utiliser ces projections d'économistes chinois pour analyser les grandes tendances de la transformation du commerce chinois.

Ce type de projection semble relativement sérieux. L'objectif général du développement économique de la Chine a fait l'objet de projection de la part du gouvernement à partir de l'année 1981: il était prévu de quadrupler la production en vingt ans (1981-2000). En gros, cet objectif était divisé en deux temps: durant les dix premières années, les bases économiques du pays seront jetées; durant les dix années suivantes, le développement de l'économie nationale sera accéléré (DENG X-P, 1982). Pour attendre cet objectif, un rythme de 7% de croissance nationale est suffisant. Les développements récents dans ce pays ont confirmé le plan gouvernemental du début des années 80. En effet, la Chine a remplis cet objectif en 1996, soit quatre ans avant 2000.

#### A.1. Projection de la vitesse d'industrialisation en Chine

Deux tendances ont été prévues par ces économistes chinois: la continuité de la forte croissance de l'économie nationale et du commerce extérieur de la Chine.

##### a. Une forte croissance économique continue

Selon ces auteurs (Groupe d'étude du sujet spécifique de l'Académie des Sciences Sociales de la Chine, 1994), la période entre la fin du 20<sup>ième</sup> et le début du 21<sup>ième</sup> siècle est l'époque d'or pour le développement économique chinois et la Chine peut réaliser son industrialisation pour 2010. La croissance annuelle moyenne sera de 9% pour la période 1991-2000 et 7,5% pour la période 2001-2010. La croissance observée pendant la période 1991-1995 confirme cette projection dite "conservatrice", qui est faite originellement au début

des années 90: la croissance annuelle moyenne est de 11,4% soit 2,4 points de plus que celle de la projection (Tab.39).

Selon nos analyses précédentes, la Chine a toutes les chances de parvenir à ce but.

Selon le modèle développé dans le point I.B., la croissance chinoise n'est pas conditionnée seulement par l'accumulation des facteurs néo-classiques mais aussi par la réforme systémique (Fig.5). Comme l'analyse le chapitre I, la réforme chinoise produit un environnement systémique favorable à la croissance (Fig.6). La libéralisation progressive des prix sur le marché et la libéralisation progressive des flux des facteurs permettent à la Chine d'entrer doucement mais sûrement dans l'économie de marché, ce qui améliore l'efficacité de l'utilisation des facteurs productifs et favorise l'accumulation de ces facteurs, surtout pour le capital physique. De la décentralisation et de la mise en place du système des stimulants matériels résultent une production du dynamisme des agents, qui devient une source importante de la croissance chinoise. La réforme chinoise est encore loin de son état final et donc sa progression contribue encore à la croissance.

#### b. Une croissance commerciale continue

Les expériences des quatre dragons montrent que la croissance du commerce extérieur peut être supérieure à celle de la croissance économique pendant la période de forte croissance de l'industrialisation (LI J-W, 1995b). A partir de l'expérience de l'industrialisation des quatre dragons, certains économistes ont estimé que la croissance commerciale sera entre 1 et 2 points supérieure à la croissance économique (Mo H-P, 1994a, 1994b). De fait, la croissance annuelle moyenne du commerce est estimée, selon le rythme de la croissance nationale projeté, entre 9,25% et 10,25% pendant l'industrialisation pour la période 1991-2010. La croissance du commerce est estimée plus forte dans la première période que dans la

deuxième (10,0%-11,0% pour la première (1991-2000) contre 8,5%-9,5% pour la deuxième (2001-2010)) (LI J-W, 1995a).

Selon ces projections ou estimations, la valeur des exportations chinoises en l'an 2000 oscillera entre 170 et 200 milliards dollars au prix 1991, soit environ 400 milliards dollars en 2010. La part chinoise dans le commerce mondial augmentera de 2% en 1994 à 6% en 2010 (Mo H-P, 1994a). Nous avons construit un tableau sur la base de ces projections et estimations de croissance économique et de croissance du commerce extérieur en Chine (Tab.39).

Tableau 39. La croissance économique et la croissance du commerce extérieur en Chine\*

	Période	Croissance annuelle moyenne	
		PIB	Commerce
Projection	1990-2010	8,25%	9,25%-10,25%
	1991-2000	9,0%	10,0%-11,0%
	2001-2010	7,5%	8,5%-9,5%
Réalisation	1979-1993	9,3%	16,2%
	1991-1995	11,4%	14,5%

(Calcul d'après différentes publications: MO H-P, 1994a et 1994b; LI J-W, 1995a et 1995b)

\*: Hongkong n'est pas compris dans ce tableau

Nos analyses précédentes appuient ces projections. Une économie plus ouverte est tout à fait favorable à la croissance chinoise:

- La Chine a bien suivie l'évolution du marché mondial, ce qui lui permet de mieux bénéficier des échanges internationaux (le sous-chapitre II.2.);

- Du point de vue des phénomènes de croissances différenciées, elle peut également tirer avantage de l'échange avec les pays du Nord (le sous-chapitre II.3.);

- La stratégie d'industrialisation orientée par les exportations voulue par le gouvernement chinois incline l'équilibre dynamique entre la protection étatique et l'augmentation de la compétitivité nationale par le libre-échange en faveur de cette dernière (le sous-chapitre III.1.);

- De plus, c'est dans le cadre du commerce international que la Chine pourra le mieux profiter de certains de ses avantages concurrentiels (son capital humain plus "avancé" que son développement économique, le dynamisme de ses agents, les économies d'échelle rendues possibles par son marché, etc.), selon l'analyse menée au sous-chapitre III.2..

## A.2. Tendances de l'évolution de la structure productive

Selon notre modèle représentatif de l'industrialisation concurrentielle, il y a une forte dépendance entre l'industrialisation et les modifications de la structure productive et des compétitivités sectorielles (Fig.12). La vitesse d'évolution de la structure productive peut donc servir de base à la projection de la croissance économique.

### a. Une modification de la structure productive en faveur de l'industrie

Le modèle d'industrialisation concurrentielle (Fig.12) désigne l'industrialisation comme une marginalisation du rôle des secteurs traditionnels dans la croissance nationale. Les secteurs traditionnels sont de moins en moins responsables de l'importance de la croissance et plus celle-ci est importante et plus la transformation de la structure productive est rapide. Les conditions de la marginalisation de l'agriculture semblent se réunir après la réforme agricole, elle est confirmée par la forte croissance industrielle (Tab.28).

Dans le rapport du groupe "Considération théorique et sélection politique sur le développement économique en Chine de 1991 à 2010" (Groupe d'étude du sujet spécifique de l'Académie des Sciences Sociales de la Chine, 1994), des experts chinois ont utilisé les résultats

de l'analyse empirique afin d'estimer la vitesse de la modification structurelle. Nous avons construit un tableau d'après cette estimation (le tableau 40). Il faut noter qu'il est difficile de comparer la structure productive chinoise avec celle des autres PED puisque les services y occupent une place bien moins importante.

Selon ces experts, l'augmentation de la part des services (le secteur III) restera limitée pendant les quinze prochaines années et la croissance industrielle sera encore la plus importante, surtout pour la période 1990-2000. La croissance annuelle industrielle est estimée plus forte (11,0%) que celle des services (9,7%) et de l'agriculture (4,0%). La structure productive nationale pendant l'industrialisation chinoise sera modifiée en faveur de l'augmentation du secteur II (l'industrie) jusqu'à un niveau très fort: 52,6% en 2000 et 55,2% en 2010 (Tab.40). En revanche, la part de l'agriculture continuera de diminuer, passant de 28,4% en 1990 à 17,7% en 2000 et 12,8% en 2010 (LI J-W, 1995b).

Tableau 40. Projection de la structure productive chinoise d'ici à 2010

	1981-1990	1990-2000	2001-2010
<i>Secteur I:</i>			
<i>Croissance annuelle (%)</i>	6,2	4,0	4,0
<i>Part du secteur (%)*</i>	28,4	17,7	12,8
<i>Secteur II:</i>			
<i>Croissance annuelle (%)</i>	9,5	11,0	8,1
<i>Part du secteur (%)</i>	43,6	52,6	55,2
<i>Secteur III:</i>			
<i>Croissance annuelle (%)</i>	10,9	9,7	8,2
<i>Part du secteur (%)</i>	28,0	30,0	32,0

\*: le chiffre de l'estimation de la part du secteur est donné pour l'année de fin de période

(D'après LI J-W, 1995b)

Les analyses précédentes concordent avec cette estimation:

- La croissance industrielle permet au pays de réagir de manière plus adéquate à l'évolution du marché mondial;

- Au cours de l'industrialisation, ce sont les secteurs relativement modernes qui présentent un rendement sectoriel plus important que celui des secteurs traditionnels;

- Selon le modèle d'industrialisation concurrentielle (Fig.12), l'industrie concurrence mieux l'agriculture au cours de l'industrialisation puisqu'elle utilise plus intensivement les facteurs accumulables (le capital physique, le capital humain, etc.) et réalise plus facilement des économies d'échelle.

b. Modification de la structure industrielle: augmentation du contenu en valeur ajoutée

Même au sein du secteur industriel, cette croissance nécessite une modification structurelle en faveur des industries à valeur ajoutée relativement plus forte. Donc, au cours de l'industrialisation, la Chine doit orienter sa structure industrielle vers la diversification. Autrement dit, la croissance industrielle de la Chine devra être fondée sur le développement d'industries plus capitalistiques et plus technologiques.

**Tableau 41. Projection de la structure industrielle en Chine**

Biens	Structure industrielle (%)		Structure mondiale en 1991 (%)	
	1993	2010	Nord	Sud
Agro-alimentaire	11,0	10	12,5	13,9
Biens traditionnels	18,9	18	18,5	19,9
Textile-Habillement	12,8	10	6,8	9,3
Bois-Papier	4,5	6	11,6	10,7
Biens intermédiaires	37,7	30	25,0	27,0
Chimie	10,0	10	10,6	10,0
Métallurgie	13,8	11	5,0	7,4
Biens d'équipement	32,4	39	44,0	39,0
Machines	19,7	24	24,0	20,0
Mat. de transport	7,3	10	9,9	9,3
Total	100		100	

(Source: les chiffres pour la Chine en 1993 sont calculés d'après SYOC 1994; la projection pour la Chine en 2010 est d'après LI J-W, 1995b)

Toujours selon les experts chinois, la structure productive de la Chine en 2010 sera proche de celle des PI d'aujourd'hui (LI J-W, 1995a et 1995b). Selon eux, la modification la plus importante sera l'augmentation de la part du secteur "machines et matériaux de transport", qui augmentera de 27% en 1993 à 34% en 2010 (Tab.41).

Nous sommes également en accord avec les tendances données par cette projection:

- Pour bien suivre l'évolution du marché mondial au sein duquel une offre croissante d'emplois non qualifiés et une plus forte demande de produits plus sophistiqués sont observées, la Chine doit modifier sa structure industrielle en faveur des industries dont les produits ont un plus fort contenu en valeur ajoutée;

- La croissance chinoise n'est maintenue que par la construction de nouvelles industries qui présentent un rendement sectoriel plus élevé;

- L'augmentation de la compétitivité nationale, qui favorise le processus d'industrialisation, est basée sur l'augmentation de la compétitivité des industries à valeur ajoutée relativement plus élevée.

Selon le modèle de l'industrialisation concurrentielle (Fig.12), nous pouvons caractériser l'industrialisation chinoise comme une transformation de la structure productive nationale. Cette transformation sera réalisée à deux niveaux différents: transformation inter-branche et transformation intra-branche.

La transformation inter-branche signifie une croissance beaucoup plus rapide de nouveaux secteurs que la croissance nationale et une croissance modeste ou même inférieure à la croissance nationale des secteurs traditionnels. En gros, le tableau ci-dessus peut être résumé par les points suivants:

1). Une industrialisation dans l'alimentation nationale; cette industrialisation présente une vitesse similaire à la croissance économique (9% pendant 1991-2000 et 7,5% pendant 2001-2010).

2). Une croissance un peu moins forte dans le secteur "Traditionnel" que pour l'économie générale. Surtout, la croissance de l'industrie "Textile-Habillement" sera nettement moindre. En revanche, l'industrie "Papier" se développera avec une vitesse nettement plus forte en raison de la demande accrue de l'éducation nationale.

3). La production de biens intermédiaires progressera moins rapidement que la production industrielle totale.

4). La principale source de la croissance s'appuiera sur le secteur "Biens d'équipement". L'industrie électronique devrait avoir une croissance bien plus forte (au moins 10% par an) que celle du secteur II

(8,1%). L'industrie de l'automobile, elle aussi sera favorisée (au moins 11% par an).

La transformation structurelle la plus importante pour la Chine est peut-être la transformation intra-branche. La structure en secteur ne donne qu'une idée grossière de l'évolution de la structure industrielle. Les industries de chaque secteur peuvent être très différentes en terme de productivité. La structure industrielle chinoise est relativement complète quantitativement. Mais la qualité de certain produits fabriqués en Chine est encore éloignée de la qualité des produits identiques fabriqués dans les PI.

## B. TENDANCE DE LA TRANSFORMATION DES EXPORTATIONS D'ICI A 2010

Dans notre modèle d'industrialisation concurrentielle (Fig.12), l'industrialisation est un processus de transformation de la compétitivité d'une structure essentiellement traditionnelle d'exportation, qui est composée par les matériaux primaires et des produits manufacturés à faible contenu en valeur ajoutée, en une structure moderne, qui est composée essentiellement par des produits manufacturés à fort contenu en valeur ajoutée.

### B.1. Industrialisation et transformation des exportations

Il y a une forte dépendance entre la transformation de la structure productive et la transformation de la structure des exportations, qui reflète la relation entre l'industrialisation et le commerce. La transformation productive favorise la transformation des exportations et cette dernière favorise à son tour la première.

L'ensemble des analyses précédentes sur l'industrialisation concurrentielle montre qu'il est nécessaire pour la Chine de s'engager activement dans des secteurs plus capitalistiques et plus technologiques (dits "secteurs à moyenne valeur ajoutée") afin d'acquérir de nouveaux avantages relatifs. Par exemple, l'industrialisation chinoise en cours nécessite une transformation des exportations en faveur du secteur "Equipement".

#### a. La transformation des exportations

La transformation des exportations peut être traduite comme une avancée en niveau de développement sur l'échelle de la structure des exportations:

1). *Produits primaires.* Ces produits sont des ressources naturelles ou de l'agriculture après la première transformation. Le commerce international des PED par échange de leurs produits

primaires est fondé sur une relation complémentaire avec les PI. L'élasticité de la demande de ces produits est faible, le gain est fortement déterminé par les termes de l'échange de ces produits sur le marché mondial.

2). *Produits manufacturés à faible contenu de valeur ajoutée.* Ce sont des produits manufacturés de consommation courante fabriqués par la main-d'oeuvre abondante et bon marché. Par exemple, les semi-produits du textile et les vêtements. La relation commerciale entre les PED qui exportent essentiellement ces produits et les PI est complémentaire plutôt que concurrentielle.

3). *Produits manufacturés à moyenne valeur ajoutée.* Ces produits sont plus sophistiqués et incorporent surtout du capital et une technologie relativement avancée. A cette étape, l'échange de type intra-branche devient une source de plus en plus importante du commerce extérieur. La concurrence imparfaite est la relation commerciale de base.

4). *Biens nouveaux à haute technologie.* Ces biens sont produits essentiellement en utilisant le capital humain et caractérisés par un fort contenu en valeur ajoutée.

Ce type de transformation de l'étape 1 à l'étape 3 semble le type d'industrialisation des quatre dragons. Alors que la stratégie d'industrialisation par la transformation des exportations a été préconisée par la plupart des gouvernements des PED en espérant la même réussite que les quatre dragons, il faut préciser ses rôles dans l'industrialisation.

La transformation de la structure des exportations n'est qu'une partie de la transformation de la structure productive nationale. L'importance de cet élément dépend des caractéristiques de chaque PED. Pour une petite économie bien intégrée, comme par exemple, la Corée du sud, la structure productive nationale peut être fortement orientée par la structure des exportations, alors l'industrialisation est

fortement cohérente avec la transformation des exportations. Cependant, pour la Chine, une grande économie relativement peu intégrée, le rôle de la transformation des exportations dans la transformation de la structure nationale peut être différent. Autrement dit, l'industrialisation chinoise ne peut pas être complètement fondée sur la transformation des exportations, bien que cette dernière en soit un des objectifs.

Bien que sa structure nationale ne soit pas déterminée par la structure de ses exportations, il y a une forte interdépendance entre la transformation des exportations et l'industrialisation en Chine. Une transformation active des exportations est certainement une des pièces maîtresses de la stratégie d'industrialisation concurrentielle (Fig.12):

1). L'engagement plus actif dans la compétition internationale est une des conditions nécessaires à l'acquisition d'avantages concurrentiels. La compétitivité des entreprises chinoises ne peut pas être améliorée que par cet engagement. La compétition sur le marché mondial oblige ces entreprises à entrer dans le jeu de la concurrence. En effet, sur le marché intérieur encore peu développé, ces entreprises ne rencontrent pas de rivaux sérieux;

2). La stratégie de transformation des exportations peut dynamiser la mobilisation des facteurs, surtout les facteurs accumulables (le capital physique, le capital humain, etc.) vers les secteurs à plus fort contenu en valeur ajoutée. Par exemple, la Chine exporte des fours micro-onde, produit qui n'est pas encore couramment utilisé par les consommateurs de son propre marché. Cette stratégie alimente donc l'acquisition d'avantages concurrentiels dynamiques en augmentant le rendement marginal du secteur nouveau ( $d(dP_{\text{Chine}}/dY_{\text{Chine}})/dY_{\text{Chine}}$ ). Par conséquent, la compétitivité dynamique chinoise peut mieux se développer, par rapport aux PED qui s'engagent moins activement sur le même marché ( $d(dP_{\text{Chine}}/dY_{\text{Chine}})/dY_{\text{Chine}} > d(dP_{\text{des PED}}/dY_{\text{des PED}})/dY_{\text{des PED}}$ ).

Selon le modèle d'industrialisation concurrentielle (Fig.12), il y a une relation cyclique entre l'industrialisation et la transformation des compétitivité internationales. D'une part, la transformation des exportations est une des conditions nécessaires à l'industrialisation et ,d'autre part, le processus accéléré d'industrialisation en Chine depuis 1978 a favorisé aussi la transformation des exportations. La croissance économique importante a dynamisé considérablement la transformation des exportations, ce qui s'exprime à travers le changement de structure du commerce chinois (Tab.18). Cette dynamique sera comparée avec celle d'autres PED dans le point suivant.

## b. Dynamique comparative de la transformation des exportations de la Chine

Comme l'analyse le point II.3.B., le dynamisme des agents est une des sources de la transformation des exportations chinoises. La dynamique de cette transformation est donc directement liée à la réforme systémique.

### b.1. La dynamique de la transformation des exportations de la Chine

Avant la réforme, la Chine pratiquait une stratégie de développement dans laquelle l'insertion internationale n'était pas prise en considération. Les exportations chinoises étaient fondées sur des ressources naturelles, surtout le pétrole. 85% de ses exportations étaient consacrées à des produits primaires et seulement 15% à des produits manufacturés (Tab.18). La Chine s'est moins engagée que l'ensemble du tiers-monde (30% de produits manufacturés) à cette époque. La dynamique chinoise du commerce extérieur était fondée sur l'expansion des échanges de produits primaires.

Pendant la première étape de l'ouverture, à partir de 1978, le pétrole était encore la principale source des devises nécessaires à la modernisation. Mais, le changement de politiques commerciales permit à la Chine de préparer son entrée dans la nouvelle DIT.

A partir de 1981, la participation active dans l'économie mondiale a permis à la Chine de prendre son avantage relatif, qui tient sans doute aux biens manufacturés à forte intensité en travail plus qu'aux produits primaires. A la fin de la décennie, les industries à forte intensité en main-d'oeuvre, comme par exemple le textile, ont rapidement accru leurs avantages concurrentiels sur les marchés étrangers et l'ensemble des produits manufacturés a peu à peu remplacé les matières premières comme source principale de devises à l'exportation (Tab.18). Ces "nouvelles" exportations ont fourni la base d'une croissance plus rapide des exportations chinoises. Il en a résulté une augmentation de sa part du marché mondial qui est passée de moins de 1% en 1980 à 4% en 1994 (Tab.20).

Cependant, une autre tendance importante réside dans l'augmentation très rapide des exportations de produits mécaniques, qui pesaient environ 4 % des exportations en 1980 pour atteindre 20% en 1994 avec une croissance au rythme de 20% par an. L'engagement très rapide dans cette "troisième génération" de spécialisation montre que quand la Chine entre sur le marché mondial, ses exportations s'orientent très activement vers une diversification dans les produits manufacturés.

Depuis 1981, la Chine a réalisé une meilleure performance que la plupart des PED (Tab.42), exprimée par l'augmentation de sa part dans les échanges mondiaux (Tab. 20) et la transformation très rapide de ses exportations de matériaux premiers en des exportations de produits manufacturés, situation significativement différente de ce qui peut se passer dans d'autres PED (Tab. 18).

## b.2. La dynamique comparative

Une comparaison de la dynamique de la transformation des exportations entre la Chine et d'autres pays est présentée dans le tableau 42. Aujourd'hui, la Chine exporte moins de matières premières que la moyenne du tiers-monde (15% contre 50% en 1992). La structure de ses exportations s'oriente plus que celle de ces derniers

vers des produits manufacturés (85% contre 50% en 1992). La croissance des exportations chinoises est essentiellement fondée sur la transformation des exportations. Comparée avec l'ensemble du tiers-monde, la Chine présente une dynamique de transformation bien plus rapide. La part des produits manufacturés dans les exportations chinoises augmente de 15% en 1975 à 85% en 1992, soit 70 points de progression. Pendant ce temps, la part de l'ensemble du Sud n'augmente que de 20 points. Même comparée avec la région la plus dynamique du tiers-monde: l'Asie de l'Est, la Chine présente un avantage très net. Seulement, si l'on peut dire, 42 points de progression sont enregistrés pour cette région pendant la même période, soit 28 points de moins que la Chine.

Tableau 42. Dynamique comparative de la transformation des exportations

	<i>Produits primaires (%)</i>		<i>Produits manufact. (%)</i>		<i>Biens d'équipe. (%)</i>		<i>Textile (%)</i>	
	1975	1992	1975	1992	1975	1992	1975	1992
<i>Sud</i>	70	50	30	50	15	20	8	15
<i>Afrique*</i>	90	88	8	11	0	1	0	2
<i>Asie Est</i>	87	35	23	65	2	25	4	25
<i>Asie Sud</i>	60	33	40	67	2	9	29	34
<i>Amérique sud</i>	90	65	10	35	2	18	2	5
<i>Chine</i>	85	15	15	85	2	16	4	29

\*: *Afrique sub-saharienne*

(source: *Banque mondiale, rapport 1994 et CSYB 1994*)

Le tiers-monde n'est plus un monde homogène et il est décomposé en plusieurs groupes. Des PED comme les quatre dragons ont réalisé leur industrialisation avec succès et d'autres PED, comme les pays de l'Asie du Sud-Est, sont en plein développement pendant que la situation des économies africaines continuent à se dégrader. Le tableau 43 montre une comparaison de la structure des exportations de certains PED représentatifs de ces différents groupes.

La dynamique chinoise est confirmée non seulement vis-à-vis de l'ensemble du tiers-monde, mais aussi vis-à-vis de certains groupes dans le tiers-monde. Avec sa dynamique extraordinaire, la Chine a progressé considérablement dans la transformation des exportations bien qu'elle s'y soit engagée relativement tard. Du point de vue de la nouvelle DIT, la Chine d'aujourd'hui peut être considérée comme un pays intermédiaire, qui se situe entre les NPI et les autres PED.

Tableau 43. La structure comparative des exportations des PED en 1989

	<i>Produits primaires</i>		<i>Produits manufacturés</i>		
	<i>Type 1*</i>	<i>Total</i>	<i>Type 2*</i>	<i>Textiles</i>	<i>Total</i>
<i>Chine</i>	10	26	17	27	74
<i>Ethiopie</i>	3	97	0	2	3
<i>Nigeria</i>	97	99	0	0	1
<i>Inde</i>	8	27	7	23	73
<i>Malaisie</i>	19	56	27	5	44
<i>Algérie</i>	96	96	2	0	4
<i>Brésil</i>	16	47	18	3	53
<i>Corée Sud</i>	2	7	37	22	93
<i>Hongkong</i>	1	4	23	39	96
<i>Singapour</i>	19	27	48	5	73

*\*: Type 1 comprend les combustibles, les minéraux et les métaux; type 2 comprend les machines et le matériel de transport (source: D'après le rapport sur le développement dans le monde 1992, Banque Mondiale)*

La Chine s'engage dans l'échange international, sur la base d'un avantage relatif fondé sur une main-d'oeuvre abondante et bon marché, une vingtaine d'années plus tard que les quatre dragons. L'orientation chinoise en direction des produits manufacturés reste de nos jours en retard par rapport à celle observée chez les quatre dragons. Ce retard ne présente pas seulement un caractère quantitatif, qui reflète la structure intersectorielle, mais aussi un caractère qualitatif, déterminé

par la différence de la structure intra-sectorielle. Sur le marché des produits manufacturés, la Chine s'engage surtout dans la production de biens intensif en travail non-qualifié. Elle se spécialise encore fortement dans les textiles et la part des produits textiles tourne autour de 27% de ses exportations en 1989. Les exportations des quatre dragons sont déjà orientées depuis quelques années vers les produits relativement intensifs en capital et en technologie. Les textiles n'occupent plus la première place dans les exportations de ces derniers. Par exemple, 22% des exportations de la Corée du Sud sont consacrées aux produits textiles (Tab.43).

Cependant, la Chine est très dynamique dans la transformation de ses exportations, comme le montre la rapide montée chinoise dans la filière des produits manufacturés.

Par exemple, la filière textile, en y incluant côte à côte les fils, tissus, vêtements et fibres, y évolue plus rapidement que chez les quatre dragons. En 1988, le poids des vêtements dans ces exportations était beaucoup plus faible en Chine qu'à Taiwan (5% contre 60%), correspondant au niveau de Taiwan en 1965. Mais dès 1991, pour la Chine les vêtements dépassent, pour la première fois, les fils et tissus. De ce point de vue, la Chine de 1991 ressemble déjà à Taiwan de 1987.

De plus, pour les provinces chinoises qui s'engagent très activement dans le marché international, la croissance économique est plus élevée que celle des quatre dragons à l'époque de leur industrialisation. Une croissance annuelle moyenne d'environ 18% a été enregistrée durant une période de 15 ans dans la province Guangdong, qui a une population similaire à l'ensemble des quatre dragons. Ce rythme de croissance est environ de 50% plus élevé que celui qu'ont connu les quatre dragons lors de leur industrialisation.

La Chine s'est engagée dans la stratégie de substitution des exportations dix ans plus tard que les pays de l'ASEAN. Si ces derniers ont fait preuve d'une performance impressionnante dans le commerce international durant les années 70/80, la Chine a réalisé une

performance encore meilleure durant ces quinze dernières années en termes de croissance des exportations et aussi de vitesse de transformation des exportations. La part des produits primaires dans les exportations de la Chine est actuellement inférieure à celle qu'occupent ces produits dans les exportations des pays de l'ASEAN (15% contre 33%) (Tab.43).

Comparée à d'autres PED encore moins dynamiques, la Chine avance très vite dans la transformation des exportations: ainsi elle se trouve dans une situation similaire à celle de l'Inde d'il y a 20 ans. Avec son industrialisation accélérée, la Chine actuelle dispose d'avantages dans le commerce international non seulement quantitatifs mais aussi qualitatifs. Par exemple, la structure des exportations manufacturées textiles traduit une position plus en amont dans la filière de production pour la Chine que pour l'Inde avant 1980. Le poids des vêtements dans ses exportations était plus faible que celui qu'il avait en Inde.

L'ensemble de ces comparaisons démontre que:

- la Chine est à un stade intermédiaire: la transformation des exportations de la Chine se fait plus tardivement que pour les quatre dragons, mais elle est plus avancée que l'ensemble du tiers-monde en général et, plus particulièrement, des PED de la même catégorie économique;

- la dynamique de transformation de la Chine est plus rapide que celle des quatre dragons pendant leur industrialisation.

## B.2. Tendances de transformation des exportations chinoises

L'industrialisation concurrentielle signifie un positionnement avancé en terme de développement de la structure des exportations sur le marché mondial. Donc, la stratégie actuelle d'industrialisation est une stratégie par laquelle la Chine peut acquérir des avantages concurrentiels par le biais de la transformation des exportations de produits à faible contenu en valeur ajoutée en des exportations de

produits à fort contenu en valeur ajoutée. La vitesse de transformation des exportations est donc déterminée par la dynamique d'acquisition d'avantages concurrentiels dans ces industries «Équipement». L'acquisition a été analysée dans la sous-section précédente. Selon cette analyse, la dynamique extraordinaire de la transformation des exportations en Chine continuera. L'estimation de la vitesse de transformation peut donc être faite en prolongeant l'évolution constatée de la transformation par une analyse des politiques chinoises d'exportation.

#### a. Certaines conditions de la transformation chinoise

Le changement de système économique qui conduit du plan au marché et la nouvelle politique de développement, fondée sur l'internationalisation économique, ont permis à la Chine d'orienter sa structure économique vers la consommation et vers l'exportation. Dans le cadre de la stratégie de croissance et de puissance, la Chine tout entière (Etat, collectivités et individus) a pratiqué et pratiquera une politique industrielle active tendant à valoriser les exportations. En profitant de la croissance globale extraordinaire, la restructuration des industries d'exportation sera accélérée pour y réaliser une plus grande diversification.

Comparée avec les autres PED, la Chine dispose de certains avantages dans la disponibilité et la création de facteurs de croissance endogène, comme l'analyse le point III.2.A.. La Chine est le PED qui dispose de la différence la plus importante entre le niveau économique (le revenu par tête) et le capital humain potentiel (l'IDH). Cette différence permet à la Chine de modifier plus activement sa structure productive en faveur du transfert technologique. L'autre facteur important est le dynamisme, créé par la réforme. Ce facteur permet à la Chine d'anticiper son développement futur en s'impliquant dans des industries plus capitalistiques et plus technologiques que ce qu'autoriserait le principe des avantages relatifs. De plus, le marché chinois est le marché le plus grand au sein du tiers-monde, ce qui permet à son industrie de profiter plus des économies d'échelle

(III.2.B.). Autrement dit, l'industrialisation chinoise future mettra l'accent sur l'engagement de plus en plus actif et de plus en plus concurrentiel dans des industries plus capitalistiques et technologiques.

En utilisant les résultats obtenus dans les chapitres précédents et les arguments développés dans ces études, les politiques commerciales portant sur la structure des exportations peuvent être retracées de la manière suivante:

1). *Développement en continuité d'industries à forte intensité en travail non-qualifié et à intensité faible en capital*

Jusqu'à présent, les exportations chinoises d'articles manufacturés se composaient essentiellement de produits à forte intensité en main-d'oeuvre qui, selon l'analyse traditionnelle, correspondent à l'avantage comparatif de la Chine. Même avec une croissance aussi élevée, la Chine restera, à très long terme, un pays qui dispose d'une main-d'oeuvre de très bon marché. Comme ses ressources humaines sont pratiquement indéfinies, la Chine continuera de développer ces industries, par exemple, l'industrie du textile et du jouet pendant très longtemps.

2). *Développement prioritaire d'industries à forte intensité en travail qualifié et à intensité relativement faible en capital*

Depuis 1986, la Chine a mis en place des politiques pour promouvoir les exportations de produits à forte intensité en travail qualifié et à intensité relativement faible en capital, par exemple les produits mécaniques et électroniques. Le développement de ces industries a été dynamisé non seulement par le bénéfice potentiel à en retirer mais aussi par des mesures politiques. Parmi elles, deux mesures sont particulièrement efficaces: l'octroi de subventions directes aux entreprises d'exportation et l'attribution de crédits bonifiés pour l'amélioration technique et la mise au point de nouveaux produits.

De plus, ces industries bénéficient aussi d'économies d'échelles importantes, qui ne peuvent être réalisées dans les autres PED. Ces pays présentent soit une taille économique plus petite (par exemple, la Thaïlande), soit un niveau industriel trop faible pour réaliser cet avantage (par exemple, l'industrie de TV couleur en Inde). Entre autre, la Chine s'efforce de mettre sur pied de grands conglomérats industriels pour favoriser les exportations.

De cette stratégie, il résultera une concurrence très sérieuse non seulement pour des PED en pré-décollage mais aussi pour les NPI (les quatre dragons) qui se spécialisent très largement dans ce type d'industries.

### *3). Développement orienté vers les industries technologiques*

Avec sa structure économique, construite sous l'ancien système planifié, la Chine dispose d'un potentiel technologique et industriel complet. Ce potentiel lui permet d'acquérir des industries de "haute technologie". En effet, le pourcentage de machines et d'équipements de transport exportés a doublé sur la période 1990/1993 par rapport à la période 1980/1989. Cela signifie que la Chine est en mesure de renouveler ses équipements de production tous les six à sept ans. Aucun autre pays en développement n'égale ce rythme de transformation technologique.

Cette capacité d'adoption technologique en Chine est plus importante que dans les quatre dragons. Les raisons en sont les suivantes: sa base d'industrie lourde bien plus développée, son niveau de recherche et développement dans des domaines de haute technologie plus élevé et les économies d'échelles bien plus favorables. Ces éléments lui permettent de concurrencer non seulement les NPI mais peut-être aussi certaines industries des PI.

Le gouvernement a fixé son objectif en terme d'orientation technologique pour l'an 2000: les technologies avancées pratiquées par

les PI dans le début des années 80 seront courantes en Chine; certaines des technologies développées en Chine seront au meilleur niveau mondial alors que la composition des exportations aura considérablement changée. D'après lui cet objectif est "très réaliste".

#### b. Tendances de la transformation des exportations en 2000 et en 2010

L'estimation de la structure des exportations de la Chine en 2000 et en 2010 peut créer un débat très large. En utilisant les projections données par les économistes chinois, nous essayerons simplement ici d'esquisser une tendance de base à partir des analyses développées ci-dessus.

Selon notre analyse, d'une part, la Chine est obligée de transformer la structure de ses exportations puisque son avantage fondé sur l'abondance de main-d'oeuvre risque d'être marginalisé (II.2.B.) et que la croissance commerciale nécessite un renouvellement de la structure de cette croissance (II.3.B.), d'autre part, elle dispose aussi d'avantages concurrentiels, comme par exemple, une quantité de capital humain relativement importante et une échelle du marché domestique relativement importante (III.1.), qui seront mieux rémunérés dans des secteurs plus sophistiqués. La tendance de la transformation des exportations chinoises est donc simple: la Chine va transformer sa structure commerciale dans la recherche de hautes performances, ainsi qu'elle l'a fait pendant ces quinze dernières années:

1). Jusqu'en 1980, c'est *la transformation des produits primaires en produits manufacturés*. En 1980, l'ensemble des produits manufacturés remplace les matières premières comme source principale de devises à l'exportation. Mais les principaux produits manufacturés sont des semi-produits (28,3%) et seulement 17,4% des produits sont des produits manufacturés au sens strict.

2). Pendant les années 1980-1990, c'est *la diversification de la transformation des exportations*. Cette transformation par produits manufacturés montre une dynamique linéaire avec une croissance de

leur part d'environ 2,5 points par année, calculée selon le tableau 18. Cette croissance est alimentée principalement par la catégorie « Autre » (2,3% en 1980 contre 19,5% en 1986). Il s'agit par exemple des activités de sous-traitance et d'assemblage liées au développement des entreprises à participation étrangère. La part des produits manufacturés au sens strict n'est qu'en légère augmentation (20,1% en 1980 contre 29,4% en 1990). Dans cette catégorie, le secteur « machines et matériaux de transport » ne s'accroît pas et occupe une part mineure (moins de 10%).

3). La période 1991-2000 est une période « clef » pour la *transformation des produits à faible contenu en valeur ajoutée en des produits à fort contenu en valeur ajoutée* (LI J-W, 1995b). Dans la première moitié (1991-1995), la Chine a réussi à augmenter la part des produits manufacturés au sens strict jusqu'à 50%. Le secteur « Machines et matériaux de transport » a commencé à décoller (10% en 1991 contre environ 23% en 1995). Ce secteur devient une source importante de la croissance des exportations de produits manufacturés. Cette tendance sera encore accentuée dans la deuxième moitié des années 90.

4). La période 2001-2010 est une période transitoire. La croissance des exportations du secteur « Machines et matériaux de transport » sera maintenue. Mais le plus grand changement sera l'augmentation rapide de l'échange de produits sophistiqués (LI J-W, 1995b). La transformation des exportations fondée sur des produits à fort contenu en valeur ajoutée sera achevée. Les exportations seront orientées vers les produits à haute technologie.

La Chine a décollé économiquement et est entrée dans une phase de croissance extraordinaire de l'ordre de 10% par an. Avec la progression de la réforme systémique, la croissance chinoise, en profitant aussi d'un taux d'épargne très élevé, d'un bon niveau de stock en capital humain et de possibilités importantes d'économies d'échelles maintiendra un rythme similaire d'ici à 2010. Cette forte croissance économique s'exprimera par une rapide transformation de la structure

productive et plus particulièrement par une rapide transformation de la structure industrielle en faveur de secteurs plus sophistiqués.

La Chine se transforme en une économie de plus en plus ouverte avec une croissance moyenne du volume des échanges extérieurs de 16% par an. Avec une politique commerciale de plus en plus libéralisée, la dépendance entre la croissance économique et la croissance commerciale sera renforcée. La tendance sera probablement une forte croissance du volume des échanges d'ici à 2010. Cette croissance commerciale sera reflétée par une transformation rapide de la structure commerciale en faveur d'exportations de produits ayant une valeur ajoutée de plus en plus élevée. L'industrialisation favorise la croissance commerciale par la transformation rapide des exportations. La croissance commerciale, à son tour, alimente l'industrialisation par l'accélération de la transformation structurelle d'une économie traditionnelle en une économie moderne.

## **CONCLUSION**

L'ouverture au commerce international de la Chine, son industrialisation en cours et les relations qu'entretiennent ces deux mouvements s'insèrent dans une évolution plus générale qui les englobe: la réforme lancée par le gouvernement chinois en 1978 et actuellement en plein essor. Les caractéristiques de la réforme marquent tout particulièrement celles de l'économie. Dans toutes les dimensions économiques on retrouve les deux axes principaux de la réforme: le gradualisme et la recherche de la croissance la plus forte possible - recherche appelée plus haut "logique de la croissance". Ainsi le mécanisme de plan et le mécanisme de marché coexistent dans la transition systémique, avec un rapport dynamique en faveur de ce dernier.

La libéralisation graduelle des prix et des flux de facteurs permet à l'économie chinoise de bénéficier de son économie de marché naissante en termes d'optimisation de l'utilisation des ressources nationales. Elle bénéficie aussi de la réforme en termes de création de dynamisme chez les agents économiques par des mesures spécifiques comme l'extension de la décentralisation et la mise au point d'un système de stimulants matériels. La sécurité apportée par le gradualisme de la réforme permet à la logique de croissance d'atteindre son but: une forte croissance économique est devenue une situation banale en Chine depuis la réforme.

La forte croissance économique et le développement de l'économie de marché accélèrent l'internationalisation de l'économie chinoise, qui devient de plus en plus ouverte au marché mondial. La spécialisation internationale de la Chine est de plus en plus fondée sur la rationalité économique. Ou, pour le dire autrement, la spécialisation chinoise est de plus en plus cohérente avec le développement de son industrie, l'influence qu'elle exerce sur lui est donc croissante. L'une des conséquences de cet état de fait est que, suivant leur degré d'ouverture et de développement de leur industrie, les provinces chinoises commencent à se différencier les unes des autres. Il y a maintenant des provinces en avance et des provinces en retard. Ainsi dans certaines provinces comme Guangdong le commerce international

est déjà une des principales sources de la croissance. Les performances commerciales réalisées sur le marché mondial sont un des principaux facteurs créant et décrivant l'écart croissant entre les économies provinciales.

Avec l'abandon progressif des mécanismes du plan et en particulier de l'égalisation forcée du revenu moyen entre provinces, la correction des écarts devra être obtenue sur le marché par des mécanismes économiques. La convergence des économies provinciales nécessite une réintégration intranationale par une augmentation des échanges interrégionaux. Elle nécessite aussi que les provinces relativement moins engagées sur le marché mondial, c'est à dire la majorité, réagissent plus activement dans la spécialisation internationale. La Chine continuera donc dans sa politique d'ouverture puisque, bien qu'étant la cause de la disparité nouvelle au sein de son économie, et outre ses aspects positifs en soi, elle constitue le principal moyen de réduire cette disparité.

En considérant l'énorme taille et l'importante variété de l'économie chinoise, un modèle est développé afin d'étudier l'ampleur du gain d'échange obtenu par la Chine dans sa participation au marché mondial. Ce modèle présente deux caractères particuliers: la relativité des paramètres économiques qui lui tiennent lieu d'arguments et la prise en compte de la dynamique de la spécialisation internationale en rapport avec la dynamique du marché mondial.

La principale leçon de l'analyse menée à l'aide de cet outil est la suivante: une spécialisation ne peut pas être jugée favorable à l'industrialisation de la nation concernée sous le seul critère du gain d'échange absolu, tel qu'il peut être présenté dans les analyses en termes d'avantages comparatifs. L'analyse développée ici dépasse le cadre du modèle H.O.S en intégrant une définition plus précise de la qualité d'une spécialisation internationale. La spécialisation qui permet à l'industrie d'enregistrer les gains d'échanges relatifs maxima est celle qui résulte de l'adaptation continue, de la part de l'industrie tournée vers l'exportation, à la dynamique du marché mondial tant en termes d'évolution des prix des biens et des facteurs qu'en termes d'évolution de la structure des échanges.

L'industrialisation chinoise bénéficie du commerce international non seulement par une augmentation du volume des échanges mais surtout par une mutation de sa spécialisation naguère tournée vers l'échange des produits premiers en une spécialisation de type manufacturé. Cette évolution constitue une illustration de l'analyse précédente: en suivant cette voie, l'économie chinoise a pu éviter les désagréments de la diminution des termes de l'échanges des matières premières et tirer avantages de la part croissante des produits manufacturés dans les échanges mondiaux.

Le résultat n'est pourtant pas définitif et la logique même de l'analyse impose à la Chine de maintenir cette dynamique dans sa spécialisation en réalisant une transformation de la structure de ses d'exportations en faveur des produits à moyenne valeur ajoutée. En effet l'engagement plus actif des autres PED sur le marché des produits manufacturés à faible valeur ajoutée ne peut que diminuer le poids de la Chine dans les échanges de ces produits, de même l'arrivée d'un nombre croissant de ses propres provinces sur la même scène des produits à faible valeur ajoutée ne peut que renforcer le risque de saturation des débouchés de ces produits.

En considérant le rythme extraordinaire de la croissance chinoise, un modèle est développé pour déterminer la nature du lien entre ses performances commerciales et sa croissance. Ce modèle montre que deux économies présentant deux structures différentes de croissance peuvent retirer des gains dans leur pratique de l'échange mutuel sur cette simple base, la différenciation des taux de croissance pouvant être réalisée intersectoriellement comme intrasectoriellement. Selon ce modèle, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans le secteur qui connaît la croissance relative la plus élevée.

Pour un grand pays comme la Chine, le développement agricole est la base de l'industrialisation. Avant la réforme de 1978, les industries lourdes représentaient un pourcentage artificiellement élevé de l'économie chinoise. Dans le même temps les matières premières occupaient la première place dans ses exportations. La réforme agricole mise en oeuvre à partir de 1978 amène un développement agricole

rapide, qui modifie la structure de la croissance en faveur de la production manufacturée à forte intensité de main-d'oeuvre.

Cette nouvelle spécialisation permet à la Chine de bénéficier de la conformité de sa spécialisation avec les différences de structure de croissance qui existent entre son économie et celles du monde industrialisé. Chez ces dernières, en effet, le secteur des produits à faible valeur ajoutée enregistre une croissance plutôt négative. La force de ces économies, de ce point de vue, réside plutôt dans la fabrication des produits à forte valeur ajoutée et dans le secteur des services. Selon le même modèle, la logique de l'industrialisation amène une transformation de la structure de la croissance en faveur de productions à valeur ajoutée de plus en plus forte, en retour une modification de la structure de la croissance des exportations chinoise est nécessaire.

L'évolution du marché mondial ainsi que l'évolution de la structure de la croissance chinoise mais aussi l'importance des relations stratégiques internationales poussent la Chine à s'engager dans une transformation dynamique de sa spécialisation. Dans la mesure où la compétition internationale qui préside aux relations économiques, aussi bien Nord-Nord, que Nord-Sud ou Sud-Sud, constitue une des principales sources actuelles du développement mondial, il est impossible à la Chine de ne pas s'y intégrer. L'industrialisation présente donc un caractère concurrentiel: elle est un combat dans lequel un PED réussi à se différencier d'avec l'ensemble du tiers-monde et à converger vers le monde industrialisé.

Le poids de la compétition internationale peut s'évaluer à travers l'évolution de l'économie mondiale. Les exportations de produits primaires des U.S.A. ont joué un rôle important dans l'industrialisation du pays à la fin du dix-neuvième siècle. Pourtant, tous les PED qui suivent le même chemin au vingtième siècle, n'ont pas réalisé leur industrialisation. Le monde a changé. Les activités économiques dépendent de moins en moins des produits primaires. Les produits manufacturés augmentent sans cesse leur part dans le commerce international comme dans la production mondiale. L'importance des gains tirés par une économie de l'adoption d'une spécialisation en termes d'avantages absolus, par exemple sur la base de ressources

naturelles particulièrement localisées, est de plus en plus marginalisée. Ce sont les avantages concurrentiels dans les industries relativement modernes qui déterminent l'industrialisation du pays. Précisément, l'industrialisation d'un PED dans le monde actuel est mise en concurrence directement avec celle des autres PED et aussi avec les PI dans la production des biens manufacturés. L'industrialisation est donc un processus qui mène l'économie d'un PED, par l'acquisition d'avantages concurrentiels, d'une économie composée d'industries à faible valeur ajoutée, à une économie composée d'industries à moyenne valeur ajoutée, jusqu'à celle constituée d'industries à forte valeur ajoutée.

L'adaptation continue de la spécialisation chinoise aux caractéristiques de la dynamique du marché mondial constitue, au mieux, une condition nécessaire à la réalisation d'une industrialisation performante. Elle est cependant loin de pouvoir jouer le rôle d'une condition suffisante - s'il est possible de déterminer ce genre de condition. D'autres éléments - internes - sont importants et conditionnent le développement économique. Malgré une dotation en facteurs traditionnels qui n'est pas particulièrement favorable au développement des industries à valeur ajoutée moyenne - ainsi que l'énoncerai une analyse basée sur les niveaux de revenus par tête - l'économie chinoise peut bénéficier de certaines sources endogènes de croissance.

D'abord, son éducation nationale, qui était très influencée par l'idéologie communiste, est plus avancée que son développement économique qui a été, lui, retardé par le système du plan. Cet avancement est confirmé par le positionnement plus élevé de la Chine dans le classement en termes d'IDH (Indicateur de Développement Humain) que par rapport au revenu par tête. Ce stock relativement élevé de capital humain permet à la Chine de mieux s'adapter au transfert technologique. Sur la base d'une bonne utilisation du capital humain, plus la réforme chinoise progressera, plus le dynamisme créé chez les agents économiques sera important. Au plus les industries seront sophistiquées, au plus le dynamisme des agents et le capital humain seront utilisés intensivement. La croissance chinoise pourra donc continuer et sa croissance sera de plus en plus tournée en faveur

des industries plus sophistiquées et donc les industries à valeur ajoutée plus forte. Par suite l'émergence de ces industries est très favorable à la qualité de la spécialisation chinoise.

Les possibilités d'acquisition d'avantages concurrentiels dans les industries qui présentent une valeur ajoutée plus forte sont renforcées pour la Chine de par la taille de son économie qui lui permet de profiter des économies d'échelle. L'échelle du marché chinois est considérable: elle peut être comparable à certaines économies industrialisées. Cette importance du marché permet à la Chine d'acquérir des avantages dans des industries dans lesquelles l'exploitation des économies d'échelle joue un rôle relativement important. Symétriquement, du point de vue des exportateurs et investisseurs étrangers, la grande taille de son marché constitue un argument non négligeable dans les négociations internationales.

Les liens qui unissent les résultats économiques positifs et les caractéristiques de la réforme, ainsi que les perspectives que dévoilent les évolutions en cours, tout laisse à penser que la Chine continuera à suivre la voie tracée depuis 1978. Parcours qui dessine une trajectoire de développement originale, liant l'industrialisation de la nation et sa participation au commerce international.

**ANNEXES**

## ANNEXE 1. LISTE DES PRINCIPAUX SYMBOLES UTILISES

### Annexe 1-1. Abréviations

ASEAN: Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Malaisie, Indonésie, Philippines, Thaïlande, Singapour, Brunei, Vietnam)

APEN: Ancien pays à économie planifiée

CASS: Chinese Academy of Social Sciences

NPI: Nouveaux Pays Industrialisés

PCC: Parti Communiste de la Chine

PECO: Pays d'Europe Centrale et Orientale

PED: Pays En Développement

PI: Pays Industrialisé

SYOC: Statistical Yearbook of China (édité par State Statistical Bureau of China)

## Annexe 1-2. Symboles basiques utilisés dans les formules

**F**: L'ensemble des facteurs

$f_j$ : l'intensité factorielle dans le bien j

**Frd**: les facteurs à rendement décroissant

**Frc**: les facteurs à rendement croissant

$g_{pm}$ : la croissance annuelle maximisée

**J**: la production d'un bien j

**K**: le capital physique

**L**: les ressources humaines

$L_1$ : la quantité de travailleurs ordinaires

$L_2$ : la quantité de travailleurs dynamiques

**P**: la production nationale

$\mathbf{p}_F$ : l'ensemble des prix des facteurs

**R**: le revenu national

$R_j$ : le revenu du secteur j

$R_c$ : la réforme chinoise

**r**: la rémunération du travail

**w**: la rémunération du capital physique

$Y^o$ : la production relative du secteur y par rapport au secteur x ( $Y^o = Y/X$ )

$Y_i^\circ$ : la production relative du secteur y par rapport au secteur x du pays i  
( $Y_i^\circ = Y_i/X_i$ )

$Y_m^\circ$ : la production relative du secteur y par rapport au secteur x de l'économie mondiale ( $Y_m^\circ = Y_m/X_m$ )

ANNEXE 2. LISTE DES PRINCIPAUX CONCEPTS DEVELOPPES DANS CETTE ETUDE

1 - Le rendement et le rendement marginal de la réforme dans le secteur j ( $dP_j/dR_e$  et  $d(dP_j/dR_e)/dR_e$ )

2 - Le dynamisme des agents ( $r_2$ : la rémunération du dynamisme et  $L_2$ : la quantité de travailleurs dynamiques)

3 - Un modèle explicatif de la croissance chinoise conditionnée par la réforme (la figure 5)

4 - L'équilibre national sur la base de paramètres économiques relatifs:

$$Y^{\circ} * p_y^{\circ} = [(1+f_y * p_{F2}^{\circ}) / (1+f_x * p_{F2}^{\circ})] * [(F_2^{\circ} - f_x) / (f_y - F_2^{\circ})]$$

5 - L'équilibre international sur la base de paramètres économiques relatifs:

$$Y_m^{\circ} * p_{y_m}^{\circ} = [(1+f_y * p_{F2_m}^{\circ}) / (1+f_x * p_{F2_m}^{\circ})] * [(F_{2_m}^{\circ} - f_x) / (f_y - F_{2_m}^{\circ})]$$

6 - Le revenu relatif national ( $R_s^{\circ} = R_s / R_n$ ) conditionné par la spécialisation internationale ( $R_{iy}^{\circ} = R_{iy} / R_{ix}$ ):

$$R_s^{\circ} = (X_s / X_n) * ((1 + R_{sy}^{\circ}) / (1 + R_{ny}^{\circ}))$$

7 - Le revenu relatif national ( $R_s^{\circ} = R_s / R_n$ ) conditionné par l'évolution des prix des biens quand la spécialisation internationale demeure inchangée:

$$(\partial R_s^{\circ} / \partial p_y^{\circ})_{X_s/X_n, Y^{\circ}_s, Y^{\circ}_n} < 0 \text{ si } Y^{\circ}_s < Y^{\circ}_n$$

8 - Le revenu relatif national ( $R_s^{\circ} = R_s / R_n$ ) conditionné par l'évolution de la structure du marché mondial, exprimée par le revenu relatif de la production mondiale ( $R_{y_m}^{\circ} = R_{ym} / R_{xm}$ ) quand la spécialisation internationale demeure inchangée:

$$(\partial R_s^\circ / \partial R_{y_m}^\circ) p_{y^\circ} < 0 \text{ si } \partial Y_s^\circ / \partial R_{y_m}^\circ < \text{ ou } = 0$$

9 - Le rendement marginal sectoriel:

$$\partial(\partial P / \partial J) / \partial J = (\partial P / \partial \mathbf{F}) * \partial(\partial \mathbf{F} / \partial J) / \partial J + (\partial \mathbf{F} / \partial J)^2 * \partial(\partial P / \partial \mathbf{F}) / \partial \mathbf{F}$$

10 - Les phénomènes de croissance différenciée

11 - L'industrialisation concurrentielle

## ANNEXE 3. LES FORMULES

### Annexe 3-1. La formule I.1.-1

En supposant que la réforme, notée par  $Re$ , soit une variable indépendante qui conditionne aussi la production (notée par  $P$ ), la production est donc déterminée par les conditions productives conventionnelles (par exemple, le capital, la main-d'oeuvre et la technologie), notées par  $C_p$ , et cette variable extérieure aux conditions productives. Autrement dit, la production est une fonction de la réforme et des conditions productives conventionnelles:

$$P = P(Re, C_p).$$

En dérivant la fonction de production, nous obtenons:

$$dP = (dP/dR_e) * dR_e + (dP/dC_p) * dC_p \quad (I.1-1)$$

Ici  $dP/dR_e$  est le rendement de la réforme et  $dP/dC_p$  est le rendement des conditions productives. Si le rendement de la réforme est positif ( $dP/dR_e > 0$ ), l'augmentation de la production nationale est envisagée avec la progression de la réforme.

### Annexe 3-2. La formule I.1.-2

Si la production nationale,  $P$ , est composée par la production du secteur public, notée par  $Pr_I$  et par celle du secteur privé, notée par  $Pr_{II}$ , nous avons l'équation suivante:

$$P = Pr_I(Re, C_p) + Pr_{II}(Re, C_p).$$

En dérivant la fonction de production par rapport à la variable qui représente l'état de la réforme,  $Re$ , nous avons:

$$(dP/dRe) = (dPr_I/dRe) + (dPr_{II}/dRe). \quad (I.1-2)$$

Ici,  $dP/dRe$  exprime la contribution de la réforme à la production nationale,  $dPr_I/dRe$  et  $dPr_{II}/dRe$  sont les contributions de la réforme à la croissance de chaque secteur respectivement.

### Annexe 3-3. La formule I.1.3

Le rendement de la réforme de chaque secteur est positif par hypothèse, alors:

$$dPr_I/dRe > 0 \text{ et } dPr_{II}/dRe > 0;$$

Le rendement marginal de la réforme est plus grand dans le secteur privé que dans le secteur public:

$$d(dPr_I/dRe)/dRe < d(dPr_{II}/dRe)/dRe. \quad (I.1.-3)$$

### Annexe 3-4. La formule I.1.-4

Si nous introduisons le temps:  $d(dPr_I/dt)/dt < d(dPr_{II}/dt)/dt$  (la formule I.1.-3) et si la réforme continue assez longtemps, au temps  $t_2$ , nous aurons:

$$\begin{aligned} [(Pr_I/P)/(Pr_{II}/P)]t_2 &> [(Pr_I/P)/(Pr_{II}/P)]t_1 \\ \text{puisque } d(dPr_I/dt)/dt &< d(dPr_{II}/dt)/dt \end{aligned} \quad (I.1.-4)$$

### Annexe 3-5. La formule I.2.-1

Supposons qu'un pays ne dispose initialement que de deux types de ressources: le capital physique (K) et les ressources humaines (L). Pour optimiser l'utilisation de ces ressources, les agents ne déterminent les caractéristiques de la production que par l'intermédiaire de la dotation en capital, exprimée par l'intensité capitalistique: K/L.

Quand la production elle-même devient de plus en plus sophistiquée, l'utilisation du travail devient de plus en plus différenciée. Le travail peut être distingué selon deux critères (la qualification et la dynamisation) pour définir les quatre catégories suivantes: travail non-

qualifié et travail qualifié; travail dynamique et travail non particulièrement dynamique (ou travail ordinaire).

La rémunération du travail ordinaire peut être donnée par le salaire standard ou ordinaire, noté par  $r_1$ . Le dynamisme, présenté par certains agents comme une qualité supplémentaire, est payé par une rémunération supplémentaire. Pour simplifier le problème, cette partie de la rémunération du travail est supposée être une prime, notée par  $r_2$ .

Notons la rémunération du capital physique par  $w$ , la rémunération du travail, qui comprend le travail dynamique et le travail ordinaire, par  $r$ , la quantité de travailleurs ordinaires et celle de travailleurs dynamiques par  $L_1$  et  $L_2$  respectivement. Nous obtenons alors le revenu national, noté par  $R$ , d'une économie sous l'hypothèse de marché parfait:

$$\begin{aligned} R &= K*w + L*r \\ &= K*w + L_1*r_1 + L_2*r_2 \end{aligned} \tag{I.1.-5}$$

Selon cette formule, la rémunération du dynamisme constitue une partie du revenu national.

#### Annexe 3-6. La formule I.1.-6

Quand le modèle du dynamisme (la formule I.1.-5) est appliqué dans le modèle du rendement marginal de la réforme (la formule I.1.-3), nous pouvons interpréter la réforme en terme de création de dynamisme.

Selon la formule I.1.-5, la rémunération du dynamisme dans le secteur public ( $r_{2I}$ ) et dans le secteur privé ( $r_{2II}$ ) sont respectivement:

$$\begin{aligned} r_{2I} &= (dR/dL_2)_I \\ r_{2II} &= ((dR/dL_2)_{II} \end{aligned}$$

Pour simplifier le modèle sans perdre l'essentiel, nous supposons que chaque secteur produise le même produit qui est vendu sur le même marché et avec un prix identique ( $p$ ), nous avons:

$$R_i = p \cdot P_i$$

et  $R_{ii} = p \cdot P_{ii}$ .

Ici,  $R_i$  et  $R_{ii}$  sont les revenus sectoriels de chaque secteur.

Selon la formule I.1.-3, le rendement de la réforme de chaque secteur est positif, soit:  $dP_i/dRe > 0$  et  $dP_{ii}/dRe > 0$ . En supposant que le prix demeure inchangé et positif, nous avons donc:

$$dR_i/dRe = p \cdot (dP_i/dRe) > 0$$

$$dR_{ii}/dRe = p \cdot (dP_{ii}/dRe) > 0.$$

En dérivant ces formules par rapport à la variable qui rend compte du dynamisme,  $L_2$ , et en supposant que la croissance du dynamisme soit positive avec la réforme, nous obtenons:

$$(dR_i/dL_2)/dRe = (dr_2/dRe)_i > 0$$

$$(dR_{ii}/dL_2)/dRe = (dr_2/dRe)_{ii} > 0.$$

Selon la formule I.1.-3, le rendement marginal de la réforme dans le secteur privé est plus grand que dans le secteur public ( $d(dP_i/dRe)/dRe < d(dP_{ii}/dRe)/dRe$ ). Nous avons donc la formule suivante:

$$((dr_2/dRe)/dRe)_i < ((dr_2/dRe)/dRe)_{ii} \quad (I.1.-6)$$

C'est à dire, que si la réforme ( $Re$ ) s'intensifie ( $dRe > 0$ ), le secteur étatique (I) enregistre une croissance positive de la rémunération du dynamisme ( $(dr_2/dRe)_i > 0$ ) ainsi que le secteur privé ( $(dr_2/dRe)_{ii} > 0$ ), mais le rythme de la croissance du secteur étatique au cours de la réforme est moins important que celui de la croissance du secteur privé ( $[(dr_2/dRe)/dRe]_i < [(dr_2/dRe)/dRe]_{ii}$ ).

#### Annexe 3-7. La formule II.2.-1

Deux biens sont produites: X et Y en utilisant deux facteurs:  $F_1$  et  $F_2$ . Un de ces deux biens est noté par j, soit:  $j=X$  ou  $Y$ . Le prix du bien j

est noté par  $p_j$ . L'ensemble des facteurs est noté par  $\mathbf{F}$ , soit:  $\mathbf{F}=(F_1, F_2)$ . L'ensemble des rémunérations des facteurs est noté par  $\mathbf{p}_F$ , soit:  $\mathbf{p}_F=(p_{F_1}, p_{F_2})$ . Si tous ces facteurs et la technique de production sont bien définis, la production d'un bien  $j$ , notée par  $J$ , peut être définie comme une fonction de ces facteurs:

$$J = J(\mathbf{F}) = J(F_1, F_2).$$

La production nationale peut être aussi définie par la fonction suivante:

$$P = P(\mathbf{F}) = P(F_1, F_2).$$

La rémunération des facteurs peut donc être définie comme dans l'économie néo-classique:

$$\mathbf{p}_F = p_j * (dJ/d\mathbf{F}).$$

Sous l'hypothèse que la rémunération des facteurs épuise la valeur totale de la production, nous avons les relations suivantes:

$$\begin{aligned} R &= \mathbf{p}_F * \mathbf{F} \\ R_j &= p_j * J = \mathbf{p}_{F_j} * \mathbf{F}_j \end{aligned} \quad (\text{II.2.-1})$$

Ici,  $R$  est le revenu national, qui représente la valeur totale de la production nationale;  $R_j$ , le revenu du secteur  $j$ , qui représente la valeur totale de la production de ce secteur.

### Annexe 3-8. La formule II.2.-2

Supposons que les agents soient rationnels et agissent dans un cadre défini par les hypothèses suivantes: l'hypothèse de plein emploi des facteurs; l'hypothèse de mobilité absolue des facteurs; l'hypothèse de rendements d'échelle constants ou l'hypothèse de concurrence parfaite, etc..

L'hypothèse de rendements d'échelle constants signifie que pour un choix donné de technique, représenté par l'intensité factorielle  $f_j$ ,

la production augmente  $n$  fois si les quantités de facteurs augmentent  $n$  fois. Donc l'intensité factorielle, noté par  $f_j$ , est toujours une fonction constante de l'augmentation des facteurs:

$$f_j = F_{2j}/F_{1j}.$$

L'hypothèse de plein emploi des facteurs peut être traduite par la pleine utilisation des facteurs disponibles dans la production des biens X et Y:

$$\mathbf{F} = \mathbf{F}_x + \mathbf{F}_y.$$

En notant le choix technique du secteur x par  $f_x$  ( $f_x = F_{2x}/F_{1x}$ ), et celui du secteur y, par  $f_y$  ( $f_y = F_{2y}/F_{1y}$ ), l'emploi plus intensif du facteur  $F_2$  dans le secteur Y que dans le secteur X peut être exprimé de la manière suivante:

$$f_y > f_x.$$

On ajoute encore l'hypothèse de concurrence parfaite sur le marché des facteurs comme sur celui des biens, qui conduit à l'unicité des prix sur ce marché, au choix optimal de productions et donc de techniques qui maximise le bénéfice net des producteurs. Cette hypothèse impose que chaque facteur reçoive la même rémunération correspondant à la valeur monétaire de sa productivité marginale, quel que soit le secteur auquel il est affecté:

$$p_{F1x} = p_{F1y}$$

et  $p_{F2x} = p_{F2y}.$

En utilisant le symbole  $^\circ$  pour noter une variable relative, nous obtenons les paramètres relatifs des deux secteurs. Avec ces paramètres relatifs, la structure du système productif peut être caractérisée. En ce sens, ces paramètres relatifs peuvent être considérés comme des paramètres structurels. Comme par exemple:

- la production relative du secteur y par rapport au secteur x, notée par  $Y^\circ$  ( $Y^\circ = Y/X$ ) reflète la structure de la production nationale;

- le prix relatif du bien y par rapport au bien x, noté par  $p_y^\circ$  ( $p_y^\circ = p_y/p_x$ ) reflète la structure du prix des biens;

- le prix relatif du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$ , noté par  $p_{F2}^\circ$  ( $p_{F2}^\circ = p_{F2}/p_{F1}$ ) décrit la structure du prix des facteurs;

- la productivités marginale relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$ , notée par  $T_2^\circ$  ( $T_2^\circ = (\partial X/\partial F_2)/(\partial X/\partial F_1) = (\partial X/\partial F_2)/(\partial X/\partial F_1)$ ) rend compte de la structure de la productivités marginale des facteurs;

- la disponibilité relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$ , notée par  $F_2^\circ$  ( $F_2^\circ = F_2/F_1$ ) reflète la structure de la disponibilité des facteurs;

- le revenu relatif du secteur y par rapport au secteur x, noté par  $R_y^\circ$  ( $R_y^\circ = R_y/R_x$ ) décrit la structure du revenu national.

En appliquant les hypothèses habituelles de la théorie économique (le postulat de rationalité des agents économiques, l'hypothèse de plein emploi des facteurs; de rendements d'échelle constants et l'hypothèse de concurrence parfaite, et son corollaire: la mobilité totale des facteurs de production) dans notre modèle, un équilibre national peut être obtenu:

Du point de vue du marché des biens,

$$R_y^\circ = (Y \cdot p_y) / (X \cdot p_x) = Y^\circ \cdot p_y^\circ.$$

Du point de vue du marché des facteurs,

$$\begin{aligned} R_y^\circ &= (\mathbf{p}_F \cdot \mathbf{F}_y) / (\mathbf{P}_x \cdot \mathbf{F}_x) \\ &= (p_{F1y} \cdot F_{1y} + p_{F2y} \cdot F_{2y}) / (p_{F1x} \cdot F_{1x} + p_{F2x} \cdot F_{2x}) \\ &= (p_{F1} \cdot F_{1y} + p_{F2} \cdot F_{2y}) / (p_{F1} \cdot F_{1x} + p_{F2} \cdot F_{2x}) \\ &\quad (\text{si } p_{F1x} = p_{F1y} = p_{F1} \text{ et } p_{F2x} = p_{F2y} = p_{F2}) \\ &= [(p_{F1}) \cdot (F_{1y} + p_{F2}^\circ \cdot F_{2y})] / [(p_{F1}) \cdot (F_{1x} + p_{F2}^\circ \cdot F_{2x})] \\ &= [(F_{1y}) \cdot (1 + p_{F2}^\circ \cdot F_{2y}^\circ)] / [(F_{1x}) \cdot (1 + p_{F2}^\circ \cdot F_{2x}^\circ)] \\ &\quad (\text{alors } F_{2y}^\circ = F_{2y}/F_{1y} \text{ et } F_{2x}^\circ = F_{2x}/F_{1x}) \end{aligned}$$

$$= [(F_{1y}/F_{1x})] * [(1+p_{F_2} * f_y)/(1+p_{F_2} * f_x)]$$

(si  $F_2^{\circ} = F_{2y}/F_{1y} = f_y$  et  $F_2^{\circ} = F_{2x}/F_{1x} = f_x$ )

Ici,  $F_{1y}/F_{1x} = (F_2^{\circ} - f_x)/(f_y - F_2^{\circ})$  selon les expressions suivantes:

$$F_2^{\circ} = (F_{2x} + F_{2y}) / (F_{1x} + F_{1y})$$

(sous l'hypothèse de plein-emploi des facteurs)

puis,  $F_2^{\circ} * F_{1x} - F_{2x} = F_{2y} - F_2^{\circ} * F_{1y}$

puis,  $F_2^{\circ} * F_{1x} - F_1 * F_{2x} = F_1 * F_{2y} - F_2^{\circ} * F_{1y}$

et  $(F_2^{\circ} - f_x)/(f_y - F_2^{\circ})$

$$= (F_{1y}/F_{1x}) * ((F_2^{\circ} * F_{1x} - F_1 * F_{2x}) / (F_1 * F_{2y} - F_2^{\circ} * F_{1y}))$$

(si  $f_x = F_{2x}/F_{1x}$  et  $f_y = F_{2y}/F_{1y}$ )

donc  $F_{1y}/F_{1x} = (F_2^{\circ} - f_x)/(f_y - F_2^{\circ})$  puisque

$$(F_2^{\circ} * F_{1x} - F_1 * F_{2x}) / (F_1 * F_{2y} - F_2^{\circ} * F_{1y}) = 1.$$

Nous avons donc:

$$R_y^{\circ} = [(1+f_y * p_{F_2}^{\circ}) / (1+f_x * p_{F_2}^{\circ})] * [(F_2^{\circ} - f_x)/(f_y - F_2^{\circ})].$$

En supposant que le revenu du marché des biens soit identique à celui des facteurs, nous obtenons l'équilibre national:

$$Y^{\circ} * p_y^{\circ} = [(1+f_y * p_{F_2}^{\circ}) / (1+f_x * p_{F_2}^{\circ})] * [(F_2^{\circ} - f_x)/(f_y - F_2^{\circ})].$$

En dérivant le revenu relatif du secteur Y par rapport au secteur X, nous avons:

$$Y^{\circ} dp_y^{\circ} + p_y^{\circ} dY^{\circ} = A^{\circ} dp_{F_2}^{\circ} + B^{\circ} dF_2^{\circ}$$

(sous l'hypothèse de rendements d'échelle constants, soit:  $df_j = 0$ )

Ici  $A^{\circ} = (\partial R_y^{\circ} / \partial p_{F_2}^{\circ})_{F_2}$

$$= [(f_y - f_x) / (1 + f_x * p_{F_2}^{\circ})^2] * [(F_2^{\circ} - f_x) / (f_y - F_2^{\circ})]$$

$> 0$  si  $f_y > F_2^{\circ} > f_x$

$$B^{\circ} = (\partial R_y^{\circ} / \partial F_2^{\circ}) p_{F_2}$$

$$= [(1 + f_y * p_{F_2}^{\circ}) / (1 + f_x * p_{F_2}^{\circ})] * [(f_y - f_x) / (f_y - F_2^{\circ})^2]$$

$> 0$  si  $f_y > f_x$  (II.2.-2)

### Annexe 3-9. La formule II.2.-3

Si la structure productive et la structure de la disponibilité factorielle sont inchangées:

$$dY^{\circ} = 0$$

et  $dF_2^{\circ} = 0$

la relation entre la structure du prix des biens, exprimée par le prix relatif des biens ( $p_y^{\circ}$ ) et la structure du prix des facteurs, exprimée par le prix relatif des facteurs ( $p_{F_2}^{\circ}$ ), peut être directement déduite de la formule II.2-2:

$$dR_y^{\circ} = Y^{\circ} dp_y^{\circ} \\ = A^{\circ} dp_{F_2}^{\circ}$$

donc si  $dp_y^{\circ} \geq 0$  et  $f_y > f_x$  (soit  $A^{\circ} > 0$ ), alors  $dp_{F_2}^{\circ} \geq 0$ . (II.2.-3)

### Annexe 3-10. La formule II.2.-4

Si la disponibilité relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  et le prix relatif du bien  $y$  par rapport au bien  $x$  restent inchangés:

$$dF_2^{\circ} = 0$$

et  $dp_y^{\circ} = 0$ ,

nous trouvons la relation entre la structure du prix des facteurs, exprimée par le prix relatif du facteur 2 par rapport au facteur 1 ( $p_{F_2}^{\circ}$ ) et la structure productive, exprimée par la production relative du secteur  $y$  par rapport au secteur  $x$  ( $Y^{\circ}$ ) en utilisant la formule II.2.-2:

$$dR_y^{\circ} = p_y^{\circ} dY^{\circ} \\ = A^{\circ} dp_{F_2}^{\circ}$$

donc si  $dp_{F_2}^{\circ} \geq 0$  et  $f_y > f_x$  (soit  $A > 0$ ), alors  $dY^{\circ} \geq 0$ .

(II.2.-4)

### Annexe 3-11. La formule II.2-5

Si les prix relatifs des biens et des facteurs restent inchangés:

$$\begin{aligned} dp_y^\circ &= 0 \\ \text{et } dp_{F_2}^\circ &= 0, \end{aligned}$$

et si l'utilisation du facteur  $F_2$  est plus intensive dans la production du bien Y que dans celle du bien X:

$$f_y > f_x,$$

nous avons la relation suivante selon la formule II.2-2:

$$\begin{aligned} dR_y^\circ &= p_y^\circ dY^\circ \\ &= B^\circ dF_2^\circ \end{aligned}$$

donc si  $dF_2^\circ \geq 0$  et  $f_y > f_x$  (soit  $B > 0$ ), alors  $dY^\circ \geq 0$ . (II.2.-5)

### Annexe 3-12. La formule II.2.-6

L'échange international sera étudié sous l'hypothèse que l'échange des produits n'implique pas nécessairement de mobilité internationale des facteurs.

Dans ce modèle, si les paramètres économiques d'un pays sont indicés par  $i$  ( $i = s$  ou  $n$  dans cette étude), nous avons les paramètres structurels d'une nation, comme par exemple,

- le prix relatif du bien Y par rapport au bien X pour le pays  $i$ ,  
 $P_{y_i}^\circ = P_{y_i} / P_{x_i}$ ,

- le prix relatif du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  dans le pays  $i$ ,  $P_{F_2_i}^\circ = P_{F_2_i} / P_{F_1_i}$ ,

- la production relative du secteur  $y$  par rapport au secteur  $x$  du pays  $i$ ,  $Y_i^\circ = Y_i / X_i$ ,

- la productivités marginale relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  pour le pays  $i$ :

$$T_{2i}^{\circ} = (\partial X_i / \partial F_{2i}) / (\partial X_i / \partial F_{1i}) = (\partial X_i / \partial F_{2i}) / (\partial X_i / \partial F_{1i}),$$

- la disponibilité relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  au pays  $i$ ,  $F_{2i}^{\circ} = F_{2i} / F_{1i}$ ,

- le revenu relatif du secteur  $y$  par rapport au secteur  $x$  pour le pays  $i$ ,  $R_{yi}^{\circ} = R_{yi} / R_{xi}$ ,

Selon la même méthode par laquelle la formule II.2.-2 est obtenue, nous avons donc les équilibres nationaux:

$$p_{ys}^{\circ} * Y_s^{\circ} = [(1 + f_y * p_{F2s}^{\circ}) / (1 + f_x * p_{F2s}^{\circ})] * [(F_{2s}^{\circ} - f_x) / (f_y - F_{2s}^{\circ})]$$

et

$$p_{yn}^{\circ} * Y_n^{\circ} = [(1 + f_y * p_{F2n}^{\circ}) / (1 + f_x * p_{F2n}^{\circ})] * [(F_{2n}^{\circ} - f_x) / (f_y - F_{2n}^{\circ})].$$

## 2). L'équilibre mondial

Si les paramètres mondiaux sont indicés par  $m$ , nous avons les paramètres relatifs mondiaux suivants:

- le prix relatif du bien  $Y$  par rapport au bien  $X$  au marché mondial,  $p_{ym}^{\circ} = p_{ym} / p_{xm}$ ,

- le prix relatif du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  sur le marché mondial,  $p_{F2m}^{\circ} = p_{F2m} / p_{F1m}$ ,

- la production relative du secteur  $y$  par rapport au secteur  $x$  de l'économie mondiale,  $Y_m^{\circ} = Y_m / X_m$ ,

- la productivités marginale relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  sur le marché mondial:

$$T_2^{\circ} = (\partial X_m / \partial F_{2m}) / (\partial X_m / \partial F_{1m}) = (\partial X_m / \partial F_{2m}) / (\partial X_m / \partial F_{1m}),$$

- la disponibilité relative du facteur  $F_2$  par rapport au facteur  $F_1$  dans l'économie mondiale,  $F_2^{\circ} = F_{2m} / F_{1m}$ ,

- le revenu relatif du secteur  $y$  par rapport au secteur  $x$  dans l'économie mondiale,  $R_y^{\circ} = R_{ym} / R_{xm}$ ,

En supposant que les fonctions de production sont identiques dans les deux pays pour les mêmes produits et que le revenu du marché des biens est identique à celui du marché des facteurs dans l'économie mondiale, nous obtenons l'équilibre mondial à partir de la formule II.2.-2:

$$Y_m^{\circ} * p_y^{\circ} = [(1 + f_y * p_{F_2^{\circ}}) / (1 + f_x * p_{F_2^{\circ}})] * [(F_2^{\circ} - f_x) / (f_y - F_2^{\circ})]$$

C'est à dire, quand les techniques de production sont fixées ( $df_j=0$ ), la structure productive mondiale ( $Y_m^{\circ}$ ) est une fonction de la structure du prix des facteurs ( $p_{F_2^{\circ}}$ ) et de la structure de la répartition des quantités de facteurs appliquées dans la production ( $F_2^{\circ}$ ) sur le marché mondial.

### 3). L'équilibre international

Pour étudier l'équilibre international, nous définirons d'abord des paramètres structurels internationaux, comme par exemple,

- la production relative internationale du secteur  $y$  du pays  $s$  par rapport à celle du pays  $n$ ,  $Y_s^{\circ} = Y_s / Y_n$ ,

- la production relative internationale du secteur  $x$  du pays  $s$  par rapport à celle du pays  $n$ ,  $X_s^{\circ} = X_s / X_n$ ,

- le revenu relatif international du pays  $s$  par rapport au pays  $n$ ,  $R_s^{\circ} = R_s / R_n$ ,

Donc, la structure de la production mondiale ( $Y^{\circ}_m$ ) et celle de la production nationale peuvent être exprimées comme les suivantes:

$$\begin{aligned} Y^{\circ}_m &= Y_m/X_m = (Y_s+Y_n)/(X_s+X_n) \\ &= Y^{\circ}_s * [(1+Y_n^{\circ})/(1+X_n^{\circ})] \\ &= Y^{\circ}_n * [(1+Y_s^{\circ})/(1+X_s^{\circ})] \end{aligned}$$

donc,

$$\begin{aligned} Y^{\circ}_s * [(1+Y_n^{\circ})/(1+X_n^{\circ})] \\ &= Y^{\circ}_s * (X_s^{\circ}/Y_s^{\circ}) * [(1+Y_s^{\circ})/(1+X_s^{\circ})] \\ &= Y^{\circ}_n * [(1+Y_s^{\circ})/(1+X_s^{\circ})] \end{aligned}$$

et,

$$(Y^{\circ}_s/Y_n^{\circ}) = (Y_s^{\circ}/X_s^{\circ})$$

ou  $X_s^{\circ} = Y_s^{\circ} * (Y_n^{\circ}/Y_s^{\circ})$ .

Nous avons donc:

$$Y^{\circ}_m = Y^{\circ}_n * [(1+X_s^{\circ} * (Y_s^{\circ}/Y_n^{\circ})) / (1+X_s^{\circ})]$$

$$(1+X_s^{\circ}) * Y^{\circ}_m = Y^{\circ}_n * (1+X_s^{\circ} * (Y_s^{\circ}/Y_n^{\circ}))$$

$$X_s^{\circ} = (Y_n^{\circ} - Y^{\circ}_m) / (Y^{\circ}_m - Y_s^{\circ})$$

Pour établir l'équilibre international, nous appliquerons ici l'hypothèse d'égalisation des prix dans le libre échange sous la forme du théorème HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON: l'ouverture des pays s et n au libre-échange, caractérisé par l'unicité des prix des biens ( $p_{ys}=p_{yn}$  et  $p_{xs}=p_{xn}$  et donc  $p_{y^{\circ}_s}=p_{y^{\circ}_n}=p_{y^{\circ}_m}$ ), conduit nécessairement à une économie mondiale intégrée, où les prix des facteurs productifs s'égalisent dans les pays ( $p_{F2s}=p_{F2n}$  et  $p_{F1s}=p_{F1n}$  et donc  $p_{F2^{\circ}_s}=p_{F2^{\circ}_n}=p_{F2^{\circ}_m}$ ) sans qu'il y ait mobilité internationale des facteurs.

Le revenu relatif d'un pays (par exemple, le pays s) par rapport à un autre pays (par exemple, le pays n) peut être défini comme la

comparaison des revenus nationaux entre les deux pays ( $R_s^\circ = R_s/R_n$ ). L'équilibre international sous les hypothèses habituelles de la théorie néo-classique peut être obtenu en étudiant la relation entre le revenu relatif international ( $R_s^\circ$ ), la distribution intrasectorielle internationale ( $X_s^\circ$ ) et les spécialisations internationales ( $Y_s^\circ$  et  $Y_n^\circ$ ):

$$\begin{aligned}
 R_s^\circ &= R_s/R_n \\
 &= (R_{sy}+R_{sx})/(R_{ny}+R_{nx}) \\
 &= (R_{sx}/R_{nx})*((1+R_y^\circ_s)/(1+R_y^\circ_n)) \\
 &= (X_s/X_n)*(p_{xs}/p_{xn}) *((1+R_y^\circ_s)/(1+R_y^\circ_n)) \\
 &= (X_s/X_n)*((1+R_y^\circ_s)/(1+R_y^\circ_n)) \\
 &\text{(sous l'hypothèse d'égalisation des prix)} \\
 &= X_s^\circ*(1+p_y^\circ*Y_s^\circ)/(1+p_y^\circ*Y_n^\circ) \\
 &= [(Y_n^\circ-Y_m^\circ)/(Y_m^\circ-Y_s^\circ)]*[(1+p_y^\circ*Y_s^\circ)/(1+p_y^\circ*Y_n^\circ)] \\
 &= R_s^\circ(Y_n^\circ, Y_s^\circ, p_y^\circ, Y_m^\circ) \\
 &= R_s^\circ(F_{2n}^\circ, F_{2s}^\circ, p_y^\circ, Y_m^\circ) \qquad \qquad \qquad \text{(II.2.-6)}
 \end{aligned}$$

En libre-échange où l'égalisation des prix est réalisée ( $p_{xs}=p_{xn}$ ,  $p_{ys}=p_{yn}$ ), le revenu relatif international est donc une fonction de la structure du marché mondial ( $Y_m^\circ$ ), du prix relatif des biens ( $p_y^\circ$ ) et de la structure des productions nationales ( $Y_s^\circ$  et  $Y_n^\circ$ ). Il est aussi une fonction de la structure du marché mondial ( $Y_m^\circ$ ), du prix relatif des biens ( $p_y^\circ$ ) et des dotations factorielles des nations ( $F_{2n}^\circ$  et  $F_{2s}^\circ$ ).

Annexe 3-14. La formule II.2.-7

$R_s^\circ$  peut être exprimé par:

$$R_s^\circ = (a/b)*(c/e)$$

$$\begin{aligned}
\text{ici, } a &= (Y_n^\circ - Y_m^\circ) \text{ et } da = dY_n^\circ - dY_m^\circ \\
b &= (Y_m^\circ - Y_s^\circ) \text{ et } db = dY_m^\circ - dY_s^\circ \\
c &= (1 + p_y^\circ * Y_s^\circ) \text{ et } dc = p_y^\circ * dY_s^\circ + Y_s^\circ * dp_y^\circ \\
e &= (1 + p_y^\circ * Y_n^\circ) \text{ et } de = p_y^\circ * dY_n^\circ + Y_n^\circ * dp_y^\circ
\end{aligned}$$

donc,

$$\begin{aligned}
dR_s^\circ &= (a/b) * [(e * dc - c * de) / e^2] + (c/e) * [(b * da - a * db) / b^2] \\
&= (a / (b * e^2)) * (e * dc - c * de) + (c / (e * b^2)) * (b * da - a * db) \\
&= (a / (b * e^2)) * (e * p_y^\circ * dY_s^\circ - c * dp_y^\circ * dY_n^\circ - (c * Y_n^\circ - e * Y_s^\circ) * dp_y^\circ) + \\
&\quad (c / (e * b^2)) * (b * dY_n^\circ + a * dY_s^\circ - (a + b) * dY_m^\circ) \\
&= ((a * b) / (b^2 * e^2)) * (e * p_y^\circ * dY_s^\circ - c * dp_y^\circ * dY_n^\circ - (Y_n^\circ - Y_s^\circ) * dp_y^\circ) + \\
&\quad ((c * e) / (e^2 * b^2)) * (b * dY_n^\circ + a * dY_s^\circ - (Y_n^\circ - Y_s^\circ) * dY_m^\circ) \\
&= [(a * b * e * p_y^\circ * dY_s^\circ - a * b * c * dp_y^\circ * dY_n^\circ - a * b * (Y_n^\circ - Y_s^\circ) * dp_y^\circ) + \\
&\quad (c * e * b * dY_n^\circ + c * e * a * dY_s^\circ - c * e * (Y_n^\circ - Y_s^\circ) * dY_m^\circ)] / (e^2 * b^2) \\
&= [(a * e * (b * p_y^\circ + c) * dY_s^\circ - b * c * (a * dp_y^\circ - e) * dY_n^\circ - a * b * (Y_n^\circ - Y_s^\circ) * dp_y^\circ \\
&\quad - c * e * (Y_n^\circ - Y_s^\circ) * dY_m^\circ)] / (e^2 * b^2) \\
&= [(a * e * (1 + p_y^\circ * Y_m^\circ) * dY_s^\circ + b * c * (1 + p_y^\circ * Y_m^\circ) * dY_n^\circ \\
&\quad - a * b * (Y_n^\circ - Y_s^\circ) * dp_y^\circ - c * e * (Y_n^\circ - Y_s^\circ) * dY_m^\circ)] / (e^2 * b^2)
\end{aligned}$$

(II.2.-7)

### Annexe 3-14. La formule II.2.-8

Pour étudier l'équilibre international, nous définirons d'abord les paramètres structurels internationaux suivants:

- la production relative internationale du secteur y du pays s par rapport à celle du pays n,  $Y_s^\circ = Y_s / Y_n$ ;

- la production relative internationale du secteur x du pays s par rapport à celle du pays n,  $X_s^\circ = X_s / X_n$ ;

- le revenu relatif international du pays s par rapport au pays n,  
 $R_s^\circ = R_s/R_n$ .

Pour établir l'équilibre international, nous appliquerons ici l'hypothèse d'égalisation des prix dans le libre échange sous la forme du théorème - HECKSCHER OHLIN-SAMUELSON: l'ouverture des pays s et n au libre-échange, caractérisé par l'unicité des prix des biens ( $p_{ys} = p_{yn}$  et  $p_{xs} = p_{xn}$  et donc  $p_{y^\circ s} = p_{y^\circ n} = p_{y^\circ m}$ ), conduit nécessairement à une économie mondiale intégrée, où les prix des facteurs productifs s'égalisent dans les pays ( $p_{F2s} = p_{F2n}$  et  $p_{F1s} = p_{F1n}$  et donc  $P_{F2^\circ s} = P_{F2^\circ n} = P_{F2^\circ m}$ ) sans qu'il y ait mobilité internationale des facteurs.

Le revenu relatif d'un pays (par exemple, le pays s) par rapport à un autre pays (par exemple, le pays n) peut être défini comme la comparaison des revenus nationaux entre les deux pays ( $R_s^\circ = R_s/R_n$ ). L'équilibre international sous les hypothèses habituelles de la théorie néo-classique peut être obtenu en étudiant la relation entre le revenu relatif international ( $R_s^\circ$ ) et le prix relatifs des biens, la distribution intrasectorielle internationale ( $Y^\circ$ ) et les spécialisations internationales ( $Y_s^\circ$  et  $Y_n^\circ$ ):

$$\begin{aligned}
 R_s^\circ &= R_s/R_n \\
 &= [(Y_n^\circ - Y_m^\circ)/(Y_m^\circ - Y_s^\circ)] * [(1 + p_{y^\circ} * Y_s^\circ)/(1 + p_{y^\circ} * Y_n^\circ)] \\
 &= R_s^\circ(Y_n^\circ, Y_s^\circ, p_{y^\circ}, Y_m^\circ) \\
 &= R_s^\circ(F_{2^\circ n}, F_{2^\circ s}, p_{y^\circ}, Y_m^\circ) \qquad \qquad \qquad (II.2.-8)
 \end{aligned}$$

Annexe 3-15. La formule II.2.-9

En effet, la spécialisation internationale au sens de la théorie néo-classique est une des relations déterminées par cet équilibre international. Supposons que la dotation factorielle soit plus importante pour le pays n que pour le pays, soit:

$$f_y > F_{2^\circ n} > F_{2^\circ s} > f_x$$

$$\text{ou } (F_{2s}^{\circ} - f_x) < (F_{2n}^{\circ} - f_x) \\ (f_y - F_{2n}^{\circ}) < (f_y - F_{2s}^{\circ}).$$

En appliquant l'hypothèse d'égalisation des prix dans les équilibres nationaux sous les hypothèses habituelles de la théorie néo-classique, nous avons la relation entre la structure productive du pays s ( $Y_s^{\circ}$ ) et celle du pays n ( $Y_n^{\circ}$ ):

$$(Y_s^{\circ}/Y_n^{\circ}) \\ = [(F_{2s}^{\circ} - f_x)/(f_y - F_{2s}^{\circ})]/[(F_{2n}^{\circ} - f_x)/(f_y - F_{2n}^{\circ})] \\ = [(F_{2s}^{\circ} - f_x)/(F_{2n}^{\circ} - f_x)] * [(f_y - F_{2n}^{\circ})/(f_y - F_{2s}^{\circ})] \\ < 1.$$

$$\text{ou } (Y_s/X_s) < (Y_n/X_n) \quad (\text{II.2.-9})$$

Cette formule peut être traduite par le fait suivant: à l'ouverture de l'échange, chaque pays se spécialise partiellement dans le bien dont la fabrication nécessite l'usage intensif du facteur productif dont il est le mieux pourvu par rapport à l'autre partenaire. Ce bien est exporté dans l'autre pays, qui exporte l'autre bien.

### Annexe 3-16. La formule II.2.-10

Selon la formule II.2.-6,

$$R_s^{\circ} = [(Y_n^{\circ} - Y_m^{\circ})/(Y_m^{\circ} - Y_s^{\circ})] * [(1 + p_y^{\circ} * Y_s^{\circ})/(1 + p_y^{\circ} * Y_n^{\circ})],$$

En fixant la spécialisation internationale de chaque pays ( $dY_s^{\circ}=0$  et  $dY_n^{\circ}=0$ ) et la structure du marché mondial ( $dY_m^{\circ}=0$ ), nous avons donc,

$$(\partial R_s^{\circ} / \partial p_y^{\circ})_{Y_m^{\circ}, Y_s^{\circ}, Y_n^{\circ}} \\ = [(Y_n^{\circ} - Y_m^{\circ})/(Y_m^{\circ} - Y_s^{\circ})] * [Y_s^{\circ} * (1 + p_y^{\circ} * Y_n^{\circ}) \\ - Y_n^{\circ} * (1 + p_y^{\circ} * Y_s^{\circ})] / (1 + p_y^{\circ} * Y_n^{\circ})^2 \\ = [(Y_n^{\circ} - Y_m^{\circ})/(Y_m^{\circ} - Y_s^{\circ})] * [(Y_s^{\circ} - Y_n^{\circ}) / (1 + p_y^{\circ} * Y_n^{\circ})^2]$$

donc,

$$\begin{aligned} (\partial R_s^\circ / \partial p_y^\circ)_{Y^m, Y^s, Y^n} &< 0 \text{ si } Y_s^\circ < Y_n^\circ. \\ (\partial R_s^\circ / \partial p_y^\circ)_{Y^m, Y^s, Y^n} &\rightarrow 0 \text{ si } Y_s^\circ \rightarrow Y_n^\circ \end{aligned} \quad (\text{II.2.-10})$$

C'est à dire que, sans modification de la structure de la production mondiale et de la spécialisation internationale de chaque pays, une hausse du prix relatif du bien Y par rapport à celui du bien X ( $dp_y^\circ > 0$ ) (ou une baisse du terme des échanges pour le pays s) sur le marché mondial aura pour effet de modifier le gain d'échange relatif plutôt en faveur du pays n qu'en faveur du pays s ( $(\partial R_s^\circ / \partial p_y^\circ) < 0$  ou  $(\partial R_n^\circ / \partial p_y^\circ) > 0$ ), si ce dernier se spécialise moins intensivement dans la production du bien Y que le premier ( $Y_s^\circ < Y_n^\circ$ ). Donc, si le prix relatif du bien Y augmente, il est nécessaire de modifier la spécialisation internationale en réduisant la différence des spécialisations entre les deux pays ( $\partial(Y_n^\circ - Y_s^\circ) / \partial p_y^\circ \rightarrow 0$ ) pour que les gains d'échange soient égalisés entre ces deux pays ( $(\partial R_s^\circ / \partial p_y^\circ) \rightarrow 0$ ).

### Annexe 3-17. La formule II.2.-11

Nous pouvons étudier la relation entre l'évolution du gain d'échange relatif, exprimé par l'évolution du revenu relatif national (par exemple,  $dR_s^\circ$ ), avec la modification de la structure du marché mondial ( $dY_m^\circ$ ) directement à partir de l'équilibre international des paramètres structurels (la formule II.2.-6). En fixant le prix relatif ( $dp_y^\circ = 0$ ), les spécialisations internationales ( $dY_s^\circ = 0$  et  $dY_n^\circ = 0$ ), selon la formule II.2.-6, nous avons:

$$\begin{aligned} (\partial R_s^\circ / \partial Y^\circ)_{p_y^\circ, Y^s, Y^n} \\ = [(1+p_y^\circ * Y_s^\circ) / (1+p_y^\circ * Y_n^\circ)] * [(Y_s^\circ - Y_n^\circ) / (Y_m^\circ - Y_s^\circ)^2] \\ < 0 \text{ si } Y_s^\circ < Y_n^\circ \end{aligned} \quad (\text{II.2.-11})$$

### Annexe 3-18. Définitions de la croissance

Pour simplifier l'analyse, nous nous contenterons d'étudier le rôle des facteurs classiques (**Fc**) et des facteurs de la croissance endogène (**Fe**) dans la production, l'ensemble des facteurs est **F=(Fc, Fe)**.

Nous définirons certains concepts concernant la croissance.

(1). *L'augmentation*. L'augmentation est une modification quantitative positive. Par exemple, en notant la production au temps  $t_0$  par  $P_0$  et au temps  $t$  par  $P_t$ , l'augmentation de la production peut être définie par  $dP = P_t - P_0 > 0$ .

(2). *L'expansion*. Elle est définie dans une période d'observation assez courte. Par exemple, l'expansion de la production peut être définie par:  $dP/P = (P_t/P_0) - 1$ .

(3). *La croissance, notée par G*. Elle peut être défini comme un ensemble d'expansion dans une période d'observation assez longue. Par exemple, la croissance de la production peut être définie comme la suivante:

$$G = \frac{\int [dP(t)/P(t)] * dt}{\int dt} \quad (\text{II.3.-1})$$

donc la croissance annuelle moyenne, ou la croissance constante peut être définie par:  $g_p = dP/P$ .

La condition nécessaire à la réalisation d'une croissance maximisée, positive et constante, notée par  $g_{pm}$ , est donc:  $dg_p = 0$ .  
Donc,

$$\begin{aligned} dg_p &= d(dP/P) \\ &= (P * ddP - (dP)^2) / P^2 \\ &= 0 \end{aligned}$$

Donc en supposant que  $P = P(\mathbf{F})$ , la croissance constante et maximisée peut être définie:

$$\begin{aligned} g_{pm}^2 &= ddP/P \\ &= (1/P) * [\partial(\partial P / \partial \mathbf{F}) / \partial \mathbf{F}] * d\mathbf{F} \end{aligned} \quad (\text{II.3.-2})$$

Autrement dit, la croissance annuelle constante et maximisée ( $g_{pm}$ ) est égale à la racine-carrée de la dérivée seconde de la production divisée par la production elle même ( $+\sqrt{ddP/P}$ ).

### Annexe 3-19. Rendement sectoriel et croissance nationale

La contribution de la croissance du secteur J ( $J=(X, Y)$ ) au temps  $t_0$  à la croissance nationale au temps t est réalisée en général par l'intermédiaire de la reproduction des facteurs. En supposant que la fonction de production nationale et la fonction de production des facteurs demeurent inchangées, la production nationale au temps t (notée par P') est donc une fonction complexe des productions sectorielles au temps  $t_0$ :

$$P' = P'(\mathbf{F}') = P(\mathbf{F}') = P(\mathbf{F}(X, Y)). \quad (\text{II.3.-3})$$

La production nationale au temps t (P') nécessite donc des dépenses de facteurs ( $\mathbf{F}'$ ), qui requièrent au préalable au temps  $t_0$  des activités dans les secteurs productifs (X et Y). Ces dernières assurent la reproduction des facteurs, par exemple, la reproduction de main-d'oeuvre, l'accumulation du capital physique, l'accumulation des connaissances requises en vue de la conception des nouveaux produits et de la mise au point des techniques.

Maintenant, nous pouvons définir certaines conceptions en utilisant cette formule pour caractériser les rôles des secteurs dans la croissance nationale.

#### (1). *Productivité marginale sectorielle à la production nationale*

Cette productivité peut être définie par l'équation suivante:

$$(\partial P / \partial J) = (\partial P / \partial \mathbf{F}') * (\partial \mathbf{F}' / \partial J) \quad (\text{II.3.-4})$$

La productivité sectorielle  $(\partial P / \partial J)$  est donc déterminée par la productivité sectorielle de la production des facteurs  $(\partial \mathbf{F}' / \partial J)$  et la productivité factorielle de la production des biens  $(\partial P / \partial \mathbf{F}')$ .

Ce concept peut être utilisé pour comparer la contribution de chaque secteur à l'économie nationale. Supposons qu'une unité de X (par exemple, l'agriculture) produise la même quantité d'accumulation en capital qu'une unité de Y (par exemple, l'industrie), soit:  $(\partial k/\partial Y) = (\partial k/\partial X)$  et que l'industrie (Y) produise plus de technologie par son département R&D que l'agriculture (X), soit:  $(\partial T/\partial Y) > (\partial T/\partial X)$ . Donc la productivité marginale du secteur industriel pour la production totale est plus importante que celle du secteur agricole:

$$\begin{aligned} (\partial P/\partial Y) - (\partial P/\partial X) &= (\partial P/\partial k) * ((\partial k/\partial Y) - (\partial k/\partial X)) \\ &\quad + (\partial P/\partial T) * ((\partial T/\partial Y) - (\partial T/\partial X)) \\ &= (\partial P/\partial T) * ((\partial T/\partial Y) - (\partial T/\partial X)) \\ &> 0 \end{aligned}$$

## (2) Rendement marginal sectoriel à la production nationale

Le rendement marginal sectoriel est défini comme l'efficacité de la contribution sectorielle à la production nationale par l'équation suivante:

$$\begin{aligned} &\partial(\partial P/\partial J)/\partial J \\ &= (\partial P/\partial \mathbf{F}) * \partial(\partial \mathbf{F}/\partial J)/\partial J + (\partial \mathbf{F}/\partial J)^2 * \partial(\partial P/\partial \mathbf{F})/\partial \mathbf{F}. \end{aligned} \quad (\text{II.3.-5})$$

Dans l'équation,  $\partial(\partial P/\partial \mathbf{F})/\partial \mathbf{F}$  est le rendement marginal des facteurs et  $\partial(\partial \mathbf{F}/\partial J)/\partial J$ , le rendement marginal sectoriel à la production des facteurs.

Donc, le rendement marginal d'un secteur  $(\partial(\partial P/\partial J)/\partial J)$  n'est pas nécessairement toujours positif ou négatif puisque la combinaison de ces deux termes  $((\partial P/\partial \mathbf{F}) * \partial(\partial \mathbf{F}/\partial J)/\partial J)$  et  $(\partial \mathbf{F}/\partial J)^2 * \partial(\partial P/\partial \mathbf{F})/\partial \mathbf{F}$  se modifie avec le développement du secteur:

$$\begin{aligned} \partial(\partial P/\partial J)/\partial J &< 0 \\ &= 0 \\ &> 0 \end{aligned} \quad (\text{II.3.-6})$$

Quand on applique le concept de rendement sectoriel à l'étude de la croissance, nous pouvons obtenir la relation entre le rendement sectoriel et la croissance nationale maximisée de la manière suivante:

$$\begin{aligned}
 P &= P(\mathbf{F}) = P(\mathbf{F}(\mathbf{J})), \mathbf{F}=(\mathbf{F}_c, \mathbf{F}_e) \text{ et } \mathbf{J}=(x, y) \\
 dP &= (\partial P/\partial \mathbf{F}) * (\partial \mathbf{F}/\partial \mathbf{J}) * d\mathbf{J} \\
 ddP &= [(\partial(\partial P/\partial \mathbf{F})/\partial \mathbf{F})] * d\mathbf{F} \\
 &= [(\partial(\partial P/\partial \mathbf{F})/\partial \mathbf{F})] * (\partial \mathbf{F}/\partial \mathbf{J}) * d\mathbf{J} \\
 &= [(\partial(\partial P/\partial \mathbf{J})/\partial \mathbf{J})] * d\mathbf{J} \\
 g_{pm}^2 &= [(\partial(\partial P/\partial \mathbf{J})/\partial \mathbf{J})/P] * d\mathbf{J} \\
 &= (1/P) [(\partial(\partial P/\partial X)/\partial X) * dX + (\partial(\partial P/\partial Y)/\partial Y) * dY]
 \end{aligned}$$

(II.3.-7)

## **BIBLIOGRAPHIE**

AHMAD J. (1978), "Import substitution - a survey of policy issues," *The developing economies*, December, pp.355-372.

AMABLE B. et GUELLEC D. (1992), "Les théories de la croissance endogène," *Revue d'économie politique*, 102(3), pp.312-377.

AMIN S. (1973), *Le développement inégal. Essai sur les formes sociales du capitalisme périphérique*, Editions de Minuit, Paris.

AMSDEN A.H. (1989), *Asia's next giant: South Korea and late industrialisation*, Oxford University Press, New York.

AMSDEN A.H. (1991), "Diffusion of development: the late-industrializing model and greater east Asia," *The American Economic Review*, 81, pp.282-286.

ARTHUIS J. (1993), *Rapport d'information sur les délocalisations hors du territoire national des activités industrielles et de service - Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation*, Sénat, Paris.

ARROW K. (1962), "The economic implications of learning by doing," *Review of Economic Studies*, XXIX(2), pp155-173.

Banque Mondiale (1987), *L'industrialisation et le commerce extérieur - Rapport sur développement dans le monde 1987*, Banque Mondiale, Washington.

Banque Mondiale (1990), *L'économie de l'URSS: résumé et recommandations.*, Banque mondiale, Washington.

Banque Mondiale (1993), *China: foreign trade reform*, Meeting the Challenge of the 1990s, Banque mondiale, Washington.

Banque Mondiale (1994), *The east asian miracle: economic growth and public policy*, Oxford University Press, Londres.

Banque mondiale (1995), *World Development Report 1994*, Banque mondiale, Washington.

BARDHAN P and ROEMER J.E.(1994), "On the workability of market socialisme," *Journal of Economic Perspectives*, VoL.8, No.2, pp.177-181.

BARRO R.J. (1990), "Government spending in a simple model of endogenous growth," *Journal of Political Economy*, October.

BHAGWATI J. (1990), *Protectionnisme*, Dunod, Paris (Trad.Française).

BHASKAR V. et KHAN M. (1995), "Privatisation and employment: a study of the jute industry in Bangladesh," *The American Economic Review*, 85(1), pp267-273.

BRANDER J.A. et KRUGMAN P. (1984), "A reciprocal dumping model of international trade," *Journal of International Economies*, 13, pp.313-321.

BUCKNALL K.B. (1989), *China and the open door policy*, Allen & Unwin, Sydney.

BYRD W.A. et GELB A. (1990), "Why industrialisation? the incentives for rural community governments," in BYRD W.A. and LIN Q-S (Eds.) *China's rural industry: structure, development and reform*, Oxford University Press, New York, pp.338-358.

CABLE V. et FERDINAND P. (1994), "China as an economic giant: threat or opportunity?", *International Affaires*, Vol.70, No.2.

CAZORLA A. et DRAI A.-M. (1992), *Sous-développement et tiers-monde*, Vuibert, Collection "information-Economie", Paris.

Centre pour la Coopération avec les Economies en Transition (CCET) (1994), "Les privatisations dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans l'ex-URSS," *Tendances et politiques des privatisations*, Vol.2, No.1.

CHENERY H. (1981), *Changement structurel et politique du développement*, Economica, Paris (Trad. Française).

CHENG K. (1988), "Productivity change in Chinese industry, 1953-1985", *Journal of Comparative Economics*, 12, pp.570-591.

CONROY R. (1992), *L'évolution technologique en Chine*, OCDE, Paris.

COURLET C. (1990), *Les industrialisations du tiers-monde*, Syros, Paris.

COUTROT T. et HUSSON M. (1993), *Les destins du tiers-monde: analyses, bilan et perspectives*, Nathan, Paris.

DE BERNIS G. (1982), "Commerce extérieur et développement: la fonction de transformation du commerce extérieur," Dans REIFERS J.L. (éd.) *Economie et finances internationales*, Dunod, Paris.

DEFALVARD, H. (1994), "Marché et développement," *Cahiers des Sciences Humaines*, No.1-2.

DEMURGER S. (1995), "Ouverture et croissance industrielle en Chine. -Etude empirique sur un échantillon de villes," Présenté dans la session "Réforme de l'économie chinoise", XLIVe congrès annuel de l'Association Française de Science Economique, Paris.

DENG X-P (1978), "Discours de la cérémonie d'ouverture de la Conférence Nationale sur les Sciences", *Journal du peuple*, le 19 mars 1978, Beijing (en chinois).

DENG X-P (1982), "Développer d'un seul coup l'économie nationale," dans *DENG Xiaoping Textes Choisis*, Vol.III (1982-1992), Editions en langues étrangères, Beijing, pp14-16.

DENG X-P (1984), "Notre grand objectif et notre politique fondamentale (un entretien du 6 octobre 1984)," dans *DENG Xiaoping Textes Choisis*, Vol.III (1982-1992), Editions en langues étrangères, Beijing, pp82-85.

DENG X-P (1992), "Points essentiels des propos tenus à Wuchang, Shenzhen, Zhuhai et Shanguai (18 janvier-21 février)," dans *DENG Xiaoping Textes Choisis*, Vol.III (1982-1992), Editions en langues étrangères, Beijing, pp379-393.

DICKEN P. (1992), *Global shift. The internationalisation of economic activity*, Paul Chapman Publishing Ltd., Londres.

DIXIT A.K., NORMAN V. (1980), *Theory of international trade*, Cambridge University Press.

DIXIT A.K. (1984), "International trade policy for oligopolistic industries," *Economic Journal*, 94, pp.1-46.

DONTSI (1994), "La théorie H.O.S. et le paradoxe de la situation des pays de l'Afrique au sud du Sahara," *Mondes en développement*, 22(86), pp45-55.

EMMANUEL A. (1969), *L'échange inégal*, Maspéro, Paris.

EMMANUEL A. (1982), *Technologie appropriée ou technologie sous-développée?* Presses Universitaires de France, Paris.

FUKASAKU K. (1995), "Economic transition and trade policy reforme: lessons from China" présenté dans la session "Réforme de l'économie chinoise", XLIVe Congrès annuel de l'Association Française de Science Economique, 21/22 septembre 1995, Paris.

FUKASAKU K. et WALL D.W., "China's open economy reforms 1978-1992," dans LEE C.H. and REISEN H. (Eds.) *From Reforme to Growth: China and Other Countries in Transition in Asia and Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.

FUKASAKU K., WALL D. et WU M.-Y. (1994), *La "Longue Marche" de la Chine vers une économie ouverte*, OCDE, Paris.

FUNKE N. and HIEMENZ U. (1994), "The experience of developing countries with macroeconomic stabilisation and structural adjustment," dans LEE C.H. and REISEN H. (Eds.) *From Reforme to Growth: China and Other Countries in Transition in Asia and Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris, pp75-94.

GALLAIS A. et GAUTIER B. (1995), "Evolution et perspectives du commerce mondial," *OMC Focus*, Mars/Avril 1995.

GENTELLE P. (1994), *Economie de la Chine*, Ed. CURSUS, Armand Colin, Paris.

GIRARDIN E. (1993), *Synthèse des travaux sur le thème "Mouvements de capitaux et marchés des changes"*, Cahiers économiques et monétaires de la Banque de France, Banque de France, Paris.

GRELLET G. (1986), *Structures et stratégies du développement économique*, PUF, Collection Thémis, Paris.

GRJEBINE A. (1986), *La nouvelle économie internationale*, Presses Universitaires de France, Paris.

GROSSMAN G. et HELPMAN E. (1990), "Comparative advantage and long run growth," *American Economic Review*, 80, pp.796-815.

Groupe d'étude du sujet spécifique de l'Académie des Sciences Sociales de la Chine (1994), "Considération théorique et sélection politique sur le développement économique en Chine de 1991 à 2010," *La recherche économique*, 8 (en chinois).

GUI S-J et HAN W-C (1991), *Distribution et dépense du PIB de la Chine*, Presses de l'Université du peuple, Beijing (en chinois).

GUILLAUMONT P. (1985), "Protectionnisme, substitution à l'importation et développement tourné vers l'intérieur," Dans LASSUDRIE-DUCHENE B. et REIFFERS J.L. (éd.) *Le protectionnisme*, Economica, Paris.

GUILLAUMONT-JEANNENEY S., GUILLAUMONT P. et HUA P. (1995), "Gradualisme de la réforme du change et développement des exportations manufacturées en Chine," présenté dans la session *Réforme de l'économie chinoise*, XLIVe Congrès annuel de l'Association Française de Science Economique, 21/22 septembre 1995, Paris.

HIRSCHMAN A.O. (1974), *Stratégie du développement économique*, Economie et Humanisme/Les Editions Ouvrières, Paris (Trad. Française).

HOEKMAN B. et SAUVE P. (1994), "Regional and multilateral liberalization of services markets: complements or substitutes?" *Journal of Common Market Studies*, September 1994.

HU P. et TONG D. (1980), *Les sciences et les techniques*, Presses du peuple, Beijing (en chinois).

IFRI (Institut Français des Relations Internationales) (1995), *RAMSES 95 (Synthèse annuelle de l'actualité mondiale)*, Dunod, Paris.

IMF (International Monetary Fund) (1993), *World Economic Outlook*, IMF, Washington.

JEFFERSON G.H. et RAWSKI T.G. (1994), "Entreprise reforme in chinese industry," *American Economic Review*, 8(2), pp47-70.

JEFFERSON G.H., RAWSKI T.G. et ZHENG YX, (1992), "Growth, efficiency, and convergence in China's state and collective industry," *Economic Development and Cultural Change*, 40(2), pp239-266.

KALDOR N. (1957), "A model of economic growth," *Economic Journal*, 67, pp.591-624.

KRUGMAN, P. (1979), "Increasing returns, monopolistic competition and international trade," *Journal of International Economies*, 9, pp.469-479.

KRUGMAN P. (1980), "Scale economies, produit differentiation and the pattern of trade," *American Economic Review*, 70, pp.950-959.

KRUGMAN P. (1981), "Intra-industry specialisation and the gains from trade," *Journal of Political Economy*, 89, pp.957-973.

KRUGMAN P. (1987), "Is free trade passé?" *Journal of Economic Perspectives*, 1, pp.131-144.

KRUGMAN P. (1991), *Geography and trade*, MIT press, Cambridge.

KWON J. (1994), "The east Asia challenge to neoclassical orthodoxy," *World Development*, 22(4), pp635-644.

LANCASTER K. (1980), "Intra-industry trade under perfect monopolistic competition," *Journal of International Economics*, 10, pp.156-176.

LARDY N.R. (1992), *Foreign Trade and Economic reform in china*, Cambridge University Press.

LAWRENCE C. et SPILLER P. (1983), "Product diversity, economies of scale and international trade," *Quarterly Journal of Economics*, 98, pp.63-83.

LEE J. (1995), "Comparative advantage in manufacturing as a determinant of industrialisation: the Korean case," *World Development*, 23(7), pp1195-1214.

LEE K. (1994), "Making another east asia success in China," dans LEE C.H. and REISEN H. (Eds.) *From Reforme to Growth: China and Other Countries in Transition in Asia and Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.

LEMOINE F. (1994), *La nouvelle économie chinoise*, Collection Repères, La Découverte, Paris.

LEMOINE F. (1996), *Trade policy and trade patterns during transition: a comparison between China and the CEES*, Document de travail N°96-02, Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, Paris.

LI J-W, ZHEN Y-J, YANG S-Z, GOUNG F-H et al (1992), "Une analyse de la croissance économique de la Chine," *Sciences sociales de la Chine*, N° 1 (1992), pp.15-36 (en chinois).

LI J-W (1995a), "La tendance du développement économique en Chine de 1995 à 2010," *Tendance économique*, 2, (en chinois).

LI J-W (1995b), *L'économie chinoise vers le 21<sup>ème</sup> siècle*, Presse de l'économie et de la gestion, Beijing (en chinois).

LINGLE C. et WICKMAN K. (1994), "Ist die chinesische Wirtschaft ein Papiertiger? Widersprüchlichkeiten bei den Wachstumsannahmen," *Europa Archiv*, N°7.

(Un extrait cité dans *Problème économique*, No.2392, sous le titre: "L'économie chinoise est-elle un tigre de papier?")

LIU X-T (1995), "Nécessité du changement de la stratégie du commerce extérieure: de croissance quantitative à croissance qualitative," *Journal du commerce international*, le 15/04/1995 ( en chinois).

LUCAS R. (1988), "On the mechanics of economic development," *Journal of Monetary Economics*, 22, pp.3-42.

MAC MILLAN J. et NAUGHTON B. (1992), "How to reform a planned economy: lessons from China," *Oxford Review of Economic Policy*, 8(1), pp.130-143.

MAIZELS A. (1994), "The continuing commodity crisis of developing countries," *World Development*, 22(11), pp1685-1695.

MARCUSEN J.R. et VENABLES A.J. (1988), "Trade policy with increasing returns to scale and imperfect competition: contradictory

results from competing assumptions," *Journal of International Economics*, 24, pp.299-316.

MAO T-T (1955), *L'analyse sur dix principales relations*, Presses du peuple, Beijing (en chinois).

MARTIN J-L (1994), "L'Inde sera-t-elle une nouvelle Chine?" *Perspectives-Indosuez*, septembre 1994.

MO H-P (1994a), "L'évolution de la spécialisation internationale et l'ajustement structurelle de la Chine," *Problèmes du Commerce International*, 3, pp.14-19 (en chinois).

MO H-P (1994b), "La stratégie de base du commerce extérieur de la Chine," *Le commerce international*, 5, pp. 23-29 (en chinois).

MORENO R. (1994), *Are world incomes converging?* Washington Economic Reports, United State Information Agence, N°12.

(Un extrait a été repris dans *Problèmes Economiques*, N°2.361, pp31-32)

MOUHOUD E.M. (1992), *Changement technique et division internationale du travail*, Economica, Collection "Approfondissement de la connaissance économique", Paris.

Nations Unies (1992), *Developpment Programme 1992*, Nations Unies, New York.

NAUGHTON.B. (1994a), "Reforming a planned economy: Is China unique," dans LEE C.H and REISEN H. (Eds.) *From Reforme to Growth: China and Other Countries in Transition in Asia and Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.

NAUGHTON.B. (1994b), "Chinese institutional innovation and privatisation from below," *American Economic Review*, 84(2), pp.266-275.

NEZEYS B. (1990), *Economie internationale: croissance et développement*, 2è éd. Economica, Paris.

OLSON M. (1994), "Why voting is good for you," *The Economist*, le 27/08/1994.

OMAN C.P. et WIGNARAJA G. (1991), *L'évolution de la pensée économique sur le développement depuis 1945*, OCDE, Paris.

OMC (l'Organisation Mondiale du Commerce) (1995), *Bulletin de l'Organisation mondiale du commerce*, OMC Focus, mars-avril 1995, OMC, Genève.

PAGE J.M. (1994), "The east asian miracle: an introduction," *World Development*, 22(4), pp615-625.

PAZ W. et RANA P.B. (1994), "Economies in transition: the asian experience," Dans CHUNG H.L. et H. REISEN (eds.) *From Reforme to Growth: China and Other Countries in Transition in Asia and Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.

PERKINS D. (1994), "Completing China's move to the market," *Journal of Economic Perspectives*, 8(2), pp.23-46.

PHAN D.L. (1992), *L'économie mondiale*, CUJAS, Collection "Théorie Economique", Paris.

PIN J.L. (1994), *L'ouverture extérieure de la Chine depuis 1978*, Thèse, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

PLANE P. (1994), La privatisation dans les pays en développement: qu'avons-nous appris? *Revue française d'économie*

PORTER M.F. (1993), *L'avantage concurrentiel des nations*, InterEditions, Paris (Trad. Française).

PROWSE M. (1993), "Theorising on an eastern promise," *Financial Times*, du 27/09/1993.

QIAN Y.Y. and XU C.G. (1993), "The M-forme hierarchy and China's economic reform," *European Economic Review*, 37, pp.541-548.

RANA B. (1995), "Reform strategies in transitional economies: lessons from Asia," *World Development*, 23(7), pp.1157-1169.

RASHID A.I. (1995), "Trade, Growth, and Liberalization: the Indian Experience, 1977-1989," *The Journal of Developing Areas*, 29, pp.355-370.

RAWSKI T.G. (1994), "Chinese industrial reform: accomplishments, prospects and implications," *AEA Papers and Proceedings*, 84(2), pp.271-275.

RICHET X. (1994), "Stabilisation macroéconomique et transformation des entreprises en Europe de l'Est," *Analyses de la SEDEIS*, Janvier 1994.

ROMER P. (1990a), "Capital, labor and productivity," *Brookings Papers on Microeconomics*, 1990, pp.337-367.

ROMER P. (1990b), "Endogenous technological change," *Journal of Political Economic*, 98, S71-102.

ROLLET P. (1990), *Spécialisation internationale et intégration européenne*, 2<sup>ème</sup> édition, Economica, Paris.

SACHS, J.D. et WOO W.T. (1994), "Structural factors in the economic reforms of China, Eastern Europe and the former Soviet Union," *Economic Polity*, 18(1).

SCHÜLLER, M (1995), "L'ouverture du marché des biens de consommation en Chine," *China Aktuell*, Mars 1995.  
(Un extrait dans "problèmes économiques", N°2452)

SINGH, A. (1991), *China and Central and Eastern Europe: Is there a professional schizophrenia on Socialist Reforme?* Research Paper No.17, World Bank, Washington, DC.

SINGH A. (1994), "Du plan au marché: la réforme maîtrisée en Chine," *Revue Tiers Monde*, 139, pp659-684.

State Statistical Bureau of China (1993), *Statistical yearbook of China (SYOC)*, Presses de la statistique de la Chine, Beijing (en chinois).

State Statistical Bureau of China (1994), *Statistical yearbook of China (SYOC)*, Presses de la statistique de la Chine, Beijing (en chinois).

SUN Z.J. (1994), "Une analyse du développement inégal en Chine," *Développement Economique*, Decembre 1994 (en chinois).

TYBOUT J.R. et WESTBROOK M.D. (1996), "Trade liberalisation and the dimension of efficiency change in Mexican manufacturing industries," *Journal of International Economics*, 39, pp53-78.

Université Centrale du PCC (Ed.) (1992), *Documents du PCC depuis 1978*, Presses de l'Université Centrale du PCC, Beijing (en chinois).

WANG Y-L; et WOU C-H. (1994), "Analyse de l'ajustement macroéconomique dans l'économie socialiste de marché," *QIUSHI* 547, pp.25-29 (en chinois).

XIA Y-C (1994), "Analyse systématique du développement inégal des régions chinoises," *Développement économique et social*, No.5 de l'année 1994 (en chinois).

YANG H-J (1993), *L'organisation industrielle et la croissance économique: une analyse théorique*, SDX & Harvard-Yenching Academic Library, Beijing, (en chinois).

YANG K-Z (1994), "Etude de l'évolution de la disparité géographique de l'économie chinoise," *Recherches Economiques*, 12, pp.28-33 (en chinois).

YOUNG A. (1991), "Learning by doing and the dynamic effects of international trade," *Quarterly Journal of Economics*, 1991(May), pp.369-405.

YUSUF S. (1994), "China's macroeconomic performance and management during transition," *Journal of Economic Perspectives*, 8(2), pp71-92.

ZANG C-H (1993), *Variation et surveillance de l'économie chinoise*, Presses de la statistique chinoise, Beijing (en chinois).

ZHANG L-Y (1994), "Location-specific advantages and manufacturing direct foreign investment in south China," *World Development*, 22(1), pp.45-53.

ZHU L-N (1995), "Le degré d'ouverture de la Chine: estimations et objectifs réalistes," *Commerce International*, 3, pp9-12 (en chinois).

## TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>CHAPITRE I. L'ENVIRONNEMENT SYSTEMIQUE DES RELATIONS ENTRE L'INDUSTRIALISATION ET LE COMMERCE INTERNATIONAL: LA REFORME ET L'OUVERTURE</u>	11
SECTION I.1. LA REFORME VERS UNE ECONOMIE DE MARCHE PAR UNE VOIE GRADUALISTE	14
A. LA REFORME SYSTEMIQUE CHINOISE: UNE LOGIQUE DE CROISSANCE ECONOMIQUE ET UNE STRATEGIE DE GRADUALISME	14
A.1. Une logique: la croissance économique	14
a. La logique de la croissance économique fondée sur les leçons de l'histoire économique et politique	15
a.1. Une logique non orthodoxe	15
a.2. La logique de la réforme chinoise: le résultat de l'évolution de l'histoire politique et économique	19
a.2.1. Formation du système planifié en Chine	20
a.2.2. Le changement politique brutal comme obstacle principal à la croissance durable	21
a.2.3. Une motivation: oui à une croissance économique rapide et durable mais non à un changement politique brutal	24
b. La logique de la croissance basée sur l'idée réaliste	26
b.1. Transition systémique et pragmatisme	26
b.1.1. Primauté des circonstances réelles sur le modèle occidental	26
b.1.2. Résultat économique avant la "couleur" politique du système	28
b.2. La préparation de l'application de la logique de la croissance: le débat sur la vérité de 1978	29
A.2. Une stratégie: le gradualisme	31
a. Stratégie de la réforme chinoise dans la logique de la croissance	31
a.1. Stratégie de gradualisme	31
a.2. la coexistence dynamique du plan et du marché	33
a.2.1. Les politiques de privatisation: une préconisation	

mondiale d'aujourd'hui	33
a.2.2. Marche vers l'économie de marché sans privatisation majeure des entreprises publiques	35
b. L'interprétation de la coexistence dynamique par un modèle du rendement marginal de la réforme	37
b.1. Le modèle	42
b.2. La dynamique de la réforme en faveur du mécanisme de marché	44
b.2.1. Le plan amélioré par la réforme: une continuité de la croissance	44
b.2.2. Une réforme plus favorable dynamiquement au secteur non-étatique	46
B. LA CROISSANCE CHINOISE ET L'ECONOMIE SOCIALISTE DE MARCHE	49
B.1. L'économie de marché de la Chine et la logique de croissance	49
a. Explications et limites des théories conventionnelles sur la croissance chinoise	50
a.1. Explications des théories conventionnelles de la croissance chinoise	51
a.2. Limites des interprétations conventionnelles de la croissance chinoise	54
b. La croissance chinoise en présence du dynamisme des agents	58
b.1. Dynamisme des agents dans les activités économiques	58
b.1.1. Principaux caractères du dynamisme	59
b.1.2. Modèle du dynamisme	60
b.2. Application du modèle dans l'analyse de la croissance chinoise	63
b.2.1. Evolution de la motivation des agents chinois avant la réforme	63
b.2.2. Dynamisation des agents par la réforme	65
b.2.3. Un exemple: la performance des entreprises de villages	68
b.2.4. Un modèle de la croissance économique liée à la réforme chinoise	72
c. L'économie de marché assurée par le cycle vertueux entre la croissance et la réforme	75

c.1. Cycle vertueux entre la croissance et la réforme en Chine	75
c.1.1. La réforme favorise la croissance	75
c.1.2. La croissance accélère la transition vers le marché	77
c.2. La marche irréversible vers une économie de marché	79
B.2. L'économie socialiste de marché	79
a. Différentes propositions sur l'économie de marché chinoise	80
b. Le choix chinois dans la logique de la réforme	81
b.1. L'économie socialiste de marché	81
b.2. Les grandes lignes de l'économie socialiste de marché	82
b.2.1. Différences par rapport au socialisme de marché	82
b.2.2. Différences au capitalisme orthodoxe	83
b.2.3. Différences par rapport au capitalisme asiatique	85
 SECTION I.2. L'OUVERTURE AU MARCHÉ MONDIAL PAR UNE INTEGRATION MAÎTRISÉE	 88
 A. L'OUVERTURE AVEC UN MARCHÉ PEU DÉVELOPPÉ	 88
A.1. Réforme graduelle du système planifié de commerce extérieur	89
a. La réforme du système commercial dans la logique de la croissance et selon la stratégie du gradualisme: l'exemple du système de change	89
a.1. La réforme du système de change dans la logique de la croissance	90
a.2. La réforme du système de change dans la stratégie du gradualisme	92
a.2.1. Des taux de change administratifs aux taux de change multiples	93
a.2.2. Des taux de change multiples au taux unique de "quasi marché"	94
b. Réformes du système commercial en faveur de la création du dynamisme des agents	95
b.1. La décentralisation des contrôles sur le commerce	95
b.2. Le système d'incitation matérielle	97
A.2. Une économie de plus en plus ouverte et de plus en plus intégrée	98
a. Une économie de plus en plus ouverte	98
a.1. Mesures du degré d'ouverture de l'économie chinoise	99

a.2. Comparaison internationale	100
b. Une économie de plus en plus intégrée	102
b.1. L'ouverture, réforme et l'économie de marché	102
b.2. La réforme, économie de marché et intégration internationale	104
<b>B. INTEGRATIONS INTERNATIONALES INEGALES DES PROVINCES: UNE ECONOMIE CHINOISE MAIS PLUSIEURS ECONOMIES DE LA CHINE</b>	105
B.1. La réforme et la restructuration de l'économie de la Chine	107
a. La réforme d'avancée inégale et la différenciation des économies provinciales	107
a.1. Une explication par le modèle du rendement inégal de la réforme	107
a.2. Les provinces agraires et les réformes agricoles de la fin des années 70	109
a.3. Provinces d'industrie légère et réformes des d'entreprises durant les années 80	111
a.4. Les provinces d'industries lourdes	113
b. Croissances inégales des économies des provinces chinoises	114
b.1. Conséquences de la différenciation spatiale de la réforme	114
b.2. Les croissances inégales	116
b.2.1. Période 1978/1990	116
b.2.2. Période depuis 1991	117
c. Réintégration des économies provinciales de la Chine	120
c.1. Intégration administrative des économies provinciales avant 1978	120
c.2. Nouvelle intégration des économies provinciales	121
c.2.1. Réintégration pour une économie nationale plus optimale	121
c.2.2. Réintégration et économies d'échelle	122
c.2.3. Réintégration et convergence des provinces	123
B.2. La Chine-côtière comme moteur de l'intégration chinoise dans l'économie mondiale	126
a. Stratégie de l'intégration internationale graduelle en Chine: des points à une ligne et enfin la surface	126
b. Intégration de la Chine-côtière sur le marché mondial	129
b.1. Intégration de la Chine-côtière dans l'économie de l'Extrême-Orient	131

b.2. Orientation de la Chine-côtière vers une industrialisation intégrée sur le marché mondial	132
b.2.1. Les provinces côtières avant 1992: deux vitesses d'intégration	133
b.2.2. Convergence des provinces de la Chine-côtière depuis 1992	135

CHAPITRE II: LA SPECIALISATION INTERNATIONALE ET L'INDUSTRIALISATION EN CHINE 138

SECTION II.1. LA SPECIALISATION INTERNATIONALE DE LA CHINE 142

A. Le commerce extérieur de la Chine: une structure en pleine évolution	143
A.1. La structure des exportations chinoises	143
a. Exportations manufacturées: la source de la croissance extraordinaire du commerce extérieur de la Chine	143
b. Progression des exportations manufacturées au "sens strict" encore plus remarquable	145
A.2. Evolution de la structure des importations	146
a. Augmentation relative de la part des importations manufacturées	146
b. Forte augmentation des importations technologiques	148
B. La spécialisation internationale: un facteur favorable ou une contrainte pour l'industrialisation de la Chine?	151
B.1. Réponses divergentes des théories conventionnelles	152
a. L'approche libérale: l'abondance de main-d'oeuvre bon marché comme la source de l'industrialisation	152
a.1. Explication néoclassique de la spécialisation de la Chine	153
a.2. L'approche libérale: la spécialisation favorable à l'industrialisation chinoise	154
b. L'approche de l'échange inégal: la spécialisation en tant que responsable du sous-développement	157
B.2. Questions ouvertes sur la relation entre la spécialisation et l'industrialisation de la Chine	158
a. Différenciation du tiers-monde	159

b. Différenciation de la performance commerciale de la Chine par rapport à l'ensemble du tiers-monde	161
c. Deux problèmes à étudier vis à vis de l'écart Sud-Sud	164
c.1. Influences de l'évolution structurelle du marché mondial sur la spécialisation internationale	164
c.2. Influences de l'évolution structurelle de la croissance nationale sur la spécialisation internationale	165

SECTION II.2. ANALYSE DE LA SPECIALISATION CHINOISE PAR UN MODELE DU COMMERCE INTERNATIONAL EN FONCTION DE L'EVOLUTION DU MARCHE MONDIAL	167
--	-----

A. LA SPECIALISATION INTERNATIONALE ET L'EVOLUTION DU MARCHE MONDIAL	167
--	-----

A.1. L'équilibre national des paramètres relatifs	167
---	-----

a. L'équilibre national	168
-------------------------	-----

a.1. Le modèle	168
----------------	-----

a.2. Equilibre national dans le modèle	170
--	-----

b. Relations structurelles dans l'équilibre national	172
--	-----

b.1. Relation entre la structure du prix des biens et celle des facteurs: généralisation du théorème STOLPER-SAMUELSON	172
--	-----

b.2. Relations entre la structure productive et la structure de prix des facteurs	173
---	-----

b.3. Interaction entre la disponibilité relative des facteurs et la structure productive: généralisation du théorème RYBCZYNSKI	174
---	-----

A.2. L'équilibre international des paramètres relatifs	175
--	-----

a. Equilibre international	175
----------------------------	-----

a.1. Les équilibres nationaux et l'équilibre mondial	175
--	-----

a.2. Equilibre international dans le modèle	177
---	-----

b. Relations structurelles dans l'équilibre international	180
---	-----

b.1. La spécialisation internationale conditionnée par la dotation factorielle	180
--	-----

b.2. La spécialisation et l'évolution des prix relatifs des biens	181
---	-----

b.3. Relation entre le revenu relatif du pays et la structure du marché mondial	183
---	-----

B. APPLICATION DU MODELE SUR LA SPECIALISATION	
--	--

CHINOISE: L'INDUSTRIALISATION DE LA CHINE DUE A L'AUGMENTATION DE SA PART DU MARCHÉ MONDIAL	185
B.1. Spécialisation manufacturée chinoise et industrialisation chinoise	185
a. Mutation de la spécialisation chinoise et marginalisation des matières premières	185
a.1. Marginalisation des matières premières par la dégradation de leur prix relatif par rapport aux produits manufacturés	186
a.2. Marginalisation des matières premières par l'évolution de la structure du marché mondial	192
b. Les bénéfices tirés par l'industrialisation chinoise de l'augmen- tation de son poids dans les échanges de produits manufacturés	194
b.1. Evolution de sa part de marché dans les importations manufacturées des pays de l'OCDE	196
b.2. Evolution comparée de la part de marché de la Chine dans le total des importations des pays de l'OCDE	198
B.2. Risques nouveaux de marginalisation de la spécialisation actuelle de la Chine	199
a. Evolution récente du marché mondial des produits à faible valeur ajoutée	200
a.1. Risque de baisse du prix relatif des produits manufacturés à faible valeur ajoutée	200
a.1.1. Nouveaux entrants sur le marché mondial des produits manufacturés	201
a.1.2. Les provinces chinoises de nouveaux entrants sur le marché des produits manufacturés	203
a.2. Risque de diminution de la part des produits manufacturés à faible valeur ajoutée	205



SECTION II.3. ANALYSE DE LA SPECIALISATION CHINOISE PAR UN MODELE DU COMMERCE INTERNATIONAL FONDE SUR LA DIFFERENCIATION DE LA CROISSANCE	208
A. MODELE DU COMMERCE INTERNATIONAL ISSU DE LA CROISSANCE DIFFERENCIEE	210
A.1. Equation basique de la croissance	211
a. Croissance positive, maximisée et constante (CPMC)	212
a.1. Définition de la croissance	212
a.2. Solutions particulières d'une croissance maximisée et constante	214
b. Croissance et rendement marginal sectoriel	216
b.1. Définition du rendement marginal sectoriel pour la production nationale	218
b.2. Relation entre la croissance nationale et le rendement marginal sectoriel	220
A.2. La croissance différenciée en tant que déterminant du commerce international	222
a. L'économie des croissances différenciées	222
b. La croissance différenciée en tant que déterminant du commerce	224
B. APPLICATION DU MODELE PAR L'ANALYSE DE LA SPECIALISATION MANUFACTUREE DE LA CHINE	228
B.1. Le développement agraire comme base de la spécialisation manufacturée	229
a. Le développement agricole chinois depuis 1949	230
a.1. L'agriculture, le secteur prioritaire (1950-1956)	230
a.2. Dégradation agricole (1957-1962)	233
a.3. Retour à l'agriculture (1963-1966)	234
a.4. L'équilibre entre l'agriculture et l'industrie (1967-1980)	234
b. Le développement agricole comme facteur de la transfor- mation de la structure du commerce extérieur de la Chine	235
B.2. L'avantage commercial de la Chine fondée sur la rapidité de la croissance interne	239
a. Performance commerciale de la Chine en et dynamisme des agents	239
a.1. Le dynamisme comme déterminant du commerce	240

a.2. Dynamisme et mutation chinoise	242
b. La relation vertueuse entre l'industrialisation chinoise et sa performance commerciale	244
b.1. Rythme de la croissance nationale et rythme de la transformation structurelle du commerce	245
b.2. Rythme de développement industriel et développement des exportations	247
<u>CHAPITRE III: STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION CONCURRENTIELLE DE LA CHINE</u>	253
SECTION III.1. ASPECT CONCURRENTIEL DE L'INDUSTRIALISATION	256
A. MODELE D'INDUSTRIALISATION CONCURRENTIELLE	256
A.1. Nature concurrentielle de l'industrialisation	257
a. L'industrialisation concurrentielle d'une économie fermée	257
a.1. Relation intersectorielle concurrentielle pendant l'industrialisation	257
a.2. Compétitivité d'un secteur	258
a.2.1. Compétitivité statique d'un secteur	259
a.2.2. Compétitivité dynamique d'un secteur	259
b. L'industrialisation concurrentielle d'une économie ouverte	260
b.1. Relations concurrentielles	261
b.2. Compétitivité sectorielle	263
b.2.1. Compétitivité statique	263
b.2.2. Compétitivité dynamique	265
A.2. Modèle d'industrialisation concurrentielle	266
a. Relations internationales concurrentielles	267
a.1. La compétition Nord-Nord: l'industrialisation en profitant du déclin de certains PI anciens	268
a.2. La compétition Sud-Sud: l'industrialisation par la différenciation avec l'ensemble du tiers-monde	270
a.3. La compétition Nord-Sud: l'industrialisation par la convergence	271
b. L'industrialisation concurrentielle	273

B. COMMENTAIRES DU POINT VUE DE L'INDUSTRIALISATION CONCURRENTIELLE SUR LES STRATEGIES CHINOISES D'INDUSTRIALISATION DEPUIS 1949	277
B1. Commerce "amical" avec l'ex-U.R.S.S. (1949-1957)	277
a. Caractères du commerce Sino-Soviétiques	277
a.1. Importation massive d'usines soviétiques	278
a.2. Importation du modèle soviétique d'industrialisation	278
b. Un commerce sans esprit ni stratégie concurrentiels	279
B.2. Développement "autocentré" (1958-1977)	280
a. Caractères du développement "autocentré"	281
a.1. Construction l'industrie nationale	281
a.2. Peu d'efficacité économique	281
b. Une compétition payée cher mais peu profitable	282
B.3. "Ouverture" graduelle (1978-)	283
a. Une ouverture plus avancée pour les exportations que pour les importations	284
b. Critiques du protectionnisme chinois	286
b.1. Critiques du protectionnisme chinois selon le modèle de l'industrialisation concurrentielle	286
b.2. Une ouverture plus accentuée, requise par la plus forte compétition internationale	288
 III.2. L'INDUSTRIALISATION CHINOISE ET L'ACQUISITION D'AVANTAGES CONCURRENTIELS DANS LE SECTEUR MANUFACTURE A MOYENNE VALEUR AJOUTEE	 291
 A. ACQUISITION D'AVANTAGES CONCURRENTIELS ET FACTEURS A RENDEMENT CROISSANT	 293
A.1. Capital humain en Chine et industries plus sophistiquées	293
a. le capital humain en Chine	294
a.1. Le capital humain entant que déterminant du commerce extérieur	294
a.2. L'avance du capital humain de la Chine sur son développement économique	296
b. Comparaison par rapport aux autres PED	297
A.2. Transfert technologique de la Chine: une meilleure	

adaptation	299
a. Choix des technologies à accueillir	300
b. L'expérience du transfert technologique	301
A.3. Dynamisme issu de la réforme et réforme	302
a. Approfondissement de la réforme et surplus de dynamisme	302
b. La relation cyclique entre la performance commerciale et la création du dynamisme	303
B. L'ACQUISITION D'AVANTAGES CONCURRENTIELS FONDES SUR LES ECONOMIES D'ECHELLE	306
B.1. Les économies d'échelle comme source d'avantages concurrentiels	306
a. Les économies d'échelle	306
b. Economies d'échelle et industrialisation concurrentielle	307
B.2. Avantage concurrentiel de la Chine fondé sur les économies d'échelle	310
a. L'échelle statique du marché chinois	310
b. L'échelle dynamique du marché chinois	311
c. L'échelle du marché et la capacité relative de négociation de la Chine	314
SECTION III.3. INDUSTRIALISATION ET LA TRANSFORMATION DE LA COMPETITIVITE INTERNATIONALE	317
A. TENDANCE DE L'INDUSTRIALISATION ET DE L'EVOLUTION STRUCTURELLE D'ICI A 2010	319
A.1. Tendances d'industrialisation en Chine	320
a. Une forte croissance économique continue	320
b. Une croissance commerciale continue	321
A.2. Tendance de l'évolution de la structure productive	323
a. Une modification de la structure productive en faveur de l'industrie	323
b. Modification de la structure industrielle: augmentation du contenu en valeur ajoutée	324
B. TENDANCE DE LA TRANSFORMATION DES EXPORTATIONS D'ICI A 2010	329

B.1. Industrialisation et transformation des exportations	329
a. La transformation des exportations	329
b. Dynamique comparative de la transformation des exportations de la Chine	332
b.1. La dynamique de la transformation des exportations de la Chine	332
b.2. La dynamique comparative	333
B.2. Tendances de transformation des exportations chinoises	337
a. Certaines conditions de la transformation chinoise	338
b. Tendances de la transformation des exportations en 2000 et en 2010	341
<b>CONCLUSION</b>	<b>344</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>351</b>
ANNEXE 1. LISTE DES PRINCIPAUX SYMBOLES UTILISES	352
ANNEXE 2. LISTE DES PRINCIPAUX CONCEPTS DEVELOPPES DANS CETTE ETUDE	355
ANNEXE 3. LES FORMULES	357
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>379</b>
<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>393</b>

**NOM:** ZHOU

**PRENOM:** Feng Ling

**TITRE:** COMMERCE INTERNATIONAL ET INDUSTRIALISATION:  
UNE ANALYSE DU CAS DE LA CHINE

**RESUME:**

Dans le cas de la Chine, la relation entre le commerce international et l'industrialisation est conditionnée par la transition économique en cours. Bien que les mécanismes d'économie de marché ne soit qu'en développement, la croissance économique chinoise bat des records depuis la réforme de 1978. La forte augmentation du dynamisme des agents économiques, produite par la politique de décentralisation et la construction du système de stimulants matériels, est peut-être une des sources particulières de cette croissance extraordinaire. Le commerce international de la Chine, qui est conditionnée par la politique d'"ouverture", lui aussi bénéficie des effets de ce dynamisme. Certaines économies provinciales plus dynamiques s'impliquent plus dans le commerce international.

La spécialisation internationale est une fonction non seulement de la dotation factorielle mais aussi de l'évolution du marché mondial. Dans la période étudiée, comparées aux exportations de premières matières, les exportations manufacturées, qui s'adaptent mieux à la modification des prix relatifs des biens et de la structure du marché mondial, amènent un gain relatif plus élevé. De plus, la spécialisation dans les produits manufacturés permet à la Chine de tirer des bénéfices de la part importante des produits manufacturés à faible valeur ajoutée dans sa croissance, en optimisant la prise en compte des phénomènes de croissance différenciée dans le commerce avec les pays du Nord. Cependant, la spécialisation actuelle de la Chine risque d'être moins avantageuse si elle n'évolue pas en fonction de l'évolution du marché mondial et de la structure de la croissance nationale.

En effet, la relation commerciale entre la Chine et le reste du monde est devenue une relation de plus en plus concurrentielle. Le commerce extérieur de la Chine sera favorable à son industrialisation uniquement s'il peut lui permettre d'acquérir des avantages concurrentiels dans des secteurs manufacturés qui la conduisent à se différencier avec l'ensemble du tiers monde et à converger avec l'ensemble du monde industrialisé. Comparé à l'ensemble du tiers monde, la Chine dispose d'avantages certains par l'échelle de son marché, par la création de dynamisme chez les agents et par son stock important en capital humain. Avec une forte croissance soutenue, l'économie chinoise caractérisée par la production à faible valeur ajoutée sera transformée en une économie tournée vers la production à moyenne valeur ajoutée. Ainsi l'évolution de la spécialisation chinoise continuera sans doute dans la même logique d'augmentation de la valeur ajoutée des produits, avec un rythme similaire. D'ici à l'an 2010, la structure industrielle comme la structure commerciale de la Chine se seront considérablement modifiées.

**MOTS CLES:** Commerce international - Chine - Taux d'échange relatif - Phénomènes de croissance différenciée - Industrialisation concurrentielle.